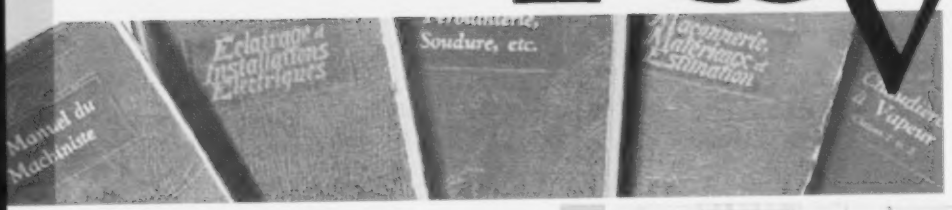
Revue

DE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC



2012
NO 4

GÉNÉALOGIE
HISTOIRE
ARCHITECTURE
HISTOIRE DU LIVRE, DE L'IMPRIMÉ ET DE L'ÉDITION

Société d'étude
et de conférences

Nº 4 2012

REVUE DE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

COMITÉ SCIENTIFIQUE
Guy Berthiaume, président-directeur général, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) ▪ **Isabelle Charuest,** chef de service, Direction de la Collection nationale et des services spécialisés, BAnQ ▪ **Carol Couture,** conservateur et directeur général des archives, BAnQ ▪ **Benoit Ferland,** directeur général de la conservation, BAnQ ▪ **Yvan Lamonde,** professeur titulaire, Département de langue et littérature françaises, Université McGill ▪ **Pierre-Édouard Latouche,** professeur, Département d'histoire de l'art, Université du Québec à Montréal ▪ **Denyse Léger,** directrice de la Collection nationale et des services spécialisés, BAnQ ▪ **Benoît Melançon,** professeur titulaire et directeur, Département des littératures de langue française, Université de Montréal ▪ **Sophie Montreuil,** directrice de la recherche et de l'édition, BAnQ

RÉDACTRICE EN CHEF
Sophie Montreuil

ADJOINTE À LA RÉDACTION
Isabelle Crevier

COLLABORATRICE À L'ICONOGRAPHIE
Hélène Hotton

COORDONNÉES DE LA RÉDACTION
Revue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Direction de la recherche et de l'édition
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2275, rue Holt
Montréal (Québec) H2G 3H1
Canada
514 873-1100
ou sans frais au Québec
1 800 363-9028, poste 3831
revuedebanq@banq.qc.ca
banq.qc.ca/revue

RÉVISION LINGUISTIQUE, TRADUCTION ET PRODUCTION
Direction des communications
et des relations publiques, BAnQ

CONCEPTION GRAPHIQUE
L'atelier Lineski

IMPRESSION
K2 impressions

ABONNEMENT ET VENTE AU NUMÉRO

Abonnement
On peut s'abonner pour 3 ans (individu, 40 $; institution, 55 $)* ou pour 5 ans (individu, 65 $; institution, 85 $)* en écrivant à boutique@banq.qc.ca.

Vente au numéro
Tous les numéros sont en vente séparément (individu, 15 $; institution, 20 $)*. Ils sont également offerts au prix de 20 $* l'unité dans le catalogue de l'agence EBSCO (ebsco.com) ainsi que dans les librairies et les autres points de vente du réseau des Publications du Québec (www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca). Pour les renseignements complets sur l'abonnement et sur la vente au numéro, rendez-vous à l'adresse banq.qc.ca/revue ou écrivez à revuedebanq@banq.qc.ca.

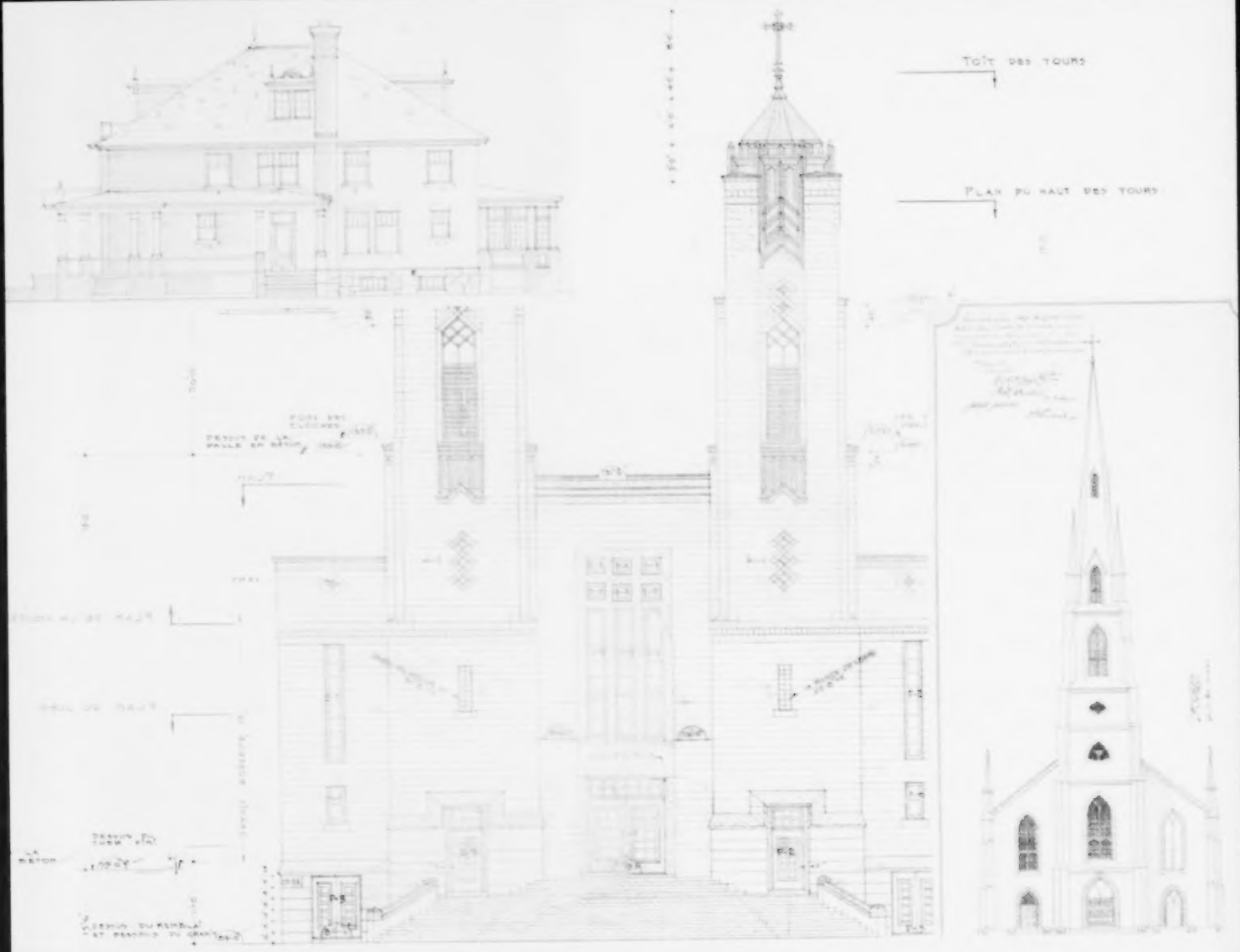
* Taxes et frais d'expédition en sus.

SOUMISSION DES ARTICLES
Les auteurs intéressés à publier dans la revue doivent déposer une proposition d'article en réponse à l'appel à contributions annuel lancé à l'automne par BAnQ. Lorsque leur proposition est retenue, les auteurs bénéficient d'une période de quatre à six mois pour rédiger et déposer leur article complet. Les articles doivent être illustrés par des reproductions de documents tirés des fonds d'archives et des collections patrimoniales de BAnQ. Pour toute question au sujet des procédures relatives à la soumission et à l'évaluation des articles, consultez la section consacrée à la revue sur le portail de BAnQ au banq.qc.ca/revue ou communiquez avec la rédaction.

© Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012
Toute reproduction, même partielle, des illustrations ou des articles publiés dans ce numéro est strictement interdite sans l'autorisation écrite de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être acheminées à la rédaction.

ISSN 1920-0250 (imprimé)
ISSN 1920-0269 (en ligne)

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012
Bibliothèque et Archives Canada, 2012



À propos de la revue

La *Revue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec* est une publication annuelle vouée à l'avancement des connaissances sur le Québec, sur sa culture, sur son histoire et sur son territoire. Elle contribue à la réalisation de la mission scientifique de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, que l'institution déploie en complément de ses missions d'acquisition, de conservation et de diffusion des fonds d'archives et des collections patrimoniales dont elle est la gardienne.

Pluridisciplinaire, cette revue est ouverte à des approches issues des sciences humaines et sociales ou de toute autre discipline pertinente. Elle accueille en ses pages des articles d'érudition qui s'inscrivent dans l'un ou l'autre des trois grands domaines de recherche privilégiés par l'institution, soit le patrimoine documentaire québécois, les métadonnées sur ce patrimoine ainsi que des sujets liés aux mandats de l'institution.

GÉOGRAPHIE

4

Mot de présentation du président-directeur général de Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Guy Berthiaume

6

Cartographier la terre des païens : la géographie des missionnaires jésuites en Nouvelle-France au XVII^e^ siècle

Jean François Palomino

HISTOIRE

20

De l'armée au séminaire : l'itinéraire et l'œuvre de Pierre Collas, migrant éphémère en Nouvelle-France (1698-1703)

Éva Guillorel

ARCHITECTURE

32

Qui donc est l'architecte de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup?

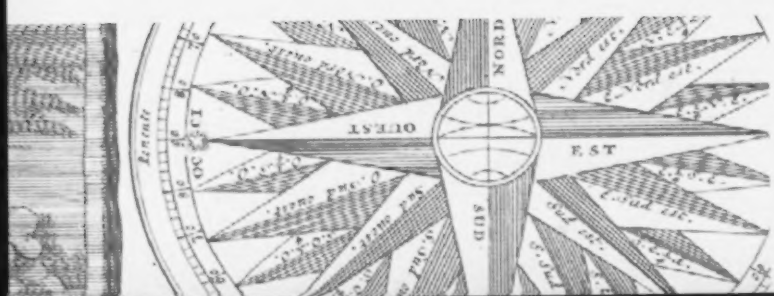
Josette Michaud

46

Magog's Church of Sainte-Marguerite-Marie and the Architectural Dynamics Between Two of Québec's Founding Institutions During the Twentieth Century: The Roman Catholic Church and the Corporate Industrial Manufactory

Caroline Beaudoin

VERSION FRANÇAISE PAGE 601



DE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Revue

2012 N° 4

HISTOIRE DU LIVRE, DE L'IMPRIMÉ ET DE L'ÉDITION

70
Faire confiance au Canadien moyen – Les manuels techniques de Louis-Alexandre Bélisle
Josée Vincent

À LA DÉCOUVERTE DES FONDS ET DES COLLECTIONS

84
« Il y a des choses qu'une personne cultivée ne peut ignorer » – Le *Bulletin* de la Société d'étude et de conférences (1951-1967) : sa genèse, ses actrices et son contenu
Fanie St-Laurent

96
Les collections d'imprimés et les fonds d'archives de BAnQ : des ressources importantes pour l'histoire de la caricature et de la satire graphique québécoises avant 1960
Dominic Hardy

ARCHIVES ET INÉDITS

110
Le pouvoir créateur d'Alfred et de Clémence
Julie Roy et Hélène Fortier

114
Résumés français des articles

116
Résumés anglais des articles

118
Notices biographiques des auteurs

Le fil de notre histoire

Guy Berthiaume
Président-directeur général
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Il est habituel, quand on écrit l'histoire, de situer les grandes figures et de brosser un portrait tapissé de hauts faits et de dates charnières. Une telle démarche ne manque évidemment pas d'intérêt : loin de moi l'idée de remettre en cause l'importance de l'histoire politique. Mais il existe d'autres avenues pour mettre en valeur notre passé : des chemins de traverse, des passages plus obscurs, voire des passerelles ténues, qui jettent un éclairage inédit sur notre patrimoine et renouvellent la compréhension que nous en avons. Les études réunies ici illustrent de manière éloquente ce phénomène, en abordant la culture et l'histoire québécoises par leurs versants les moins fréquentés.

C'est ainsi que, pour la première fois, la *Revue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec* s'ouvre à l'architecture en accueillant rien de moins que deux textes plutôt qu'un. Les auteures de ces articles, Caroline Beaudoin et Josette Michaud, nous invitent à voir d'un autre œil ces géants familiers que sont les églises en montrant combien ces monuments sont révélateurs des communautés dont ils étaient jadis le cœur. Pour M^me^ Beaudoin, l'analyse des plans de l'église Sainte-Marguerite-Marie de Magog permet de lever le voile sur une partie de l'histoire sociale de cette cité industrielle dont les habitants étaient pour la plupart ouvriers à l'usine de la Dominion Textile. M^me^ Michaud procède avec finesse à l'examen des plans de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, ce qui l'amène à remonter le fil de l'histoire du bâtiment et à retracer les intentions de ses architectes successifs.

Les choses qui nous sont les plus coutumières, étrangement, sont souvent celles sur lesquelles nous nous interrogeons le moins. L'article de Josée Vincent sur les manuels techniques de Louis-Alexandre Bélisle, ces « petits ouvrages d'apparence modeste et aux titres bien souvent fort ennuyeux », comme elle n'hésite pas

à les qualifier, le donne bien à voir : le témoignage que nous livrent ces manuels est fascinant. De même, la contribution de Fanie St-Laurent sur le corpus pratiquement oublié du *Bulletin* de la Société d'étude et de conférences révèle comment la culture a été l'un des moyens privilégiés par les femmes pour accéder à l'espace public. Enfin, Dominic Hardy nous convie à revisiter les débuts de la vie démocratique au Bas-Canada par l'entremise d'une source documentaire pour le moins inusitée, la caricature, et la plume originale d'un homme d'affaires impliqué dans sa mise en marché, Louis Dulongpré. Partir de l'ordinaire et du familier, de la vie quotidienne et de ses figures discrètes, ce n'est donc pas seulement interroger l'histoire différemment, c'est aussi lui fournir une texture et une profondeur indispensables, sans lesquelles elle se figerait en une sorte de nature morte.

Marqués au coin de la discrétion, l'on retrouve les personnages dont les fonds documentaires n'ont pour ainsi dire pas gardé trace. Peut-on les exhumer de l'anonymat qui les caractérise? C'est à l'un de ces « absents de l'histoire », pour reprendre la belle expression de Michel de Certeau[1], qu'Éva Guillorel consacre un article. À l'issue d'une enquête minutieuse dans les dépôts d'archives français et québécois, l'auteure est parvenue à tirer de l'ombre le parcours singulier de Pierre Collas, un jeune Berrichon n'ayant séjourné que cinq ans en Nouvelle-France, et à mettre au jour l'existence jusqu'alors méconnue de toute une catégorie de population qui n'apparaît presque jamais dans les sources manuscrites de la colonie : celle des colons malheureux qui retournent vivre dans la mère patrie après quelques années au loin.

À l'autre bout du spectre, dans le camp de ceux qui ont laissé d'abondants témoignages de leur passage et de leurs motivations, se trouvent les missionnaires jésuites, que le texte signé par Jean-François Palomino saisit d'une façon tout à fait neuve, en déplaçant les projecteurs en direction des pratiques cartographiques qu'ils mettent en œuvre et à profit dans leurs *Relations*. C'est dire combien un simple changement de perspective peut s'avérer porteur : des textes aussi renommés que les lettres du Nouveau Monde prennent, tout d'un coup, une couleur inattendue, de la même manière qu'un personnage apparemment « sans histoire » découvre avec lui tout un pan du grand récit historique auquel il appartient dès lors qu'on le regarde autrement. La rubrique archivistique de nos collègues Julie Roy et Hélène Fortier offre un dernier exemple de ce procédé : en plus de mettre la région de l'Estrie à l'avant-scène, leur chronique nous livre l'un des secrets les mieux gardés du fonds Alfred DesRochers, la correspondance pleine de tendresse que le poète a entretenue avec sa fille Clémence. De l'intimité d'un amour filial jusqu'aux stratégies pour convertir un continent, les fils documentaires qui tissent la trame de notre histoire auront rarement été si variés.

« Partir de l'ordinaire et du familier, de la vie quotidienne et de ses figures discrètes, ce n'est donc pas seulement interroger l'histoire différemment, c'est aussi lui fournir une texture et une profondeur indispensables, sans lesquelles elle se figerait en une sorte de nature morte. »

1. Michel de Certeau, *L'absent de l'histoire*, Paris, Mame, 1973.

CARTE
DU CANADA
OU DE LA
NOUVELLE FRANCE
et des Decouvertes qui y ont été faites
Dressée sur plusieurs Observations
et sur un grand nombre de Relations imprimées ou manuscrites
Par Guillaume De l'Isle
de l'Academie Royale des Sciences
et Premier Geographe du Roy
A PARIS
Chez l'Auteur sur le Quai de l'Horloge a l'Aigle d'Or
avec Privilege du 20 May pour 20 ans
1703.
Echelles
Lieues Communes de France
Lieues Marines de France
Milles Communs d'Angleterre

Cartouche réalisé par Nicolas Guérard qui représente probablement un jésuite baptisant un Amérindien (en haut à gauche) et un récollet s'adonnant à la prédication (en haut à droite).
Guillaume Delisle, *Carte du Canada ou de la Nouvelle France et des découvertes qui y ont été faites*, Paris, chez l'auteur, 1703 (détail). BAnQ, collections patrimoniales (G 3400 1703 L57 CAR). Num.

Cartographier la terre des païens : la géographie des missionnaires jésuites en Nouvelle-France au XVII^e siècle

Jean-François Palomino

S'inscrivant dans une enquête plus large sur le rôle des savoirs géographiques en milieu colonial, le présent article vise à mieux documenter l'usage de la cartographie (et d'autres savoirs connexes) par les missionnaires au Canada au XVII^e siècle. Très souvent formés dans les meilleurs collèges d'Europe, où ils ont apprivoisé les sciences théoriques et expérimentales de leur époque, les missionnaires jésuites se font également explorateurs, ethnographes, astronomes et botanistes, sachant observer les astres et prendre les mesures nécessaires pour cartographier la terre des païens.

Les *Relations* des jésuites, dont Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) conserve une collection presque complète, forment le corpus principal de cette étude (**ill. 1**). Publiées de façon continue entre 1633 et 1673, ces lettres cherchaient à capter l'attention d'éventuels bienfaiteurs et faisaient les délices d'un pieux lectorat en mal d'exotisme. Elles sont aujourd'hui une source de renseignements sans équivalent pour documenter l'histoire des relations franco-amérindiennes, racontant dans le détail la vie tumultueuse et les voyages d'exploration des missionnaires.

Depuis longtemps, l'historiographie reconnaît l'importance de l'évangélisation dans la mise au jour du continent[1]. Dans une perspective tout autre, la lecture attentive des sources permettra d'aborder différemment le même sujet en repérant les pratiques cartographiques en usage dans un contexte de rencontres interculturelles. Les cartes géographiques ne sont pas seulement le reflet plat et bidimensionnel d'un territoire. Elles sont aussi des outils de communication, d'appropriation et de transformation ; elles servent à convaincre un interlocuteur, à propager une idée, un projet, un idéal. Plutôt que d'étudier uniquement le contenu des cartes (dont très peu nous sont parvenues), il s'agit plutôt d'examiner les contextes entourant l'acte de cartographier. Par divers exemples puisés à même les multiples lettres écrites en Amérique, cet article démontrera que les jésuites firent un usage relativement important de la cartographie, non seulement pour véhiculer et consigner un savoir mais aussi pour propager le catholicisme parmi les autochtones. L'interprétation donnée se réclame moins d'une histoire positiviste des découvertes que d'une

1. Paul Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France en l'année 1633*, Paris, Sébastien Cramoisy, 1634. BAnQ, collections patrimoniales (971.021 R382re 1634 fMRA).

1. Voir notamment N. M. Crouse, *Contributions of the Canadian Jesuits to the Geographical Knowledge of New France*, et C. Heidenreich, « Early French Exploration in the North American Interior ».

histoire socioculturelle. Elle rejoint ainsi des préoccupations qui n'avaient pas retenu l'attention de l'historiographie canadienne, faisant des quelques pages qui suivent une contribution nouvelle à la recherche.

Les jésuites, les sciences et la géographie

Mais avant tout, un bref rappel du contexte s'impose[2]. Fondée en 1534 par Ignace de Loyola (et instituée par le pape en 1540), la Compagnie de Jésus est un ordre en pleine maturité lorsque les premiers missionnaires jésuites débarquent en Acadie, en 1611, puis à Québec, en 1625. Présent en Europe, en Chine, au Japon, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud, l'ordre met pied un peu partout dans le monde pour prêcher la bonne parole auprès des infidèles. En conformité avec les décrets du concile de Trente, les jésuites se font les porte-étendards d'une contre-réforme particulièrement dynamique. Empreints d'une forte culture scientifique, ils s'intéressent non seulement au salut des âmes mais aussi à toutes les sphères de la vie. Établissant un enseignement de pointe dans les meilleurs collèges d'Europe, l'ordre façonne une partie de l'élite savante et religieuse du temps (dont témoignent notamment les figures de René Descartes, de l'abbé Jean Picard et de l'abbé Prévost). Il dispose également de chaires d'hydrographie dans plusieurs ports de France, où il est chargé d'enseigner la navigation, les mathématiques et l'astronomie[3]. Dans le domaine du savoir maritime, l'*Hydrographie* (1643) du père Fournier figure comme un ouvrage phare avec ses 922 pages sur l'histoire, sur la théorie et sur la pratique de la science hydrographique qu'on enseigne dans les écoles d'hydrographie.

Comme le démontre le père Dainville, cet enseignement scientifique est élaboré dans l'optique d'une préparation technique aux missions[4]. En fait, c'est surtout à cause des recommandations de François Xavier (1506-1552) que les jésuites raffermissent leurs connaissances des sciences et de la géographie. Le célèbre jésuite ne savait trop recommander les qualités d'observation pour dresser l'état des lieux et sonder le sentiment religieux des peuples rencontrés. Les missionnaires doivent non seulement savoir observer mais aussi pouvoir consigner par écrit leurs observations sur les mœurs et coutumes des autochtones. Alors qu'il prêche au Japon, François Xavier prend conscience de l'immense importance d'une formation scientifique : « Je désire que ces confrères ne soient pas ignorants de l'astronomie. Les Japonais désirent singulièrement s'instruire sur les phases alternatives du soleil et de la lune [...]. On ne saurait imaginer combien l'explication de ces prodiges naturels a de puissance pour disposer en notre faveur les esprits de Japonais[5]. » La connaissance géographique pouvait aussi être très utile, comme l'avait démontré un autre maître à penser jésuite, Matteo Ricci (1552-1610), véritable modèle, premier Occidental à pénétrer dans la Cité interdite, à Pékin, et auteur d'une remarquable carte du monde chinoise[6]. Grands voyageurs, les jésuites ne pouvaient pas négliger une discipline qui permettait aux étudiants de mieux suivre l'action de leurs compagnons disséminés aux quatre coins de la planète[7].

Les jésuites qu'on envoie au Canada forment la première force missionnaire, jouant un rôle capital dans le développement de la colonie. Ce sera pour eux un véritable laboratoire pour l'élaboration d'un projet spirituel offrant au monde un exemple de compétence, de dévouement et d'imitation du Christ, et ce, dans des conditions plutôt austères.

2. Pour plus de détails, voir entre autres D. Deslandres, *Croire et faire croire*, F. Dainville, *La géographie des humanistes*, et A. Beaulieu, *Convertir les fils de Caïn*.
3. Voir J. Lamy, « Le problème des longitudes en mer dans les traités d'hydrographie des Jésuites aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles », et F. Dainville, *La géographie des humanistes*.
4. F. Dainville, *La géographie des humanistes*, p. 107.
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*, p. 107-110. S'il ne subsiste aucun exemplaire de la première carte de Ricci, imprimée en 1584, une demi-douzaine d'exemplaires de la réédition de 1602 sont aujourd'hui connus, dont celui conservé à la bibliothèque James Ford Bell et présenté dans la Bibliothèque numérique mondiale (wdl.org/fr).
7. F. Dainville, *La géographie des humanistes*, p. 105-106.

Planifier la moisson des âmes

Quatre pères débarquent ainsi à Québec dès 1632, alors que la Nouvelle France est rétrocédée à la France en vertu du traité de Saint-Germain-en-Laye. Pour eux comme pour les commerçants français, la découverte du continent se fait au gré des rencontres avec les autochtones. Ainsi, quelques jésuites explorateurs s'aventurent aux confins du monde connu, par exemple Marquette, qui « découvre » le Mississippi après avoir rencontré des Illinois à l'extrémité occidentale du lac Supérieur, ou bien les pères Druillettes et Dablon, qui s'avancent au nord, chez les Cris, après avoir rencontré un chef népissingue. La mécanique exploratoire, si on peut l'appeler ainsi, suit toujours à peu près le même modèle : après avoir rencontré des Amérindiens de peuples inconnus (souvent des prisonniers ou des commerçants), les missionnaires interrogent, dressent une cartographie sommaire des lieux d'après les renseignements obtenus, puis se rendent dans de nouvelles contrées, guidés par les Amérindiens, et ce, afin de pouvoir mieux décrire les nouveaux territoires et surtout les nouvelles populations à convertir. Un extrait de la *Relation […] en la Nouvelle France, és années 1660 et 1661* rappelle l'intérêt des jésuites pour les connaissances scientifiques brutes (« savoir au vrai les longitudes et les latitudes de ce nouveau pays, desquelles dépend en partie le fondement qu'on a d'y trouver passage vers la Mer du Japon ») intrinsèquement liées aux connaissances utiles à l'évangélisation des Amérindiens (« voir sur les lieux les moyens de travailler efficacement à la conversion de ces peuples »)[8].

Plusieurs missionnaires avaient dans leur bagage les connaissances de base pour dresser une carte. Les pères Marquette, Bressani, Dablon, Druillettes, Allouez, Ragueneau, Le Jeune et Lalemant ont tous, à un moment ou à un autre, manié le crayon ou le charbon pour cartographier le territoire. Les descriptions textuelles et cartographiques issues de ces voyages permettent de prendre toute la mesure du travail apostolique à accomplir. Ces connaissances sont indispensables pour aider les têtes dirigeantes de la Compagnie, conditionnée à ne rien laisser au hasard, à mieux planifier l'action sur le terrain[9]. Dès 1626, le père Charles Lalemant envoie une carte à ses supérieurs pour les informer de la situation géographique de la Nouvelle-France[10]. Après avoir énuméré une longue liste d'échecs apostoliques, un autre rédacteur jésuite retrouve le courage dans « les nations nouvellement découvertes », localisées sur un « griffonnage » (c'est-à-dire un croquis cartographique) envoyé par un confrère. S'il plaît à Dieu, dit-il, « la moisson sera plus grande, & la Mission plus sainte que jamais[11] ». La carte, ici, est porteuse d'espoir.

Les *Relations* regorgent d'exemples de communication cartographique entre Blancs et Amérindiens. Si cette caractéristique mérite d'être soulignée, elle n'est pas étonnante. Les autochtones sont ceux qui connaissent le mieux le terrain. Ils ne se perdent que très rarement, rapporte avec stupéfaction le père Bressani : ils connaissent en tout temps et avec grande assurance les quatre points cardinaux. Le père Le Jeune raconte comment un guerrier montagnais, prenant spontanément un crayon en main, dépeignit le pays des ennemis iroquois où il allait guerroyer[12]. Alors qu'il missionne au lac Manicouagan, le père Nouvel interroge des Amérindiens venus du nord et demande le *massinahigan* des contrées nordiques, c'est-à-dire la description topographique avec les noms des peuples qui y habitent. On ressent la joie et la ferveur extrêmes du missionnaire comblé par cette description géographique (« O Dieu que voila d'ames à gagner à Jesus-Christ »), apprenant qu'aucun Européen n'est encore apparu sur cette côte[13]. Avant de partir à la découverte du Mississippi en 1672 et 1673, le père Marquette et Louis Jolliet interrogent les Amérindiens, tracent sur leur rapport une carte approximative de tout ce nouveau pays et y font marquer rivières, noms de peuples et lieux par lesquels ils doivent passer[14].

8. C. Dablon, « Nouvelle mission des Kilistinons, dite de S. François Xavier, vers la mer du Nort », p. 56-57.
9. Voir notamment D. Deslandres, *Croire et faire croire*, p. 194.
10. Voir « Lettre du P. Charles L'Alemant, de la Compagnie de Jesus », p. 34.
11. *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable […] en la Nouvelle France, és années 1657 & 1658*, p. 73.
12. P. Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France en l'année 1637*, p. 256-257.
13. H. Nouvel, « Journal du voyage d'un Père de la Compagnie de Jesus », p. 95.
14. « Le premier voyage qu'a fait le P. Marquette vers le nouveau Mexique & comment s'en est formé le dessein », manuscrit conservé aux Archives des Jésuites au Canada (AJC Gl.C, CJ-0001-687), publié dans R. G. Thwaites, *The Jesuit Relations and Allied Documents*, vol. LIX, p. 90.

Si les Amérindiens sont les principaux pourvoyeurs de données, les jésuites s'alimentent aussi auprès des autres voyageurs français, les plus intrépides qui osent repousser les limites de la *terra cognita*. Ainsi, le père Le Jeune rapporte « que le sieur Nicolet, interprete en langue algonquine & huronne, pour messieurs de la Nouvelle France, [lui] a donné les noms de ces nations qu'il a visité luy mesme[15] ». Quelques années plus tard, l'un des pères fait mention « de deux François, qui ont penetré bien avant dans le païs », en l'occurrence Radisson et Des Groseillers, « temoins oculaires des choses que je vay dire, lesquelles pourront servir, pour dresser une carte generale de ces contrées[16] ». Bréhant de Galinée, un autre missionnaire non pas jésuite mais sulpicien, croise l'un des frères Jolliet au lac Ontario[17]. Celui-ci lui fait part de sa découverte du lac Érié et lui donne généreusement la carte la décrivant[18].

Les missionnaires, témoins oculaires du territoire

Les missionnaires, pour leur part, veulent connaître eux-mêmes ces pays où l'on pourra propager l'Évangile. Car s'il y a bel et bien communication cartographique, elle n'est pas toujours à l'entière satisfaction des Français, qui jugent parfois le message embrouillé. On peut très bien comprendre ces barrières, sachant comment il était difficile d'apprendre les langues autochtones, ce dont le père Le Jeune témoigne avec humilité[19]. Dans certains cas, les cartes sont des esquisses pour se guider et retrouver le chemin du retour[20]. Par crainte d'être abandonnés par Cavelier de La Salle, les sulpiciens désignent Galinée pour remplacer à la dernière minute un autre sulpicien qui n'a pas les mêmes compétences en mathématiques et en cartographie.

Les cartes produites durant les voyages d'exploration permettent de consigner un nouveau savoir géographique. Mais elles ne sont pas toujours faciles à dessiner, compte tenu de tous les désagréments qui peuvent frapper les cartographes. Les froids intenses empêchent d'écrire, car tous les liquides gèlent (à moins qu'on ne tienne la plume très près du feu), les rayons du soleil sont parfois insupportables, les difficultés de transport obligent à voyager léger. Les risques d'accident occasionnant des pertes matérielles sont eux aussi bien réels. Rentrant au pays après son expédition avec le père Marquette, Louis Jolliet fait naufrage au saut Saint Louis, dernier des 42 rapides franchis. Deux hommes se noient, dont l'esclave obtenu des Illinois, tandis que Jolliet perd aussi le coffre qui contenait la carte et le récit détaillé du voyage.

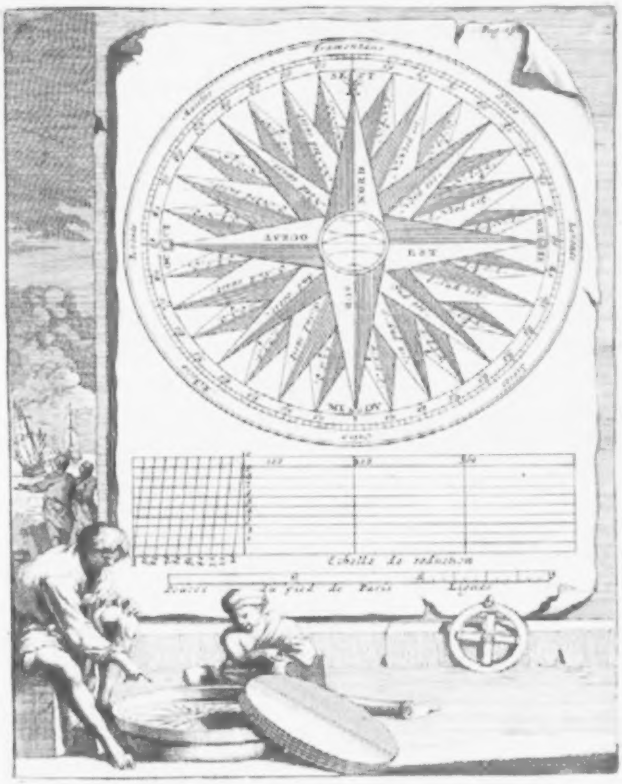
Pour cartographier le territoire, les jésuites ont recours au plus fondamental des appareils : la boussole **(ill. 2)**. Quelques extraits nous les montrent avec cet objet utile pour se guider dans une forêt parfois hostile. Lors d'une discussion avec quelques Amérindiens sur les « vérités naturelles », le père Le Jeune sort sur-le-champ un cadran (c'est-à-dire une boussole) de sa poche[21]. On devine que l'objet lui tient compagnie à longueur de journée. Ailleurs, le père Bressani s'étonne que les Hurons puissent se déplacer en forêt sans boussole[22], comme le fait d'ailleurs le père Frémin à propos des Inuits qui « traversent de grandes etendues de mers, sans boussole, & souvent sans la veüe du soleil, se fiant de leur conduite à leur imagination[23] ». De ces extraits et d'autres encore, on devine que l'outil est relativement commun.

15. *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, en l'année M.DC.XL*, p. 132.
16. *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable [...] en la Nouvelle France, és années 1657 & 1658*, p. 72.
17. Malheureusement, la relation ne précise pas le prénom dudit « sieur Jolliet ». Ce serait soit l'aîné, Adrien, soit le cadet, Louis, tous deux commerçants explorateurs.
18. R. de Bréhant de Galinée, *Voyage de MM. Dollier et Galinée*, p. 31.
19. « Mon hoste faisant un jour festin à son tour, les conviez me firent signe que je harangüasse en leur langue, ils avoient envie de rire : car je prononce le Sauvage comme un Alemant prononce le François, leur voulant donner ce contentement, je me mis à discourir, & eux à s'éclatter de rire : eux bien aises de gausser, & moy bien joyeux d'apprendre à parler. » P. Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, en l'année 1634*, p. 230 et suivantes.
20. Voir entre autres R. G. Thwaites, *The Jesuit Relations and Allied Documents*, vol. LX, p. 214, et R. de Bréhant de Galinée, *Voyage de MM. Dollier et Galinée*, p. 4 et suivantes.
21. P. Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, en l'année 1634*, p. 231.
22. F. G. Bressani, *Relation abrégée de quelques missions des peres de la Compagnie de Jesus dans la Nouvelle-France*, p. 71.
23. R. G. Thwaites, *The Jesuit Relations and Allied Documents*, vol. XLV, p. 64.

A partir des relevés effectués à la boussole et de la durée d'un déplacement dans une direction, on peut estimer la distance parcourue. Il va sans dire que les résultats sont approximatifs, les estimations pouvant varier selon la difficulté du parcours, le nombre de portages ou la dénivellation du terrain. Ainsi, dans son « craion des nouveaux chemins pour aller à la mer du Nord », le père Druillettes indique la distance des lieux, « selon les journées que les Sauvages ont faites, [qu'il met] à quinze lieuës par jour, en descendant, à cause de la rapidité des eaux, & à sept ou huit lieuës en montant[24] ».

2. *Illustration de plusieurs instruments de navigation. De haut en bas : rose des vents ; échelles ; astrolabe, à droite ; boussole (ou compas), à gauche.*
Nicolas Sanson, *L'Amérique en plusieurs cartes nouvelles et exactes, et en divers traictés de géographie et d'histoire* [...], Paris, chez l'auteur, 1662, entre les p. 152 et 153.
BAnQ, collections patrimoniales (917 S229am 1662 BMRA)

Pour mesurer la latitude, il suffisait d'observer la hauteur du soleil par rapport à l'horizon avec une arbalète (ou bâton de Jacob), instrument couramment utilisé par les navigateurs, qui consistait en un assemblage de deux morceaux de bois coulissants dont l'un était gradué. Aucun récit n'en fait mention de façon explicite (sauf celui du sulpicien Galinée), mais les évaluations de latitude sont courantes, ce qui laisse croire que quelques jésuites en faisaient un usage ponctuel à Québec et dans les principaux centres missionnaires.



Plus difficile à établir, la mesure de la longitude se fondait surtout sur des estimations d'orientation et de distances parcourues, sur terre comme sur mer. Par ailleurs, les jésuites usèrent abondamment d'une technique annoncée dès l'Antiquité et devenue populaire au XVIIe siècle : l'observation des éclipses de lune et de soleil. Plus précisément, il s'agissait de déterminer l'heure à laquelle une éclipse se produisait en deux points différents à l'aide de pendules rectifiés selon le mouvement du soleil. Le décalage horaire entre les deux lieux fournissait la différence de longitude. D'un grand intérêt pour le géographe, cette technique n'est certes pas infaillible. Pour réussir, il faut qu'une éclipse puisse être observée sans nuages obstruant la vue, à deux endroits suffisamment distants. Par ailleurs, les astronomes européens parvenaient à prédire les éclipses et diffusaient leurs trouvailles dans des almanachs et des éphémérides qui accompagnaient les missionnaires. Ainsi, à Québec le 27 octobre 1633, le père Le Jeune observe une éclipse de lune à six heures du soir. L'almanach qu'il possède indique que cette éclipse doit apparaître en France à minuit. Le prêtre en conclut qu'il y a une différence de six heures entre les deux endroits, donc un écart d'environ 90 degrés. Outre Québec, les jésuites établissent la longitude au pays des Hurons, fort discrètement d'ailleurs puisque quelques Amérindiens avaient qualifié le pendule de « Démon qui tue[25] », ce qui n'était pas sans mettre en danger les pères qui en possédaient un... En 1642, on observe la même éclipse à Québec, à Trois-Rivières et à la mission de Saint-Joseph au pays des Hurons, ce qui témoigne d'une approche systématique de cet événement astronomique. Chez les Hurons, Jérôme Lalemant obtient une différence d'environ cinq heures avec la capitale française en consultant les prédictions du mathématicien Noël Duret dans ses éphémérides.

24. *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable [...] en la Nouvelle France, ès années 1657 & 1658*, p. 73.
25. F.-J. Le Mercier, « Relation de ce qui s'est passé [...] dans le pays des Hurons en l'année 1637 & 38 », p. 13.

Il faut dire que l'intérêt pour les éclipses n'est pas que scientifique. Rapidement, les missionnaires se sont rendu compte de l'utilité des connaissances scientifiques à des fins apostoliques, détournement tout à fait justifié dans l'esprit missionnaire du XVII[e] siècle, comme en témoigne le père Millet :

> *Depuis longtemps, j'avais parlé de cette éclipse à nos Onnëiouts et, dès le commencement de la nouvelle lune, j'avais porté un défi aux anciens, et en particulier à certains jongleurs qui se mêlent de deviner, de dire dans combien de jours elle arriverait. Ils baissaient tous la tête et étaient obligés d'avouer leur ignorance. […] Les pauvres gens m'avouaient que cela les passait et ils me priaient de les aller avertir au temps de l'éclipse. Après cet aveu plusieurs fois réitéré de leur ignorance, le dimanche après la messe, je dis publiquement que l'éclipse serait la nuit suivante ; qu'ils se souvinssent de regarder, s'ils se réveillaient. Par bonheur, le ciel était fort serein et, dès que j'eus remarqué le commencement de l'éclipse, je m'en allai trouver l'orateur du pays et quelques autres des plus considérables qui se levèrent et qui, étant sortis promptement de leurs cabanes, virent l'éclipse déjà fort sensible. […] Tout étant arrivé comme je l'avais annoncé, ils ont été contraints d'avouer que nous savions mieux les choses qu'eux. De mon côté j'en ai tiré bien de l'avantage pour les instruire et pour les désabuser de leurs fables et de leurs superstitions. Ces choses sensibles sont beaucoup plus efficaces sur leur esprit grossier que tous les raisonnements qu'on leur pourrait apporter*[26].

De cette longue citation, il faut retenir le mot « efficaces ». Outre les talents d'orateur et de rhétoricien (les Amérindiens disaient « avoir de l'esprit », une qualité qu'ils reconnaissaient chez leurs visiteurs), les missionnaires affectionnaient particulièrement l'efficacité des stratégies mises au point pour convaincre les Amérindiens d'adhérer à la foi catholique. À l'instar des observations faites par François Xavier et Matteo Ricci, les jésuites du Canada vont faire usage des « vérités naturelles » et des « choses sensibles » pour « tirer de l'avantage », notamment par rapport aux « jongleurs » ou aux chamans, qui sont leurs concurrents directs comme interprètes du sens de la vie et comme médiateurs entre les mondes terrestre et divin.

Le savoir cartographique mis en scène

S'ils mettent à profit leurs talents de devins par la prédiction des éclipses, les jésuites utilisent également le savoir cartographique aux mêmes fins, lui conférant une charge symbolique inhabituelle. Interpellé par son hôte qui lui pose toutes sortes de questions sur les « choses naturelles », Le Jeune est prié de dessiner la Terre sur le vif. Prenant l'écorce et le charbon qu'on lui présente, le jésuite dépeint l'Amérique et ses parties, ce qui rend son hôte plein d'admiration : « Mon bien aymé tu nous donne en vérité de l'admiration, car nous connoissons la plus part de ces terres & de ces peuples, & tu les a descrit comme ils sont. » Son savoir géographique permet à ce jésuite de se bâtir une crédibilité, pierre d'assise indispensable du processus de conversion des Amérindiens ; il est transmis sous forme cartographique, format universel bien compris de son interlocuteur, qui s'écrie : « Ceste robbe noire dit vray ! » Profitant de ce coup d'éclat, le père Le Jeune enchaîne : « Comme je suis veritable en parlant des choses de la terre, aussi tu dois te persuader que je ne voudrois pas mentir quand je te parle des choses du Ciel, & partant tu dois croire ce que je t'ay dit de l'autre vie[27]. »

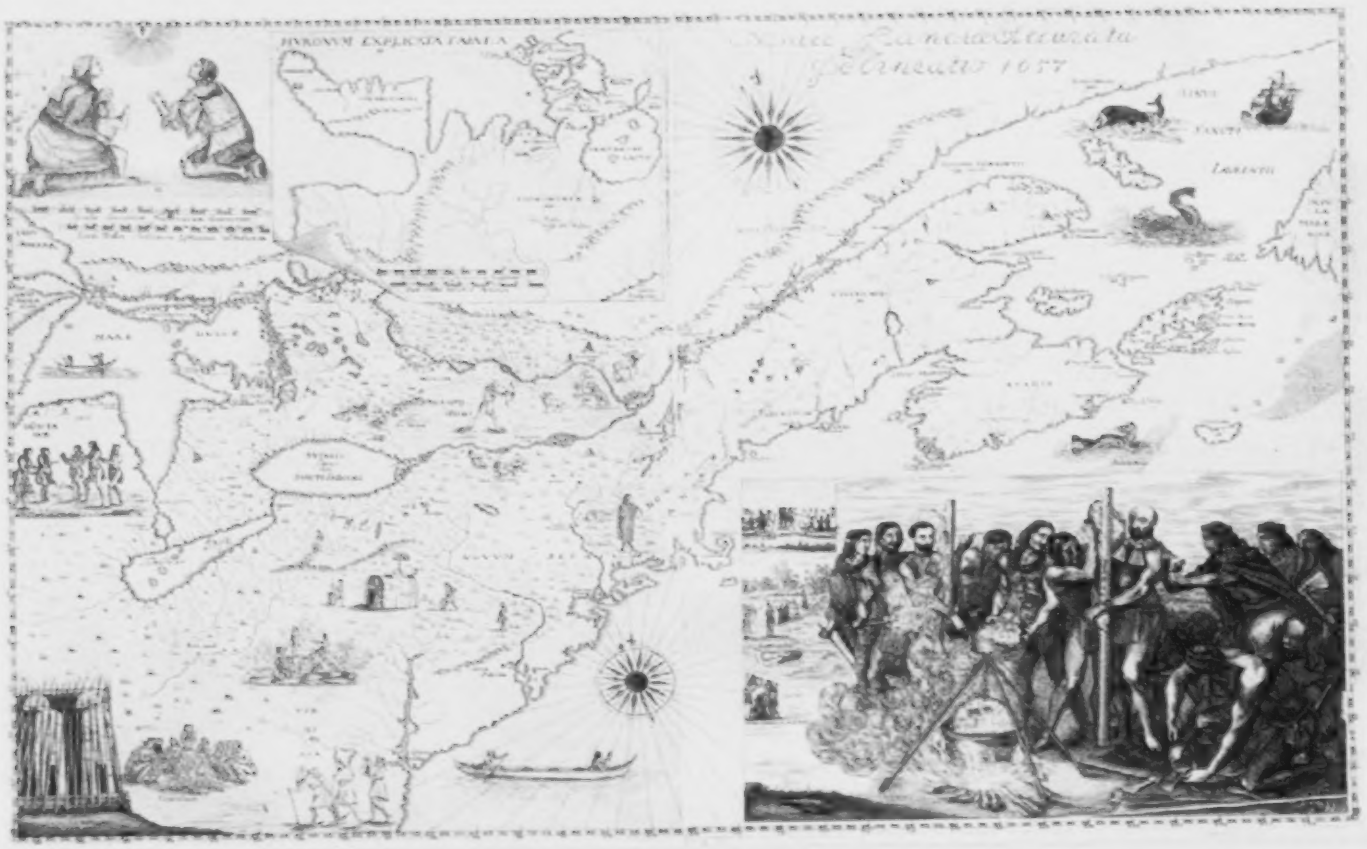
26. R. G. Thwaites, *The Jesuit Relations and Allied Documents*, vol. LVIII, p. 180, 182 et 184.
27. P. Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, en l'année 1634*, p. 304-305.

Ces exemples et d'autres encore sont des bijoux de « disputes » par lesquels les missionnaires mettent en valeur non seulement les difficultés auxquelles ils se butent sur la terre des infidèles mais aussi leurs talents de rhétoriciens. Les dialogues qu'ils rapportent montrent à tout coup une conclusion favorable (« Ceste robbe noire dit vray ! », « Ils demeurent sans voix »), cherchant à rassurer le père provincial et les lecteurs en laissant entendre que l'œuvre apostolique progresse…

Le même père Le Jeune, voulant faire connaître les grands mystères de la religion catholique (Dieu, enfer, paradis, etc.), se fait répliquer que cela est bon pour son pays et non pour celui de ses interlocuteurs. À cet argument, il riposte en sortant de ses bagages un petit globe terrestre rapporté d'Europe, expliquant à l'aide de ce support pédagogique « qu'il n'y a qu'un seul monde » et donc une seule vérité. Missionnant sur la côte du Labrador, le père Nouvel s'affaire à convertir une bande d'Ouchestiguetch en deux journées, tout le temps dont il dispose avant qu'ils ne repartent chez eux. Pour les initier aux mystères de la religion, il brandit une grande carte censée expliquer le jugement universel[28]. S'il ne donne pas de détails sur l'objet même, on comprend que l'image du monde est accompagnée d'une iconographie du paradis et de l'enfer propre à susciter l'adhésion d'une part, le rejet et le dégoût de l'autre. Dans un souci pédagogique, on utilise l'objet matériel pour soutenir un enseignement catéchistique bien éloigné de la conception amérindienne du monde. Dans la même veine, le père Nouvel cible un chef qui lui paraît affectionner la prière et lui fait présent de deux images, l'une de la Vierge Marie et de son fils, l'autre de Jésus, sauveur du monde, tenant un globe dans l'une de ses mains. La même symbolique – sphéricité de la Terre, vérité unique, christianisme dominant le monde et sauvant de l'enfer tous les convertis – est reprise dans une autre image prisée des Amérindiens, œuvre de « Polsnam[29] », représentant le Christ enfant et la Vierge Marie qui tient dans ses mains un sceptre et un globe terrestre[30]. Comme d'autres auparavant l'ont fait remarquer, les jésuites font grand usage d'images dans leurs stratégies de conversion[31]. Néanmoins, il est difficile de savoir exactement pour quelles raisons ces images à caractère géographique interpellaient plus particulièrement les Amérindiens. On peut néanmoins émettre l'hypothèse que l'inscription dans l'espace de concepts religieux abscons facilitait un semblant d'intégration.

Cette symbolique géographique pouvait être utilisée de diverses manières, selon les contextes et l'inventivité des prédicateurs. En témoigne le père Millet qui, dans des mises en scène théâtrales accompagnées de chants ininterrompus, suspendait dans sa cabane divers objets auxquels il conférait une charge symbolique explicite : des colliers de porcelaine (ou wampums), des images du roi, du Dauphin et de Jésus, la Bible, un miroir, une étoffe rouge et une carte géographique censée montrer que Dieu avait tout créé. Ce décor baroque, sorte d'autel païen, devait servir à capter l'attention des Iroquois et à marquer leur imaginaire, comme l'ont rappelé plusieurs historiens[32]. Faisant appel à la raison, globes et cartes géographiques sont ainsi des vecteurs qui permettent de communiquer un message chrétien. Ils sont aussi de puissants objets symboliques intégrés à l'arsenal de guerre missionnaire.

28. H. Nouvel, « Journal du voyage d'un Père de la Compagnie de Jesus », p. 89.
29. Quelques recherches bibliographiques nous portent à croire que ce Polsnam serait en fait le peintre italien Scipione Pulzone. Réputé pour ses portraits, Pulzone était lié de près à la mouvance jésuite et contre-réformiste.
30. Lettre du père Garnier à son frère Henri de Saint-Joseph, vers 1645. Voir la retranscription dans E.-M. Gagnon, *La conversion par l'image*, p. 42-44.
31. Voir notamment E.-M. Gagnon, *La conversion par l'image*, et D. Deslandres, *Croire et faire croire*, p. 342-346.
32. Voir entre autres A. Beaulieu, *Convertir les fils de Caïn*, p. 65-67, D. Deslandres, *Croire et faire croire*, p. 339-342, et M. Clair, « Du décor rêvé au croyant aimé ».



L'héritage cartographique

Durant tout le XVII^e siècle, les jésuites n'ont publié que quatre cartes relatives à la Nouvelle-France. Aucune d'elles n'est signée, mais il est possible d'en déterminer les auteurs par la lecture et la comparaison des sources textuelles. La première, intitulée *Novæ Franciæ Accurata Delineatio* et attribuée au père Bressani[33], est certainement la plus splendide de toutes, destinée à un public lettré européen qui connaissait le latin (**ill. 3**). Dans un style ostentatoire incomparable incarnant l'art jésuite et baroque, le cartographe décrit la situation géographique du Canada et met l'accent sur la Huronie, où les jésuites ont œuvré pendant plusieurs années avant son anéantissement par les Iroquois. Bressani se laisse aller à un débordement d'images pieuses et réalistes intégrées au contenu cartographique. Particulièrement saisissante, la scène du martyre des pères Jean de Brébeuf et Gabriel Lalemant témoigne des immenses difficultés auxquelles faisaient face les jésuites en Amérique. Ici, la carte se veut un objet édifiant, servant à déclencher un sentiment d'émulation, à susciter des rêves glorieux chez les barbares du Canada. Lui-même mutilé, Bressani retourne en Italie après la destruction de la Huronie pour y poursuivre son enseignement et son apostolat. Cette carte lui aurait alors été certainement utile pour convertir les masses paysannes, mais pour une raison inconnue (un cas de censure ?), elle semble ne jamais avoir été diffusée[34].

33. L'attribution est sans équivoque lorsqu'on lit l'une des dernières strophes de la relation de Bressani publiée en Italie en 1653. Ce dernier explique que le texte aurait été plus compréhensible s'il avait pu être accompagné de la carte en préparation, publiée séparément, sur laquelle figurent « les images des barbares et de leurs cruautés ». Pour une présentation approfondie de la carte de Bressani et de son utilité ethnologique, voir notamment C. Heidenreich, « Maps Relating to the First Half of the 17th Century ».
34. Très rare, cette carte se trouve à la Bibliothèque nationale de France, à la Bibliothèque nationale d'Autriche et, en partie seulement, à Bibliothèque et Archives Canada.

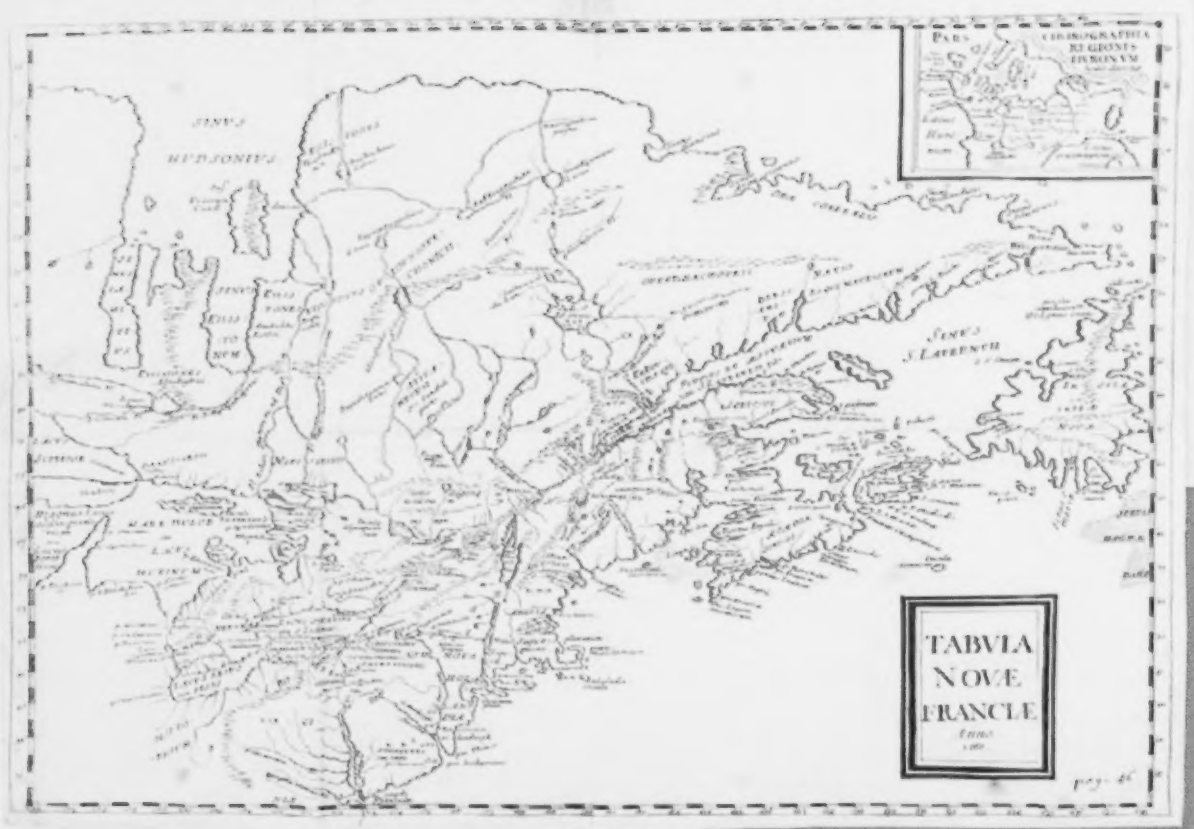
3. *Le feuillet ouest de cette carte est un fac-similé du début du* XX^e^ *siècle.*

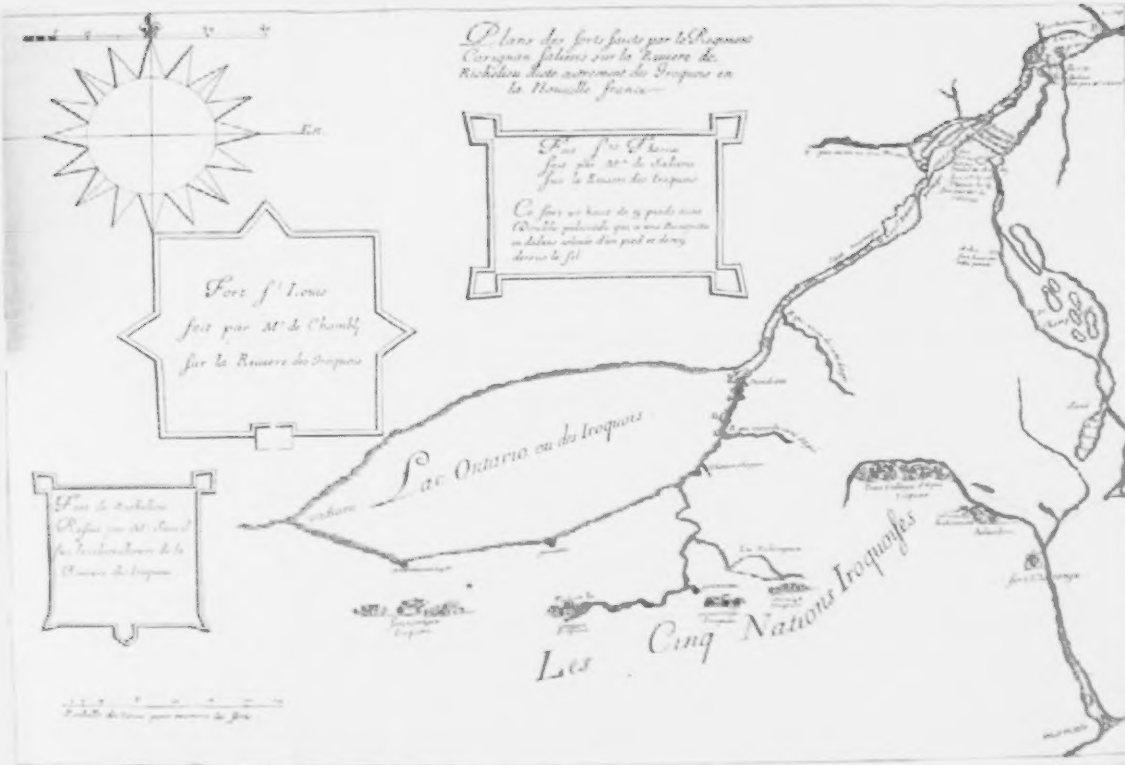
Carte ouest : *Novæ Franciæ accurata delineatio*, 1657.
Source : Bibliothèque et Archives Canada/e008222454.

Carte est : *Novæ Franciæ accurata delineatio*, 1657.
Source : Bibliothèque et Archives Canada/e008222453.

Quelques années plus tard, l'historien jésuite François Du Creux publie une histoire du Canada dans laquelle figure une carte décrivant le réseau hydrographique entre le fleuve Saint-Laurent et la baie d'Hudson **(ill. 4)**. Cette esquisse cartographique n'a pas l'aspect fini de la carte de Bressani, se rapprochant des croquis produits sur le terrain après des enquêtes auprès des Amérindiens et des coureurs des bois. Adaptation du « griffonnage » envoyé par le père Druillettes, elle présente un vaste territoire vierge de toute présence chrétienne, ce qui devait susciter des espoirs de conversions nombreuses, comme l'avaient constaté les pères Druillettes et Dablon en se rendant jusqu'à la ligne de partage des eaux. Outre l'intérêt strictement apostolique, on perçoit rapidement l'intérêt commercial et géostratégique de ces régions nordiques qui constituent non seulement un véritable réservoir de pelleteries mais aussi une entrée probable vers le Pacifique.

4. *Tabula Novæ Franciæ, anno 1660*, dans François Du Creux, *Historiæ Canadensis seu Novæ-Franciæ*, Paris, Sébastien Cramoisy et Sébastien Mabre-Cramoisy, 1664. BAnQ, collections patrimoniales [RES/AD/157]. Num.





Plans des forts faicts par le Regiment Carignan Salieres sur la Riuiere de Richelieu dicte autrement des Iroquois en la Nouuelle France
Fort St Therese fait par Mr de Salieres sur la Riuiere des Iroquois
Fort St Louis fait par Mr de Chambly sur la Riuiere des Iroquois
Lac Ontario ou des Iroquois
Les Cinq Nations Iroquoises

LAC TRACY OV SVPERIEVR
LAC DES ILINOIS
LAC DES HVRONS
BAYE DES PVANS
LAC SVPERIEVR ET AVTRES LIEVX OV SONT LES MISSIONS DES PERES DE LA COMPAGNIE DE IESVS COMPRISES SOVS LE NOM D'OVTAOVACS

5. [en haut] *Plans des forts faicts par le Regiment Carignan Saliores sur la riviere de Richelieu ds le autrement des Iroquois, en la Nouvelle France*, dans François Le Mercier, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, ès années 1664 & 1665*, Paris, Sébastien Cramoisy et Sébastien Mabre-Cramoisy, 1666. BAnQ, collections patrimoniales 1971 021 R382no 1666 BMRAL Num.

6. [en bas] [Claude Allouez et Claude Dablon], *Lac Superieur et autres lieux où sont les missions des Pères de la Compagnie de Jesus comprises sous le nom d'Outaouacs*, dans Claude Dablon, *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable aux missions des pères de la Compagnie de Jésus en la Nouvelle France, les années 1671 et 1672*, Paris, Sébastien Mabre-Cramoisy, 1673. BAnQ, collections patrimoniales [RES-AF-50-1673]. Num.

Publiée dans la *Relation* de 1664 et 1665, une troisième représentation souligne l'importance géostratégique de la rivière Richelieu, principale voie de communication entre l'Iroquoisie et la vallée du Saint-Laurent **(ill. 5)**. On y voit, à grande échelle, les trois forts alors construits pour protéger la colonie des incursions iroquoises. Selon l'auteur de la *Relation*, un quatrième fort est même projeté plus avant en pays iroquois, endroit d'où les Français pourraient « faire des sorties continuelles sur les ennemis, s'ils ne se rendent à la raison ». Cette chaîne de fortifications est l'œuvre des hommes du régiment Carignan-Salières envoyé au Canada en 1665 pour envahir l'Iroquoisie. Pendant plusieurs années, les jésuites avaient réclamé haut et fort une intervention du roi pour dompter l'Iroquois, comme jadis les Romains avaient dompté les peuples barbares. Les flatteries des rédacteurs jésuites sont sans équivoque : « Jamais la Nouvelle France ne cessera de bénir nostre grand Monarque, d'avoir entrepris de luy rendre la vie, & de la tirer des feux des Iroquois[35]. » Dans leur optique, présences française, chrétienne et jésuite ne font qu'un pour assurer la survie de la colonie et réussir à bâtir un « grand empire chrestien » en Amérique. Si l'une des composantes cède, tout s'écroule, d'où les appels incessants faits au roi.

Cette alliance nécessaire des pouvoirs religieux et temporel se manifeste également dans une autre carte du lac Supérieur publiée en 1672, puis en 1673 **(ill. 6)**. Cette carte, l'une des mieux réussies de tout le XVII[e] siècle, décrit les missions jésuites établies au confluent des lacs Supérieur, Michigan et Huron. La région est désormais appelée « pays des Outaouais », en référence au groupe algonquin qui est devenu le principal partenaire commercial des Français depuis la destruction de la Huronie. Sans doute l'œuvre des pères jésuites Dablon et Allouez, qui ont fréquenté ces régions pendant plusieurs années, la carte indique les deux principaux postes français : Michillimackinac et Sainte-Marie-du-Sault. Tous deux sont placés stratégiquement au cœur des Grands Lacs, de plus en plus fréquentés par les marchands du Canada qui trafiquent dans les parages. La carte situe aussi la mission Saint-François-Xavier dans la baie des Puants (Green Bay), principal avant-poste de l'expansion française avant la découverte du Mississippi par Jolliet et Marquette. Le rédacteur jésuite prend soin de préciser que cette carte permet

> *non seulement [de] distinguer les lieux, où la foy est publiée par l'établissement des missions ; mais aussi parce que le roy, en ayant pris tout fraischement possession, […] ; il a mis tous ces peuples sous la protection de la croix, avant que de les prendre sous la sienne, & n'a pas voulu y arborer ses armes, qu'apres y avoir planté celles de Jesus-Christ […]. Par un coup d'œil qu'on peut jetter sur la topographie des lacs, & des terres, sur lesquelles sont établis la pluspart des peuples de ces quartiers, on aura plus de lumiere sur toutes ces missions, que par de longs discours qu'on en pourroit faire*[36].

Par cette carte d'une grande précision, où les deux pères « n'ont rien voulu mettre que ce qu'ils ont vu de leurs propres yeux », ils démontrent à leurs lecteurs (et commanditaires) qu'ils connaissent bien les endroits fréquentés par leurs ouailles, qu'ils maîtrisent le territoire. On peut en deviner toute l'utilité dans l'optique d'une planification géostratégique de la guerre contre l'idolâtrie. Affirmant haut et fort la présence jésuite dans ces contrées lointaines, les religieux souhaitent en quelque sorte y établir leur chasse gardée, une nouvelle Huronie transformée en pays des Outaouais, clé de voûte pressentie de l'empire français et chrétien en Amérique, axe central par où doivent passer explorateurs, commerçants et Amérindiens. Si le représentant du roi (Daumont de Saint-Lusson) a officiellement pris possession des lieux, les jésuites prennent bien soin de rappeler la prépondérance des armes du Christ sur celles du roi.

35. F. Le Mercier, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, ès années 1664 & 1665*, p. 1.
36. C. Dablon, *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable […] en la Nouvelle France, les années 1670 & 1671*, p. 87-88.

D'ailleurs, ces armes du roi apposées dans le coin supérieur gauche attestent que Sa Majesté est le véritable destinataire de cette carte et du message qu'elle veut livrer. En la publiant, les jésuites veulent également démontrer qu'ils ont la caution du roi dans leurs actions. Véhiculant un savoir géographique neuf, la carte est un objet de rhétorique qui permet aux jésuites d'acquérir du prestige auprès d'éventuels bienfaiteurs et surtout auprès du roi, étape cruciale à une époque post-tridentine où les ordres religieux se font une concurrence musclée[37].

Arme de séduction envers les autochtones, envers le roi et envers les lecteurs ; voilà probablement ce qui unifie tous les aspects du savoir géographique traités dans cet article. Pour les missionnaires jésuites, il s'agissait entre autres de bâtir une solide crédibilité, permettant de gagner la confiance des interlocuteurs. Si l'efficacité des stratégies jésuites demeure difficile, voire impossible à évaluer, cela importe peu, au demeurant. Il convient plutôt de sortir du cadre établi par les jésuites et par leurs contestataires pour mieux cerner les savoirs créés, transmis et reçus de part et d'autre, pour mieux circonscrire les stratégies mises en œuvre et les finalités visées. Comment les Amérindiens ont-ils vraiment reçu la géographie et la conception du monde transmises par les jésuites ? Voilà une question complémentaire qui mérite aussi d'être examinée, malgré la difficulté d'interprétation des sources européocentristes.

Les missionnaires jésuites ont cartographié l'Amérique à une époque charnière où il n'y avait pas encore de cartographes professionnels dans la colonie et où le savoir géographique n'était pas encore institutionnalisé. Dans les années 1680, la colonie a vu l'État prendre en charge la production du savoir cartographique[38], ce qui n'a pas pour autant mis un terme aux activités cartographiques des jésuites, au contraire[39]. La disparition des *Relations* après 1673 a signifié un appauvrissement des sources disponibles, mais non pas une cessation des pratiques. On peut supposer, en effet, que ces activités se sont intensifiées, étant donné le rôle crucial des missionnaires qui ont tâché de maintenir les Amérindiens dans leur attachement à la foi catholique tout en conservant leur allégeance à la Couronne française[40]. C'est donc en toute logique que leur savoir-faire a été mis à contribution par l'État pour cartographier les marges d'un empire de plus en plus convoité par un ennemi qui resserrait son étau sur la Nouvelle-France.

37. Voir notamment L. Codignola, « Few, Uncooperative, and Ill Informed? ».
38. Voir J.-F. Palomino, « Pratiques cartographiques en Nouvelle-France ».
39. À noter que les jésuites se voient confier l'enseignement de l'hydrographie à la suite du décès de Jean Deshayes en 1706.
40. Voir la thèse défendue par D. Deslandres dans *Croire et faire croire* et, à titre d'exemple, un extrait de R. G. Thwaites, *The Jesuit Relations and Allied Documents*, vol. LXVII, p. 204 : « Aussi ces Messieurs [les Anglais], persuadés avec raison qu'en maintenant mes Sauvages dans leur attachement à la foi catholique, je resserre de plus en plus les liens qui les unissent aux Français, ont mis en œuvre toutes sortes de ruses et d'artifices pour les détacher de moi. »

Sources

COLLECTIONS PATRIMONIALES DE BAnQ

Berthiant de Galinée, René de, *Voyage de MM. Dollier et Galinée*, Montréal, presses à vapeur de *La Minerve*, 1875, p. 1-48 (917.13041 G158v 1875). Num.

Bressani, Francesco Guiseppe, *Relation abrégée de quelques missions des pères de la Compagnie de Jesus dans la Nouvelle-France*, édité et traduit de l'italien par Félix Martin, Montréal, John Lovell, 1852, 336 p. (971.01 B843b F1852 ICM). Num.

Dablon, Claude, *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable aux missions des pères de la Compagnie de Jesus en la Nouvelle France, les années 1670 & 1671, envoyée au R.P. Jean Pinette, provincial de la province de France*, Paris, Sébastien Mabre-Cramoisy, 1672, 189 p. (RES AF 50 1672). Num.

Dablon, Claude, « Nouvelle mission des Kilistinons, dite de S. François Xavier, vers la mer du Nort », dans Paul Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable aux missions des Pères de la Compagnie de Jésus, en la Nouvelle France, és années 1660 et 1661, envoyée au R.P. provincial de la province de France*, Paris, Cramoisy, 1662, p. 52-107 (RES AF 50 1662). Num.

Lalemant, Charles, « Lettre du P. Charles L'Alemant, de la Compagnie de Jesus, superieur de la mission de Canada », 1er août 1626, publiée dans *Le Mercure françois*, Paris, Estienne Richer, vol. XIII, 1626, p. 34 (944.03 M5393 S RES – v. 13).

Le Jeune, Paul, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France en l'année 1637 envoyée au R. Père provincial de la Compagnie de Jesus en la province de France*, Rouen, Jean le Boullenger, 1638, 10 p.-336 p.-256 p. (RES AF 50 1638).

Le Jeune, Paul, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, en l'année 1635, envoyée au R. Père Provincial de la Compagnie de Jesus en la province de France*, Paris, Sébastien Cramoisy, 1636, 246 p. (RES AF 50 1636c). Num.

Le Jeune, Paul, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, en l'année 1634 envoyée au R. Père provincial de la Compagnie de Jésus, en la province de France par le P. Paul le Jeune de la mesme compagnie, supérieur de la résidence de Kébec*, Paris, Sébastien Cramoisy, 1635, 342 p. (RES AF 50 1635). Num.

Le Mercier, François-Joseph, « Relation de ce qui s'est passé en la mission de la Compagnie de Jesus dans le pays des Hurons en l'annee 1637 & 38. Envoyée à Kébec au R. P. Paul le Jeune, superieur des missions de la Compagnie de Jesus en la Nouvelle France », dans Paul Le Jeune, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France en l'année 1638, envoyée au R. Père provincial de la Compagnie de Jésus en la province de France*, Paris, Sébastien Cramoisy, 1638, p. 1-67 de la deuxième partie (RES AF 50 1638a). Num.

Le Mercier, François, *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France, és années 1664 & 1665, envoyée au R. Père Provincial de la Compagnie de Jesus en la province de France*, Paris, Sébastien Cramoisy & Sébastien Mabre-Cramoisy, 1666, xii-128 p. (971.021 R382re 1666 BMRA). Num.

Nouvel, Henri, « Journal du voyage d'un Père de la Compagnie de Jesus, au pays des Papinachois, & des Ouchestigouetch », dans Jérôme Lalemant, *Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable aux missions des pères de la Compagnie de Jésus, en la Nouvelle France és années 1663 & 1664, envoyée au R. Père Provincial de la Compagnie de Jesus en la Province de France*, Paris, Sébastien Cramoisy & Sébastien Mabre-Cramoisy, 1665, p. 59-97 (971.021 R382re 1663-64 BMRA). Num.

Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable aux missions des PP. de la Compagnie de Jesus en la Nouvelle France, és années 1657 & 1658, Paris, Sébastien Cramoisy, 1659, 136 p. (RES AF 50 1659). Num.

Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle France en l'année M.DC.XL. envoyée au R. P. provincial de la Compagnie de Jésus de la province de France, [compilée] par Barthélémy Vimont, Paris, Sébastien Cramoisy, 1641, 197 p. et 196 p. (RES AF 50 1641). Num.

AUTRES SOURCES CONSULTÉES

Beaulieu, Alain, *Convertir les fils de Caïn – Jésuites et Amérindiens nomades en Nouvelle-France, 1632-1642*, Québec, Nuit blanche, 1990, 177 p.

Clair, Muriel, « Du décor rêvé au croyant aimé : une histoire des décors des chapelles de mission jésuite en Nouvelle-France au XVIIe siècle », thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département d'histoire de l'art, 2008, 549 f.

Codignola, Luca, « Few, Uncooperative, and Ill Informed? – The Roman Catholic Clergy in French and British North America, 1610-1658 », dans Germaine Warkentin et Carolyn Podruchny (dir.), *Decentring the Renaissance – Canada and Europe in Multidisciplinary Perspective, 1500-1700*, Toronto, University of Toronto Press, 2001, p. 173-185.

Crouse, Nellis M., *Contributions of the Canadian Jesuits to the Geographical Knowledge of New France, 1632-1675*, Ithaca (New York), Cornell Publications Printing Co., 1924, 175 p.

Dainville, François de, *La géographie des humanistes*, reproduction de l'édition de 1940, Genève, Slatkine Reprints, 2011, 562 p.

Deslandres, Dominique, *Croire et faire croire – Les missions françaises au XVIIe siècle, 1600-1650*, Paris, Fayard, 2003, 640 p.

Gagnon, François-Marc, *La conversion par l'image – Un aspect de la mission des jésuites auprès des Indiens du Canada au XVIIe siècle*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1975, 141 p.

Heidenreich, Conrad, « Early French Exploration in the North American Interior », dans John Logan Allen (dir.), *North American Exploration – A Continent Defined*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1997, vol. II, p. 65-148.

Heidenreich, Conrad, « Maps Relating to the First Half of the 17th Century and their Use in Determining the Location of Jesuit Missions in Huronia », *The Cartographer*, vol. 3, nº 2, 1966, p. 103-126.

Lamy, Jérôme, « Le problème des longitudes en mer dans les traités d'hydrographie des jésuites aux XVIIe et XVIIIe siècles », *Histoire & mesure*, vol. 21, nº 2, 2006, p. 95-120. Num.

Palomino, Jean-François, « Pratiques cartographiques en Nouvelle-France : la prise en charge de l'État dans la description de son espace colonial à l'orée du XVIIIe siècle », à paraître dans la revue *Lumen*, vol. 31.

Thwaites, Reuben Gold, *The Jesuit Relations and Allied Documents – Travels and Explorations of the Jesuit Missionaries in New France, 1610-1791*, Cleveland, The Burrows Brothers Co., 1896-1901, 73 vol.

Du 6e may 1703. Engagement pierre collas dit labonne au sieur Michel codd;

Pardevant Le notaire Royal en la prevosté de quebec soubz Signé y Residant et témoins cy bas nommez fut present Pierre Collas dit delabonne chirurgien demeurant en Cette Ville de quebec lequel de son bon gré s'est Volontairement Engagé en la dite qualité de chirurgien pour Tout le temps quil conviendra employer a faire le Voyage de Cette Ville de quebec en Celle de hambourg en allemagne a et avec le sieur michel Codd Capitaine Commandant le navire lamitié de dannemark presentement ~~Anq~~ Ancré en la Radde devant cette d. Ville a Compter du quatre de ce mois Jusques a son arrivée audit lieu de hambourg, ledit sieur Codd a ce present et acceptant qui apres et Receu ledit Collas en lad. qualité de chirurgien et barbier pour led. temps durant pendant lequel ledit Collas promet servir sur led. navire lamitié en les dittes qualitez tant led. sieur Codd que son Equipage avec Toute la fidelité Requise; Cet Engagement ainsy fait a la charge que led. sieur Codd sera tenu de le nourrir a sa table, et outre ce de luy payer ses gages et salaires durant led. Voyage depuis le 4. de ce mois Jusques a son arrivée aud. lieu de hambourg a Raison de Vingt quatre livres ~~Ar~~ argent monnoye de france par chacun mois payable suivant les us et coutume de la mer, Car ainsy &c ont obligé &c Renonçant &c fait et passé aud. quebec en l'estude dud. notaire avant midy le sixiesme Jour de may Mil sept Cens trois en presence des sieurs pierre françois fromage Marchand et pierre huguet praticien témoins demeurans aud. quebec quy ont avec les d. parties et no.re signé;

Pierres Collas dit de labonne — Mich: Codd

Fromage — huguet — Chambalon

ARCHIVES NATIONALES

De l'armée au séminaire : l'itinéraire et l'œuvre de Pierre Collas, migrant éphémère en Nouvelle-France (1698-1703)

Éva Guillorel

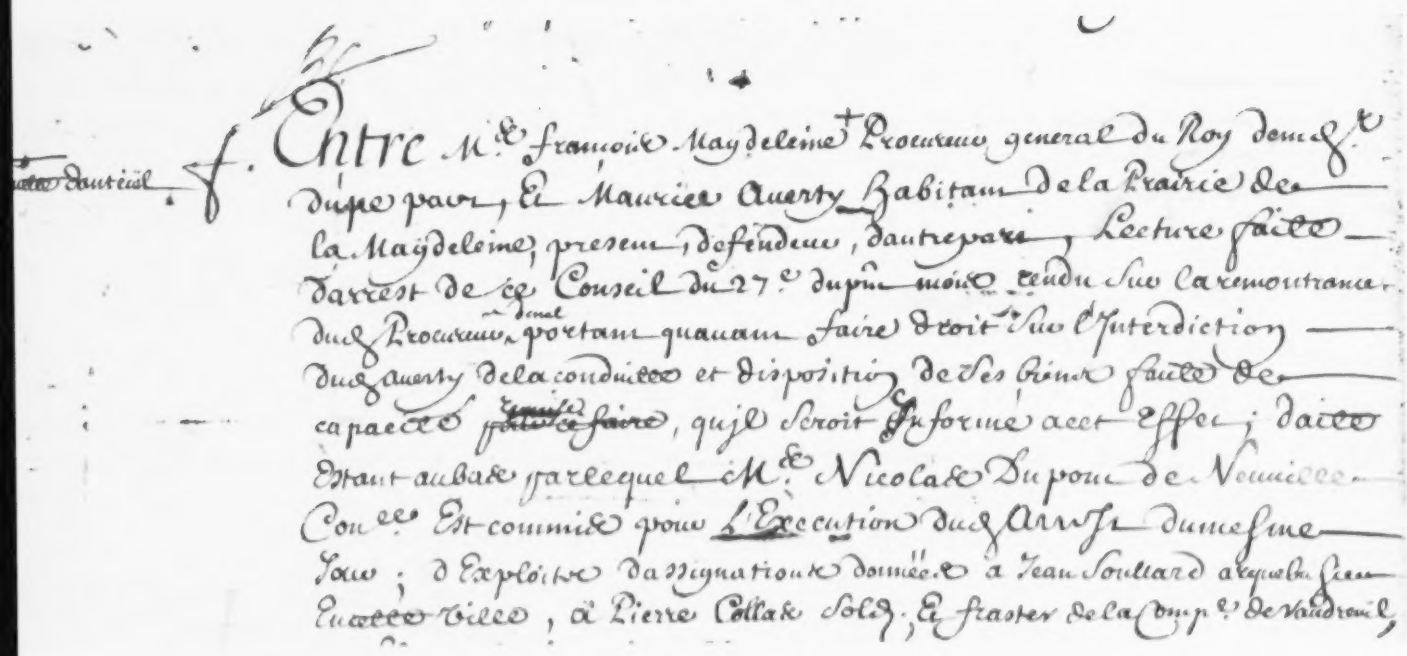
L'émigration temporaire en Nouvelle-France a longtemps été sous-estimée par les historiens[1]. La mobilité et l'absence d'ancrage dans la société coloniale des migrants non permanents expliquent la rareté des traces qu'ils ont laissées dans les archives, et donc leur absence de visibilité malgré le rôle décisif qu'ils ont joué dans l'essor de la colonie. Parmi ceux-ci se trouve Pierre Collas, dont le nom n'apparaît dans aucun des principaux outils de travail réalisés par les historiens et les généalogistes du Québec[2]. Pourtant, une enquête minutieuse menée dans les sources manuscrites conservées dans les dépôts français et québécois permet de retracer le parcours mouvementé de cet homme méconnu.

Entre 1698 et 1703, Pierre Collas est tour à tour soldat, séminariste et chirurgien de navire à Québec. Il est ainsi le témoin des transformations de la vie civile, militaire et religieuse à une période-clé de l'évolution de la colonie. En outre, il laisse une œuvre originale : un manuscrit de cantiques composé lors de son passage au Petit Séminaire de Québec.

« Soldat et frater » en Nouvelle-France

La présence de Pierre Collas en Nouvelle-France n'est attestée que par de rares documents. La première trace nominative de son activité à Québec est consignée le 30 avril 1699 dans une délibération du Conseil souverain de la Nouvelle-France, dans laquelle il apparaît comme témoin (voir à la page suivante, ill. 1). L'acte indique que le jeune homme est « soldat et fraster de la Compagnie de Vaudreuil[3] ». Ce groupe correspond à l'une des 28 compagnies franches de la marine présentes en Nouvelle-France au printemps 1699 pour répondre aux besoins militaires de la

1. L. Choquette, *De Français à paysans*.
2. Qu'il s'agisse de la base de données du Programme de recherche en démographie historique (PRDH) ou de l'outil de recherche Pistard disponible sur le portail de BAnQ (banq.qc.ca).
3. La citation se trouve à la dernière ligne.



1. Arrêt déclarant Maurice Averty, habitant de La Prairie et de la Madeleine, incapable de la conduite et l'administration de ses biens et ordonnant qu'il lui soit nommé un curateur, Registre plumitif nº 9 des arrêts, jugements et délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France, 30 avril 1699, p. 264 (BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Conseil souverain [TP1, S28, P5768]: Num

colonie[4]. On sait par ailleurs grâce à une notice des Annales du Petit Séminaire de Québec que le jeune homme est originaire du Berry et qu'il est arrivé en Amérique en 1698 à l'âge de 23 ans[5].

S'engager comme soldat constitue une solution simple et économique pour se rendre en Nouvelle-France en profitant de la prise en charge des frais du voyage par le roi. Pierre Collas arrive toutefois dans une période de faible recrutement pour le Canada : quelques mois après les traités de Ryswick, le nouveau contexte de paix et les difficultés financières de la Couronne incitent Louis XIV à réduire les effectifs des compagnies franches de la marine[6]. Le roi autorise tout de même Philippe Rigaud de Vaudreuil, capitaine de compagnie et commandant des troupes de la marine en Nouvelle-France, à profiter de son séjour en France pour engager des troupes pour sa compagnie[7]. Parmi celles-ci se trouve Pierre Collas, probablement recruté à Paris. Les deux vaisseaux du roi qui emmènent les nouvelles recrues de Rochefort en Nouvelle-France, la frégate *Poly* et la flûte *Gironde*, partent le 25 juin avec un important retard dû à de multiples problèmes de logistique[8], et parviennent à Québec après seulement sept semaines de navigation. Une lettre adressée par Frontenac et Champigny au ministre confirme, le 15 août, que 17 soldats recrutés par Monsieur de Vaudreuil, qui « paroissent d'assez bons hommes[9] », ont été incorporés dans les compagnies franches.

Pierre Collas est désormais connu sous son surnom militaire, Labonne, que l'on trouve dans plusieurs actes conservés depuis son séjour en Nouvelle-France[10]. Au sein de sa compagnie, il occupe le rang modeste de frater, ce qui fait de lui à la fois un soldat et un barbier. Les fraters ont en théorie des aptitudes de barbier et de chirurgien, mais leur savoir-faire est souvent limité : ils sont chargés d'effectuer des actes simples, avant tout raser, saigner et arracher les dents **(ill. 2)**. Ce métier socialement dévalorisé rapporte peu – le frater est payé grâce à une retenue de deux sous par mois sur la solde de chaque soldat – même s'il requiert un minimum d'instruction et de compétences[11]. Bien que la plupart des compagnies franches

4. Mémoire du Roy à Champigny et Callières, 27 mai 1699, Archives nationales d'outre-mer (B20). Désormais, les références à ce centre d'archives seront indiquées par le sigle ANOM.
5. Centre de référence de l'Amérique française, Archives du Séminaire de Québec (MS 2). Désormais, les références à ce centre seront indiquées par le sigle CRAF.
6. G. Coste, *Les anciennes troupes de la marine (1622-1792)*, p. 82.
7. ANOM (C11A 16; B 20 F). F. Hammang, *The Marquis de Vaudreuil*, p. 48-50.
8. Les préparatifs de départ de la *Gironde*, qui fait la route du Canada depuis 1696, sont attestés par les dépêches du ministre de la Marine à l'intendant de Rochefort : Service historique de la Défense à Rochefort, Dépêches de la Cour (1 B 39). Désormais, les références à ce centre seront indiquées par le sigle SHDR. Le mécanisme structurel des retards dans le départ des navires pour la Nouvelle-France est analysé par J. Cassel, « The Troupes de la Marine in Canada, 1683-1760 », p. 247-250.
9. ANOM (C11A 16).
10. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Louis Chambalon (CN301, S58, MP2100) ; Archives de la paroisse Notre-Dame-de-Québec (CMI/D2, 1).
11. R. Lessard, « Pratique et praticiens en contexte colonial », p. 193, 870-873 et 653 ; A. Corvisier, *L'armée française de la fin du xvii^e siècle au ministère de Choiseul*, vol. II, p. 655.

soient envoyées un peu partout en Nouvelle-France pour sécuriser les forts et les postes de traite, la compagnie de Vaudreuil reste – au moins partiellement – en garnison à Québec : la présence de Pierre Collas et de plusieurs autres soldats de cette compagnie est en effet attestée dans les archives notariales et judiciaires de la ville entre janvier et mai 1699[12]. Le tableau des compagnies franches de la marine tel qu'il est dressé par les sources n'est guère favorable : la fréquentation abusive des cabarets – c'est dans un de ces lieux que Pierre Collas est le témoin des débordements reprochés à Maurice Averty[13] –, l'indiscipline, la corruption des officiers, la piètre qualité et le mauvais encadrement des troupes sont des thèmes récurrents dans la correspondance de l'intendant et du gouverneur de la Nouvelle-France à la cour. Champigny écrit un rapport accablant à ce sujet en 1698 :

> *C'est bien tout au plus, Monseigneur, s'il y a 300 soldats, même 200, capables de marcher en guerre au travers des bois ; mais en canot, ou en batteau, il s'en pouroit trouver jusqu'à 700, et ne sçauroit disconvenir que ce ne soit de fort meschantes troupes et que les habitans ne vallent incomparablement mieux pour la guerre. […] Il n'y a aucune discipline, la plus pars des soldats qui sont dans les quartiers éloignez du commandſanſt et de moy sont errans et exemptéz de service, du moins ceux qui laissent leurs payes à leurs capſitaiſnes pendant que ceux qui sont incapables de travailler, dont le nombre est petit, sont chargéz de faire les gardes et les exercices*[14].

Dans ce contexte, il n'est guère étonnant de voir Pierre Collas s'adonner à des occupations bien éloignées du service des armes. Il est en effet sollicité en 1700 pour être maître d'école dans la toute nouvelle petite école ouverte en Haute-Ville et placée sous la direction du Petit Séminaire de Québec[15]. Il est possible qu'il ait obtenu cette charge tout en restant dans l'armée, puisque les soldats des compagnies franches de la marine sont autorisés, en dehors de leurs périodes d'exercice et de garde, à être employés comme travailleurs civils pour compléter leur maigre paye mensuelle[16]. Cette situation pose d'ailleurs problème, puisque la plupart des recrues « travaillent continuellement chez les habitans et perdent par ce moyen l'air et les manières de soldat[17] ». Il est aussi possible que Pierre Collas ait déjà obtenu son congé militaire à cette date et qu'il se soit installé dans la vie civile, peut-être comme barbier-chirurgien, en valorisant ses compétences acquises dans les troupes. L'engagement est généralement signé pour un minimum de six ans, mais les années 1697-1700 sont caractérisées par la volonté de diminuer le nombre de soldats. Louis XIV donne donc l'ordre de congédier une partie des hommes et de les inciter à s'installer comme habitants pour peupler la colonie[18].

Il existe alors dans la ville de Québec trois petites écoles qui dispensent une instruction élémentaire – lire, écrire, compter – et qui se donnent pour tâche de développer les qualités morales et religieuses des élèves[19]. Les cours assurés par Pierre Collas doivent débuter après Pâques 1699, mais il semble qu'ils ne commencent finalement qu'en octobre 1700[20]. De ce fait, l'embauche du jeune homme comme maître d'école a dû rester à l'état de projet, puisque Pierre Collas devient pensionnaire au Petit Séminaire de Québec au même moment.

2. *Selon* L'arcenal de chirurgie, *p. 23, les instruments portant les numéros III à X servaient à l'extraction de dents « trouées ou branlantes ou qui causaſaient par intervalle des grandes douleurs ».* Jean Scultet, *L'arcenal de chirurgie de Jean Scultet […], ouvrage posthume, également utile & necessaire à ceux qui professent la medecine & la chirurgie […], corrigé et augmenté par maître François Deboze*, Lyon, Antoine Galien, 1672, p. 22. BAnQ, collections patrimoniales (617.04/Sc68 RES). Num.

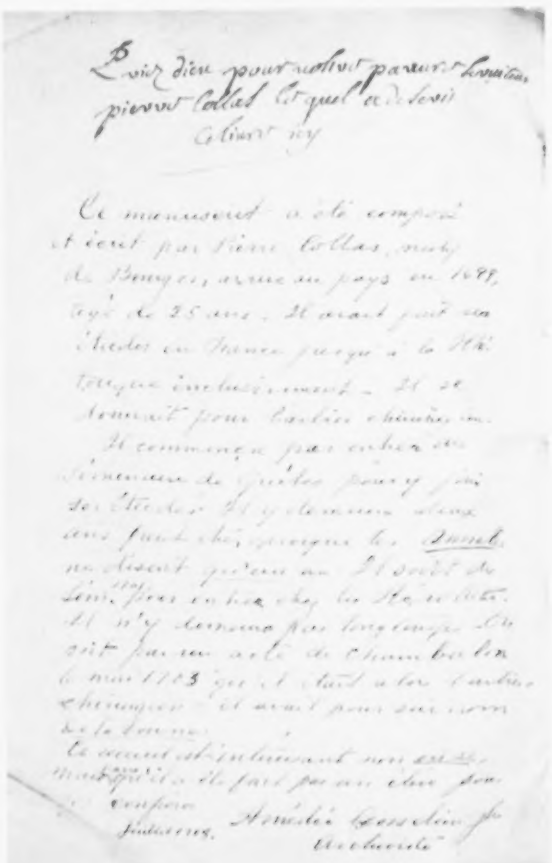
12. Contrat de mariage de Jacques Clocher et contrat de mariage de Thomas Sabourin, 22 janvier et 11 février 1699. Centre d'archives de Québec, collection Pièces judiciaires et notariales (TL5, D271 et D272) ; Cause entre Charles de la Longueville […] et Pierre Duroy, 15 mai 1699. Centre d'archives de Québec, fonds Prévôté de Québec (TL1, S11, S81, D24, P36).
13. [Jugements et délibérés du Conseil souverain liés à Maurice Averty], entre avril et septembre 1699. Centre d'archives de Québec, fonds Conseil souverain de la Nouvelle-France (TP1, S28, P5268, P6277, P6332 et P6334).
14. Jean Bochart de Champigny, [Lettre au ministre], 14 octobre 1698. ANOM (C^{11}A 16).
15. Henri-Jean Tremblay, [Lettre à Charles de Glandelet], 28 mai 1701, p. 90. CRAF (SME 2.16a/034).
16. C. Rins, « Les troupes de la marine, 1633-1713 », p. 93-97.
17. Jean Bochart de Champigny, [Lettre au ministre], 14 octobre 1698. ANOM (C^{11}A 16).
18. Dépêches de la cour, 13 novembre 1697. SHDR (1 B 40) ; Mémoire du roi à Frontenac et Champigny, 1698-1699. ANOM (B 20).
19. Contrat de fondation, 22 janvier 1699. CRAF, carton Paroisse de Québec, n° 126.
20. Si l'on en croit un courrier ultérieur du procureur du séminaire à Monseigneur de Saint-Vallier, 20 janvier 1706, p. 4. CRAF (SME 2.1/p/008).

L'expérience du Petit Séminaire

En 1698, le Petit Séminaire est déjà en place depuis 20 ans (ill. 3). Il accueille 80 élèves qui sont nourris et hébergés et qui suivent leur formation intellectuelle dans le collège jésuite voisin[21]. Pierre Collas y entre à l'âge tardif de 25 ans pour reprendre les études qu'il a déjà commencées en France : il intègre ainsi directement la classe de rhétorique, qui correspond à l'aboutissement de la formation littéraire avant le dernier cycle du collège constitué autour des classes de philosophie. Les cours de rhétorique ont pour ambition de former les élèves à la parfaite éloquence, inspirée de l'art oratoire et poétique des auteurs classiques[22].

Le grand écart socioculturel que constitue le passage de l'armée au séminaire peut paraître à première vue étonnant. Pourtant, d'autres séminaristes de la seconde moitié du XVII[e] siècle partagent avec Pierre Collas cette caractéristique, associée à une origine française : c'est le cas de Jacques Duviviers, de Louis Rigaud ou encore de Louis Jean Franquelain qui, « voulant se retirer du monde, fut reçu au Petit Séminaire[23] ». Pierre Collas se distingue toutefois par son âge avancé, le reste des élèves ayant pour la plupart entre 8 et 13 ans lors de leur entrée dans cette institution. Il est vrai que l'étalement des âges est un fait marquant des collèges aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, et Pierre Collas ne fréquente pas les petites classes de grammaire où la moyenne d'âge est particulièrement basse. À Québec, il côtoie bien cinq autres élèves âgés de 18 à 22 ans, mais qui sont entrés plus jeunes et qui sont animés par une forte vocation sacerdotale puisqu'ils finissent tous par être ordonnés prêtres[24]. En outre, l'origine géographique de Pierre Collas est

3. [ci-dessus] Quartier Vieux-Québec – Petit Séminaire, vers 1900. BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds J. E. Livernois Ltée (P560, S1, P471). Photo : J. E. Livernois. Num.



4. [à droite] *Sous la dernière phrase de Pierre Collas, Amédée Gosselin, archiviste au Petit Séminaire de Québec entre 1904 et 1936, a rédigé un long commentaire sur le manuscrit et son auteur.*
Pierre Collas. Manuscrit de chants, s. d. Musée de la civilisation, fonds d'archives du Séminaire de Québec. Photo : Nicola-Frank Vachon, perspective. ms-164_p169.

21. A. Gosselin, *L'instruction au Canada sous le Régime français (1635-1760)*, p. 415 ; N. Baillargeon, *Le Séminaire de Québec de 1685 à 1769*, p. 204-205.
22. G. Snyders, *La pédagogie en France aux XVII[e] et XVIII[e] siècles*, p. 111-128.
23. Annales du Petit Séminaire. CRAF (MS 2).
24. *Ibid.* ; F. de Dainville, *L'éducation des jésuites (XVI[e]-XVIII[e] siècles)*, p. 110.

5. Jean-Joseph Surin est aussi l'auteur d'ouvrages de piété, dont le *Catéchisme spirituel contenant les principaux moyens d'arriver à la perfection*, 2e éd., Paris, Claude Cramoisy, 1661 (BAnQ, collections patrimoniales [260.4/Su77ca RES]).

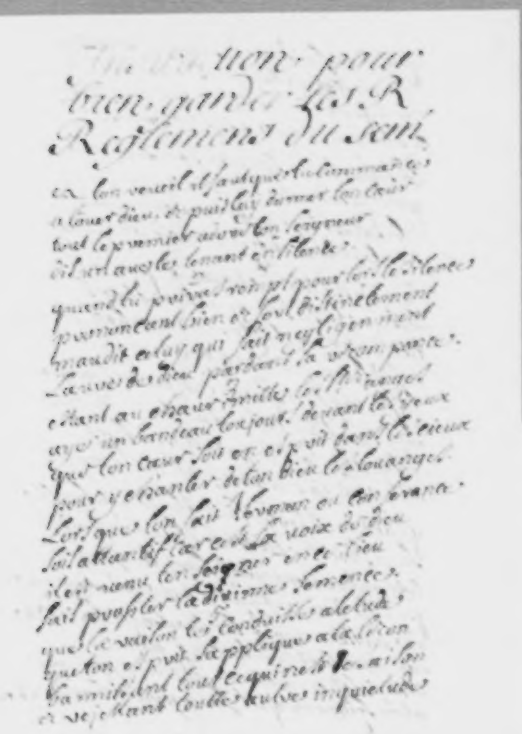
inhabituelle : si les pensionnaires de France sont nombreux, ils viennent avant tout de Paris et de La Rochelle ainsi que des autres ports de l'Atlantique, mais aucun autre Berrichon n'est mentionné parmi eux.

Il semble que le jeune homme ait mal supporté les contraintes imposées par le séminaire. L'idéal sacerdotal très élevé des fondateurs, reflet de l'austérité du grand courant mystique qui traverse la France du XVII^e^ siècle, se traduit par des règles de vie rigides inspirées de l'esprit de la Réforme catholique. La conception augustinienne qui est à la base du règlement du séminaire incite à la réclusion et à la surveillance continuelles. Chaque moment de la journée est codifié autour d'exercices de piété nombreux et répétitifs destinés à détacher les pensionnaires de leur volonté propre pour les assujettir totalement à la volonté divine[25]. Un tel régime a constitué un changement radical dans la vie de Pierre Collas après son passage dans des compagnies franches de la marine indisciplinées et désorganisées, et il ne semble pas que ce nouvel encadrement lui ait convenu. On peut aussi envisager que, reprenant ses études tardivement, il ait trouvé le niveau trop élevé, ou qu'il ne se soit pas senti de vocation pour la prêtrise et ait donc choisi de quitter l'établissement avant d'entrer au Grand Séminaire et d'acquérir un état clérical en recevant un ordre mineur.

Toujours est-il que le jeune Berrichon quitte le Petit Séminaire en août 1701, moins d'un an après son arrivée. Ce départ précoce n'a rien d'exceptionnel : sur les 843 pensionnaires dont le nom est noté dans les Annales du Petit Séminaire entre 1668 et 1758, seul le quart a poursuivi ses études jusqu'à terme, tandis qu'un élève sur huit uniquement embrasse une carrière ecclésiastique, répondant ainsi à l'objectif premier de l'institution[26]. Cependant, Pierre Collas ne s'éloigne pas complètement de l'univers clérical puisque la notice recensant son départ précise qu'il « est sortit *[sic]* pour aller aux récollets ». Les archives relatives à cet ordre sont très lacunaires pour cette période, et l'on n'y trouve aucune trace du passage de Pierre Collas[27]. Il existe bien un noviciat à Québec fondé dès la première période missionnaire des récollets en Nouvelle-France, au début des années 1620, où il a pu s'impliquer auprès de cet ordre comme frère lai. Il faut dire que l'action des récollets lui est familière depuis son départ en Nouvelle-France, puisque ces ecclésiastiques assurent la fonction d'aumônerie militaire auprès des troupes.

Du bref passage de Pierre Collas au séminaire, on garde toutefois un témoignage précieux : un manuscrit de 212 pages contenant des cantiques en français et d'autres pièces à caractère religieux qu'il a composées pour sa propre édification et celle des pensionnaires qu'il côtoie[28]. Sur la dernière page de l'ouvrage, l'auteur a précisé : « Priez Dieu pour vostre pauvre serviteur Pierre Collas lequel a descrit ce livre icy[29] » **(ill. 4)**. Dans le contexte d'une industrie du livre dépourvue d'imprimerie en Nouvelle-France, les recueils de cantiques imprimés importés de la métropole sont rares et la rédaction d'un tel ouvrage répond à un vrai besoin, d'autant plus que le chant occupe une place importante dans l'emploi du temps des pensionnaires du Petit Séminaire[30]. Le séminaire et le collège jésuite de Québec constituent alors le pôle principal d'acquisition et de conservation du savoir livresque dans la colonie[31], de sorte que Pierre Collas a pu tirer profit de leurs bibliothèques pour s'imprégner du style et des thèmes en vogue avant de composer une œuvre originale[32]. Les *Cantiques spirituels de l'amour divin* de Jean-Joseph Surin, déjà attestés dans la colonie dans la seconde moitié du XVII^e^ siècle, ont très probablement inspiré le séminariste : l'esprit et les thèmes mystiques qui y sont développés, comme l'éloge de l'amour divin ou l'abandon de l'âme à Dieu, font écho à plusieurs de ses compositions **(ill. 5)**.

25. M. Fleurent, « L'éducation morale au Petit Séminaire de Québec », p. 262-278.
26. A. Gosselin, *L'instruction au Canada sous le Régime français (1635-1760)*, p. 416.
27. O. Jouve et autres, *Dictionnaire biographique des récollets missionnaires en Nouvelle-France*.
28. CRAF (MS 164).
29. La calligraphie du manuscrit correspond à celle de la signature de Pierre Collas telle que rapportée dans un acte notarié de 1703. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaire, Louis Chambalon (CN301, S58, MF2100). Voir plus loin l'illustration 9.
30. F. Gallat-Morin et J.-P. Pinson, *La vie musicale en Nouvelle-France*, p. 77-79.
31. A. Drolet, *Les bibliothèques canadiennes, 1604-1960*, p. 21-26.
32. Le Séminaire de Québec a subi plusieurs incendies dévastateurs au XVIII^e^ siècle, en particulier celui de 1705 au cours duquel la bibliothèque a entièrement brûlé. Les titres précis des livres à la disposition de Pierre Collas dans cette institution ne sont donc pas connus. On est également peu documenté sur le contenu de la bibliothèque du collège jésuite, qu'il a fréquentée au cours de ses études.



Il est évident que le jeune homme conçoit la rédaction de cantiques comme un exercice de versification et de dévotion. Il explique à plusieurs reprises comment l'imprégnation des cantiques permet de mieux intégrer les enseignements et les valeurs du séminaire et, ainsi, de mieux comprendre et aimer Dieu. L'œuvre de Pierre Collas est donc conçue comme un exercice de spiritualité destiné à faciliter la mémorisation des apprentissages religieux par la répétition, dans une forme de ressassement semblable à la prière. Elle reflète l'esprit moral et les dévotions privilégiées du séminaire, dans une perspective christocentrique qui met l'accent sur l'enfant Jésus, patron du Petit Séminaire. Certaines pièces au caractère plus personnel livrent également un témoignage tout à fait original sur la perception de cette institution éducative par l'un de ses pensionnaires. Alors que la quasi-totalité des sources connues sur le Séminaire de Québec provient de ses dirigeants, le manuscrit de Pierre Collas montre comment un élève a reçu et intégré la formation morale qui lui a été inculquée : l'observance du règlement et la pratique des vertus chrétiennes sont au centre de son propos (ill. 6), mais il évoque également la rigidité, l'austérité et la difficulté d'adaptation à ce nouveau mode de vie ainsi que les tentations du monde.

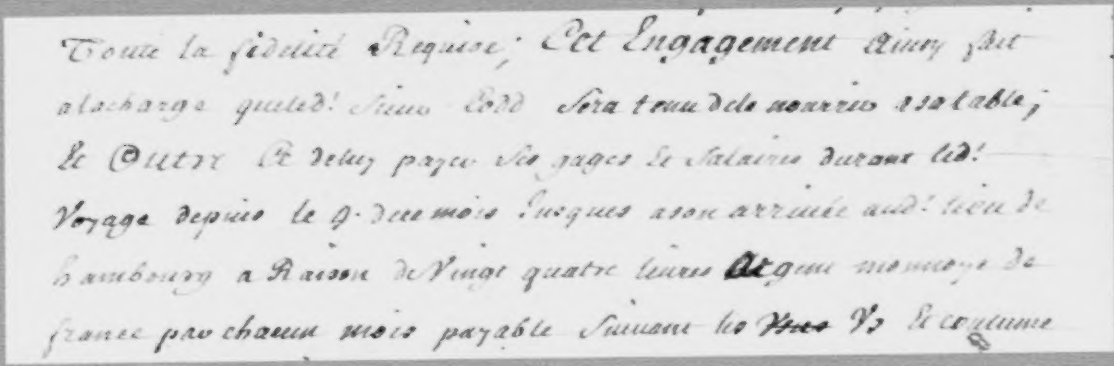
Chirurgien de navire dans les circuits du grand négoce transatlantique

On est peu renseigné sur les activités de Pierre Collas dans les mois qui suivent son départ du séminaire, si ce n'est qu'il fréquente la confrérie du Rosaire, où il participe avec d'autres habitants de Québec à des exercices de piété en l'honneur de la Vierge[33]. On retrouve l'ancien séminariste toutefois bien ancré dans le monde laïque de la Nouvelle-France au printemps 1703. Le notaire Louis Chambalon, à la date du 6 mai, enregistre en effet le contrat d'engagement de

> *Pierre Collas dit Delabonne, chirurgien demeurant en cette ville de Québec, lequel de son bon gré s'est volontairement engagé en ladite qualité de chirurgien pour tout le tems qu'il conviendra employer à faire le voyage de cette ville de Québec en celle de Hambourg en Allemagne à et avec le sieur Michel Codd, capitaine*

33. Archives de la paroisse Notre-Dame-de-Québec (CM1/D2, 1). M.-A. Cliche, *Les pratiques de dévotion en Nouvelle-France*, p. 135-235.

8



toute la fidélité Requise; Cet Engagement Ainsy fait
a la charge que led. Sieur Codd Sera tenu de le nourrir a sa table,
Et Outre Et de luy payer ses gages et salaires durant led.
Voyage depuis le 4 de ce mois Jusques a son arrivée aud. lieu de
hambourg a Raison de Vingt quatre livres monnoye de
france par chacun mois payable Suivant les Us Et coutume

6. Pierre Collas, « Instruction pour bien garder les reglemens du Sém[inaire] », Manuscrit de chants, s. d. Musée de la civilisation, fonds d'archives du Séminaire de Québec. Photo : Nicola-Frank Vachon, perspective. ms-164 p3.

7. ***Représentation de la ville de Québec à la fin du XVIIe siècle.*** Alain Manesson Mallet, « Québec », *Description de l'univers contenant les différents systèmes du monde, les cartes générales & particulières de la géographie ancienne & moderne* [...], Paris, Denys Thierry, 1683, vol. 5, p. 277. BAnQ, collections patrimoniales [RES/AE/228 – v. 5]. Num.

8. Engagement de Pierre Collas dit la Bonne au sieur Michel Codd, 6 mai 1703. BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffe de Louis Chambalon, 6 mai 1703 [CN301, S58, MF nº 2100].

> *commandant le navire l'*Amitié de Dannemark *présentement ancré en la radde devant cette d[ite] ville, à comter du quatre de ce mois jusques à son arrivée audit lieu de Hambourg*[34].

Cet acte montre que Pierre Collas a repris son activité de barbier-chirurgien à Québec **(ill. 7)**. La ville compte déjà plusieurs praticiens – six sont recensés en 1681 – au service d'une population de près de 2000 habitants au tournant des XVIIe et XVIIIe siècles. La faible présence de médecins en Nouvelle-France est ainsi compensée par une représentation de barbiers-chirurgiens nettement supérieure aux moyennes françaises pour la même époque[35]. Dans ce contexte de sureffectifs de la profession, le jeune homme ne semble pas être un praticien très en vue : il n'apparaît pas dans d'autres actes notariaux et n'est pas nommé dans les mentions de dettes aux chirurgiens parfois relevées à la fin des inventaires après décès[36]. Son engagement comme chirurgien de navire peut ainsi lui permettre d'obtenir un emploi plus lucratif que s'il exerçait à Québec. Cette situation constitue une avancée sociale certaine par rapport à la position de frater qu'il occupait à son arrivée en Nouvelle-France cinq ans auparavant. Le contrat stipule que Pierre Collas sera rémunéré 24 livres par mois payables dès le lendemain de l'engagement et qu'il sera nourri à la table du commandant **(ill. 8)**. Ce salaire n'est pas supérieur à celui des matelots engagés sur des navires similaires[37], bien que Pierre Collas bénéficie de conditions avantageuses concernant le logement et la nourriture et que le coût des médicaments emportés à bord soit à la charge du propriétaire du navire. Un tel salaire, très modeste si l'on tient compte de sa qualification et des risques encourus lors du voyage, est conforme aux rémunérations généralement accordées aux chirurgiens de navire et reflète la faible considération accordée à ces praticiens : dans son traité sur la santé en mer rédigé au XVIIIe siècle, le docteur Mauran affirme ainsi avoir entendu dire par des capitaines de navires « qu'ils n'embarquaient un chirurgien que pour leur faire la barbe et au besoin une saignée[38] ». Bien qu'il soit en théorie interdit pour les praticiens de demander de l'argent aux malades de l'équipage qu'ils soignent, ils peuvent dans les faits toucher des gratifications, accordées notamment par les officiers du bord. Ils peuvent également augmenter significativement leurs revenus en emportant des marchandises de pacotille qu'ils revendent en Europe. Surtout, cet engagement est un moyen de s'offrir sans frais un retour en France. L'obligation pour tous les navires marchands, en vertu de l'ordonnance de la Marine de 1681, d'embarquer au moins un chirurgien de navire pour les voyages au long cours a donc permis à Pierre Collas de rentrer facilement en Europe au moment où il l'a souhaité[39].

34. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaire, Louis Chambalon (CN301, S58, MF2100). Voir le contrat illustré à la page 20.
35. R. Lessard, « Pratique et praticiens en contexte colonial », p. 544.
36. *Ibid.*, p. 540-565 et 669.
37. En témoignent les contrats passés auprès de Louis Chambalon pour la même période de recrutement, qui coïncide avec la grande vague annuelle de départs de navires après leur hivernage à Québec. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaire, Louis Chambalon (CN301, S58, MF2101).
38. X. Berre, « Les chirurgiens navigants à Marseille avant la Révolution », p. 53.
39. *Ibid.*, p. 17-54.

Le navire sur lequel il embarque, l'*Amitié*, est facile à retracer dans les documents. Depuis 1702, il est la propriété de Jean Gitton[40]. Le représentant à Québec de ce grand négociant de La Rochelle, Mathieu-François Martin de Lino, signe le 10 novembre 1702 un marché d'affrètement avec les directeurs de la Compagnie de la Colonie : pour la somme de 5500 livres, cette dernière se voit céder « tout le fret que le navire l'*Amitié* de Hambourg commendé par Michel Cod poura porter en castors pour les mener de la rade de cette ville de Québec en droitte routte aud[it] lieu de Hambourg ou Altona ». Ce contrat de type charte-partie, conservé dans les archives de Louis Chambalon, indique que le navire « est du port de cent cinquante tonneaux, armé de dix pièces de canon et de vingt hommes d'équipage[41] ». Pierre Collas pénètre ainsi dans l'univers de la grande traite de fourrures transatlantique. Les protagonistes ici impliqués et les mécanismes mis en œuvre sont bien connus. Mathieu-François de Lino, notamment, membre du Conseil souverain puis, successivement, l'un des députés en France de la Compagnie de la Colonie et l'un de ses directeurs, fait partie de l'« aristocratie du castor au Canada[42] » et est très souvent nommé dans les actes conservés par Louis Chambalon – lui-même actionnaire de la Compagnie de la Colonie – qui concernent la traite[43].

Le voyage de l'*Amitié* auquel prend part Pierre Collas n'est pas un trajet ordinaire. Dans un contexte de forte surproduction de peaux de castor, de saturation du marché et de guerre européenne, ce navire est choisi pour expérimenter une nouvelle stratégie commerciale de la Compagnie de la Colonie en vue d'écouler les cargaisons en Europe du Nord : les fourrures sont envoyées « en droiture » à Hambourg, alors que l'escale et l'entreposage des peaux à La Rochelle avant leur redistribution en Europe étaient jusqu'alors de rigueur[44]. Cependant, l'expérience est un échec : retardé à l'aller par de multiples incidents après son départ d'Europe au printemps 1702, le navire est contraint d'hiverner à Québec et ne peut repartir qu'au printemps suivant avec un équipage renouvelé au sein duquel se trouve Pierre Collas[45]. Il se rend alors à Hambourg puis revient à La Rochelle pour hiverner[46]. Pierre Collas a honoré son contrat, et ainsi s'achève, au bout de cinq années, son périple en Nouvelle-France.

Pierre Collas, témoin de la société coloniale : profil d'un émigrant éphémère

Quels enseignements peut-on tirer de l'itinéraire de Pierre Collas de France en Nouvelle-France entre 1698 et 1703 ? Tout d'abord, du fait de sa grande mobilité géographique et sociale, ce jeune Berrichon côtoie des milieux très diversifiés. Il fréquente à la fois la société militaire, en faisant partie des compagnies franches de la marine, et la société religieuse lors de son passage au Petit Séminaire puis chez les récollets ; il côtoie les habitants de Québec au quotidien en tant que civil lorsqu'il exerce son métier de chirurgien ou fréquente la confrérie du Rosaire ; il se trouve mêlé au monde des échanges économiques transatlantiques quand il est engagé sur un navire de traite de fourrures. Le parcours personnel de Pierre Collas est constamment influencé par les transformations politiques, économiques et socioculturelles qui modèlent les contours de la Nouvelle-France à la fin du règne de Louis XIV : on peut ainsi dresser, en se basant sur le parcours de ce migrant éphémère, un tableau vivant de la société coloniale dans ses différents aspects au tournant des XVII[e] et XVIII[e] siècles.

40. Archives départementales de la Charente-Maritime (3 E 1812). Désormais, les références à ce centre d'archives seront indiquées par le sigle ADCM.
41. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaire, Louis Chambalon (CN301, S58, MF2100).
42. G. Frégault, *Le XVII[e] siècle canadien*, p. 248 ; F. Beauregard, « Les actionnaires de la Compagnie de la Colonie (1700-1706) », p. 7-23.
43. Voir notamment les actes notariés rédigés pendant la dernière décennie du XVII[e] siècle et les premières années du XVIII[e] siècle. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaire, Louis Chambalon (CN301, S58, MF2098). Ce négociant apparaît également plus ponctuellement dans les actes des greffes d'autres notaires canadiens comme Charles Rageot de Saint-Luc et Guillaume Roger. Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Charles Rageot de Saint-Luc et Guillaume Roger (CN301, S236, MF4909 et CN301, S242, MF4912).
44. J. Pritchard, « Ships, Men and Commerce – A Study of Maritime Activity in New France », p. 262-265.
45. Amirauté de La Rochelle, 26 juin 1704, 31 décembre 1704. ADCM (B 5699) ; Amirauté de La Rochelle, 7 janvier 1705. ADCM (B 5700).
46. Amirauté de La Rochelle, 20 mai 1704. ADCM (B 5699).

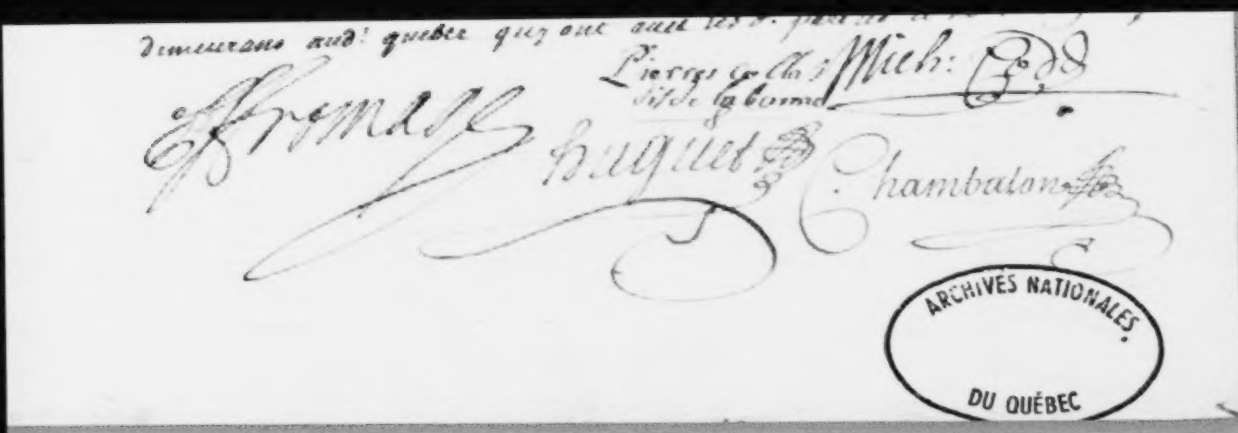
Son engagement dans les troupes intervient à une période de modification de la tactique militaire en Nouvelle-France lourde de conséquences pour l'avenir. Dans le contexte d'un royaume français sorti exsangue et ruiné de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, Louis XIV se désengage de l'effort de développement de la colonie malgré la menace iroquoise et anglaise toujours présente. Pierre Collas bénéficie, comme beaucoup, d'une politique visant à accorder largement des congés militaires définitifs tout en incitant les soldats à s'installer comme habitants. Mais cette volonté de renforcer la population d'une colonie dont le poids démographique est de plus en plus faible par rapport à la Nouvelle-Angleterre n'est pas suivie massivement de conséquences. Le cas de Pierre Collas, qui repart en Europe au bout de cinq années, est un bon exemple de cet échec relatif de la politique de peuplement de la Nouvelle-France.

En fréquentant ensuite le Petit Séminaire, ce jeune homme fait son entrée dans un univers bien moins déliquescent que celui des compagnies franches de la marine à l'extrême fin du XVII[e] siècle : il y découvre l'importance croissante d'institutions ecclésiastiques qui s'affirment comme l'une des forces essentielles de la société coloniale sous le Régime français. Son arrivée coïncide avec l'affermissement des structures mises sur pied au cours des décennies précédentes, notamment depuis l'œuvre du premier évêque de la Nouvelle-France, François de Laval. Le séminaire tout comme le collège jésuite constituent les principaux pôles d'éducation morale et d'instruction au Canada et vont de pair avec l'ouverture progressive de petites écoles dans lesquelles Pierre Collas a projeté d'enseigner. Les confréries de dévotion connaissent un important succès, tandis que les communautés religieuses se développent dans les principaux foyers de peuplement de la colonie. Si les jésuites constituent l'ordre masculin le mieux structuré et le plus puissant, ils partagent leur effort dans le soin des âmes et des corps avec les sulpiciens ainsi que les récollets – qui reviennent dans la vallée du Saint-Laurent à partir de 1670, après 40 ans d'absence, et exercent un attrait certain auprès d'élèves du Petit Séminaire comme Pierre Collas –, tandis que rayonnent chez les femmes les communautés d'ursulines et d'hospitalières.

Le parcours de Pierre Collas, retourné dans la vie civile, permet enfin d'aborder une dimension essentielle de la société canadienne sous le Régime français : le commerce des fourrures et les circuits d'échanges économiques transatlantiques. Le jeune Berrichon se trouve indirectement impliqué dans le monde du négoce alors que s'opère un tournant important dans les relations commerciales entre France et Nouvelle-France : la création de la Compagnie de la Colonie. Cette initiative intervient à un moment où la crise du castor reflète les divergences entre les intérêts économiques de la métropole et ceux de la colonie ainsi que les limites du modèle d'échange transatlantique appliqué jusqu'alors. Malgré l'échec de cette entreprise, la prise en main, par les coloniaux eux-mêmes, des affaires économiques de la Nouvelle-France marque un pas notable vers l'autonomie de la colonie par rapport à la métropole.

En s'engageant comme chirurgien sur un navire de traite de fourrures, Pierre Collas clôt son séjour en Nouvelle-France en empruntant, après être venu de Rochefort sous l'uniforme militaire, la seconde grande voie de circulation entre la France et le Canada : les navires de commerce qui gravitent autour de La Rochelle.

Son séjour dans la colonie, d'une richesse remarquable malgré sa brièveté, permet ainsi d'aborder les aspects politiques, économiques et culturels majeurs de la société coloniale à l'aube du XVIII[e] siècle.



9. *Signature de Pierre Collas dit de la Bonne, au centre.*
BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de Louis Chambalon, 6 mai 1703 (CN301, S58, MF nº 2100).

L'intérêt du parcours de Pierre Collas ne s'arrête pas là. À première vue, son profil paraît très atypique. Pourtant, il rejoint partiellement celui de nombreux émigrants éphémères en Nouvelle-France. Reconstituer ce séjour permet ainsi, plus largement, de tracer le portrait de toute une catégorie de population qui n'apparaît presque jamais dans les sources mises à contribution par les historiens pour étudier la société coloniale sous le Régime français **(ill. 9)**.

Prises une à une, ses expériences professionnelles peuvent être comparées au parcours d'autres individus au profil similaire. L'arrivée en Nouvelle-France par le biais des troupes est tout d'abord très commune et constitue, avec l'installation comme engagé, le plus facile accès à l'Amérique pour des civils. Le glissement de l'armée au séminaire, parfois poussé jusqu'à l'accomplissement d'une carrière ecclésiastique, est lui aussi souvent attesté pour d'autres cas que celui de Pierre Collas. L'engagement dans les troupes peut ainsi apparaître comme une solution pour poursuivre une formation ecclésiastique dans un contexte de forte demande de vocations sacerdotales en Nouvelle-France, à moins qu'une vocation tardive ne s'éveille une fois dans la colonie. C'est ainsi que Louis Petit, qui occupe la charge de capitaine dans le régiment de Carignan-Salières lorsqu'il arrive à Québec en 1665, quitte rapidement l'armée, entre au séminaire et est ordonné prêtre en 1670, avant d'être nommé aumônier à Sorel puis vicaire général de l'Acadie : il se retire au séminaire en 1693 et meurt à Québec en 1709[47]. Quant à Joseph Deniau, un contemporain de Pierre Collas, il partage avec ce dernier trois expériences communes : les troupes, le séminaire et l'intégration chez les récollets. Étudiant en théologie au séminaire d'Angers dans le dessein d'entrer dans le clergé (comme moine), il s'enfuit après avoir blessé un domestique par arme à feu et s'enrôle en 1695 à Paris dans un détachement destiné au Canada ; repéré pour son instruction, il est engagé comme professeur de grammaire au Petit Séminaire, puis choisit la vie franciscaine en entrant au noviciat des récollets de Québec où il prend le nom de Chérubin[48]. Par son expérience de barbier-chirurgien, Pierre Collas rejoint encore le profil-type des praticiens recensés en Nouvelle-France au tournant des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. Sur les 23 chirurgiens recensés au Canada entre 1680 et 1699 et dont l'origine est connue, 14 sont arrivés comme lui dans les troupes. Quant aux chirurgiens navigants, il s'agit le plus souvent de praticiens peu expérimentés dont la grande majorité a moins de 30 ans, à l'image de l'ancien séminariste[49].

Ces migrants au profil partiellement similaire à celui de Pierre Collas se répartissent en deux catégories. Ceux qui se sont installés en Nouvelle-France sont généralement connus, parce qu'ils se sont mariés, ont eu une descendance et sont morts dans la colonie, ou encore parce qu'ils ont occupé des charges ou accompli des actions qui ont laissé des traces écrites – notamment dans les fonds judiciaires et notariaux ou encore dans les archives des institutions religieuses. Mais les nombreux migrants qui n'ont fait qu'un séjour temporaire au Canada et qui sont repartis rapidement en France au XVII^e^ siècle et dans les premières années du XVIII^e^ siècle sont nettement plus difficiles à retrouver. Les rôles nominatifs de recrutement dans les troupes et les listes de passagers embarquant pour la Nouvelle-France n'ont été que rarement conservés pour cette époque, tandis que la forte mobilité de ces individus explique

47. G. Desjardins, « Louis Petit », DBC en ligne.
48. O. Jouve et autres, *Dictionnaire biographique des récollets missionnaires en Nouvelle-France*, p. 515-520.
49. R. Lessard, « Pratique et praticiens en contexte colonial », p. 565-566 et 581.

qu'ils n'apparaissent qu'exceptionnellement dans la documentation archivistique et notamment dans les registres paroissiaux. C'est la situation de Pierre Collas, dont la présence en Amérique française est restée jusqu'à présent presque totalement inaperçue. Pourtant, un examen minutieux des archives françaises et québécoises permet de retracer un parcours étonnamment riche et d'autant plus intéressant que les profils des migrants éphémères diffèrent sensiblement de ceux des migrants qui s'installent définitivement dans la colonie[50]. Au-delà du simple portrait d'un individu particulièrement mobile tant sur le plan géographique que social, l'étude de l'itinéraire de Pierre Collas autorise ainsi à documenter, plus largement, le profil de nombreux émigrants anonymes qui ont, de façon éphémère, contribué à forger la société coloniale sous le Régime français[51].

Sources

FONDS D'ARCHIVES DE BAnQ

Centre d'archives de Québec, collection Pièces judiciaires et notariales (TL5).

Centre d'archives de Québec, fonds Conseil souverain de la Nouvelle-France, Registre des arrêts, jugements et délibérations (TP1, S28).

Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Charles Rageot de Saint-Luc (CN301, S236).

Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Guillaume Roger (CN301, S242).

Centre d'archives de Québec, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Louis Chambalon (CN301, S58).

Centre d'archives de Québec, fonds Prévôté de Québec, Registre civil et criminel (TL1, S11).

AUTRES SOURCES CONSULTÉES

Imprimés

BAILLARGEON, Noël, *Le Séminaire de Québec de 1685 à 1860*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1977, 459 p.

BAILLARGEON, Noël, *Le Séminaire de Québec sous l'épiscopat de Mgr de Laval*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1972, 308 p.

BEAUREGARD, France, « Les actionnaires de la Compagnie de la Colonie (1700-1706) », mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, Département d'histoire, 1985, 159 p.

BERRE, Xavier, « Les chirurgiens navigants à Marseille avant la Révolution », thèse de doctorat en médecine, Marseille, 1931, 86 p.

CASSEL, Jay, « The Troupes de la Marine in Canada, 1683-1760 – Men and Material », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, Département d'histoire, 1987, 624 p.

CHOQUETTE, Leslie, *De Français à paysans – Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, traduction de l'anglais par Gervais Carpin, Sillery / Paris, Septentrion / Presses universitaires Paris Sorbonne, 2001, 323 p.

CLICHE, Marie-Aimée, *Les pratiques de dévotion en Nouvelle-France – Comportements populaires et encadrement ecclésial dans le gouvernement de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 354 p.

CORVISIER, André, *L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul – Le soldat*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 2 vol.

COSTE, Gabriel, *Les anciennes troupes de la marine (1622-1792)*, Paris, Librairie militaire L. Baudoin, 1893, 323 p.

DAINVILLE, François de, *L'éducation des jésuites (XVIe-XVIIIe siècles)*, textes réunis et présentés par Marie-Madeleine Compère, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1978, 570 p.

DESJARDINS, Gérard, « Louis Petit », *Dictionnaire biographique du Canada*, www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=1035 (consulté le 2 février 2012).

DROLET, Antonio, *Les bibliothèques canadiennes, 1604-1960*, Montréal, Le Cercle du livre de France, 1965, 234 p.

FLEURENT, Maurice, « L'éducation morale au Petit Séminaire de Québec, 1668-1857 », thèse de doctorat, Québec, Université Laval, Département d'histoire, 1977, 504 p.

FREGAULT, Guy, *Le XVIIIe siècle canadien – Études*, Montréal, HMH, 1968, 387 p.

GALLAT-MORIN, Élisabeth et Jean-Pierre PINSON, *La vie musicale en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 2003, 570 p.

GOSSELIN, Amédée, *L'instruction au Canada sous le Régime français (1635-1760)*, Québec, Laflamme et Proulx, 1911, 501 p.

HAMMANG, Francis H., *The Marquis de Vaudreuil – New France at the Beginning of the Eighteenth Century*, Bruges / Louvain, Desclée de Brouwer / Bibliothèque de l'Université, 1938, 218 p.

JOUVE, Odoric et autres, *Dictionnaire biographique des récollets missionnaires en Nouvelle-France, 1615-1645 – 1670-1849*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1996, 903 p.

LESSARD, Rénald, « Pratique et praticiens en contexte colonial – Le corps médical canadien aux 17e et 18e siècles », thèse de doctorat, Québec, Université Laval, Département d'histoire, 1994, 795 p.

PRITCHARD, James S., « Ships, Men and Commerce – A Study of Maritime Activity in New France », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 1971, 535 f.

RUSS, Christopher J., « Les troupes de la marine, 1663-1713 », mémoire de maîtrise, Montréal, Université McGill, Département d'histoire, 1971, 247 p.

SNYDERS, Georges, *La pédagogie en France aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, Presses universitaires de France, 1965, 459 p.

SURIN, Jean-Joseph, *Cantiques spirituels de l'amour divin pour l'instruction & la consolation des âmes dévotes*, Paris, Florentin Lambert, 1664, 184 p. Num.

Archives

Archives de la paroisse Notre-Dame-de-Québec (CM1/D2).

Archives départementales de la Charente-Maritime (B 5699, B 5700).

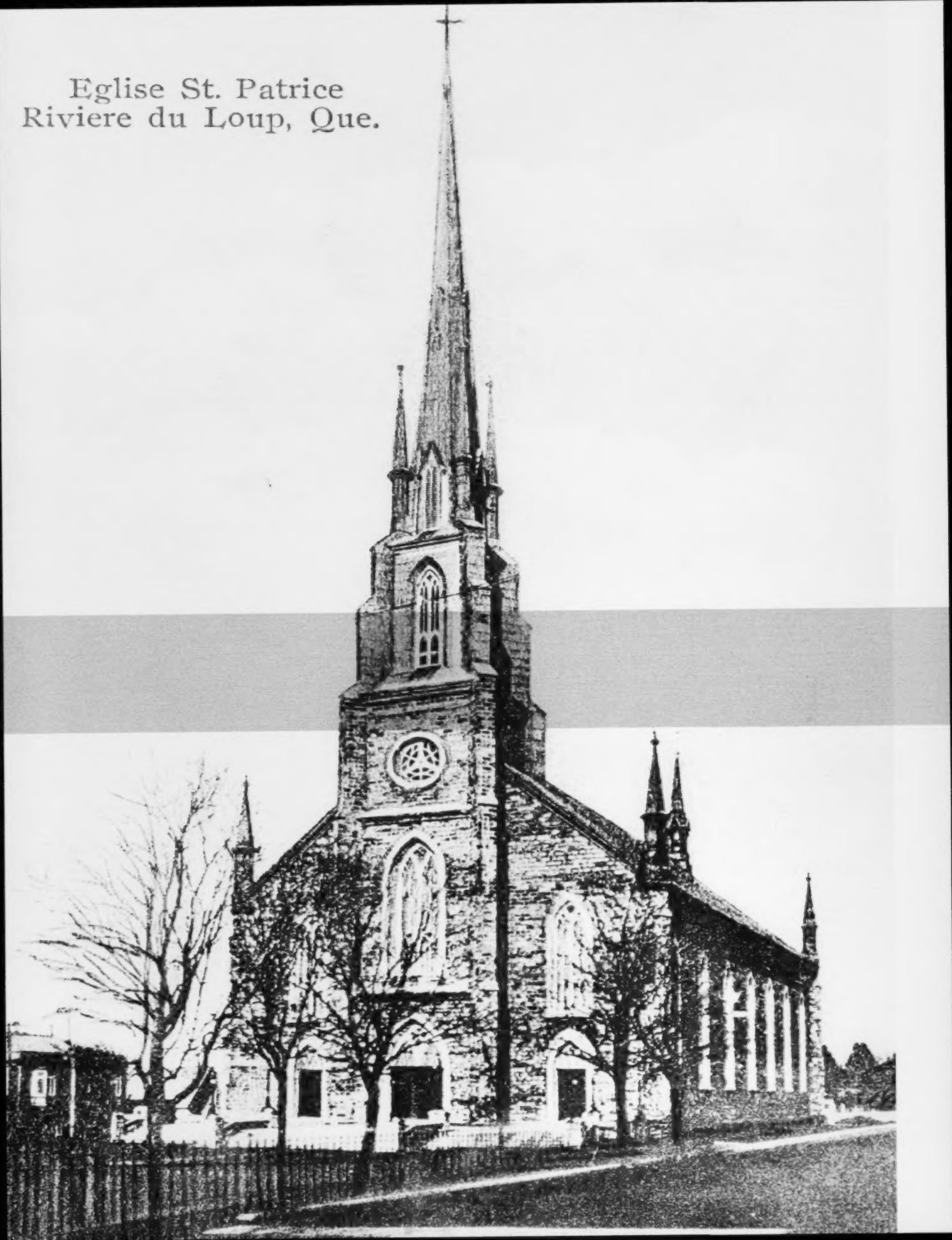
Archives nationales d'outre-mer [Aix-en-Provence] (B 20, C11A).

Centre de référence de l'Amérique française, Archives du Séminaire de Québec (MS 2, MS 164, Paroisse de Québec, SME 2.1).

Service historique de la Défense à Rochefort (1 E 39, 1 E 40).

50. Ainsi que l'a montré Leslie Choquette dans son étude *De Français à paysans*.
51. Je tiens à remercier le Centre interuniversitaire d'études québécoises de l'Université Laval pour m'avoir accueillie dans le cadre de cette recherche, ainsi que les chercheurs qui ont aiguillé mon travail, en particulier Paul-André Dubois – qui m'a mise sur la piste de Pierre Collas – et Rénald Lessard.

Eglise St. Patrice
Riviere du Loup, Que.



Qui donc est l'architecte de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup ?

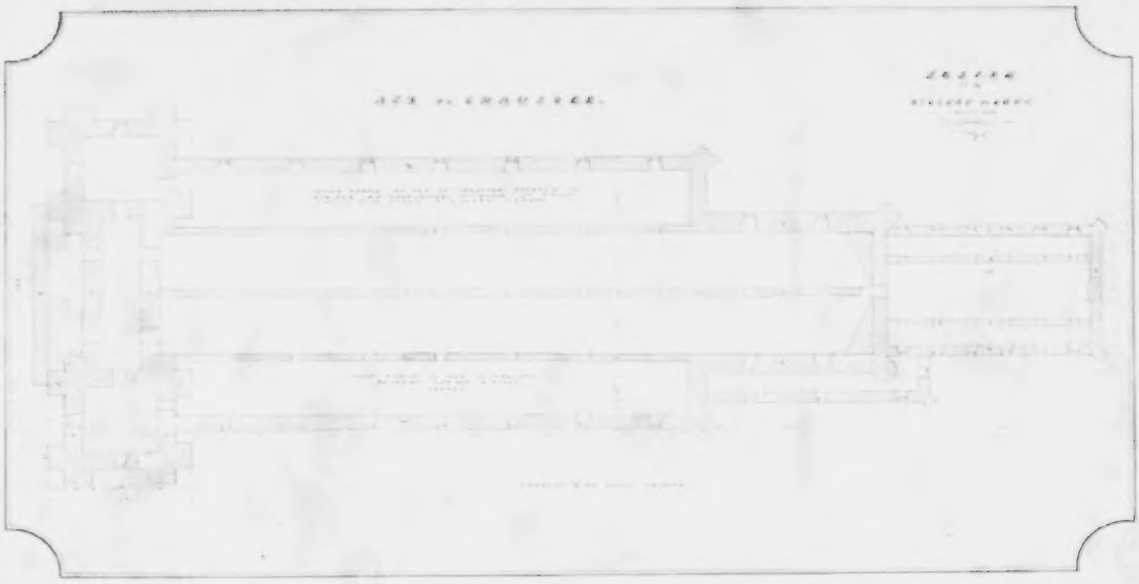
Josette Michaud

Revue de la bibliothèque et Archives nationales du Québec n° 4
32
33

Au Québec, les bâtiments religieux constituent une part si prépondérante de la production architecturale antérieure au XX^e siècle que pour appuyer la restauration et le rayonnement de ces témoins de notre culture, le gouvernement du Québec a mis sur pied en 1995 la Fondation du patrimoine religieux. Depuis 2007, cet organisme porte le nom de Conseil du patrimoine religieux du Québec. L'histoire de l'architecture des couvents et des monastères construits par les communautés religieuses peut s'appuyer sur les archives des communautés qui, pour la plupart, ont soigneusement conservé les dessins et les textes à partir desquels les artisans et les entrepreneurs ont exécuté les travaux. En contrepartie, les recherches sur l'architecture des églises et des presbytères construits par les paroisses doivent composer avec des pratiques de conservation de documents moins bien normalisées. Ce constat sera illustré par la réalisation de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

Saint-Patrice est la plus ancienne paroisse catholique de Rivière-du-Loup. Érigée canoniquement le 16 juin 1833, la paroisse loge d'abord dans une chapelle construite une vingtaine d'années plus tôt, en bordure de la route anciennement connue sous le nom de « chemin du Roy ». Vers 1850, on choisit de déplacer la paroisse sur les hauteurs, à proximité de l'église anglicane Saint Bartholomew[1], sur un terrain délimité dans les projets du seigneur Fraser, qui a tracé les premiers plans d'urbanisme de la ville. Situé sur une colline rocheuse, le terrain est suffisamment vaste pour permettre l'implantation d'un noyau paroissial, avec église, presbytère et couvent, dont la construction s'échelonnera sur plus d'un demi-siècle. En 2004, la valeur exceptionnelle de l'église Saint-Patrice a été reconnue dans l'inventaire dressé par la Fondation du patrimoine religieux du Québec[2], un inventaire qui désigne Charles Baillairgé comme architecte de l'ouvrage.

1. Celle-ci a été construite en 1841 par l'entrepreneur Charles Touchette.
2. Cet inventaire a été réalisé dans le cadre d'une étude d'ensemble de plus de 1500 édifices de culte au Québec par une équipe de jeunes diplômés en architecture, en histoire et en histoire de l'art, dirigée par Luc Noppen et Lucie K. Morisset. L'inventaire est disponible en ligne à l'adresse lieuxdeculte.qc.ca.



1. Charles Baillairgé, Rez-de-chaussée – Église de la Rivière-du-Loup, 30,5 x 53,5 cm, 1850. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

Ces quelques données constituaient l'essentiel de ce qui était diffusé sur l'église de Saint Patrice lorsqu'en 2009 la paroisse, avec l'assistance financière du Conseil du patrimoine religieux, nous a confié la réalisation du « carnet de santé » de l'immeuble[3].

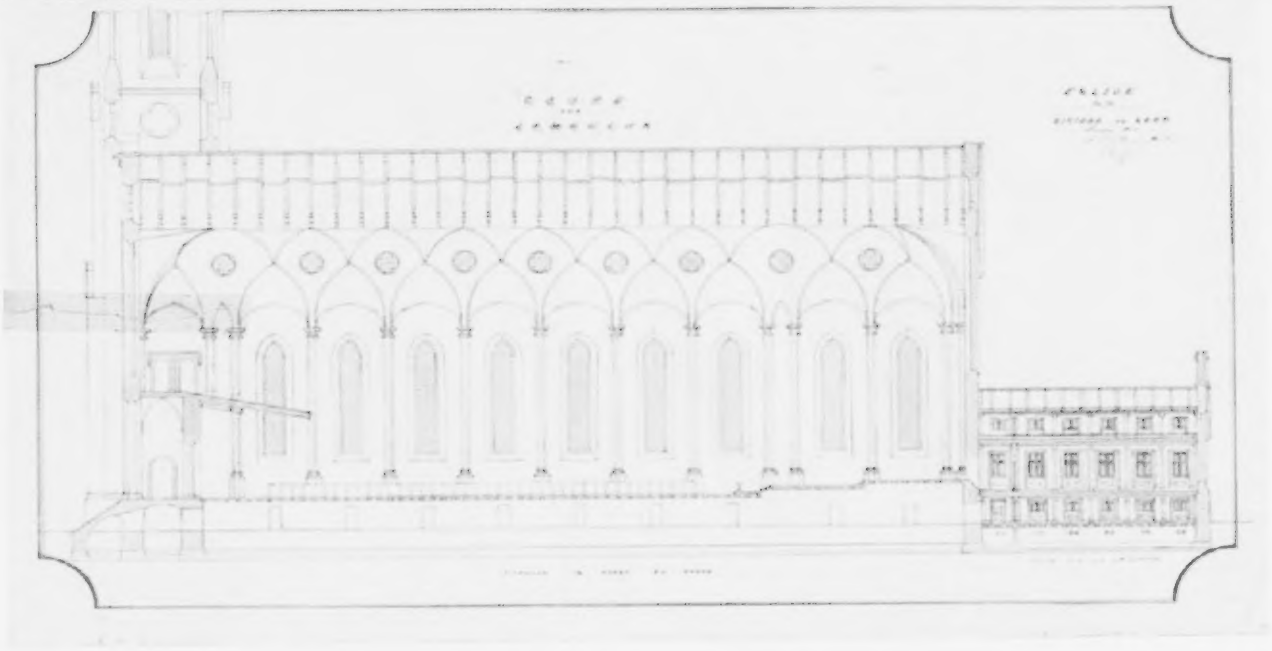
C'est à partir d'une quantité phénoménale de documents textuels et iconographiques recueillis dans le cadre de ce travail que nous présentons ici une reconstitution de l'histoire architecturale de l'église Saint-Patrice entre 1850 et 1906. Les documents qui ont éclairé notre évaluation technique de l'immeuble proviennent de plusieurs endroits : le Musée national des beaux-arts du Québec, le presbytère de la paroisse Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, le Service du greffe et des archives de la Ville de Québec ainsi que deux centres d'archives de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) : le Centre d'archives de Québec et le Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, à Rimouski[4].

L'essentiel des documents consultés sont des extraits de correspondance, des plans et des devis, des contrats de construction et des photographies. Après avoir réuni, identifié et daté les documents de diverses provenances et les avoir ordonnés de façon chronologique pour établir des liens de causalité entre eux, nous pouvons affirmer que quatre architectes, tous aussi célèbres les uns que les autres, se sont illustrés à Saint-Patrice : Charles-Philippe-Ferdinand Baillairgé (Québec, 1826 – Québec, 1906), Antoine-François-Xavier Berlinguet (Québec, 1830 – Trois-Rivières, 1916), Napoléon Bourassa (L'Acadie, 1827 – Lachenaie, 1916) et David Ouellet (La Malbaie, 1844 – Québec, 1915). L'analyse de l'ensemble des documents met en valeur la contribution de chacun de ces architectes à une œuvre collective réalisée sur une période de plus de 50 ans.

Les premiers plans et devis

Si on en croit les nombreuses esquisses soumises en 1850 au conseil de fabrique, le parti définitif de l'immeuble, c'est-à-dire sa conception d'ensemble, a exigé plusieurs mises au point.

3. L'expression « carnet de santé » désigne un ouvrage composé de relevés en plans, en coupe et en élévation assorti de photographies et de textes qui décrivent l'architectonique d'un immeuble et soulignent les différentes « pathologies » dont il souffre. Le carnet de santé est assorti d'un plan de traitement, d'un budget et d'un échéancier d'intervention.
4. Nous tenons à remercier l'historien Luc Noppen, qui a guidé nos recherches dès le début, ainsi que la documentaliste Céline Villeneuve, le conservateur Mario Béland, le curé Odilon Hudon et sa secrétaire, Marie-Paule Joncas, pour leur soutien à différentes étapes de nos travaux, de même que Christina Cameron, professeure titulaire de la chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, Anne-Gisèle Bosse, assistante de recherche à l'Université de Montréal, et Nicolas Tremblay, du Service du greffe et des archives de la Ville de Québec.



2. Charles Baillairgé, Coupe sur longueur – Église de la Rivière-du-Loup, 33 x 53,5 cm, 1850. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

À cette date, le jeune architecte Charles Baillairgé[5], qui a à peine 24 ans, propose, en soumettant ses dessins à la mine de plomb et à l'aquarelle sur carton, de construire l'église au-dessus d'un rez-de-chaussée qui pourrait, à ses dires, servir à différents usages **(ill. 1)**. Il lui donne deux tours surmontées de deux clochers de part et d'autre de la façade et ferme le chœur par un chevet plat percé d'une grande verrière, derrière lequel s'appuie un appentis de plusieurs étages qui loge la sacristie.

Dans ses projets antérieurs, Charles Baillairgé avait eu recours au style néoclassique, mais il semble que la commande qu'il reçoit en 1850 pour l'église Saint-Patrice lui impose le style néogothique déjà adopté en 1842 pour la minuscule église Saint-Bartholomew de Fraserville[6], en se référant au prestige des églises catholiques néogothiques Saint-Patrick et Notre-Dame de Montréal.

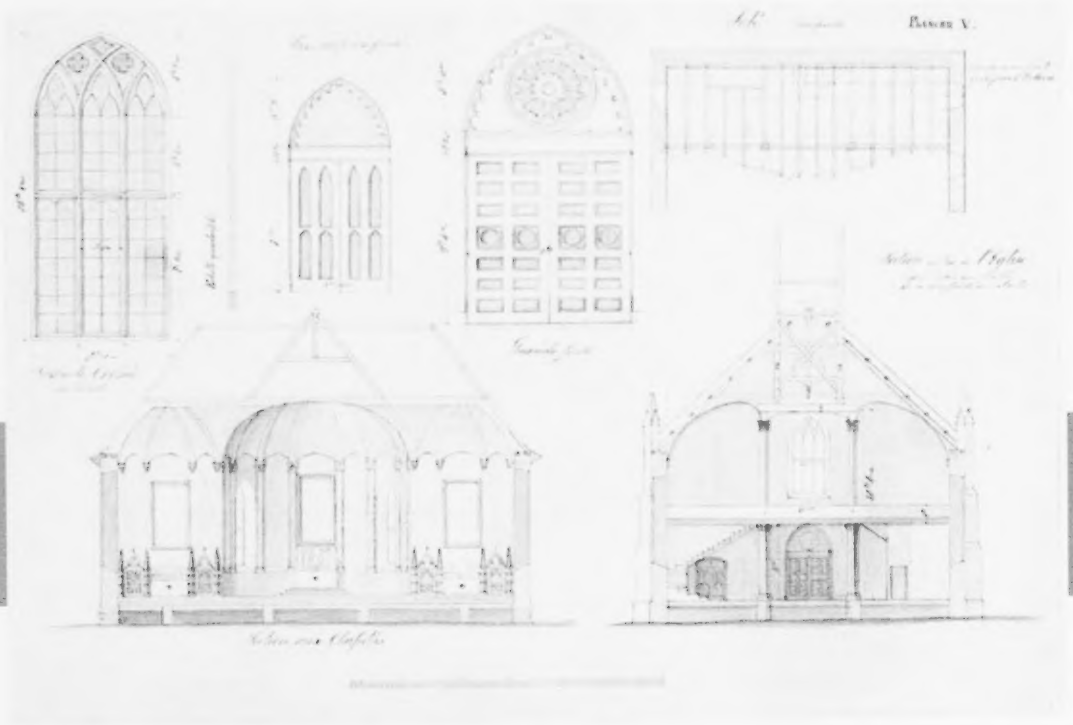
Comme le souligne Christina Cameron dans son ouvrage *Charles Baillairgé – Architect & Engineer*[7], en 1850 Baillairgé peut déjà, grâce à sa bibliothèque personnelle, se baser sur quelques ouvrages publiés par Augustus Charles Pugin et John Henry Parker sur les constructions d'inspiration gothique. Mais l'architecte doit nécessairement adapter ces modèles à la commande spécifique de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup et au terrain disponible. Les dessins de Baillairgé témoignent d'une maîtrise hésitante des espaces et des échelles : colonnes trop frêles, mollesse du décor, hauteur impossible des niveaux abritant la sacristie **(ill. 2)**. Cependant, l'enthousiasme le mène jusqu'à livrer plusieurs détails pour la réalisation de la chaire, des bancs et des fonts baptismaux. Cela révèle à la fois le désarroi et l'audace de l'architecte, dont la formation est fondée sur le néoclassicisme, mais qui veut répondre à une commande importante sans maîtriser le langage propre au style néogothique qu'on lui impose.

La présence des deux tours et du chevet plat dans les dessins de Baillairgé trahit l'influence de l'église Notre-Dame de Montréal telle que l'avait conçue l'architecte new-yorkais O'Donnell en 1824. Notons toutefois, comme le souligne Franklin Toker dans son remarquable ouvrage *L'église Notre-Dame de Montréal – Son architecture, son passé*, que la verrière située dans le chevet plat de l'église Notre-Dame créait des éblouissements et des contrejours importuns qui nuisaient à la perception du retable et du célébrant par les fidèles[8].

5. Étudiant au Petit Séminaire de Québec de 1836 à 1843, Charles Baillairgé appartient à la quatrième génération d'une dynastie de sculpteurs, de peintres et d'architectes. De 1843 à 1846, il fait son apprentissage chez le cousin de son père, l'illustre Thomas Baillairgé ; en 1890, il figure parmi les fondateurs de l'Association des architectes de la province de Québec. Il est le concepteur de plus de 200 immeubles, dont les plus célèbres sont l'ancienne prison de Québec et les pavillons de la terrasse Dufferin, à Québec (C. Cameron, « Thomas Baillairgé », DBC en ligne).
6. Nom porté par Rivière-du-Loup de 1850 à 1919.
7. Voir p. 7 et p. 169 de cet ouvrage.
8. Voir p. 143. Ces contrejours ont été corrigés par l'intervention de Victor Bourgeau, qui a dessiné le nouveau décor de style gothique flamboyant pour l'intérieur de l'église Notre-Dame en 1857, décor qui sera réalisé de 1870 à 1890.

Mais le conseil de fabrique n'a pas encore le projet qu'il lui faut sous la main. Ainsi, on trouve dans un même rouleau de plans conservés à la paroisse un projet daté de mai 1850 de l'architecte Thomas Fournier, formé également chez Thomas Baillairgé, portant la mention « Projet d'église soumis à la considération des MMs les syndics de la Rivière-du-Loup » et quelques autres dessins sans signature ni date qui montrent que d'autres architectes essaient de s'immiscer dans le dossier. On trouve également un plan de fondation, dont la graphie s'apparente nettement aux dessins signés par Charles Baillairgé, où l'on voit l'église avec une tour centrale et une abside presque en hémicycle. On peut supposer que Baillairgé travaille alors à ajuster son concept.

3. [François-Xavier Berlinguet], Planche V, 39 x 51 cm, s. d. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.



La construction de l'église et la réalisation du décor intérieur (1855-1883)

Après plusieurs années de discussions, tant sur la mise au point des plans que sur le choix précis de l'emplacement, le curé et les syndics soumettent le projet définitif de Charles Baillairgé à l'évêque de Québec[9]. Les travaux commencent donc enfin en 1855. D'après le procès-verbal d'une assemblée de la fabrique tenue en août 1870, l'entièreté de l'église est faite de pierres « ramassées dans les environs[10] ».

9. Les plans définitifs ne sont plus disponibles aux archives de l'archevêché de Québec. Ces documents auraient quitté Québec après 1951, à la suite de l'érection canonique du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, dont relève aujourd'hui la paroisse Saint-Patrice. Selon l'archiviste de l'archevêché de Québec, tous les documents relatifs à la construction des églises du territoire du nouveau diocèse ont été transférés à La Pocatière. Toutefois, selon le chancelier P. Doris Laplante, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, il n'y a aucun document relatif à la construction de l'église Saint-Patrice aux archives du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
10. La mention de ce procès-verbal se trouve dans un tapuscrit de René Pelletier conservé dans les archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice, intitulé « Notes descriptives et commentaires sur l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup », 2009, p. 2. Par ailleurs, dans l'ouvrage de W. A. Parks intitulé *Report on the Building and Ornamental Stones of Canada*, vol. III, l'auteur précise à la page 253 que de nombreux édifices de Rivière-du-Loup, notamment l'église Saint-François-Xavier, ont été construits avec des pierres provenant du dépôt de gneiss et de granit de Sainte-Hélène-de-Kamouraska.

Le cahier de délibérations du conseil de fabrique ne comporte pas de mention de contrat de construction avec un entrepreneur indépendant. On peut donc supposer qu'au début du chantier, Charles Baillairgé agit comme entrepreneur général et livre un projet clés en main réalisé par des sous-traitants locaux, engagés à sa solde, une pratique courante à l'époque.

Le gros œuvre est complété en 1856 et la messe de minuit est célébrée dans l'église la même année. Mais les travaux ne sont pas complétés pour autant puisque la paroisse continue de payer pour en faire réaliser de nouveaux.

C'est à cette époque qu'apparaissent des documents relatifs à un deuxième architecte dans l'histoire de l'église Saint-Patrice : François-Xavier Berlinguet[11].

Dans la première moitié de 1857, Berlinguet envoie une soumission au curé et aux syndics de la paroisse Saint-Patrice pour la poursuite des travaux :

> *Je propose et m'engage à faire tous les ouvrages en masonnerie necessaire pour compléter le portail, la tour, et les quatre contre-forts, tel que le plan déjà my en exécution [...] ainsi que tous les ouvrages en bois nécessaire pour compléter l'extérie[u]r de l'Église jusqu'a la base du clocher, c'est à dire la corniche du renvoi d'aux feaux[, cel du portail et cel des contre-fort[s][12].*

Dans sa soumission, Berlinguet propose que les paiements, totalisant 1381 louis, soient faits en trois versements entre le 15 août 1857 et le 1er octobre 1859. Le montant demandé implique que la paroisse fournira la pierre, le sable, la chaux et le bois de charpente nécessaires. On imagine que pour cette partie de l'ouvrage, Berlinguet travaille encore selon les plans dessinés par Baillairgé.

4. [Charles Baillairgé], Portail[], 75 x 37,5 cm, 19 décembre 1869. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

Par la suite, les paiements effectués à Berlinguet portent sur la réalisation du décor. À cette époque, Berlinguet travaille aux décors d'églises de paroisses voisines, comme Saint-Pascal-de-Kamouraska. Il peut donc facilement se déplacer par chemin de fer, lequel rejoint Rivière-du-Loup depuis 1859.

Il existe dans les trésors sur papier de la paroisse un dessin à l'encre et au lavis, portant la mention « Planche V », qui ne comporte ni date ni signature et dont la graphie n'est aucunement semblable aux dessins de Charles Baillairgé **(ill. 3)**. La graphie de cette planche, bien que plus soignée, est similaire à celle de la soumission de Berlinguet. Selon toute vraisemblance, ce dernier a dessiné le décor auquel il travaille. La coupe intérieure, intitulée « Section au bas de l'église », à droite, montre clairement qu'à ce moment la nef ne comporte pas de jubés latéraux.

À la fin de cette période, le dessin d'une audacieuse flèche surmontant la tour centrale est annexé au marché de construction entre l'entrepreneur Breton et Frères et la paroisse (21 décembre 1869 et 13 septembre 1870, Jean-Baptiste Pouliot, NP [*notary public*]) **(ill. 4)**. Le dessin sans signature mais vraisemblablement de Charles Baillairgé,

11. Apprenti chez son père, Louis-Thomas Berlinguet, sculpteur et doreur issu de l'école de Louis Quévillon, dans la région de Montréal, F.-X. Berlinguet complète sa formation en architecture chez Thomas Baillairgé puis chez Charles, son neveu, dont il sera non seulement le bras droit mais aussi parfois le concurrent. En 1852, Berlinguet ouvre une agence d'architecte et d'entrepreneur à Québec. Dans le Bas-du-Fleuve, il réalise successivement plusieurs décors d'églises. Bien qu'on ne trouve pas de dessins signés de sa main pour l'église Saint-Patrice, c'est son nom qui est lié aux factures acquittées par le conseil de fabrique pour la réalisation de l'église de 1858 à 1869 (D. Légaré, « François-Xavier Berlinguet », DPAC en ligne).

12. Soumission de M[onsieu]r l'architecte Berlinguet – p[ou]r la construction de l'Église, s. d. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup. À noter que les premières demandes de paiement font référence au 15 août 1857.

5. [À gauche] Église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup avant l'incendie de 1883, entre 1867 et 1883. Musée du Bas-Saint-Laurent, fonds Belle-Lavoie (BL.0150). Photographe non identifié. Num.

6. [À droite] Église Saint-Patrice, Rivière-du-Loup, Québec, carte postale, Rivière-du-Loup, Librairie Thiboult, après 1890. BAnQ, Centre d'archives de Québec, collection Magella Bureau (P547, S1, SS1, SSS1, D368, P180R). Num.

conservé aux archives de la paroisse, trouve des compléments aux archives de la Ville de Québec, où l'on peut voir des dessins de détails pour le vitrail au-dessus de la porte principale et pour les jalousies du clocher[13].

Un cliché de l'immeuble réalisé avant 1883 montre que Breton et Frères ont sensiblement suivi le dessin de Charles Baillairgé, mais qu'un ressaut a été ajouté aux contreforts sous la flèche **(ill. 5)**. Au premier coup d'œil, on pourrait croire que le dessin déposé devant le notaire Pouliot et la photo du fonds Belle-Lavoie reflètent l'image de la façade et du clocher que l'on trouvera plus tard au XX^e^ siècle **(ill. 6)**, mais un examen attentif révèle un certain nombre de variantes : il n'y a pas de portes de part et d'autre de la tour et il n'y a pas de parvis avant 1883.

Entre alors en scène un troisième architecte : Napoléon Bourassa[14] **(ill. 7)**. En 1880, la paroisse Saint-Patrice commande un nouveau décor intérieur à cet architecte de Montréal[15]. Cette décision est vraisemblablement motivée par la nécessité de recevoir un plus grand nombre de fidèles dans l'église et par la possibilité d'y parvenir grâce à l'ajout de jubés latéraux, comme l'indique le système de construction de la charpenterie de ces jubés, présenté sur la planche des vues en coupe-élévation transversale[16] **(ill. 8)**. Bourassa, fidèle au style néogothique de l'enveloppe, soumet un décor raffiné représenté par des dessins à la mine de plomb et au lavis. Deux des quatre originaux produits à cette occasion ont été retrouvés dans les archives de la paroisse.

13. Service du greffe et des archives de la Ville de Québec, fonds Charles Baillairgé (P001, FC 1203-1, FC 1203-2, FC 1204-1 et FC 1204-2). Ces dessins confirment que bien avant le XX^e^ siècle, les architectes produisaient en cours de chantier des dessins pour compléter les dessins généraux faits à des fins de soumission et pour détailler leur construction.
14. Étudiant au Collège de Montréal de 1837 à 1848, puis élève du peintre Théophile Hamel, Napoléon Bourassa a été formé en architecture et en sculpture à Florence, à Rome et en France entre 1852 et 1857. À son retour d'Europe, il épouse, à Montebello, Marie-Julie-Azélie Papineau et devient ainsi le gendre de Louis-Joseph Papineau. Bourassa est à la fois critique d'art, auteur, professeur et architecte. Il réalise de nombreux décors d'églises, dont celui de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes à Montréal, l'église de Saint-Jérôme et l'église Sainte-Anne de Fall River, en Nouvelle-Angleterre. Il contribue grandement à la carrière du sculpteur Louis-Philippe Hébert, avec qui il fonde une école de sculpture, de même qu'à celle du décorateur d'églises François-Édouard Meloche. On ne peut passer sous silence le fait que son cinquième enfant est Henri Bourassa, fondateur du journal *Le Devoir* (R. Vézina, « Napoléon Bourassa », DBC en ligne).
15. Les raisons du renvoi de Baillairgé et de Berlinguet ne sont pas claires. Par contre, on sait que Napoléon Bourassa est lié d'amitié à Victor Bourgeau, qui a dessiné précédemment plusieurs décors néogothiques en bois : l'église Notre-Dame de Montréal, l'église Saint-Pierre-Apôtre, l'église Saint-Joseph de Montréal, etc.
16. Une première mention figure sur le plan : « Ceci est un des plans auquel il est référé dans le marché passé ce jour devant Me JB Pouliot. Fraserville 18 nov 1880. » Une seconde mention au verso du plan indique que celui-ci sera réutilisé lors de la reconstruction de l'église après l'incendie de 1883 : « Ceci est le no 13 dont il est question dans l'acte de marché passé ce jour devant le notaire sous-signé. Fraserville 4 juin 1883. »

La présentation en teintes de blanc et d'or révèle la volumétrie puissante des bas-côtés qui supportent les tribunes latérales de la nef et l'articulation des colonnes par des colonnettes sur lesquelles s'appuient les arches transversales. Il manque aujourd'hui la coupe transversale de l'église pour le confirmer, mais la présence d'une immense statue nichée sur le mur du fond d'une travée permet de croire que Napoléon Bourassa prévoit dès cet instant l'installation dans son décor des imposantes statues qui planeront par la suite au-dessus de la nef.

La comparaison de la coupe-élévation intérieure produite par Bourassa avec les relevés intérieurs de l'immeuble produits en 2009 pour illustrer le carnet de santé de l'édifice confirme que le décor actuel est bien fidèle au projet de Bourassa, à l'exception de quelques modifications apportées à la projection du jubé arrière au début du XX^e^ siècle.

C'est sur la base de ces plans que, le 18 novembre 1880, l'entrepreneur Joseph Gosselin, de Saint-Nicolas, signe un contrat avec les syndics de la paroisse et le curé François-Xavier-Ludger Blais devant le notaire Jean-Baptiste Pouliot pour la réalisation du nouveau décor de l'église, fait de lattes, de moulures, de consoles et de chapiteaux de bois. C'est une œuvre colossale qui nécessite des milliers d'heures de travail de la part d'ouvriers et d'artisans spécialisés. Le travail est si considérable que l'entrepreneur s'établit à demeure à Rivière-du-Loup au cours des travaux.

L'équipe de Joseph Gosselin y travaille depuis plus de deux ans lorsque, le 24 février 1883, « sans qu'on en connaisse la cause, un incendie s'est déclaré à l'intérieur de la dite Église et l'a incendié ainsi que la sacristie y attenante[17] ».

7. [à gauche] Napoléon Bourassa, carte mortuaire, 1916. BAnQ, Centre d'archives de l'Outaouais, fonds Rosario Gauthier (P68, S1, D35). Photographe non identifié. Num.

8. [à droite] Napoléon Bourassa, Intérieur de l'église de la Rivière-du-Loup – Section transversale, vue du jubé, 56 x 33 cm, 1880. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

17. Quittance réciproque entre les curés, marguilliers de S[ain]t Patrice de la Riv[ière] du Loup et Joseph Gosselin, acte notarié n° *3288*, 4 juin 1883, p. 2. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S82).

Les suites de l'incendie de 1883

Tout ce travail parti en fumée, sans compter toute la charpente du toit, les colonnes, les planchers : c'est la consternation. Le montant des assurances s'élève à 38 000 piastres[18].

On recherche un nouvel architecte pour venir prendre la mesure des dégâts et redessiner l'ouvrage de charpenterie, qui devra être repris à partir des fondations et des murs de maçonnerie laissés en place. Il faudra aussi que cet architecte soit en mesure de prendre en charge le devis descriptif et la surveillance des travaux de réalisation du décor antérieurement dessiné par Napoléon Bourassa. C'est à David Ouellet, un architecte de Québec, que l'on confie les plans et devis de reconstruction après l'incendie, de même que la surveillance des travaux[19] **(ill. 9)**.

Quatre mois d'accusations et de réclamations mutuelles entre l'entrepreneur et la paroisse s'écoulent après l'incendie avant que ceux-ci ne conviennent d'une quittance réciproque devant le notaire Jean Baptiste Pouliot, le 4 juin 1883, pour « éviter d'en venir à procès[20] ».

9. David Ouellet, octobre 1917. BAnQ, Centre d'archives du Saguenay–Lac-Saint-Jean, fonds Joseph-Eudore Le May (P90, P10046). Photo : Joseph-Eudore Le May.

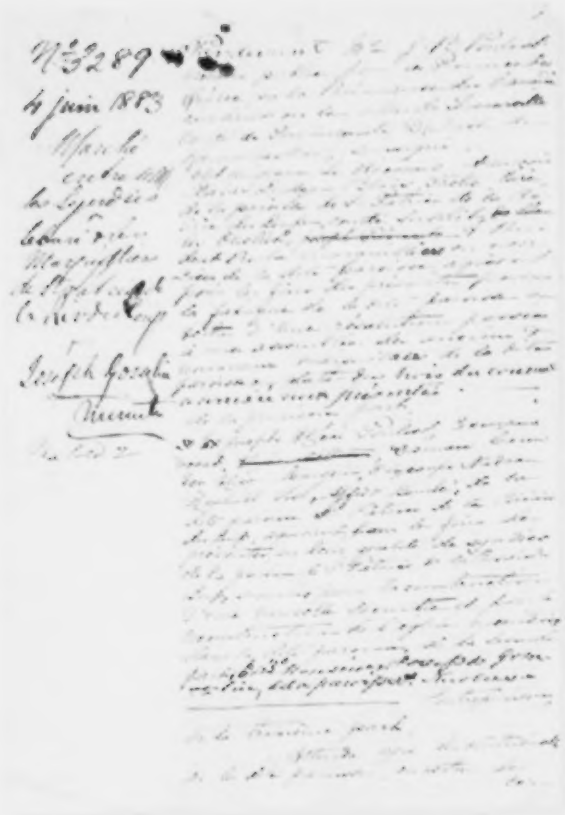
Cette quittance réciproque s'impose parce qu'après l'incendie, lors d'un appel d'offres, Joseph Gosselin a présenté la soumission la plus basse, sur la base des plans et devis de l'architecte David Ouellet pour l'enveloppe et ceux de l'architecte Napoléon Bourassa pour les intérieurs. Immédiatement après la signature de la quittance, le même jour, devant le même notaire, Joseph Gosselin signe avec le curé et les syndics de la paroisse une nouvelle entente « pour la construction d'une nouvelle sacristie et pour la reconstruction de l'église incendiée » totalisant « 48 600 piastres[21] » **(ill. 10)**.

Le marché indique la nature générale des travaux :

> *Attendu que les contribuables de ladite paroisse […] ont décidé l'érection d'une sacristie en briques et la reconstruction de leur église incendiée le vingt-quatre février dernier, et attendu que […] des plans d'église conformes sauf quelques légères modifications à ceux de l'église détruite, des plans de sacristie et des décors descriptifs ont été préparés par David Ouellet, architecte de Québec, et Napoléon Bourassa, architecte de Montréal*[22].

Le marché renvoie également à 13 plans et à un devis descriptif qui lui sont rattachés. Le marché et le devis descriptif sont conservés au Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine de BAnQ, à Rimouski, alors que 10 des 13 planches illustrant le projet de reconstruction de l'église et de construction de la sacristie sont conservées aux archives de la paroisse[23].

18. Marché entre les syndics, le curé et les marguilliers de S[ain]t Patrice de la Riv[ière] du Loup et Joseph Gosselin, acte notarié n° 3289, 4 juin 1883, p. 9. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).
19. Après ses études au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière de 1856 à 1864, David Ouellet devient apprenti architecte, sculpteur et doreur de 1864 à 1866 dans l'atelier de François-Xavier Berlinguet, lui-même ancien apprenti de Charles Baillairgé. C'est là que Ouellet rencontre le sculpteur Louis Jobin, dont il fera intégrer les œuvres monumentales sur bois dans plusieurs décors d'églises. Ouellet offre des services de conception, de réalisation et de surveillance de travaux. En plus de ses interventions à l'église Saint-Patrice, on lui doit notamment les églises Notre-Dame-de-Liesse de Rivière-Ouelle (1876), Notre-Dame-de-Bonsecours à L'Islet (1882), Saint-Louis-de-Kamouraska (1883) et Saint-Antoine-de-Tilly (1901). David Ouellet figure en 1890 comme membre fondateur de l'Association des architectes de la province de Québec. Il est le père adoptif de Pierre Lévesque, avec lequel il créera en 1902 le bureau Ouellet et Lévesque. Ce bureau sera responsable des églises Saint-François-Xavier et Saint-Ludger de Rivière-du-Loup (L. K. Morisset, « David Ouellet », DBC en ligne).
20. Quittance réciproque entre les curés, marguilliers de S[ain]t Patrice de la Riv[ière] du Loup et Joseph Gosselin, acte notarié n° 3288, 4 juin 1883, p. 3. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).
21. Voir p. 1 et 4. Comme les assurances s'élevaient à 38 000 piastres, la paroisse s'engage à verser les 10 600 piastres manquantes, sans compter les honoraires professionnels.
22. *Ibid.*, p. 2.
23. C'est grâce à ces plans et aux indications qu'ils contiennent que nous avons pu retrouver le devis. À ce jour, les trois derniers plans restent introuvables.



Huit des 10 planches sont celles de David Ouellet (**ill. 11**). Les dessins sur carton à l'encre, au lavis et à l'aquarelle sont d'une précision remarquable et illustrent le résultat des travaux à réaliser en plan, coupes et élévation, sans toutefois décrire l'état de l'immeuble avant le début des travaux. Il faut se référer au devis descriptif des travaux pour comprendre l'ampleur de la tâche qui attend Gosselin. Les deux autres planches sont celles dessinées en 1880 par Napoléon Bourassa pour le décor intérieur. Ces planches sont beaucoup moins techniques et beaucoup plus évocatrices que celles de David Ouellet et on y sent la main d'un architecte formé dans les écoles et les ateliers européens.

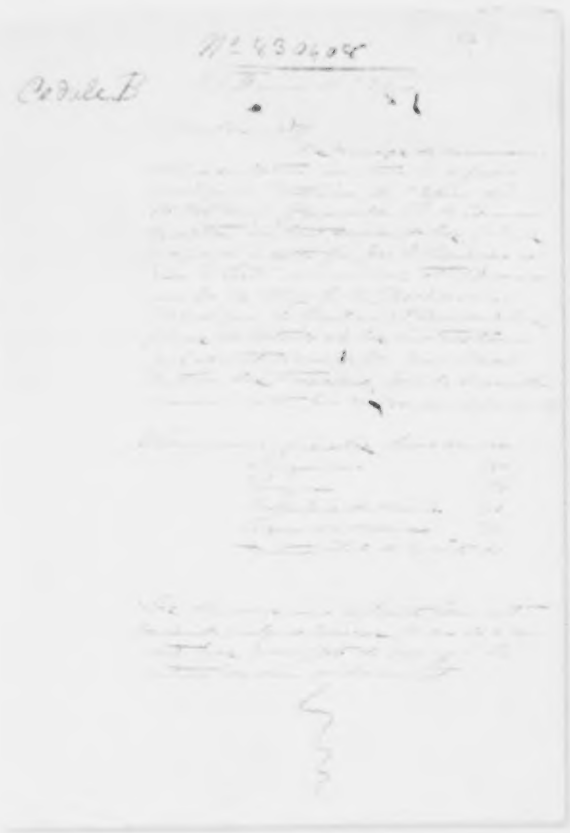
Mais revenons au marché et au devis descriptif. Le marché, comme ceux d'aujourd'hui, précise, en plus du montant de l'entente, les dates de livraison des différentes parties de l'ouvrage. L'œuvre devra être achevée le 1er janvier 1886 et il y aura des amendes de cinq piastres par jour pour chaque jour de retard sur l'échéancier.

Le marché décrit également ce qui est aujourd'hui inclus dans les conditions générales des contrats de construction : la manière de tenir le chantier et d'organiser l'emplacement pendant les travaux. Sans surprise, plusieurs articles portent sur la sécurité incendie. Le marché précise également qu'« une copie des plans généraux sera remise à l'entrepreneur et que les plans de travail [d'exécution] seront fournis à l'entrepreneur au fur et à mesure que ce dernier en réclamera pour l'exécution des travaux[24] ».

10. [à gauche] Marché entre les syndics, le curé et les marguilliers de S[ain]t-Patrice-de-la-Riv[ière]-du-Loup et Joseph Gosselin, acte notarié n° 3289, 4 juin 1883, p. 1. BAnQ, Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).

11. [à droite] David Ouellet, Plan sans titre [façade de l'église de Saint-Patrice de Rivière-du-Loup], 85 x 38 cm, 15 mai 1883. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

24. Marché entre les syndics, le curé et les marguilliers de S[ain]t Patrice de la Riv[ière] du Loup et Joseph Gosselin, acte notarié n° 3289, 4 juin 1883, p. 9. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).



12. Cédule D – Devis descriptif des ouvrages de menuiserie, crépis, sculpture, peinture &c. [...], documents annexés à l'acte notarié nº 3289, 4 juin 1883. BAnQ, Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).

Quant au devis technique de l'architecte, rattaché au marché de construction, il comporte 112 pages. Les 79 premières, intitulées « Cédule A », informent l'entrepreneur sur la nature des travaux illustrés par les dessins de Ouellet alors que les 32 pages suivantes, intitulées « Cédule B », précisent les travaux dessinés sur les anciens plans réalisés en 1880 par Bourassa **(ill. 12)**. Longues et méticuleuses, les deux parties du devis font comprendre l'ampleur des dégâts à corriger et les modifications à apporter au projet initial.

La première partie du devis (« Cédule A ») est divisée sensiblement selon les rubriques encore utilisées aujourd'hui : déblais, maçonnerie, charpenterie, menuiserie, couverture, peinture et vitrerie.

Le devis de maçonnerie renseigne sur le piètre état de la maçonnerie de l'église. Il stipule que l'entrepreneur doit enlever les pierres calcinées[25] et reprendre le revêtement de pierre à l'intérieur du sous-sol ainsi que le revêtement de brique à l'intérieur de la nef. Il devra reprendre les lancis des portes du portail ainsi que tous les encadrements des ouvertures en nouvelles pierres de taille ; il devra finalement nettoyer tous les parements noircis par la fumée à l'extérieur de manière à faire disparaître la suie ou d'autres taches[26].

Au-delà des corrections à apporter à la suite de l'incendie, le maçon devra pratiquer de nouvelles ouvertures pour les nouvelles portes latérales à la base de la tour du clocher. Ce détail informe que l'initiative d'ouvrir des portes sur les trois faces de la tour est attribuable à David Ouellet et non pas à Charles Baillairgé dans son projet initial[27]. Le devis indique aussi qu'il faudra remonter le bas des fenêtres à la hauteur requise pour faire les petites portes (voir les portes latérales de part et d'autre de la tour sur l'illustration 11 et comparer avec l'illustration 4). Par ailleurs, le devis précise de ne pas suivre le dessin nº 1 pour la tour du clocher **(ill. 11)**, mais de conserver en surhaussant ce qu'il y a en place. En effet, les oculus triangulaire et quadrilobé, indiqués par Ouellet sur la façade sous le clocher, ne seront jamais réalisés.

La section sur la charpenterie signale que tous les ouvrages en bois devront être refaits. Ouellet y décrit avec précision les essences, les dimensions et les modes de liaison de toutes les pièces de la charpente du plancher de la nef, du comble, des galeries latérales, de la tribune de l'orgue, de la sacristie et des chemins couverts, de la tour principale, du clocher et du petit clocher[28]. Pour la sacristie, le devis donne une description détaillée non seulement de la charpenterie mais aussi des travaux de menuiserie et d'ébénisterie qui seront réalisés[29]. Enfin, une dernière section précise que la couverture, tant de l'église que du presbytère et des chemins couverts, sera en tôle galvanisée posée à baguette, comme c'est le cas sur les plans[30].

25. Soulignons que la plupart des pierres dont il est question sont des pierres des parois intérieures, de même que les pierres des pourtours des portes et des fenêtres par lesquelles les flammes se sont échappées. Par ailleurs, la tradition veut que les pierres calcinées du chevet n'aient pas été remplacées et que ce soit la raison pour laquelle celui-ci est maintenant recouvert de planches.
26. D. Ouellet, « Cédule A – Devis descriptif des ouvrages de déblais, maçonnerie, charpenterie, menuiserie, couverture, peinture, vitrerie &c [...] », document annexé à l'acte notarié nº 3289, 4 juin 1883, sections « maçonnerie » et « pierre de taille ». Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).
27. Soulignons ici que les portes ont été murées en 1915 parce que leur ouverture affaiblissait la base du clocher.
28. Nous n'avons pas trouvé de mention pour les colonnes maîtresses.
29. Le devis de charpenterie et de menuiserie de l'église comporte neuf sections qui totalisent 25 pages. S'ajoutent à cela six pages de maçonnerie de la sacristie et quatre pages d'ébénisterie pour les armoires de la sacristie.
30. Cela surprend puisque, aujourd'hui, seuls les chemins couverts et la sacristie sont en tôle à baguette alors que la couverture de l'église est en tôle posée à la canadienne.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la deuxième partie du devis intitulée « Cédule B » réfère aux quatre planches dessinées par Napoléon Bourassa (dont deux ont été retrouvées dans les archives du presbytère de la paroisse) et traite de l'intérieur de l'église. Le document précise par exemple toutes les essences de bois qui doivent entrer dans la composition du décor : merisier, frêne, noyer noir, etc. Plus loin, on écrit que la partie avant du chœur doit imiter le marbre et être traitée avec des panneaux et des moulures et que cette technique de faux-finis doit s'appliquer à de multiples détails d'ébénisterie[31]. Finalement, le devis montre que le blanc est la couleur utilisée dès l'origine pour le décor intérieur de l'église.

En résumé, l'examen du marché de construction signé devant le notaire Pouliot (comprenant les plans et devis techniques), combiné à l'analyse comparée des photographies et des dessins antérieurs à 1883, nous amène à faire plusieurs déductions. L'incendie de 1883 n'a laissé en place que les fondations et les murs de maçonnerie de l'église. La tour et la flèche du clocher ont été reprises en suivant sensiblement le dessin de 1869 de Charles Baillairgé. Il n'est rien resté du décor intérieur initial de l'église mis au point et réalisé par Berlinguet puisque l'incendie a contraint à refaire tous les planchers, toute la charpente et tout le revêtement intérieur des murs extérieurs de l'église. Le travail de charpenterie et le détail des encadrements de pierre (lancis) des portes et fenêtres ont été dessinés par David Ouellet. Le décor intérieur de l'église a été refait en reprenant intégralement les dessins de 1880 signés par Napoléon Bourassa. Enfin, l'intérieur et l'extérieur de la sacristie d'origine ont entièrement disparu alors que la sacristie actuelle est l'œuvre de David Ouellet.

Les dernières étapes de ce grand œuvre

Après la reconstruction de l'enveloppe de l'église et la reprise du décor, il faut maintenant compléter ce grand œuvre.

En 1889, malgré les efforts de David Ouellet pour le tenir à l'écart, Napoléon Bourassa reprend du service et dessine un maître-autel magistral dont il élabore les esquisses à l'encre et au lavis[32]. Ces esquisses sont conservées au Musée national des beaux-arts du Québec[33]. Par la suite, il trace sur toile cirée un exceptionnel dessin d'exécution à l'encre et aux crayons de couleur encore conservé aux archives de la paroisse[34]. L'autel, qui comporte 20 statues en ronde bosse et 14 bas-reliefs, a été réalisé en Normandie par les frères Jacquier et installé par David Ouellet en 1891[35]. Quatre ans plus tard, Napoléon Bourassa dessine le buffet de l'orgue de la maison Casavant (25 jeux et deux claviers).

Sur la recommandation de David Ouellet, la paroisse commande au sculpteur Louis Jobin 12 sculptures monumentales en bois, chacune de plus de six mètres de haut, qui sont installées entre 1890 et 1905. Jobin représente 12 des pères de l'Église, chacun installé dans une niche déjà pratiquée dans le décor de Napoléon Bourassa. Depuis, les œuvres de Jobin planent au-dessus de l'assemblée des fidèles qui occupent la nef.

31. La réalisation des faux-finis est décrite de la 26e à la 28e page de la « Cédule B ».
32. P. Bourassa, « Les grands ensembles décoratifs et l'architecture : l'accomplissement », p. 174.
33. Dessins de Napoléon Bourassa pour l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup (maître-autel), numéros d'accession 43.55.169 (encre et lavis sur papier) et 43.55.94.9 (dessin à la mine de plomb sur papier), 1889, Musée national des beaux-arts du Québec.
34. Dessins du grand autel de l'église de Fraserville (vue frontale et vue latérale, échelle 1 pouce au pied). Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup. Ce document qui mesure environ 45 x 200 cm est enroulé sur une baguette de bois.
35. La « Cédule B » précise que le maître-autel n'est pas compris dans le présent devis, mais la plateforme sera faite de la manière demandée (p. 96).

En 1897, l'éclairage au gaz est remplacé par l'éclairage électrique. En 1902, les stations du chemin de croix du peintre Charles Huot sont mises en place. En 1915, l'église requiert de nouveaux ajustements et le projet est confié au bureau des architectes Ouellet et Lévesque. David Ouellet et son fils adoptif, Pierre Lévesque, dessinent des plans pour un nouvel escalier menant à la chaire **(ill. 13)**, de nouvelles portes intérieures et extérieures pour le portail ainsi que l'agrandissement du jubé de l'orgue.

Depuis, de nombreux travaux ont eu lieu dans l'église Saint-Patrice pour en assurer la conservation, notamment l'installation de gicleurs en 1952.

La réponse à notre interrogation initiale sur la contribution des différents architectes à l'église Saint-Patrice d'aujourd'hui est somme toute assez claire : Charles Baillairgé est l'auteur des fondations et du volume extérieur de l'édifice ainsi que du dessin de la tour du clocher. François-Xavier Berlinguet a réalisé la maçonnerie de la tour du clocher dessiné par Baillairgé. Le décor qu'il avait vraisemblablement dessiné et réalisé au cours des années 1860 a disparu au profit du nouveau décor conçu par Napoléon Bourassa en 1880.

Le décor initialement dessiné par Bourassa et incendié en 1883 a été entièrement repris lors des travaux de reconstruction faits sous la direction de David Ouellet, si bien que le décor actuel reflète assez fidèlement les plans initiaux qui, par ailleurs, ont été complétés par le dessin du maître-autel.

David Ouellet, pour sa part, a contribué à la reprise de toute la charpente des toits et des encadrements ainsi que des ouvertures en pierre de taille, de même qu'à la conception de la nouvelle sacristie. On lui doit également l'installation des sculptures de Louis Jobin, sans oublier les modifications du début du XX^e^ siècle aux entrées, au jubé arrière et à la chaire.

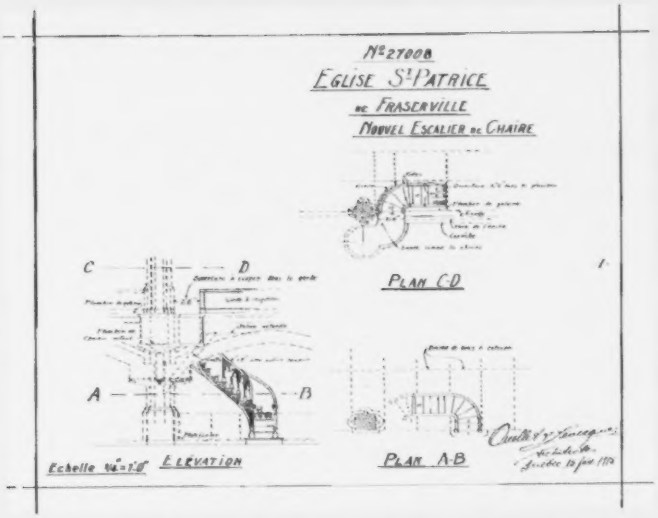
Le travail que nous avions entrepris afin de comprendre l'évolution architecturale de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup a mis en lumière suffisamment de séquences d'intervention au XIX^e^ et au XX^e^ siècle pour nous permettre de produire le carnet de santé qui nous était demandé. Toutefois, pour compléter l'histoire architecturale de cette église, il reste encore plusieurs pistes à explorer, notamment le contrat de construction pour le clocher de 1869[36], le fonds d'archives de Napoléon Bourassa à l'Université d'Ottawa et les éventuels fonds de François-Xavier Berlinguet. Nous espérons que notre recherche sur l'église Saint-Patrice sera poursuivie par d'autres chercheurs qui, comme nous, sont convaincus de l'intérêt exceptionnel de cet édifice.

Par ailleurs, les constats que nous avons faits pour l'église Saint-Patrice confirment une fois de plus que la prise de connaissance des plans et devis successifs, qui ont présidé à la naissance et à l'évolution d'un bâtiment, est essentielle pour comprendre la nature d'un édifice qui doit faire l'objet d'une intervention de restauration ou de transformation.

Cette illustration des faits nous amène à souligner la dispersion des archives qui concernent la production architecturale au Québec. En effet, il n'existe aucun registre central des plans et devis faits par les architectes alors que d'autres documents, par exemple ceux produits par les arpenteurs, les notaires et les juristes, sont répertoriés et accessibles aux chercheurs.

Pour ce qui est des contrats de construction, une précision s'impose. Tant et aussi longtemps que les contrats étaient signés devant notaire, il restait, dans les greffes, des marchés de construction, des devis et des renvois aux plans pour éclairer l'histoire de l'architecture. Mais depuis plusieurs décennies, la majorité des contrats de construction ne sont plus signés devant un notaire ou un avocat. Il faut alors s'en remettre aux archives des propriétaires pour retracer les plans et les devis.

36. Vraisemblablement à Rimouski, au Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, au greffe du notaire Jean-Baptiste Pouliot, 21 décembre 1869 et 13 septembre 1870.



13. David Ouellet et Pierre Lévesque, Église Saint-Patrice de Fraserville – Nouvel escalier de chaire, 33 x 38 cm, 15 février 1915. BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Gérard Venne (P57, D196/3/60 [27008], P3).

Il subsiste probablement, dans plusieurs paroisses du Québec, des quantités de documents décrivant les églises, les sacristies et les presbytères dont la qualité graphique et, plus encore, la valeur documentaire présentent un intérêt indéniable. Souhaitons que tous ces documents soient répertoriés et numérisés le plus rapidement possible et qu'un registre centralisé soit créé pour y donner accès.

Mais qui devrait prendre en charge la conservation des dessins originaux, des aquarelles, des encres et des lavis conservés dans les paroisses : le Conseil du patrimoine religieux du Québec, les musées régionaux, les universités ou les collectionneurs ? Le débat sur cette question revêt un caractère d'urgence.

Sources

FONDS D'ARCHIVES DE BAnQ

Ouellet, David, Cédule A – Devis descriptif des ouvrages de déblais, maçonnerie, charpenterie, menuiserie, couverture, peinture, vitrerie &c [...] ; Cédule B – Devis descriptif des ouvrages de menuiserie, crépis, sculpture, peinture &c [...], documents annexés à l'acte notarié n° 3289, 4 juin 1883. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot (CN104, S52).

Plans des architectes Ouellet et Lévesque, 1915. Centre d'archives de Québec, fonds Gérard Venne (P57), dossier 196.

Quittance réciproque entre les curés, marguilliers de S[ain]t Patrice de la Riv[ière] du Loup et Joseph Gosselin ; Marché entre les syndics, le curé et les marguilliers de S[ain]t Patrice de la Riv[ière] du Loup et Joseph Gosselin, actes notariés n° 3288 et 3289, 4 juin 1883. Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, fonds Cour supérieure du district judiciaire de Kamouraska, greffes de notaires, Jean-Baptiste Pouliot, (CN104, S52).

AUTRES SOURCES CONSULTÉES

Imprimés

Bourassa, Paul, « Les grands ensembles décoratifs et l'architecture : l'accomplissement », dans Mario Béland (dir.), *Napoléon Bourassa – La quête de l'idéal*, Québec, Musée national des beaux-arts du Québec / Les Publications du Québec, 2011, p. 135-208.

Cameron, Christina, « Thomas Baillairgé », *Dictionnaire biographique du Canada*, biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=3758 (consulté le 6 décembre 2011).

Cameron, Christina, *Charles Baillairgé – Architect & Engineer*, Montréal / Kingston, McGill / Queen's University Press, 1989, 201 p.

Conseil du patrimoine religieux du Québec, *Inventaire des lieux de culte du Québec*, « Église de Saint Patrice de Rivière-du-Loup », lieuxdeculte.qc.ca/fiche.php?LIEU_CULTE_ID=63143 (consulté le 6 décembre 2011).

Gauthier, Raymonde, *Construire une église au Québec – L'architecture religieuse avant 1939*, Montréal, Libre Expression, 1994, 245 p.

Legaré, Denyse, « François-Xavier Berlinguet », *Dictionnaire biographique du Canada*, biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7207 (consulté le 6 décembre 2011).

Morisset, Lucie K., « David Ouellet », *Dictionnaire biographique du Canada*, biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7633 (consulté le 6 décembre 2011).

Parks, William A., *Report on the Building and Ornamental Stones of Canada*, Ottawa Government Printing Bureau, 1912-1917, 5 vol.

Tokier, Franklin, *L'église Notre-Dame de Montréal – Son architecture, son passé*, traduction de l'anglais par Jean-Paul Partensky, La Salle, Hurtubise HMH, 1981, 302 p.

Vézina, Raymond, « Napoléon Bourassa », *Dictionnaire biographique du Canada*, biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7227 (consulté le 6 décembre 2011).

Archives

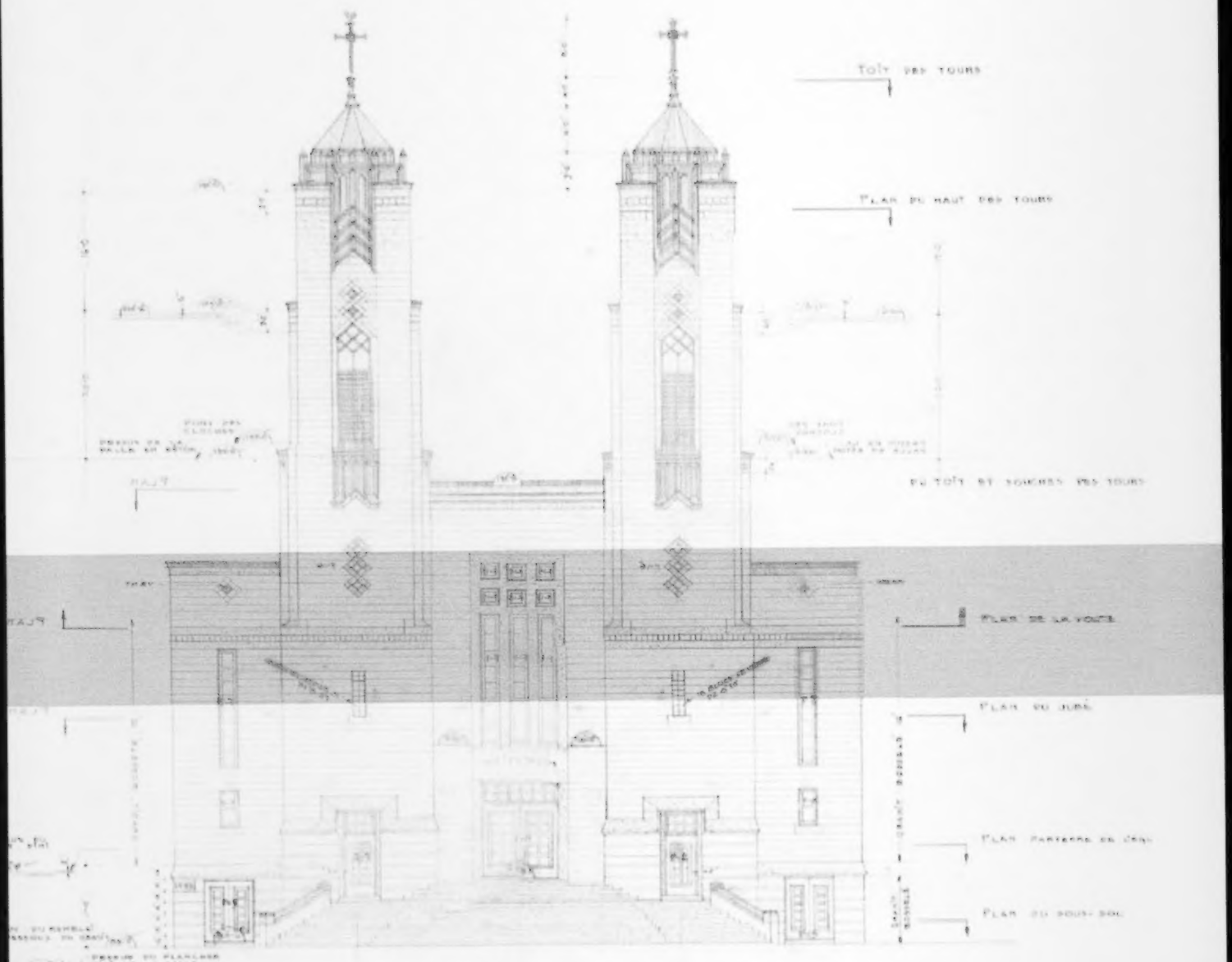
Correspondance, dessins, plans et devis. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

Dessins de Napoléon Bourassa pour l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup (maître-autel). Musée national des beaux-arts du Québec (43.55.169 et 43.55.94 9).

Girard, Claude, Histoire de l'église (Saint-Patrice) et de son orgue, s. d. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

Pelletier, René, Notes descriptives et commentaires sur l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, tapuscrit, 2009, 16 p. Archives du presbytère de la paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup.

Service du greffe et des archives de la Ville de Québec, fonds Charles Baillairgé (P001, PC 1203-1, PC 1203-2, PC 1204-1, PC 1204-2).


Toit des tours
Plan du haut des tours
Du toit et sommet des tours
Plan de la voute
Plan du rez
Plan du sous-sol

Façade

1. Joseph-Aimé and Albert Poulin, Plan of the facade of the church of Sainte-Marguerite-Marie [Magog], 75 x 55 cm, January 1949, plan 4602, t. 1, BAnQ, Estrie archives centre, Albert Poulin fonds (P7, S1, S568).

Magog's Church of Sainte-Marguerite-Marie and the Architectural Dynamics Between Two of Québec's Founding Institutions During the Twentieth Century: The Roman Catholic Church and the Corporate Industrial Manufactory

Caroline Beaudoin

LA VERSION FRANÇAISE DE CET ARTICLE SE TROUVE AUX PAGES 60 À 69.

The Québec population's progressive divorce from the Roman Catholic Church as of the 1960s coincided with a pervasive social revolution that was taking place throughout the Western world at the time. One study concluded that the number of practicing Roman Catholics in the province dropped from 80% in 1960 to 8% in 1996[1]. Once the province's sustained wave of rejection subsided, it was left with a daunting number of superfluous churches as parishes either merged or closed due to low attendance, lack of funding, and/or a shortage of active clergy. A renewed collective interest in the buildings emerged once the public realized that many of these churches were being systematically erased from the province's cultural landscape. The future of these buildings, now nostalgically referred to as the "nation's castles", is a concern as they have come to symbolize a large part of the population's collective identity.

This essay is a qualitative study of Sherbrooke architect Joseph Aimé Poulin's 1949 design of the church of Sainte-Marguerite-Marie located in Magog, Québec **(fig. 1)**. The study proposes that Poulin's design of the church without ostentatious ornamentation and luxurious materials was a sensitive and meaningful creative choice directed towards the majority of the parish's French-speaking Roman Catholic factory workers, his clients. The following analysis underscores art historian Dell Upton's view that "professionally designed structures constitute extraordinary landmarks in a vast expanse of the ordinary[2]", by emphasizing Poulin's transparent and sophisticated synthesis between "academic" architectural principles and the "humble" quality of the surrounding ordinary everyday working class environment. Poulin chose an architectural vocabulary familiar to the workers which referenced plain architectonic elements from the very building they worked in: the neighbouring Dominion Textile Company factory, designed by industrial architects T. Pringle & Son Limited and built in 1927 **(fig. 2)**. This study considers

2. *Dominion Textile Company, Magog, P.Q.*, postcard, Ottawa, Photogelatine Engraving Co., Limited, n. d. BAnQ, heritage collections (CP 6910 CON). Digit.

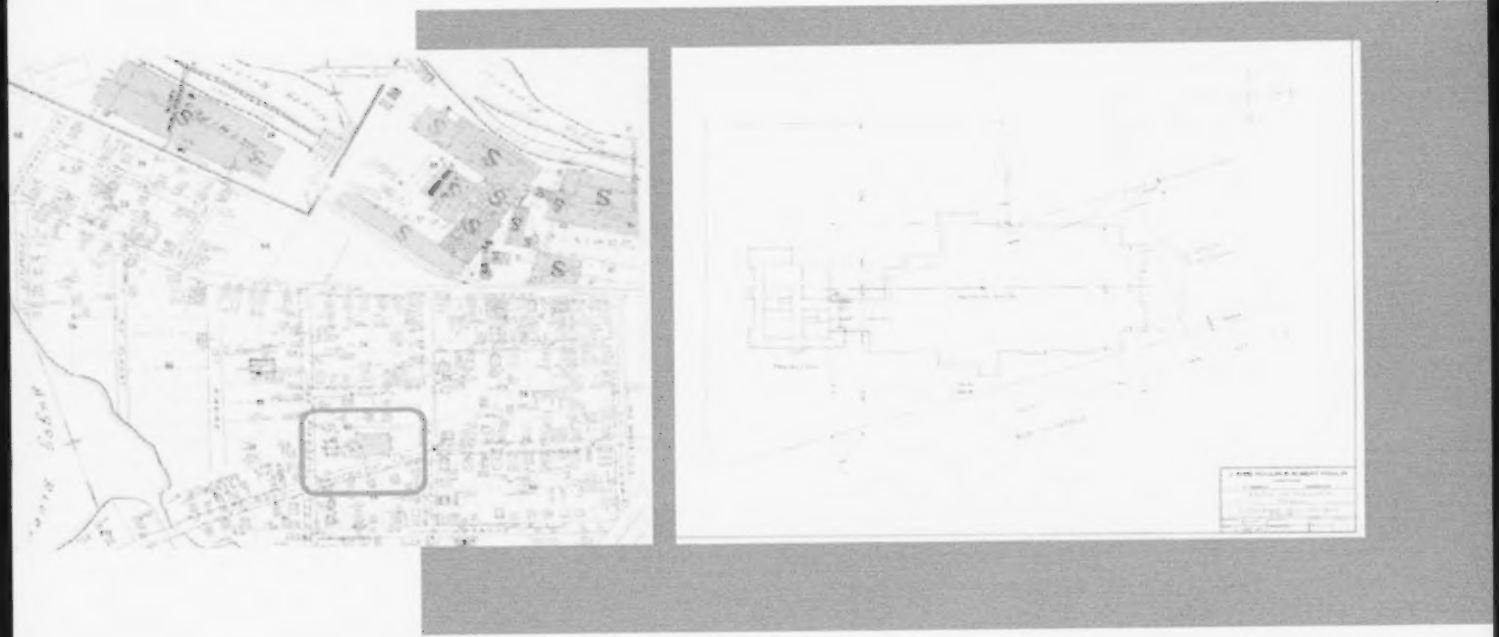
1. L. Noppen and L. Morisset, *Les églises du Québec*, p. 50.
2. D. Upton, « Architecture in Everyday Life », p. 709.

how the monumentality of Poulin's church and its streamlined design respond to the factory both directly and indirectly. By conducting a spatial, visual and material analysis of the church of Sainte-Marguerite-Marie in the shadow of the omnipresent factory, the working-class community's social history emerges with renewed sensitivity and appreciation for the workers' everyday struggles and collective aspirations.

Industrial Magog

Unlike many of Québec's young settlements which evolved into Roman Catholic parishes, with the church typically located at the centre of the community, the Township of Magog was first and foremost an industrial town. In 1845, the area's first textile mill, the Magog Manufacturing Company, opened for business along the Magog River's banks, an ideal location given the river current's capacity for generating power. As one of the country's greatest resources during the early industrial era, particularly in Québec, the rivers were promoted early on by Eastern Township politicians and merchants eager to advance the region's economic development. In 1881, William Hobbs, Alvin Head Moore and Deputy Charles Carroll Colby secured the waterway rights from the British American Land Company for a period of twenty-five years, on behalf of the renewed Magog Manufacturing Company[3]. The three partners transformed the older company into the Magog Cotton and Print Company, making it "the only calico printing plant in Canada[4]". It was eventually renamed the Dominion Cotton Mills Company. By 1907, Magog's factory had "become the largest calico print works on the continent, with the Magog label on fabrics carrying its [n]ame to every corner of the world[5]".

The City of Magog was thus permanently settled due to its two main waterways: the Magog River and Lake Memphremagog. Clearly, it was the potential for generating hydroelectricity that attracted private investors who sought to exploit the abundant natural resources in industrial towns like Magog, Shawinigan Falls, Riverbend, Témiscaming, and Arvida. In *Villes industrielles planifiées,* Robert Fortier suggested that Québec's *villes industrielles* could be more aptly named *villes du pouvoir*[6]. During



3. *The city plan has been rotated 180° for the purposes of illustration.*

From left to right:

Underwriters' Survey Bureau, *Insurance Plan of the City of Magog, Que.*, Toronto / Montréal, The Bureau, 1951, detail, BAnQ, heritage collections [G/3454/M3410475/ 1951/U53 CAR], Digit

Joseph-Aimé and Albert Poulin, Plan of the site of the new church of Sainte-Marguerite-Marie [Magog], 55 x 75 cm, March 2, 1949, plan 4602, E 1, BAnQ, Estrie archives centre, Albert Poulin fonds [P7, S1, SS6B].

3. S. Gaudreau, *Au fil du temps: Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, pp. 16-17.
4. A. Paradis, *Commercial and Industrial Story of Magog*, p. 24.
5. *Ibid.*, p. 44.
6. R. Fortier (ed.), *Villes industrielles planifiées*, p. 17.

the second wave of industrialization, during the forty-year period between 1891 and 1931, Québec's population almost doubled, rising from 1.5 to 2.9 million people, and the proportion of urban dwellers in the province rose from 28% to 60%[7]. The towns that emerged during the first wave of industrialization between 1850-1890, such as Magog, were characterized by a spontaneous, organic growth that developed in tandem with the company's progress. The parish's financial climate responded to the mill's cycles of prosperity and decline, as the workers collectively relied on the company for their income. Throughout the years, the population growth in this industrial/residential neighbourhood, historically referred to by local residents as *le bas de ville*, was also contingent on the mill's progressive expansion. Historian Gail Cuthbert Brandt's study "Women in the Quebec Cotton Industry, 1890-1950" investigated the large French Canadian population available for work, describing how the cotton companies in Québec sent recruitment agents into the countryside, using "the Slater or family method [...] to persuade entire families to move to the mill centres well into the 1920s[8]". Brandt's study indicated that:

> *Family and kin networks were extremely important [...] for the determination of work assignments. Close relatives frequently worked in the same departments because foremen tended to do their hiring on the basis of family connections*[9].

Later patriarchal "Company Towns" were much more rigorously structured and systematically planned. Fortier summarized such corporately planned urban settlements as follows:

> *Ces villes ont été des laboratoires sociaux et urbanistiques; elles ont remplacé la structure sociale pluraliste de la ville traditionnelle par un ordre simplifié, basé sur l'occupation de l'employé et les rapports de classes engendrées par la production industrielle. Leur conception tend à créer un environnement rationalisé en vue d'atteindre une forme poussée de contrôle social, les compagnies régentant l'aménagement et la gestion de ces villes avec la même pugnacité qu'elles appliquent à la conquête d'un marché [...] la ville sert de modèle, elle devient une vitrine où l'entreprise expose ses réalisations comme autant de trophées*[10].

While Canada's wealthy Anglophone industrialists were developing the nation's financial empires, Québec's dominantly Francophone Roman Catholic Church was actively spreading its spiritual and social influence throughout the province. Fortier underscored the dynamic between the two institutions by identifying a direct dichotomy underlying the Church and Industry:

> *[La] disposition de l'église en face de l'usine prendra une importance majeure dans les villes de compagnies du Québec, où* [sic] *elle atteste d'une certaine manière la dualité patronat anglophone et protestant / ouvriers francophones et catholiques*[11].

Significantly, Poulin's church plans for the parish of Sainte-Marguerite-Marie, relative to its original chapel, rotated the entrance's orientation so that it would no longer be perpendicular to the factory, aligning it instead with the factory to within a few degrees, shifting the entrance to Rue Saint-David, in order to be prominently viewed from Saint-Patrice Est, paralleling Rue Principale and the imposing Dominion Textile's facility **(fig. 3)**. As a result, the church was physically and symbolically less subordinate to the factory since it occupied a central position in its own right on one of the city's main east/west arteries. This re-orientation thus enabled the workers to approach their church without having to first confront their workplace in order to do so.

7. R. Fortier (ed.), *Villes industrielles planifiées*, p. 20.
8. G. Cuthbert Brandt, "Women in the Quebec Cotton Industry, 1890-1950", p. 100.
9. *Ibid.*, p. 101.
10. R. Fortier (ed.), *Villes industrielles planifiées*, p. 18.
11. *Ibid.*, p. 24.

Magog's Second Roman Catholic Parish

Sainte-Marguerite-Marie was Magog's second Roman Catholic parish founded in 1921 in the vicinity of the factory which had become a branch of the Dominion Textile Company Limited as of 1905. The workers were motivated to have their own church and parish closer to their homes rather than having to climb the hill to celebrate mass at Saint-Patrice, Magog's first parish founded in 1872. In a letter dated May 21, 1921 in response to the request put forward by the lower-income residents to establish their own parish, Curé Brassard from Saint-Patrice explained to Monseigneur Lefebvre from the Sherbrooke diocese:

> *Le temps n'est pas arrivé encore de faire cette division; on ne peut raisonnablement localiser la place de la nouvelle église. La manufacture bâtira avant longtemps une* [sic] *agrandissement considérable et ce sera probablement de l'autre côté de la rivière et alors il sera facile de trouver un endroit salubre et convenable*[12].

Despite the priest's objections, Sainte-Marguerite-Marie was canonically ordained by Bishop Larocque on September 15, 1921[13]. The church wardens, with unanimous support from the parish residents, were authorized to borrow the necessary funds to purchase the land in order to build a temporary chapel "pouvant contenir au moins six ou sept cents sièges et coûter approximativement la somme de huit milles piastres[14]", subject to Monseigneur Larocque's approval. The original clapboard chapel was quickly erected by the residents in time to celebrate midnight mass on December 25, 1921 **(fig. 4)**. The fact that the parish considered the chapel temporary suggests that it had grander intentions for its place of worship from the beginning, attesting to the parishioners' ambition, patience, and willingness to wait until it became financially feasible to construct a more permanent structure. Impeded as the parish was by limited financial resources, it is unsurprising that the "temporary" chapel served for 29 years. In a letter written by Curé Fraser regarding the collection of tithes[15], the priest described the young parish's difficulties, emphasizing how the majority of the residents, as factory workers, were tenants and not home owners, and to a large extent transient:

4. The church of Sainte-Marguerite-Marie [Magog], 1930. BAnQ, Montréal archives centre, Félix Barrière collection (P748, S1, P1330). Photo: Félix Barrière.

> *Il faut nécessairement tenir compte que, étant une population flottante, le gros tiers ne paie rien soit pour cause de pauvreté ou n'étant ici souvent que quelques mois; ils partent souvent sans même qu'on les connaisse*[16].

The devoted parishioners hired a young architect named Joseph Aimé Poulin to design a new presbytery to comfortably and adequately accommodate its priests in 1927 **(fig. 5)**. Poulin therefore established an early relationship with the parish founders as they undoubtedly outlined their intentions and aspirations for the future of Sainte-Marguerite-Marie. Although the building was designed in 1927, construction was delayed until 1929 due to financial limitations. The cost of the tan brick presbytery was estimated at $29,111.97[17], an impressive sum reflective of the high quality design and materials desired by the generous workers, deemed worthy to house their esteemed clergy. The luxurious three-storey structure featured, amongst other things, a separate dining room, seven bedrooms, three studies, three bathrooms, a wrap-around covered porch, a solarium, and a smoke

12. Curé Brassard, [Letter to Monseigneur P. J. A. Lefebvre], Magog, May 21, 1921. Archives department of the Archdiocese of Sherbrooke, Fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FF79).
13. *Jubilé d'or, paroisse Ste-Marguerite-Marie de Magog, 1921-1971*, p. 34.
14. Assemblée de paroisse pour permettre aux marguilliers d'acheter un terrain et de faire les démarches et dépenses voulues pour construire un local servant de chapelle temporaire, October 9, 1921. Archives department of the Archdiocese of Sherbrooke, Fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FF79).
15. The collection of tithes was a common practice by the Roman Catholic Church to finance parish activities, the pastor's living expenses, and the parish buildings. The amount of tithes owing to the Church was calculated based on a household's annual income.
16. Curé Fraser, [Handwritten letter addressed to "Monseigneur"], n.p. n.d. Archives department of the Archdiocese of Sherbrooke, Fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FF79).
17. The church wardens' minutes, October 13, 1929. Archives department of the Archdiocese of Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FF79).

den. An uncompromising precedent was thus established by the parish to spare no expense in obtaining excellent craftsmanship and enduring materials for its religious architecture.

An Extra-Ordinary Church

On February 4, 1945, "M. le curé soit autorisé à demander l'architecte Poulin, Aimé, de commencer les plans de la nouvelle église[18]". Once again burdened by financial limitations, the working class parish had to delay construction until 1949 due to reservations raised by the cautious workers. In a letter to Monseigneur Desranleau from Curé Vel, the priest explained:

> *Devant le cout* [sic] *élevé de la construction, les anciens et la plupart des jeunes m'ont conseillé de retarder pour attendre une baisse dans les prix des matériaux. Je les ai félicités de leur prudence*[19].

Work on the new church was postponed until March 26, 1949, following an ambitious and sustained fundraising campaign undertaken by the parish. It is located at 340 Saint-Patrice Est in Magog, Québec. The building is situated on a lot that occupies a city block situated a mere 180 meters from what was once the Dominion Textile Company factory **(see figure 3, p. 48)**.

5. Joseph-Aimé Poulin, Plan of the facade of the Sainte-Marguerite-Marie rectory (West side), 48 x 60 cm, December 10, 1927. BÂnQ, Estrie archives centre, Albert Poulin fonds (P7, S1, SS4/1).

The church's striking design and relative monumentality are particularly intriguing due to its location in this industrial/residential neighbourhood. The community is routinely overlooked by the city's large tourist population and generally bypassed by local residents, rendering the area undeservedly marginalized despite its historical significance to the rest of the city, and perhaps the entire region as well. Yet the church's 127-foot symmetrical bell towers, visible from various vantage points, are proudly inserted into Magog's everyday landscape, defiantly calling attention to its historical origins. The building's geometric and dignified facade reassuringly conveys a sense of accessibility and stability to the area **(see figure 1, p. 46)**.

By the mid 1940s, Sainte-Marguerite-Marie's church and factory were undeclared allies at times and adversaries at others, who seemingly managed to agree as often as they disagreed about their unspoken and unofficially created social spectrum. The two forces inadvertently formed a socio-institutional relationship cemented by their aversion to the post-war threat of communism, their efforts to modernize, and their mutual interest in the workers' everyday lives, which perpetuated an ambiguous dynamic between the two institutions. This circuitous dynamic was

18. The church wardens' minutes, February 4, 1945. Archives department of the Archdiocese of Sherbrooke, Fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).
19. Curé Vel, [Handwritten letter addressed to Monseigneur Philippe Desranleau, évêque de Sherbrooke], Magog, March 13, 1947. Archives department of the Archdiocese of Sherbrooke, Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog fonds (FP79).

characterized by shifting policies and loyalties motivated by the mutual objective of maintaining authority over the workers in particular, and an indiscriminate perception of good social order overall. For example, in 1900 the mill called upon the city's only Roman Catholic priest to intervene when 400 workers spontaneously went on strike for the first time in Magog[20]. A meeting was promptly held in Saint-Patrice's presbytery, at which point the workers declared "qu'ils sont capables de se gouverner seuls[21]", rejecting what they perceived as the priest's overzealous interventions. During another strike, in 1909, it was reported that "le curé Brassard de Magog prend une attitude franchement hostile aux grévistes[22]". Despite this initial schism between the clergy and workers, the *Confédération des travailleurs catholiques du Canada* (CTCC) was eventually founded in 1921[23]. The moderate union "puisait son inspiration dans la doctrine sociale de l'Église[24]". Due to the Church's support for the union, which became the *Syndicat catholique des ouvriers du textile de Magog* in 1935[25], "le mouvement ouvrier était maintenant perçu par la communauté comme un partenaire social respecté et un moyen de défense légitime pour les travailleurs[26]". However, the Dominion Textile Company made its position clear by publicly announcing in the local newspaper that although "il préférait les syndicats catholiques aux centrales américaines [...] elle n'avait aucune intention de laisser un tiers intervenir entre elle et sa main-d'œuvre[27]".

Influences on Québec's Religious Architecture

A Roman Catholic liturgy reform movement, originating in Germany during the 1930s, challenged architects to invent ways to seat worshippers closer to the altar in order to enhance their participation in the Eucharistic celebration[28]. The movement was eventually officially sanctioned by Pope Pius XII in 1947 who encouraged "la participation active des fidèles au sacrifice eucharistique, en union étroite avec le prêtre[29]". He urged bishops throughout the world to establish the necessary means within their respective diocese to facilitate the mutual participation of the congregation and priest during the celebration of holy communion[30]. Throughout this transitional period there were two influential groups within the Church: those who supported to ideology of *L'Art d'église* and those who supported that of *L'Art sacré*. Although both journals, published in France, called for a renewed religious architecture, *L'Art sacré* was the more progressive of the two, expressing a somewhat more radical view[31].

L'Art d'église was founded in 1927. Its goal was to move the Church in new architectural directions while aligning it with Academy principles and traditions. The publication's director argued that modern architecture's three fundamental mistakes were its subjectivity, its arbitrary symbolism, and its functionality[32]. Significantly, those same three "fundamental mistakes" are present in Poulin's plans for Sainte-Marguerite-Marie. The journal viewed form and function as incompatible. Its underlying opinion was that a church's architectural form was the architect's domain, but its function as a holy place was inseparable from the sacred nature of the Roman Catholic Church, thus beyond any architect's authority[33].

L'Art sacré was first printed in 1935. Maurice Denis, the journal's founder, called for "the use of modern materials, especially concrete: rational construction: and simple decoration eschewing three-dimensional illusion[34]". Both journals endorsed modernity, although Denis' advocated an architectural functionality which was opposed by *L'Art d'église*. The directors of *L'Art sacré* preferred simplicity

20. J.-P. Hétu, *Lutte des travailleurs du textile du Québec*, p. 17.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*, p. 18.
23. S. Gaudreau, *Au fil du temps: Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, p. 119.
24. *Ibid.*
25. J.-P. Hétu, *Lutte des travailleurs du textile du Québec*, p. 22.
26. S. Gaudreau, *Au fil du temps: Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, p. 120.
27. *Ibid.*, p. 121.
28. C. Bergeron, *L'architecture des églises du Québec: 1940-1985*, p. 3.
29. *Ibid.*, p. 24.
30. *Ibid.*, p. 25.
31. *Ibid.*, p. 12.
32. *Ibid.*, pp. 8-9.
33. *Ibid.*, p. 11.
34. C. Bergeron, "Rethinking an Image: Modern Church Design in Quebec", pp. 58-59.

6. Interprovincial Airways Ltd., Magog River, Dominion Textile Co. dam [...], December 20, 1929, detail (Ant), Québec City archives centre, Ministère de l'Environnement et de la Faune fonds (E57, S44, SS1, P7, 244). Photographer not identified. Digit

over ostentation, favouring churches such as Sainte-Marguerite-Marie which resonated with their communities, rather than those which represented elaborate and luxurious Houses of the Lord:

> *[L'église] doit avoir un caractère sacré qui la distingue des autres édifices. Mais il ne faut pas que cette distinction la fasse paraître plus importante que l'usine ou le cinéma, ni qu'elle lui confère un rôle dominant par rapport à eux*[35].

Churches gradually shifted from representing the Houses of the Lord to becoming the houses of the people of the Lord[36]. Poulin's design was simultaneously particular and personal to the workers. He qualified it as unique, declaring "la paroisse Sainte-Marguerite-Marie peut se dire qu'elle possède un temple dont il n'existe nul *[sic]* part ailleurs de modèle[37]". His plans clearly manifest what the editors of *L'Art sacré* advocated in order to move the Roman Catholic Church's architecture in new directions.

Poulin's Progressive and Innovative Design Features

The church's orthogonal lines enable the structure to seamlessly insert itself into the urban environment. Its irregular design integrates well into the rest of the parish's erratic urban development, which began in the early nineteenth century. The presbytery's annexation to the church reiterates the company's practice of gradual growth by adding building upon building to the expanding plant. Poulin's plans also reflect an optimistic and experimental post-war architectural tendency to embrace modernity. As a mature and prolific professional, Poulin clearly exercised an innovative and progressive approach to his work on Sainte-Marguerite-Marie. He confirmed "nul doute, cet édifice est comme un essai entièrement nouveau pour appliquer les principes de l'architecture moderne à la construction des églises[38]". His plans also manifest an overall intuitive appreciation for the factory's significance to *le bas de ville's* working class parish and history.

Relative to Poulin's other church designs at that time, it is beyond mere coincidence that Sainte-Marguerite-Marie's rectilinear geometric shape references the factory's shape most strikingly through its flattened roof, and insistently horizontal, dense structural mass relieved by regular vertical rhythms. His paired bell towers echo the factory's two sets of towers **(fig. 6)**. Bergeron confirmed that "il n'existe pas dans l'architecture d'après-guerre d'autres églises à façades symétriques dominées par deux clochers monumentaux[39]". This suggests that Poulin deliberately deviated from established architectural practices in order to quote existing architectural elements from the neighbouring factory.

35. C. Bergeron, *L'architecture des églises du Québec: 1940-1985*, p. 18.
36. *Ibid.*, p. 27.
37. Comments by architects Aime and Albert Poulin reported in *À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950: La paroisse de Sainte-Marguerite-Marie de Magog*, p. [36].
38. *Ibid.*, p. [34].
39. C. Bergeron, *Architectures du XX^e siècle au Québec*, p. 222.

The church is constructed of reinforced concrete clad with quarry-faced granite stone slabs from Trois-Rivières, cut to measure on site. All openings are trimmed with contrasting smooth granite stones, including the doorways. All doorways and entrances are rectilinear, right angles with no arches present anywhere in or on the building[40], similar to the factory. Polished stones were used as decorative details by creating a textural contrast to the rougher surface of the building blocks, establishing a dominantly monochrome exterior in keeping with the factory's predominantly monochrome red brick structures. Poulin's use of contrasting polished or alternating patterns of polished/rough stone bands to relieve the exterior's monotonous surface recalls T. Pringle & Son's use of contrasting horizontal concrete strips, both colorwise and texturally, to offset the prevalent red brickwork **(fig. 7)**. Where the church's exterior surface corresponds to the sub-basement, larger blocks of stone were used. The subsequent higher rows maintain a shorter and narrower stretch of stone laid in a sequence similar to the factory's brickwork.

7. From left to right:

Exterior view of the Memphrémagog municipal library (formerly the church of Sainte-Marguerite-Marie in Magog), January 26, 2012. Photo: Caroline Beaudoin.

Exterior view of the former Dominion textile plant in Magog, January 26, 2012. Photo: Caroline Beaudoin.

The two buildings incorporate pilasters at regular intervals, creating a general sense of symmetry informing the structures' east and west elevations. Their repetitive rhythm establishes lateral movement while inserting an alternate vertical direction, which lends a sense of balance to the substantial and imposing walls. Each building contrasts the pilaster tips, drawing attention upward, accentuating the composition's secondary and subordinate vertical orientation. Poulin placed a single uniform lozenge between each pair of pilasters and capped them with a pediment, pointing heavenward. The intervals between the pilasters dictate the fenestration's regular, homogeneous and symmetrical placement while challenging the walls' lateral emphasis. The lower and mid-level windows are primarily vertically oriented which reinforces the pilasters resistance to the buildings' dominant horizontal form. The factory's upper level horizontal ribbon windows add variety and contrast to the vertical fenestration while giving an enhanced sense of lightness to the structure as it approaches the flat roof. Poulin borrowed the uppermost delicate square cavities found on his plans directly from the factory where they are used purely decoratively, arranged in precise lozenges that separate the upper and mid-level windows. He rotated the cavities horizontally, echoing the factory's ribbon windows, and placed them in linear series of threes. The architect's repetitive use of trios symbolically references the Christian trinity, a recurring theme he used throughout the church's design. In doing so, he endorsed *L'Art sacré's* conviction that the church should have "un caractère sacré qui la distingue des autres édifices[41]" without making it necessarily appear more important than the surrounding buildings. The front steps

40. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog: Évaluation patrimoniale*, p. 23.
41. C. Bergeron, *L'architecture des églises du Québec: 1940-1985*, p. 18.

leading to the church's geometric portal are laid out in a fan-like shape extending beyond the width of the façade, providing a wide and open access to the church's entrance, embracing the Roman Catholic Church's renewed image as a welcoming House of the People of the Lord.

The exterior decorative elements are clearly subordinate to the building's construction, adhering to the theories advocated by rationalists. The façades of the church and factory are distinguished by strikingly similar understated rectilinear false pediments that rise slightly above the flat roof tops, centering the buildings while offering subtle ornamentation without function **(fig. 8)**. The symmetrical bell towers on each side of the church's frontispiece are decidedly the most traditional elements of Poulin's design. The imposing tall towers act as beacons for the working-class parish, visible throughout the city's more affluent communities to the west and north. The copper louvered towers are the most ornately and densely decorated exterior features. The inverted chevron motif retraces the outline of an equilateral

8. From left to right:

View of the façade of the former Dominion Textile plant in Magog, 2012. Photo: Caroline Beaudoin.

View of the façade of the Memphrémagog municipal library [formerly the church of Sainte-Marguerite-Marie in Magog], February 26, 2012. Photo: Caroline Beaudoin.

triangle, while pointing skyward with arrowhead precision towards what Poulin described as the *au-delà*. According to Richard Taylor, equilateral triangles are "one of the oldest Christian symbols, the equality of the sides of the angles expressing the equality of the Persons of the Trinity[42]". The architect repeats the pattern at the tips of the exterior's pilasters and on the interior's stylized crushed marble terrazzo floors, directing attention towards the altar and tabernacle, two of the church's holiest vessels. Taylor asserted that "in a number of senses, and to different degrees, churches were built to be read[43]". Similarly, in *The Meaning of the Built Environment*, Amos Rapoport explained "if the design of the environment is seen partly as a process of encoding information, then the users can be seen as decoding it. If the code is not shared or understood, the environment does not communicate[44]". Based on these premises, Poulin's use of repetition can be interpreted as a strategy to communicate with the workers, as routine and repetitive cycles were familiar everyday patterns within their factory work environment. Furthermore, Rapoport argued "by increasing redundancy, the likelihood of messages and meanings getting through is greatly increased[45]".

42. R. Taylor, *How to Read a Church*, p. 48.
43. *Ibid.*, p. 7.
44. A. Rapoport, *The Meaning of the Built Environment*, p. 57.
45. *Ibid.*, p. 84.

The modern interior's overwhelming simplicity and use of repetition throughout is consistent **(fig. 9)**. All windows on the main floor are part of a stained glass series of identically fabricated daisies[46], one of Québec's naturalized "common" field flowers, sharing the church's patron saint's namesake *marguerite* in French. The daisy is further repeated throughout the interior, for example on the marble terrazzo floor and on the strips of moulding decorating the ceiling and walls. The flat plaster ceiling and uniform plaster walls for the nave and chancel were a modern treatment for the period, strategically intended to diminish the distinction between the two spaces by using the same materials, monotone colours, and lighting of equal intensity. Box beams and columns are spaced on the ceiling and walls at regular intervals, showcasing the interior's original minimalist décor. Identically patterned wooden moulding bands were used to decorate the chancel's cherry wood furnishings and trim the nave and chancel's upper dados while establishing continuity, further minimizing the distinction between the two spaces. The same patterned moulding was further used to trim the gallery's ledge and to frame the upper doorways.

9. Magog [church of Sainte-Marguerite-Marie, interior], 1951. BAnQ, Montréal archives centre, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fonds (E6, S7, SS1, D52791-51). Photo: Joseph Guibord. Digit.

The structure is a two-storied building. The upper level's single nave is shorter and much wider than traditional designs, intended to seat the congregation closer to the altar. The nave's floor gently slopes down towards the altar. The slope was considered a highly innovative way to encourage and facilitate the congregation's approach to the sanctuary as advocated by the liturgical reform. The lower level provided a theatre, also featuring a downward sloping floor towards the stage, complete with a ticket office[47].

10. From left to right.

Magog [church of Saint-Patrice], 1951. BAnQ, Montréal archives centre, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fonds (E6, S7, SS1, D52789-51). Digit.

Magog [church of Sainte-Marguerite-Marie, exterior], 1951. BAnQ, Montréal archives centre, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fonds (E6, S7, SS1, D52790-51). Digit.

Magog [church of Saint-Jean-Bosco], 1951. BAnQ, Montréal archives centre, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fonds (E6, S7, SS1, D52792-51). Digit.

Photos: Joseph Guibord.

46. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog Évaluation patrimoniale*, p. 18.
47. *Ibid.*, p. 11.

Poulin's large basement community hall was a modern and desirable quality for advocates of *L'Art sacré*. The journal promoted the parish's involvement with the Church as a collective Christian body in practice through architectural innovations. Poulin described the importance of Sainte-Marguerite's basement to the parish:

> *L'église proprement dite s'élève au-dessus d'un vaste soubassement, bien éclairé; on aperçoit les entrées de la salle paroissiale, élément devenu presque indispensable dans tous nos programmes d'église, et faisant de celle-ci un centre social en même temps qu'un lieu de prière*[48].

Between Tradition and Modernity

Bergeron argued "Sainte-Marguerite-Marie exprime fort bien un curieux paradoxe: elle se démarque au moment de sa construction par des innovations, mais demeure éminemment classique dans sa composition[49]". Peter Collins defended modern architecture's banality, decades ago, in terms of its meaning "common to all", arguing that an architect succeeds when disciplining "their architectural forms to harmonize with earlier forms without sacrificing any of the principles of the modern age[50]". Poulin's church appears older than it actually is precisely because he harmonized his design with the area's existing forms, including the long-established factory and early homes in the area. Bergeron situated Sainte-Marguerite's architecture somewhere between modernity and tradition. I concur, noting that the architect's extraordinary church design simultaneously recalled the parish's inaugural origins in 1921, while responding to its imposing and authoritative neighbour, the progressively evolving factory. Had Poulin designed a smaller-scaled, more humble church in keeping with the diocesan trends of the time, justice would not have been done to the parish's historical significance either to the city at large or to the social position of the Roman Catholic Church in the face of the Dominion Textile Company's imposing facility. Poulin knowingly and deliberately designed the church to appear older than its time in order to position the parish's historical rank relative to Magog's other two Roman Catholic parishes: the oldest, Saint-Patrice founded in 1894, and the youngest Saint-Jean-Bosco founded in 1945 **(fig. 10)**.

48. Comments by architects Aimé and Albert Poulin reported in *À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950: La paroisse de Sainte-Marguerite-Marie de Magog*, p. [32].
49. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog: Évaluation patrimoniale*, p. 25.
50. P. Collins, *Changing Ideals in Modern Architecture*, p. 299.

During the early 1940s, the majority of the factory's workforce not only worked at the factory, they also lived in its mammoth shadow. Poulin created a church that would resonate with the workers' daily lives while attesting to the significant role they played within the community by designing a building commissioned by the working-class parish, a temple worthy of their contribution to the community and the City of Magog at large. If the church appears older than its time, this is a tribute to the parish founders and an acknowledgement of the community's history. A modern structure such as Saint-Jean-Bosco would appear out of place in an area with origins dating back to the 19th century. Poulin cleverly designed a church using modern innovations and technology, paralleling the factory's industrial progression, using quality and enduring materials as an authoritative response to its imposing neighbour, the factory. The workers were well accustomed to technological innovations as the factory regularly modernized its facilities and machinery. Thus, the church was essentially keeping stride with the post-war current without neglecting the parish's past. This unique architectural specimen represents a link between modernity and tradition, built for endurance. The extraordinary design demonstrates that the parishioners took pride in their community and were motivated to assert their position within the City of Magog's greater urban plan, earning it the following high praise "Sainte Marguerite Marie se démarque sur le plan régional autant que national[51]". Bergeron added, "Une église aussi imposante et d'une aussi grande qualité située au cœur d'un quartier ouvrier a une valeur de représentativité élevée[52]".

Poulin's design represents "the idea that buildings communicate to their users within an everyday universe of commonly-held ideas[53]". Had the determined workers settled for a less monumental and high quality structure their legacy might, in recent years, have been slated for permanent erasure from the City of Magog's urban landscape. Poulin challenged the hierarchical division between the parish's two authorities by subtly incorporating architectural elements from the factory into his church design. The spirit of modernity arises from breaking with traditional hierarchical limitations and oppression. Poulin's rectilinear design challenged the traditional hierarchies of religious architecture by favouring a relatively uniform overall organization and treatment. His plans lightened the Church's authority symbolically and rationally by physically and intellectually enhancing its accessibility through simplicity, describing his design's fundamental quality as:

> *La simplicité, l'unité et la clarté sont les caractères principaux qui font de cette église un lieu de paix et de prière [...] La décoration de l'église est aussi toute simple. Le principal motif représente une marguerite, une humble fleur des champs*[54].

Although it remains debatable as to whether or not, as Curé Vel proclaimed in 1949, "la future église de Sainte-Marguerite sera belle à voir[55]", one thing is compellingly clear. The church is still today, as it has been since its completion in 1950, an artefact that incontestably embodies modernity's quest for identifying something extraordinary in the ordinary. It is a magnificent legacy left to the city and future generations by the workers in recognition of their collective everyday lives and struggles. It is a tribute to the architect for recognizing and dignifying this often marginalized yet culturally invaluable class within Québec's social history, its cultural identity.

The completion of the church marked the workers' definitive moment of affirming their identity within the city's landscape. Sainte-Marguerite-Marie's construction represented the workers' collective contribution to the area while challenging the factory's omnipresent monopoly by erecting their own adjacent monumental

51. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog: Évaluation patrimoniale*, p. 43.
52. *Ibid.*, p. 41.
53. S. Harris and D. Berke, *Architecture of the Everyday*, p. 77.
54. Comments by architects Aimé and Albert Poulin reported in *À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950: La paroisse de Sainte-Marguerite-Marie de Magog*, p. [34].
55. "L'Église Ste-Marguerite-Marie a sa pierre angulaire bénite, dimanche, par Mgr Desranleau; grande foule: dignitaire, paroissiens", *La Chronique de Magog*, p. 1.

structure. The factory was owned by distant company shareholders while the Church of Sainte-Marguerite-Marie belonged to the very present workers. Today the municipal library, which was once a parish church, through its design, scale and regional materials has become a monument to the workers who not only settled the community, but contributed to the city's industrial success, its development. Poulin was familiar with the parish. He was aware of the factory's influence over the workers' everyday lives. He subsequently designed a place of worship that was simultaneously meaningful to their factory lives, yet distinctly separate from and beyond it, successfully creating a unique specimen of religious architecture with one eye looking towards modernity and the other winking at the past. The building stands as a testament to the significant historical contributions of an often overlooked social class whose hard, tedious labour, social commitment and values have greatly shaped Québec's current heritage and contemporary cultural landscape.

Sources

BAnQ ARCHIVE FONDS AND HERITAGE COLLECTIONS

Printed Materials

Underwriters' Survey Bureau, *Insurance Plan of the City of Magog, Que.*, carte, Toronto / Montréal: The Bureau, 1951 (G/3454/M34IG475/1951/U53 CAR). Digit.

Archives

Estrie archives centre, Albert Poulin fonds (P7, S1, SS41 and SS68).

Montréal archives centre, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine fonds (E6, S7, SS1, D52779 to 52794). Digit.

OTHER SOURCES CONSULTED

Printed Materials

À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950: La paroisse Sainte-Marguerite-Marie de Magog vous rappelle ses souvenirs, vous livre son présent, Sherbrooke, n.p., 1950, 43 p. Digit.

Bergeron, Claude, "Rethinking an Image: Modern Church Design in Quebec", *Twentieth Century Art & Culture*, Vol. 1, N°. 2, Spring 1990, pp. 54–67.

Bergeron, Claude, *Architectures du XX^e siècle au Québec*, Montréal: Éditions du Méridien / Québec: Musée de la civilisation, 1989, 271 p.

Bergeron, Claude, *L'architecture des églises du Québec: 1940-1985*, Québec: Presses de l'Université Laval, 1987, 384 p.

Collins, Peter, *Changing Ideals in Modern Architecture, 1750-1950*, 2nd ed., Montréal: McGill-Queen's University Press, 1975, 308 p.

Cuthbert Brandt, Gail, "Women in the Quebec Cotton Industry, 1890–1950", *Material History Bulletin*, N°. 31, Spring 1990, pp. 99-105. Digit.

"L'église Ste-Marguerite-Marie a sa pierre angulaire bénite, dimanche, par M^gr Desranleau: grande foule, dignitaire, paroissiens", *La Chronique de Magog*, October 6, 1949, p. 1.

Fortier, Robert (ed.), *Villes industrielles planifiées*, Montréal: CCA / Boréal, 1996, 320 p.

Gaudreau, Serge, *Au fil du temps: Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, Magog: Serge Gaudreau, 1995, 228 p.

Goad, Charles Edward, *Magog, Que.*, carte, Montréal / Toronto, Chas. E. Goad, 1897. Digit.

Harris, Steven and Deborah Berke (eds), *Architecture of the Everyday*, New York: Princeton Architectural Press, 1997, 229 p.

Hétu, Jean-Paul, *Lutte des travailleurs du textile du Québec*, Montréal: Centrale des syndicats démocratiques, 1979, 80 p.

Jubilé d'or, paroisse Ste-Marguerite-Marie de Magog, 1921-1971, Magog, n.p., 1971, 84 p.

Lefebvre, Henri, "The Everyday and Everydayness", in Steven Harris and Deborah Berke (eds), *Architecture of the Everyday*, New York, Princeton Architectural Press, 1997, 229 p.

Noppen, Luc and Lucie K. Morisset, *Les églises du Québec: Un patrimoine à réinventer*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, 2005, xix–434 p.

Paradis, Alexandre, *Commercial and Industrial Story of Magog, Quebec*, Magog, n.p., 1981, 60 p.

Rapoport, Amos, *The Meaning of the Built Environment: A Nonverbal Communication Approach*, Beverly Hills: Sage Publications, 1982, 224 p.

Taylor, Richard, *How to Read a Church: A Guide to Images, Symbols and Meanings in Churches and Cathedrals*, London: Rider, 2003, 246 p.

Upton, Dell, "Architecture in Everyday Life", *New Literary History*, Vol. 33, N°. 4, Autumn 2002, pp. 707–723.

Archives

Archives department of the Archidiocese of Sherbrooke, Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog fonds (FP79).

Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte Marguerite Marie de Magog: Évaluation patrimoniale*, 2007, 47 p. Archives of the Société d'Histoire de Magog.

L'église Sainte-Marguerite-Marie de Magog et la dynamique architecturale entre deux institutions fondatrices du Québec au XX^e siècle : l'Église catholique et la manufacture industrielle

Caroline Beaudoin

Le divorce progressif entre la population québécoise et l'Église catholique à compter des années 1960 coïncide avec une révolution sociale généralisée dans le monde occidental à la même époque. D'après une étude, le nombre de catholiques pratiquants au Québec est passé de 80 % en 1960 à 8 % en 1996[1]. Une fois retombée cette écrasante vague de rejet, le nombre d'églises superflues s'avère impressionnant, conséquence des fusions ou des fermetures de paroisses victimes de faible fréquentation, de financement déficient ou de pénurie de membres actifs du clergé. La disparition systématique d'un grand nombre de ces églises du paysage culturel suscite un intérêt collectif renouvelé pour ces édifices au sein du public québécois. L'avenir de ces bâtiments, maintenant appelés avec nostalgie « châteaux forts de la nation », est préoccupant, car ils symbolisent désormais une grande part de l'identité collective de la population.

Cet article est une étude qualitative portant sur la conception, en 1949, de l'église Sainte-Marguerite-Marie de Magog **(ill. 1, p. 46)** par l'architecte sherbrookois Joseph Aimé Poulin. Nous y avançons que Poulin a fait preuve de créativité et de bon sens en dessinant une église dépourvue d'ornementation ostentatoire et de matériaux luxueux à l'intention de ses clients, des ouvriers d'usine majoritairement francophones et catholiques. Notre analyse souligne l'opinion de l'historien de l'art Dell Upton voulant que les structures conçues professionnellement constituent des monuments extraordinaires dans une vaste étendue ordinaire[2] et met l'accent sur la synthèse à la fois limpide et subtile réalisée par Poulin, qui a su lier les principes architecturaux « académiques » et l'« humble » qualité du milieu et de la vie quotidienne des ouvriers. En effet, Poulin a choisi un vocabulaire architectural familier qui empruntait certains éléments architecturaux banals de l'édifice où les ouvriers travaillaient, soit l'usine voisine de la Dominion Textile Company, conçue par les architectes industriels T. Pringle & Son Limited et construite en 1927 **(ill. 2, p. 47)**. Cet article démontre comment la monumentalité et le plan simplifié de l'église de Poulin dialoguent avec l'usine sur un ton à la fois direct et indirect. Grâce à une analyse spatiale, visuelle et matérielle de l'église Sainte-Marguerite-Marie, érigée à l'ombre de cette usine omniprésente, l'histoire sociale de cette communauté ouvrière émerge avec une compréhension renouvelée et plus sensible des luttes quotidiennes et des aspirations collectives des travailleurs.

THE ORIGINAL VERSION OF THIS ARTICLE, IN ENGLISH, CAN BE FOUND ON PAGES 46 TO 59.

Magog, ville industrielle

Contrairement à de nombreux jeunes peuplements devenus des paroisses catholiques où l'église se dressait généralement au centre de la communauté, le canton de Magog était d'abord et avant tout une ville industrielle. En 1845, la Magog Manufacturing Company, première filature de la région, amorce sa production sur les rives de la rivière Magog, un emplacement idéal compte tenu du potentiel énergétique de ce cours d'eau. Au début de l'ère industrielle, les rivières comptent parmi les plus grandes ressources du pays, surtout au Québec. Impatients de faire progresser le développement économique des Cantons-de-l'Est, les politiciens et les commerçants de la région prennent donc très tôt des mesures en faveur de l'exploitation des cours d'eau. En 1881, William Hobbs, Alvin Head Moore et le député Charles Carroll Colby obtiennent de la British American Land Company

1. L. Noppen et L. Morisset, *Les églises du Québec*, p. 50.
2. D. Upton, « Architecture in Everyday Life », p. 709.

les droits d'exploitation de la rivière Magog pour une période de 25 ans au nom de l'entreprise qui succède à la Magog Manufacturing Company[3]. Les trois partenaires l'ont en effet rebaptisée Magog Cotton and Print Company, ce qui en fait du coup la seule usine de calicot imprimé au Canada[4]. Elle recevra au bout du compte le nom de Dominion Cotton Mills Company. En 1907, l'usine de Magog devient la manufacture de calicot imprimé la plus importante du continent, et l'étiquette de Magog sur les tissus fait connaître ce nom dans le monde entier[5].

La ville de Magog s'établit donc de manière permanente grâce à ses deux principales voies navigables : la rivière Magog et le lac Memphrémagog. C'est de toute évidence le potentiel hydroélectrique qui attire les investisseurs privés désireux d'exploiter les abondantes ressources naturelles de cités industrielles comme Magog, Shawinigan Falls, Riverbend, Témiscaming et Arvida. Dans *Villes industrielles planifiées,* Robert Fortier soutient qu'il serait plus juste de qualifier les villes industrielles du Québec de « villes du pouvoir[6] ». Au cours de la deuxième vague d'industrialisation, entre 1891 et 1931, la population du Québec double presque, passant de 1,5 à 2,9 millions d'habitants, et la proportion de citadins y passe de 28 % à 60 %[7]. Les villes comme Magog, qui ont vu le jour pendant la première vague d'industrialisation, de 1850 à 1890, sont caractérisées par une croissance naturelle spontanée qui se produit parallèlement à l'expansion des entreprises. Le climat financier de cette paroisse est tributaire des cycles de prospérité et de récession de la filature, car les ouvriers dépendent tous de la compagnie pour leurs revenus. Au fil des ans, la croissance de la population dans ce quartier à la fois industriel et résidentiel, traditionnellement appelé « le bas de ville » par les résidents locaux, est elle aussi liée à l'expansion progressive de la filature. L'étude de l'historienne Gail Cuthbert Brandt intitulée « Women in the Quebec Cotton Industry, 1890-1950 » analyse le vaste bassin de main d'œuvre canadienne française apte au travail et décrit comment les propriétaires de filatures de coton, au Québec, dépêchaient des agents de recrutement dans les campagnes. Ils utilisaient « la méthode Slater, ou dite "de famille" [...], pour convaincre des familles entières de déménager dans les villes où se trouvait une filature, et ce, jusque vers la fin des années 1920[8] ». Cette étude indique aussi ceci :

> *Les réseaux familiaux et parentaux étaient extrêmement importants [...] en ce qui concerne l'attribution des tâches. De proches parents travaillaient fréquemment dans les mêmes secteurs parce que les contremaîtres avaient l'habitude d'embaucher sur la foi des liens familiaux*[9].

Par la suite, la structure des *villes de compagnies* patriarcales devient beaucoup plus rigoureuse et l'aménagement plus systématique. Robert Fortier résume comme suit l'aménagement par les entreprises des peuplements urbains :

> *Ces villes ont été des laboratoires sociaux et urbanistiques ; elles ont remplacé la structure sociale pluraliste de la ville traditionnelle par un ordre simplifié, basé sur l'occupation de l'employé et les rapports de classes engendrées par la production industrielle. Leur conception tend à créer un environnement rationalisé en vue d'atteindre une forme poussée de contrôle social, les compagnies régentant l'aménagement et la gestion de ces villes avec la même pugnacité qu'elles appliquent à la conquête d'un marché [...], la ville sert de modèle, elle devient une vitrine où l'entreprise expose ses réalisations comme autant de trophées*[10].

Tandis que les riches industriels anglophones bâtissent les empires financiers du pays, l'Église catholique québécoise, majoritairement francophone, étend activement son influence sociale et spirituelle sur tout le territoire. Robert Fortier met en lumière la dynamique entre l'Église et l'industrie en soulignant une dichotomie directe sur laquelle celle-ci repose :

3. S. Gaudreau, *Au fil du temps — Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, p. 16-17.
4. A. Paradis, *Commercial and Industrial Story of Magog*, p. 24.
5. *Ibid.*, p. 44.
6. R. Fortier (dir.), *Villes industrielles planifiées*, p. 17.
7. *Ibid.*, p. 20.
8. G. Cuthbert Brandt, « Women in the Quebec Cotton Industry, 1890-1950 », p. 100. (Nous traduisons.)
9. *Ibid.*, p. 101. (Nous traduisons.)
10. R. Fortier (dir.), *Villes industrielles planifiées*, p. 18.

[La] disposition de l'église en face de l'usine prendra une importance majeure dans les villes de compagnies du Québec, ou [sic] *elle atteste d'une certaine manière la dualité patronat anglophone et protestant / ouvriers francophones et catholiques*[11].

Élément révélateur, les plans dressés par Poulin pour l'église de la paroisse Sainte-Marguerite-Marie de Magog montrent qu'il l'a orientée afin qu'elle ne soit plus perpendiculaire – comme l'était la chapelle – mais presque parallèle à l'usine, à quelques degrés près. L'entrée est ainsi déplacée pour donner sur la rue Saint-David afin d'être bien visible de la rue Saint-Patrice Est, parallèlement à la rue Principale et aux imposantes installations de la Dominion Textile **(ill. 3, p. 48)**. En conséquence, l'église n'a plus à s'effacer, physiquement et symboliquement, devant l'usine : elle occupe une place centrale sur l'une des principales artères est-ouest de la ville. Cette réorientation permet ainsi aux ouvriers de se diriger vers leur église sans devoir d'abord passer devant leur lieu de travail.

La deuxième paroisse catholique de Magog

Fondée en 1921 à proximité de l'usine devenue une filiale de la Dominion Textile Company Limited dès 1905, Sainte-Marguerite-Marie est la deuxième paroisse catholique de Magog. Lassés de devoir gravir une colline pour assister à la messe à la paroisse Saint-Patrice, la première de Magog, fondée en 1872, certains ouvriers expriment le souhait d'avoir une église et une paroisse bien à eux, à proximité de leur domicile. Dans une lettre datée du 2 mai 1921 en réponse à une demande de citoyens de condition modeste concernant la fondation de leur propre paroisse, le curé Brassard, de la paroisse Saint-Patrice, explique ce qui suit à Monseigneur Lefebvre, du diocèse de Sherbrooke :

Le temps n'est pas arrivé encore de faire cette division ; on ne peut raisonnablement localiser la place de la nouvelle église. La manufacture bâtira avant longtemps une [sic] *agrandissement considérable et ce sera probablement de l'autre côté de la rivière et alors il sera facile de trouver un endroit salubre et convenable*[12].

En dépit des objections du prêtre, la paroisse Sainte-Marguerite-Marie est consacrée le 15 septembre 1921[13] par un évêque, Monseigneur Larocque, conformément aux canons de l'Église. Unanimement soutenus par les paroissiens, les marguilliers obtiennent l'autorisation d'emprunter les fonds nécessaires pour acquérir le terrain et y construire une chapelle temporaire « pouvant contenir au moins six ou sept cents sièges et coûter approximativement la somme de huit milles piastres[14] », sous réserve de l'approbation de Monseigneur Larocque. La chapelle d'origine en bardeau est rapidement érigée par la population, juste à temps pour y célébrer la messe de minuit le 25 décembre 1921 **(ill. 4, p. 50)**. Le fait qu'on estime dès le départ que cette chapelle sera temporaire laisse supposer de plus grandes visées pour ce lieu de culte. Celles-ci témoignent de l'ambition, de la patience et de la volonté des paroissiens d'attendre qu'il soit financièrement possible de construire une structure plus durable. Toutefois, compte tenu des ressources financières limitées qui freinent la paroisse, la chapelle « temporaire » servira 29 ans. Dans une lettre à propos de la collecte de la dîme[15], le curé Fraser décrit les difficultés de la jeune paroisse et met l'accent sur le fait que la majorité des habitants, ouvriers d'usine, sont locataires plutôt que propriétaires et en grande partie gens de passage :

Il faut nécessairement tenir compte que, étant une population flottante, le gros tiers ne paie rien soit pour cause de pauvreté ou n'étant ici souvent que quelques mois ; ils partent souvent sans même qu'on les connaisse[16].

11. R. Fortier (dir.), *Villes industrielles planifiées*, p. 24.
12. Curé Brassard, [Lettre à Monseigneur P. J. A. Lefebvre], Magog, 21 mai 1921. Archives départementales de l'archidiocèse de Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).
13. *Jubilé d'or, paroisse Ste-Marguerite-Marie de Magog, 1921-1971*, p. 34.
14. Assemblée de paroisse pour permettre aux marguilliers d'acheter un terrain et de faire les démarches et dépenses voulues pour construire un local servant de chapelle temporaire, 9 octobre 1921. Archives départementales de l'archidiocèse de Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).
15. La collecte de la dîme était une pratique courante de l'Église catholique pour financer les activités paroissiales, les frais de subsistance du curé ainsi que l'entretien des édifices paroissiaux. Le montant de la dîme due à l'Église était calculé à partir du revenu annuel d'un foyer.
16. Curé Fraser, [lettre manuscrite adressée à « Monseigneur »], s. p., s. d. Archives départementales de l'archidiocèse de Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).

En 1927, les paroissiens engagent un jeune architecte nommé Joseph Aimé Poulin pour concevoir un nouveau presbytère où les prêtres seraient logés de manière convenable et confortable **(ill. 5, p. 51)**. Des liens se tissent donc très tôt entre Poulin et les fondateurs de la paroisse Sainte-Marguerite-Marie au moment où ceux-ci tracent certainement les grandes lignes de leurs aspirations pour l'avenir de leur paroisse. Le plan de l'édifice est réalisé en 1927 et, pourtant, la construction est retardée jusqu'en 1929 en raison de contraintes financières. Le coût du presbytère en brique brun clair est estimé à 29 111,97 $[17], une somme impressionnante qui reflète la conception et les matériaux de grande qualité souhaités par les généreux ouvriers, parce qu'ils les jugent dignes de leur très estimé clergé. La luxueuse structure de trois étages compte, entre autres caractéristiques, une salle à manger indépendante, sept chambres à coucher, trois salles de bain, une véranda couverte qui fait le tour du bâtiment, un solarium et un fumoir. La paroisse établit donc un audacieux précédent en ne reculant pas devant la dépense pour obtenir le travail d'excellents artisans ainsi que des matériaux durables pour son architecture religieuse.

Une église extraordinaire

Le 4 février 1945, on demande que « M. le curé soit autorisé à demander l'architecte Poulin, Aimé, de commencer les plans de la nouvelle église[18] ». De nouveau accablée par les restrictions financières, la paroisse ouvrière doit repousser la construction à 1949 en raison des réserves exprimées par des travailleurs prudents. Le curé Vel explique la situation dans une lettre adressée à Monseigneur Desranleau :

> *Devant le cout* [sic] *élevé de la construction, les anciens et la plupart des jeunes m'ont conseillé de retarder pour attendre une baisse dans les prix des matériaux. Je les ai félicités de leur prudence*[19].

La paroisse mène une longue et ambitieuse campagne de financement, mais le chantier de la nouvelle église est interrompu jusqu'au 26 mars 1949. L'église est sise au 340 de la rue Saint-Patrice Est, à Magog, sur un terrain qui occupe un pâté de maisons situé à proximité (à peine 180 mètres) de ce qui fut autrefois l'usine de la Dominion Textile Company **(ill. 3, p. 48)**.

La conception étonnante et la relative monumentalité de l'église sont particulièrement intrigantes étant donné son emplacement dans ce quartier à la fois industriel et résidentiel. De nos jours, les nombreux touristes de la ville se désintéressent systématiquement de ce secteur et les habitants évitent généralement d'y passer, ce qui marginalise indûment le quartier en dépit de son importance historique par rapport au reste de la ville, voire à la région tout entière. Et pourtant, les clochers symétriques de l'église, hauts de près de 39 mètres et visibles de plusieurs points de vue, s'intègrent fièrement dans le paysage familier de Magog, attirant l'attention avec insistance sur ses origines historiques. La façade noble et géométrique de l'église confère aux environs une impression rassurante d'accessibilité et de stabilité **(ill. 1, p. 46)**.

À la fin des années 1940, l'église et l'usine de Sainte-Marguerite-Marie sont parfois des alliées et parfois des adversaires non déclarées. Apparemment, les deux institutions se débrouillent pour s'entendre aussi souvent qu'elles ne s'entendent pas en ce qui concerne leurs ouailles et leurs ouvriers. Les deux forces forment une alliance socio-économique officieuse et non déclarée, cimentée par leur aversion pour l'expansion communiste de l'après-guerre, par leurs efforts pour se moderniser et par leur intérêt commun dans le quotidien des ouvriers, perpétuant ainsi une dynamique ambiguë entre elles. Cette mécanique tortueuse, caractérisée par des politiques et des loyautés inconstantes, est mue par une conception aveugle de l'ordre social et par un objectif commun : tenir les ouvriers sous leur joug. Par exemple, en 1900, les dirigeants de la filature demandent au seul prêtre catholique

17. Registre des minutes des marguilliers, 13 octobre 1929. Archives départementales de l'archidiocèse de Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).
18. Registre des minutes des marguilliers, 4 février 1945. Archives départementales de l'archidiocèse de Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).
19. Curé Vel, [lettre manuscrite adressée à Monseigneur Philippe Desranleau, évêque de Sherbrooke], Magog, 13 mars 1947. Archives départementales de l'archidiocèse de Sherbrooke, fonds Fabrique Sainte-Marguerite-Marie de Magog (FP79).

de la ville d'intervenir lorsque 400 ouvriers débraient spontanément pour une toute première fois à Magog[20]. Une réunion est rapidement organisée au presbytère de Saint-Patrice, où les travailleurs déclarent « qu'ils sont capables de se gouverner seuls[21] » et rejettent ce qu'ils perçoivent comme les interventions trop zélées du prêtre. En 1909, au cours d'une autre grève, on rapporte que « le curé Brassard de Magog prend une attitude franchement hostile aux grévistes[22] ». En dépit de ce schisme initial entre le clergé et les ouvriers, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) est finalement fondée en 1921[23]. Ce syndicat modéré « puis[e] son inspiration dans la doctrine sociale de l'Église[24] ». Grâce au soutien apporté par l'Église au syndicat, devenu le Syndicat catholique des ouvriers du textile de Magog en 1935[25], « le mouvement ouvrier [est] maintenant perçu par la communauté comme un partenaire social respecté et un moyen de défense légitime pour les travailleurs[26] ». Cependant, la Dominion Textile Company prend clairement position en déclarant ouvertement dans le journal local que même si elle « préférait les syndicats catholiques aux centrales américaines [...] elle n'avait aucune intention de laisser un tiers intervenir entre elle et sa main-d'œuvre[27] ».

Influences sur l'architecture religieuse au Québec

Né en Allemagne dans les années 1930, un mouvement de réforme liturgique catholique pousse les architectes à imaginer des manières d'asseoir les fidèles plus près de l'autel afin d'enrichir leur participation aux célébrations eucharistiques[28]. En définitive, le pape Pie XII donne officiellement son approbation au mouvement en 1947 et encourage « la participation active des fidèles au sacrifice eucharistique, en union étroite avec le prêtre[29] ». Il recommande vivement aux évêques du monde entier de mettre en œuvre, au sein de leurs diocèses respectifs, les moyens de favoriser la participation à la fois de l'assemblée et du prêtre pendant la célébration de la sainte communion[30]. Tout au long de cette période transitoire, deux groupes exercent leur influence au sein de l'Église : les tenants de l'idéologie de *L'Art d'église* et les défenseurs des positions de *L'Art sacré*. Publiées en France, ces revues réclament un renouvellement de l'architecture religieuse, mais *L'Art sacré*, la plus progressiste des deux, exprime une opinion un peu plus radicale[31].

L'Art d'église est fondé en 1927. Sa mission consiste à guider l'Église vers de nouvelles voies architecturales tout en assurant le respect des principes établis et des traditions académiques. Le directeur de la publication soutient que les trois erreurs fondamentales de l'architecture moderne sont sa subjectivité, son symbolisme arbitraire et sa fonctionnalité[32]. Il est important de relever ici que les plans de Poulin pour l'église Sainte-Marguerite-Marie contiennent ces trois mêmes « erreurs fondamentales ». La revue juge que la forme et la fonction ne sont pas compatibles. Fondamentalement, elle affirme que les qualités architecturales formelles de l'église relèvent de l'architecte mais que les critères de fonctionnalité de ce lieu saint sont inséparables de la nature sacrée de l'Église catholique, donc hors de portée de l'autorité des architectes[33].

L'Art sacré est imprimé pour la première fois en 1935. Le fondateur de cette revue, Maurice Denis, réclame l'utilisation de matériaux modernes, surtout du béton ; une construction rationnelle et une décoration simple qui évite de recourir à l'illusion tridimensionnelle[34]. Les deux revues approuvent la modernité, même si Denis préconise une fonctionnalité architecturale opposée à celle proposée par *L'Art*

20. J.-P. Hétu, *Lutte des travailleurs du textile du Québec*, p. 17.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*, p. 18.
23. S. Gaudreau, *Au fil du temps – Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, p. 119.
24. *Ibid.*
25. J.-P. Hétu, *Lutte des travailleurs du textile du Québec*, p. 22.
26. S. Gaudreau, *Au fil du temps – Histoire de l'industrie textile à Magog (1883-1993)*, p. 120.
27. *Ibid.*, p. 121.
28. C. Bergeron, *L'architecture des églises du Québec – 1940-1985*, p. 3.
29. *Ibid.*, p. 24.
30. *Ibid.*, p. 25.
31. *Ibid.*, p. 12.
32. *Ibid.*, p. 8-9.
33. *Ibid.*, p. 11.
34. C. Bergeron, « Rethinking an Image: Modern Church Design in Quebec », p. 58-59.

d'église. Les dirigeants de *L'Art sacré* aiment la simplicité et rejettent l'ostentation; ils préfèrent les églises comme celle de Sainte Marguerite Marie, qui trouve un écho dans sa communauté, plutôt que celles qui symbolisent une maison de Dieu élaborée et luxueuse :

> *[L'église] doit avoir un caractère sacré qui la distingue des autres édifices. Mais il ne faut pas que cette distinction la fasse paraître plus importante que l'usine ou le cinéma, ni qu'elle lui confère un rôle dominant par rapport à eux*[35].

Les églises cessent progressivement de représenter la maison de Dieu et deviennent les maisons du peuple de Dieu[36]. La conception originale de Poulin est à l'image des ouvriers. Il la qualifie d'unique, déclarant que « la paroisse Sainte-Marguerite-Marie peut se dire qu'elle possède un temple dont il n'existe nul *[sic]* part ailleurs de modèle[37] ». Ses plans illustrent concrètement les recommandations des éditeurs de *L'Art sacré* pour orienter l'architecture de l'Église catholique dans de nouvelles directions.

Les caractéristiques novatrices et progressistes du plan de Poulin

Les lignes orthogonales de l'église Sainte-Marguerite-Marie permettent à la structure de s'intégrer de manière homogène au bâti environnant. Sa conception irrégulière s'harmonise avec l'aménagement urbain erratique de la paroisse, amorcé au début du XIX[e] siècle. Le rattachement du presbytère à l'église reproduit la croissance graduelle de l'usine voisine, à laquelle la compagnie ajoute édifice sur édifice. En outre, les plans de Poulin reflètent cette tendance optimiste et expérimentale de l'architecture de l'après-guerre qui consiste à épouser la modernité. En tant que professionnel expérimenté et prolifique, Poulin adopte de toute évidence une démarche novatrice et progressiste dans son travail à Sainte-Marguerite-Marie. Il confirme : « Nul doute, cet édifice est comme un essai entièrement nouveau pour appliquer les principes de l'architecture moderne à la construction des églises[38]. » Ses plans dénotent également une compréhension intuitive de l'importance de l'usine pour la paroisse ouvrière et l'histoire du « bas de ville ».

Si on compare ces plans de Poulin à ses autres plans d'église de l'époque, on constate avant tout à quel point la forme géométrique rectiligne de Sainte-Marguerite-Marie rappelle remarquablement la forme de l'usine par son toit plat et par sa masse structurelle dense et obstinément horizontale, qui respire au rythme des pans verticaux réguliers. Ses clochers jumeaux font écho aux deux tours de l'usine **(ill. 6, p. 53)**. Bergeron confirme : « Il n'existe pas dans l'architecture d'après-guerre d'autres églises à façades symétriques dominées par deux clochers monumentaux[39]. » Ceci permet de croire que Poulin s'écarte délibérément des pratiques architecturales en vigueur afin de faire référence à des éléments architecturaux de l'usine voisine.

L'église est faite de béton armé revêtu de blocs de granite brut de Trois-Rivières, taillés sur mesure et sur place. Toutes les ouvertures, y compris les embrasures de portes, sont bordées de pierre de granite lisse et contrastante. Toutes les embrasures de portes et les entrées comportent des angles droits et rectilignes, dépourvus d'arches à l'intérieur ou à l'extérieur de l'édifice[40], tout comme l'usine d'à côté. Les pierres polies composent des détails décoratifs en créant un contraste texturé avec la surface plus rugueuse des blocs de l'édifice, exposant un extérieur essentiellement monochrome, clin d'œil aux structures tout aussi unies de l'usine, faites de brique rouge. L'utilisation par Poulin de motifs à degrés de polissage contrastant ou de motifs intercalant pierre polie et pierre brute pour donner du rythme à la surface monotone de l'extérieur rappelle l'utilisation, par T. Pringle & Son's, de bandes de

35. C. Bergeron, *L'architecture des églises du Québec – 1940-1985*, p. 18.
36. *Ibid.*, p. 27.
37. Commentaires des architectes Aimé et Albert Poulin rapportés dans *À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950 – La paroisse Sainte-Marguerite-Marie de Magog*, p. [36].
38. *Ibid.*, p. [34].
39. C. Bergeron, *Architectures du XX[e] siècle au Québec*, p. 222.
40. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog – Évaluation patrimoniale*, p. 23.

béton horizontales contrastantes, par la couleur et la texture, pour contrebalancer la maçonnerie de brique rouge prédominante **(ill. 7, p. 54)**. De plus gros blocs de pierre ont été utilisés sur la surface extérieure du second sous-sol de l'église. Les rangées plus élevées sont constituées de bandes plus étroites et plus courtes de pierres posées selon une séquence qui présente des similitudes avec la maçonnerie de brique de l'usine.

Les deux édifices sont ornés de pilastres à intervalles réguliers, créant du coup une impression générale de symétrie dont s'imprègnent les élévations latérales à l'est et à l'ouest. Leur rythme répétitif impose un mouvement latéral tout en insérant une direction verticale alternée, ce qui confère un équilibre aux grands murs imposants. Chaque édifice fait contraster le haut des pilastres. Le regard est dirigé vers le haut, ce qui accentue l'orientation verticale secondaire et subordonnée de la composition. Poulin insère un seul losange uniforme entre chaque paire de pilastres et les coiffe d'un fronton pointant vers les cieux. Les intervalles entre les pilastres déterminent l'emplacement symétrique, homogène et régulier du fenestrage tout en tranchant avec la mise en valeur latérale des murs. Les fenêtres des niveaux inférieurs et intermédiaires sont essentiellement orientées à la verticale; la résistance des pilastres à la forme horizontale dominante des deux édifices n'en est que renforcée. Les rangées supérieures de fenêtres horizontales de l'usine ajoutent de la variété et du contraste au fenestrage vertical, ce qui accroît l'impression de clarté à mesure que l'on se rapproche du toit plat. Poulin emprunte carrément à l'usine les délicates cavités carrées du haut que l'on trouve sur ses plans. Disposées en méticuleux losanges séparant les fenêtres des niveaux inférieurs et intermédiaires, ces cavités ont une fonction purement décorative. Poulin les fait pivoter horizontalement, rappel des rangées de fenêtres horizontales, et les place en rangées de trois. L'utilisation répétitive de trios par l'architecte fait symboliquement référence à la trinité chrétienne, un thème récurrent dans sa conception de l'église. Ce faisant, il reprend à son compte la théorie de *L'Art sacré* voulant qu'une église ait « un caractère sacré qui la distingue des autres édifices[41] » sans nécessairement la faire paraître plus importante que les bâtiments environnants. Les marches du devant menant au portail géométrique de l'église sont disposées en un éventail qui se prolonge au-delà de la largeur de la façade et qui dote l'entrée de l'édifice d'un accès vaste et dégagé vers son seuil afin de faire bon accueil aux fidèles, comme le prescrit l'image renouvelée de l'Église catholique en tant que maison du peuple de Dieu.

Les éléments décoratifs extérieurs sont manifestement subordonnés à la construction de l'église, conformément aux théories préconisées par les rationalistes. Les façades de l'église et de l'usine sont caractérisées par de discrets faux frontons rectilignes remarquablement semblables qui s'élèvent légèrement au-dessus des toits plats. Cela permet aux édifices de respecter un plan centré et de présenter de subtiles ornementations dépourvues de fonction **(ill. 8, p. 55)**. Les clochers symétriques flanquant chaque côté du frontispice de l'église sont assurément les éléments les plus traditionnels de la conception de Poulin. Les hautes tours majestueuses sont les phares de cette paroisse ouvrière mais sont également visibles depuis les quartiers plus aisés de la ville, à l'ouest et au nord. Les tours à lames de cuivre constituent les détails extérieurs les plus ornés et les plus richement décorés. Le motif à chevron inversé trace le contour d'un triangle équilatéral tout en pointant vers le ciel avec la précision d'une pointe de flèche vers ce que Poulin appelle « l'au-delà ». Selon Richard Taylor, les triangles équilatéraux sont l'un des « plus anciens symboles chrétiens, l'égalité des côtés des angles représentant l'égalité des personnes de la Trinité[42] ». Poulin répète le motif sur le haut des pilastres à l'extérieur et sur le sol en mosaïque de marbre broyé à l'intérieur. Le regard est ainsi dirigé vers l'autel et vers le tabernacle, deux des objets les plus sacrés de l'église. Taylor déclare que « dans plusieurs sens, et à différents degrés, les églises étaient conçues pour être lues[43] ». De même, dans *The Meaning of the Built Environment*, Amos Rapoport explique que « si la conception de l'environnement est vue en

41. C. Bergeron, *L'architecture des églises du Québec – 1940-1985*, p. 18.
42. R. Taylor, *How to Read a Church*, p. 48. (Nous traduisons.)
43. *Ibid.*, p. 2. (Nous traduisons.)

partie comme un processus d'encodage de l'information, alors les utilisateurs peuvent être vus comme s'ils étaient en train de la décoder. Si le code n'est pas partagé ou compris, l'environnement ne communique pas[44] ». Compte tenu de ce postulat, on peut interpréter l'utilisation de la répétition par Poulin comme une stratégie de communication avec les ouvriers, car la routine et les cycles répétitifs sont des motifs quotidiens familiers au sein du milieu de travail ouvrier. En outre, soutient Rapoport, « en multipliant les redondances, la probabilité que les messages et les significations soient compris est grandement accrue[45] ».

La simplicité extraordinaire de l'intérieur et l'utilisation systématique de la répétition sont cohérentes **(ill. 9, p. 56)**. Toutes les fenêtres du premier étage sont ornées d'une série de vitraux représentant des marguerites[46] identiques, l'une des variétés « communes » de fleurs des champs du Québec, en l'honneur de la sainte patronne de cette église. La forme de la marguerite est reprise partout à l'intérieur, par exemple sur le sol en terrazzo et sur les moulures décorant le plafond et les murs. On a eu recours à un procédé, moderne pour l'époque, qui consiste à uniformiser le plafond plat et les murs de la nef et du chœur en les enduisant du même plâtre ; ce traitement qui fait appel aux mêmes matériaux, à des couleurs unies et à un éclairage d'intensité égale unifie les deux espaces. Les poutres à caisson et les colonnes sont espacées à intervalles réguliers sur le plafond et sur les murs, mettant en valeur le décor minimaliste original de l'intérieur. Les moulures en bois à motifs décorent le mobilier en cerisier du chœur et bordent les lambris supérieurs du chœur et de la nef tout en assurant la cohésion et en gommant davantage la distinction entre les deux espaces. Les mêmes moulures à motifs sont également utilisées pour border la saillie de la galerie et pour encadrer la partie supérieure des embrasures de portes.

L'édifice est une structure à deux étages. On a recours à une nef unique au niveau supérieur, plus courte et beaucoup plus large, dans le but de faire asseoir les fidèles plus près de l'autel. Le plancher de la nef descend en pente douce vers l'autel. On estime que la pente est une façon tout à fait novatrice d'encourager l'assemblée à se rapprocher du sanctuaire, tel que recommandé par la réforme liturgique. Le niveau inférieur devient un théâtre, doté d'une billetterie, et est également caractérisé par une pente douce descendant vers la scène[47].

La grande salle paroissiale aménagée par Poulin au sous-sol représente un atout moderne intéressant pour les défenseurs de *L'Art sacré*. Cette revue présente sous un jour favorable la participation de la paroisse au sein de l'Église en tant que collectif chrétien qui applique concrètement les innovations architecturales. Poulin décrit l'importance du sous-sol de l'église Sainte-Marguerite-Marie pour la paroisse :

> *L'église proprement dite s'élève au-dessus d'un vaste soubassement, bien éclairé; on aperçoit les entrées de la salle paroissiale, élément devenu presque indispensable dans tous nos programmes d'église, et faisant de celle-ci un centre social en même temps qu'un lieu de prière*[48].

Entre tradition et modernité

Bergeron avance que « Sainte-Marguerite-Marie exprime fort bien un curieux paradoxe : elle se démarque au moment de sa construction par des innovations, mais demeure éminemment classique dans sa composition[49] ». Il y a des dizaines d'années, Peter Collins a défendu la banalité de l'architecture moderne en définissant son message comme étant « commun à tous ». Il a fait valoir qu'un architecte réussit quand il astreint les formes architecturales à s'harmoniser avec les formes plus anciennes sans sacrifier un seul des principes propres à l'âge moderne[50]. L'église de Poulin semble plus vieille qu'elle ne l'est réellement, car sa conception épouse les formes existantes de la région, incluant l'usine établie de longue date

44. A. Rapoport, *The Meaning of the Built Environment*, p. 57. (Nous traduisons.)
45. *Ibid.*, p. 84. (Nous traduisons.)
46. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog – Évaluation patrimoniale*, p. 18.
47. *Ibid.*, p. 11.
48. Commentaires des architectes Aimé et Albert Poulin rapportés dans *À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950 – La paroisse de Sainte-Marguerite-Marie de Magog*, p. [32].
49. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog – Évaluation patrimoniale*, p. 28.
50. P. Collins, *Changing Ideals in Modern Architecture*, p. 299.

ainsi que les premières maisons. Bergeron situe l'architecture de Sainte-Marguerite quelque part entre la modernité et la tradition. Nous sommes d'accord et notons que la conception extraordinaire de l'église par cet architecte rappelle les origines de la paroisse, en 1921, sans jamais cesser de dialoguer avec sa voisine autoritaire et massive, l'usine en évolution progressive. Si Poulin avait conçu une église plus humble et à plus petite échelle, conformément aux tendances diocésaines de l'époque, il n'aurait pas fait honneur à l'importance historique de la paroisse, que ce soit par rapport à la ville dans son ensemble ou en ce qui concerne la position sociale de l'Église catholique confrontée aux installations imposantes de la Dominion Textile Company. Poulin a sciemment et délibérément conçu une église qui paraît plus vieille qu'elle ne l'est afin d'imposer le rang historique de la paroisse aux deux autres paroisses catholiques de Magog : la plus vieille, Saint-Patrice, fondée en 1894, et la plus jeune, Saint-Jean-Bosco, fondée en 1945 **(ill. 10, p. 56 et 57)**.

Au début des années 1940, la majorité de la main-d'œuvre qui travaille à l'usine vit dans l'ombre de ses installations, aux sens propre et figuré. Poulin crée une église qui trouve un écho dans le quotidien des ouvriers et qui témoigne de leur rôle primordial au sein de la communauté. Il conçoit un édifice à la demande de la paroisse ouvrière, un temple digne de sa contribution à la communauté et à la ville de Magog tout entière. Si l'église paraît plus vieille qu'elle ne l'est, c'est grâce aux fondateurs de la paroisse ; il s'agit donc d'une reconnaissance de l'histoire de la communauté. Une structure moderne comme l'église Saint-Jean-Bosco paraîtrait déplacée dans un lieu dont les origines remontent au XIX^e^ siècle. Poulin dessine ingénieusement une église en y intégrant des techniques et des innovations modernes, à l'image du progrès industriel représenté par l'usine. En utilisant des matériaux durables et de qualité, il trouve la parade pour répondre officiellement à son imposante voisine. Les travailleurs sont déjà familiarisés avec les innovations technologiques, car l'usine modernise régulièrement ses installations et son équipement. Ainsi, l'église emboîte le pas à la tendance moderne de l'après-guerre sans négliger le passé de la paroisse. Cet exemple architectural unique, véritable pont entre modernité et tradition, est bâti pour durer. Ce design exceptionnel incarne la fierté communautaire des paroissiens et leur volonté de revendiquer leur place dans le plan d'aménagement urbain de la ville de Magog. Ces éloges en font foi : « Sainte-Marguerite-Marie se démarque sur le plan régional autant que national[51]. » Bergeron ajoute : « Une église aussi imposante et d'une aussi grande qualité située au cœur d'un quartier ouvrier a une valeur de représentativité élevée[52]. »

La conception de Poulin concrétise « l'idée que les édifices communiquent avec leurs utilisateurs dans un univers banal d'idées généralement répandues[53] ». Si les tenaces travailleurs s'étaient contentés d'une structure moins monumentale et de moins bonne qualité, leur héritage aurait pu, ces dernières années, être rayé de manière permanente du paysage urbain de la ville de Magog. Poulin remet en question la division hiérarchique entre les deux autorités de la paroisse en incorporant subtilement des éléments architecturaux de l'usine à son plan. L'esprit de modernité prend sa source dans la rupture avec l'oppression et les limites traditionnelles. La conception rectiligne de Poulin conteste les hiérarchies conventionnelles de l'architecture religieuse en favorisant un traitement et une organisation générale relativement uniformes. Ses plans allègent l'autorité de l'Église de manière symbolique et rationnelle en améliorant physiquement et intellectuellement son accessibilité par le jeu de la simplicité, décrivant ainsi la qualité fondamentale de la conception du bâtiment :

> *La simplicité, l'unité et la clarté sont les caractères principaux qui font de cette église un lieu de paix et de prière […] La décoration de l'église est aussi toute simple. Le principal motif représente une marguerite, une humble fleur des champs*[54].

51. Bergeron Gagnon Inc., *Église Sainte-Marguerite-Marie de Magog: Évaluation patrimoniale*, p. 43.
52. *Ibid.*, p. 41.
53. S. Harris et D. Berke, *Architecture of the Everyday*, p. 77. (Nous traduisons.)
54. Commentaires des architectes Aimé et Albert Poulin rapportés dans *À l'occasion de la bénédiction de sa nouvelle église le 17 septembre 1950 – La paroisse de Sainte-Marguerite-Marie de Magog*, p. [34].

Bien que nous soyons en droit de nous demander si, oui ou non, le curé Vel a bel et bien proclamé, en 1949, que « la future église de Sainte-Marguerite sera belle à voir[55] », une chose est claire : aujourd'hui, l'église est telle qu'elle était au moment de son achèvement en 1950, un artéfact qui incarne incontestablement la quête de la modernité pour circonscrire l'extraordinaire dans l'ordinaire. C'est un héritage magnifique légué à la ville et aux générations futures par les travailleurs en reconnaissance de leurs existences et de leurs luttes quotidiennes. C'est un hommage à l'architecte qui a su reconnaître et donner de la dignité à cette classe souvent marginalisée et pourtant culturellement irremplaçable au sein de l'histoire sociale du Québec et de son identité culturelle.

Pour les ouvriers, l'achèvement de l'église marque le moment décisif de l'affirmation de leur identité au sein du paysage de la ville. La construction de l'église Sainte-Marguerite-Marie symbolise leur contribution collective à la région ; l'érection de leur propre structure monumentale ébranle le monopole omniprésent de l'usine. Celle-ci appartient à de lointains actionnaires tandis que l'église Sainte-Marguerite-Marie appartient à des ouvriers bien présents. Aujourd'hui, grâce à sa conception, à ses dimensions et à ses matériaux d'origine locale, la bibliothèque municipale, autrefois église de paroisse, est devenue un monument aux ouvriers qui ont non seulement créé cette communauté mais aussi contribué au développement industriel et à la prospérité de la ville. Poulin connaissait bien la paroisse. Il n'ignorait rien de l'influence de l'usine sur la vie des ouvriers. Il a donc conçu un lieu de culte à la fois ancré dans leur existence laborieuse et affranchi de leur travail quotidien, créant non sans bonheur un exemple unique d'architecture religieuse avec un pied dans la modernité et un autre dans la tradition. L'édifice atteste les contributions historiques notables d'une classe sociale souvent passée sous silence et dont le pénible labeur, l'engagement social et les valeurs ont considérablement façonné le patrimoine et le paysage culturel contemporain du Québec[56].

55. « L'Église Ste-Marguerite-Marie a sa pierre angulaire bénite, dimanche, par Mgr Desranleau; grande foule : dignitaire, paroissiens », *La Chronique de Magog*, p. 1.
56. Les sources se trouvent à la page 59.

BELISLE
EDITEUR
La Maison du livre Technique
LA SEMAINE COMMERCIALE
LES AFFAIRES
FRANÇAIS
1,000,000
CLUB AUTOMOBILE QUEBEC
SERVICE AUX AUTOMOBILISTES
AUTOMOBILISTES
En Primeur
LES PLOUFFE
Cottage

Faire confiance au Canadien moyen – Les manuels techniques de Louis-Alexandre Bélisle

Josée Vincent

« Par leur forme et les services qu'ils rendent, les ouvrages publiés par notre Société constituent l'un des meilleurs remparts de la langue française qu'ils tentent de réhabiliter dans deux des domaines où elle a subi les plus durs assauts : celui des affaires et celui des métiers usuels. Leur succès démontre que nous n'avons pas en vain fait confiance au Canadien moyen[1]. »

Dans l'article du *Dictionnaire encyclopédique du livre* qui leur est consacré, Alain Choppin[2] rappelle que les manuels scolaires sont d'importants vecteurs idéologiques et culturels. Les travaux de Jean-Yves Mollier[3], de Leslie Howsam[4] et de Paul Aubin[5] montrent en effet le rôle de ces publications dans la formation de citoyens partageant un même univers culturel. L'affirmation s'applique *a fortiori* aux manuels techniques, petits ouvrages d'apparence modeste et aux titres bien souvent fort ennuyeux, mais qui n'en sont pas moins porteurs d'idées, de croyances et de valeurs. Offrant aux ouvriers les connaissances nécessaires pour devenir des travailleurs qualifiés, les manuels techniques véhiculent en même temps une définition de leur rôle et de leurs fonctions. Or, cet ouvrier modèle qui se profile entre les exercices et les explications est bien l'œuvre d'un auteur ou d'une collectivité qui, indéniablement, transpose ses aspirations dans cette représentation.

À ce jour, les recherches portant sur les manuels techniques sont encore peu nombreuses, l'enseignement professionnel étant lui-même le parent pauvre de l'histoire de l'éducation. L'objet est pourtant fascinant, tant pour l'historien du livre que pour quiconque s'intéresse de façon plus générale à l'histoire culturelle et sociale. Situé au carrefour des cultures bourgeoise et ouvrière, le manuel technique présente à la fois ce que l'on attend des travailleurs à une époque donnée et ce qu'on leur offre pour les rendre aptes à répondre aux exigences de la société industrielle.

1. L.-A. Bélisle, [Lettre au Conseil des arts], 19 mars 1958. Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598).
2. A. Choppin, « Manuels scolaires », *Dictionnaire encyclopédique du livre*, vol. II, p. 866-867.
3. J.-Y. Mollier, *Louis Hachette (1800-1864)*.
4. L. Howsam, *Past into Print*.
5. P. Aubin (dir.), *300 ans de manuels scolaires au Québec* ; M. Lebrun et autres, *Le manuel scolaire d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*.

C'est cette réflexion que nous voulons poursuivre dans cet article[6] à partir d'un cas particulier, celui des manuels techniques publiés par Louis-Alexandre Bélisle (1902-1985) (**ill. 1**).

L'éditeur élabore la série « Arts, métiers et technique » au cours de la Deuxième Guerre mondiale. S'inspirant d'ouvrages produits aux États-Unis, Bélisle n'entend pas moins doter les ouvriers canadiens-français d'outils conçus spécifiquement pour eux, reflétant à la fois le savoir-faire nord-américain et la langue du pays. Cet article débute par un portrait de l'homme et par une présentation de ses principales réalisations. Sans tomber dans la surenchère biographique, nous verrons que certains événements de son histoire personnelle éclairent le parcours de cet acteur important mais jusqu'à présent méconnu de l'histoire du livre au Québec. Nous décrirons ensuite la série « Arts, métiers et technique » en insistant sur les circonstances et sur les conditions entourant la production et la diffusion des manuels. Nous nous arrêterons enfin au discours préfaciel de l'éditeur. Quelle attention accorde-t-il au vocabulaire technique et, surtout, quelle terminologie retient-il ? Quelles valeurs traduisent ses choix éditoriaux ? En définitive, quelle mission propose-t-il à l'ouvrier de remplir au sein de la nation canadienne-française ?

1. Louis-Alexandre Bélisle, vers 1920. BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598, S44, D1, P3). Photographe non identifié.

De la comptabilité à l'édition : itinéraire d'un homme du livre

Aîné d'une famille de 13 enfants, Louis-Alexandre Bélisle naît en 1902 à Saint-Éloi, au Témiscouata. Au début du XX^e^ siècle, le Québec accuse encore un retard industriel considérable qui affecte notamment les régions. Deux types d'activités occupent alors la plupart des habitants du Témiscouata : l'agriculture et l'exploitation forestière. Georges Bélisle, le père de Louis-Alexandre, est responsable du moulin à farine de la Power and Lumber Company, une entreprise forestière prospère établie à Saint-Pacôme. S'il voit le jour dans un milieu relativement modeste, le jeune Louis-Alexandre ne manque toutefois pas de talent. C'est ce qui conduit son oncle, le mariste Louis-Magloire Bélisle (frère Marie-Alexandre), à le faire admettre au juvénat de Lévis où il enseigne[7]. Fait à noter, les maristes, installés aux États-Unis depuis le milieu du XIX^e^ siècle, puis au Québec vers la fin du siècle, se spécialisent dans l'enseignement professionnel. De retour dans le Témiscouata à sa sortie du juvénat, en 1918, Bélisle décroche un poste de commis-comptable à la succursale de la Banque canadienne nationale de Saint-Pacôme. Souhaitant parfaire sa formation, il s'inscrit alors à des cours de pratiques bancaires et commerciales offerts par correspondance par l'université Queen's de Kingston[8].

L'année 1923 s'avère cruciale dans la vie du jeune homme. Un an plus tôt, un embâcle entraîne la destruction du moulin à farine. Privé de son gagne-pain, Georges Bélisle décide de gagner les États-Unis, où il a vécu de 1885 à 1893 et où il compte encore plusieurs parents. Il contribue ainsi à l'exode rural amorcé au XIX^e^ siècle, alors que l'industrie américaine du textile accueille des Canadiens français par centaines de milliers[9]. La famille Bélisle s'établit donc en 1923 à Jewett City, au Connecticut, une petite ville dont 55 % de la population est francophone. Seul Louis-Alexandre demeure au Québec. Ayant atteint la majorité et venant tout juste d'obtenir son diplôme universitaire, le jeune homme est embauché comme « paie-maître » à la Power and Lumber Company. Impatient de voler de ses propres ailes, il rêve de se lancer en affaires et de s'élever socialement. Il ne gardera cet emploi que quatre ans et quittera définitivement la région en 1927 pour s'installer à Québec.

6. Les recherches qui ont mené à la rédaction de cet article s'inscrivent dans le cadre du projet du *Dictionnaire historique des gens du livre au Québec*, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture. La plupart des manuels techniques publiés par Bélisle se trouvent en plusieurs éditions dans les collections de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). Nous avons aussi dépouillé le fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598), ensemble documentaire d'une extraordinaire richesse, déposé à BAnQ.
7. « Bélisle, Louis-Magloire (frère Marie-Alexandre) », *Référence biographique – Canada-Québec*, vol. I, p. 52.
8. Selon le témoignage laissé par Louis-Alexandre Bélisle. Voir « Préface », *Dictionnaire général de la langue française au Canada*, p. ii.
9. L'histoire de cet exode est résumée par Alexandre Bélisle dans *Histoire de la presse franco-américaine*. Cet Alexandre Bélisle est peut-être un parent de Louis-Alexandre.

2. Louis-Alexandre Bélisle et ses employés devant l'édifice des ateliers de *La Semaine commerciale*, 1944. BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598, S44, D1, P62). Photographe non identifié.

Nous insistons sur cet épisode, car il éclaire la trajectoire de celui qui s'illustrera par la suite comme traducteur et éditeur de manuels techniques. Si Louis-Alexandre Bélisle parle et écrit couramment l'anglais – ce qui ne va pas de soi pour la plupart des Canadiens français de sa condition –, c'est parce que son père, lui-même parfaitement bilingue, a vécu aux États-Unis et a travaillé pour des entreprises dirigées par des anglophones. De plus, Louis Alexandre aura souvent l'occasion de se rendre en Nouvelle-Angleterre et en Californie, où demeurent désormais les siens. Notons que les membres de sa famille troqueront bientôt le français pour l'anglais, assimilés dans l'immense *melting pot* américain, au grand désarroi de Louis-Alexandre.

À son arrivée à Québec, Bélisle entre à l'emploi du journal *Le Soleil* grâce à son beau-frère, Jean-Charles Harvey, qui en est le rédacteur en chef. Bélisle est tour à tour correcteur, reporter, réviseur et rédacteur. Attiré par le monde des affaires, il devient bientôt l'éditorialiste des pages financières, une charge qu'il remplira jusqu'en 1936. Son entrée au *Soleil* annonce le début d'une longue carrière dans le monde de l'imprimé. En 1928, il lance la revue *Les Affaires* avec Raoul Renault. Cinq ans plus tard, ce dernier, âgé et malade, offre à son partenaire de lui vendre ses parts. Bélisle, qui assume déjà la rédaction de nombreux articles[10], accepte avec empressement. Il conservera la direction du mensuel jusqu'en 1960.

En octobre 1936, grâce à un prêt de sa belle-famille (il a épousé, en 1929, Gabrielle Deschênes, fille d'un médecin de Saint-Pascal de Kamouraska), Bélisle achète l'imprimerie de *La Semaine commerciale*, un hebdomadaire spécialisé, fondé en 1864, qui publie des statistiques sur les cours des marchés, des listes de prix, des enregistrements d'entreprises, etc. L'imprimerie effectue aussi des travaux de ville pour une clientèle institutionnelle, commerciale et privée. D'emblée, Bélisle entreprend de revamper l'hebdomadaire : *La Semaine commerciale* présentera désormais des articles de fond, pour la plupart signés par Bélisle lui-même, aux côtés du contenu habituel. Le nouveau propriétaire entend aussi moderniser l'équipement de l'atelier. En octobre 1938, au moment où il achète l'édifice de la rue Saint-Jacques qui abrite les presses, Bélisle acquiert une première fondeuse monotype et une cinquantaine de fontes de matrices modernes ; il procède l'année suivante à l'acquisition d'une autre monotype à deux claviers. Ses projets d'expansion se poursuivent au cours des années 1940 : trop à l'étroit dans les locaux de la rue Saint-Jacques, il achète en 1945 l'édifice voisin, rue du Sault-au-Matelot, et ajoute à l'imprimerie un atelier de reliure. En 1943, dans une demande de contrats adressée au gouvernement d'Adélard Godbout, Bélisle, qui dirigeait alors 20 employés, estimait la valeur de l'outillage à 72 000 $[11] **(ill. 2)**.

10. Bélisle réutilise notamment ses notes de cours et les articles qu'il signe dans les pages du *Soleil*. Il fera de même pour produire ses manuels. On voit bien là l'esprit pratique d'un homme d'affaires avisé.
11. L.-A. Bélisle, [Lettre à Adélard Godbout], 6 avril 1943. Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598).

Si Bélisle investit tant d'argent et d'efforts dans son imprimerie, c'est pour en accroître et en diversifier la production. Dès 1936, il prend à sa charge l'impression de la revue *Les Affaires* et lance un nouveau mensuel semblable au *Reader's Digest*, *Le Recueil*, qui sera publié de 1937 à 1947. Surtout, il se lance dans la publication de livres. Bélisle a en effet l'intention de devenir un éditeur à part entière. S'il lui arrive de produire à l'occasion des ouvrages à compte d'auteur, dès 1936, il élabore un véritable programme éditorial, qui repose sur la publication de manuels destinés à l'enseignement professionnel. Avant d'étudier ce programme, intéressons-nous aux autres volets de son activité éditoriale.

Profitant de la conjoncture exceptionnelle que la Deuxième Guerre mondiale offre aux éditeurs québécois[12], Bélisle se lance dans la production de livres et d'albums conçus pour le marché scolaire en collaboration avec les Éditions Beauchemin. Puisant parmi les classiques de la littérature pour la jeunesse, Bélisle produit des adaptations des contes de Charles Perrault, des frères Grimm et de la comtesse d'Aulnoy ainsi que de titres canadiens, dont *Rose Latulipe*, *Rodrigue Bras-de-fer* et *La Corriveau*. Les illustrations sont signées par Odette Fumet-Vincent et Vernier, deux artistes qui participeront 10 ans plus tard à la confection du *Dictionnaire général de la langue française au Canada*. Bélisle fait ainsi paraître une vingtaine de titres regroupés dans la série « Les belles récompenses », qui seront vendus à des centaines de milliers d'exemplaires jusqu'à la fin des années 1940.

À partir du milieu des années 1950, Bélisle entreprend la production du *Dictionnaire général de la langue française au Canada*[13]. Cette œuvre magistrale sera couronnée de nombreux prix, dont le Prix de la langue française de l'Académie française en 1958. Elle lui vaudra aussi d'être invité à devenir membre de la Société royale du Canada en 1975.

La décennie 1960 annonce plusieurs changements, notamment au sein de l'imprimerie de Bélisle, dont l'équipement doit de nouveau être modernisé, la photocomposition et l'impression offset ayant définitivement surpassé les anciens procédés. Or, Bélisle, au seuil de la soixantaine, n'a plus l'énergie qui l'animait au milieu des années 1930. En 1963, il cède la direction de l'atelier de composition à son fils aîné, Bernard – ce dernier en fera officiellement l'acquisition en 1970 –, et lui laisse le soin d'en superviser la modernisation. À partir de 1968, tous les titres qui paraîtront à l'enseigne de Bélisle éditeur seront imprimés en offset. Bélisle, quant à lui, se concentre sur ses activités d'écriture, d'édition et de traduction. À partir de 1963 paraît une série de livrets de cuisine, dont il supervise la traduction, qui seront vendus dans les supermarchés[14]. En 1964, il lance un club du livre, la « Bibliothèque des grands auteurs ». S'inspirant de la série « Great Books of the Western World » de l'Américain Mortimer Adler, Bélisle réédite une douzaine de grands classiques traduits par des spécialistes reconnus tel Émile Littré, traducteur des *Œuvres* d'Hippocrate et membre de l'Académie française. L'essentiel de son temps est néanmoins consacré à l'édition : outre la gestion des nombreuses réimpressions de ses manuels et la publication de quelques titres hors collection, Bélisle travaille surtout à la préparation de nouvelles versions de son *Dictionnaire*. Rappelons qu'une édition de poche, parue en 1969, sera suivie d'une édition grand format en 1971.

Après 1970, Bélisle se retire peu à peu des affaires pour se consacrer à ses projets d'écriture[15]. Plusieurs événements qu'il serait trop long de décrire ici conduisent à la vente de l'imprimerie en 1974 et à la cession du fonds éditorial aux Éditions Beauchemin l'année suivante[16]. La dernière publication à laquelle Bélisle prendra part sera une réédition grand format de son *Dictionnaire*, parue en 1979 aux Éditions Beauchemin, soit six ans avant sa mort.

12. J. Michon (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle*, vol. II.
13. L'histoire de la publication du *Dictionnaire* mérite à elle seule un article entier. Faute d'espace, nous nous contentons donc de situer cette publication parmi les autres réalisations de l'éditeur.
14. Notons que les livrets sont produits par les Éditions Leland, entreprise avec laquelle Bélisle a fait affaire pour la distribution des fascicules de son *Dictionnaire*.
15. Il fera entre autres paraître les cinq volumes des *Références biographiques – Canada-Québec* aux Éditions de la Famille canadienne en 1978.
16. L'annonce officielle du transfert du fonds paraît le 16 avril 1975.

Un vaste projet éditorial : la série « Arts, métiers et technique »

Au début des années 1930, Bélisle songe déjà à publier des manuels. Le choix semble naturel : il a fait ses classes dans une école spécialisée et, depuis son arrivée à Québec, il enseigne le français des affaires et les règles de la bourse à l'École supérieure de commerce de Québec[17]. En 1932, il a de plus fait paraître une *Initiation pratique à la bourse* chez Albert Lévesque. Bélisle cumule donc à la fois la connaissance du milieu et l'expérience pratique, qualités premières pour qui souhaite se lancer dans l'édition. Il bénéficie en outre d'un contexte très favorable : dans les années 1930, l'enseignement professionnel est en plein essor au Québec, le nombre d'écoles passant de 7 en 1925 à 50 en 1946[18]. Or, ces établissements utilisent à défaut de mieux des manuels importés[19]. La production de manuels s'avère donc un créneau lucratif que l'homme d'affaires a tôt fait d'investir (ill. 3 et illustration de la p. 70).

3. Le kiosque de Bélisle, éditeur, 1946 (BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle [P598, S44, D1, P80], Photo : Studio Léo-E. Dery Reg'd.

Prudent, Bélisle apprivoise le travail éditorial en œuvrant dans le domaine qu'il connaît le mieux : celui de l'économie. Dès 1936, il crée une première collection, « La pratique des affaires », avec l'ouvrage *Expressions justes en affaires* de l'un de ses collaborateurs, Adjutor Fradet. Il signera lui-même les trois titres suivants[20]. Après la guerre, Bélisle rééditera ces manuels dans un nouveau format, celui de la collection « La bibliothèque de l'homme d'affaires »[21], pendant de la série « Arts, métiers et technique » mais destinée aux « cols blancs ». De la présentation matérielle à l'organisation du contenu, Bélisle applique la même formule éditoriale à tous ses manuels, qu'il s'agisse de traiter de psychologie de la vente ou d'éclairage électrique. En ce sens, tel un Louis Hachette un siècle avant lui[22], il impose à ses ouvrages un moule qui deviendra sa marque de commerce, traduisant à la fois ses qualités de pédagogue et sa vision éditoriale.

Cela dit, pour Bélisle, la publication de manuels ne vise pas seulement à répondre aux besoins de l'enseignement, elle vise surtout à participer à la formation de travailleurs indispensables à l'avancement de la nation. En ce sens, Bélisle se donne une double mission. Dans le cas des manuels sur le commerce, l'objectif qu'il poursuit consiste à démystifier l'univers des affaires aux yeux de ses concitoyens, dont la méfiance empreinte d'ignorance à l'égard de la chose économique réduit considérablement les possibilités d'avancement social. Dans le cas des manuels de la série « Arts, métiers et technique », il s'agit d'abord d'offrir aux ouvriers des outils conçus pour eux, adaptés à leurs pratiques et à leur environnement. Ce faisant, Bélisle entend rendre à ces ouvriers, principaux acteurs du processus d'industrialisation, une identité que l'américanisation a fortement compromise.

Bélisle déplore le fait que, jusqu'alors, les établissements d'enseignement professionnel utilisent à défaut de mieux des ouvrages produits aux États-Unis, la documentation française étant trop éloignée de la réalité nord-américaine. Ainsi écrit-il dans l'introduction de *Chauffage et ventilation*, le troisième titre de la série « Arts, métiers et technique » :

> *Il existe en anglais de nombreux ouvrages traitant du chauffage et de ses installations. On en trouve quelques-uns en français. La plupart, pour ne pas dire tous, s'adressent toutefois aux ingénieurs, architectes et autres spécialistes.*
>
> *Le besoin se faisait sentir depuis longtemps, chez nous, d'un manuel pratique, basé sur les mesures canadiennes, écrit en un français accessible aux ouvriers et apprentis qui assistent les techniciens dans leur travail d'installation. C'est cet ouvrage que nous avons essayé de réaliser et que nous présentons aujourd'hui aux artisans*[23].

17. Il y dispensera des cours jusqu'au début des années 1940.
18. J.-P. Charland, *L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, p. 161.
19. On en trouve la trace dès la première moitié du XIXe siècle, notamment dans les catalogues de la Librairie Fabre. À ce sujet, voir P. Lockhart Fleming, G. Gallichan et Y. Lamonde (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. 1, p. 142.
20. *Crédits et remboursements* (1940), *La vente au comptoir* (1942) et *Organisation et financement des entreprises* (1947).
21. À propos des manuels sur le commerce, voir Josée Vincent, « Louis-Alexandre Bélisle au service du milieu des affaires au Québec ».
22. Voir à ce sujet J.-Y. Mollier, *Louis Hachette (1800-1864)*.
23. *Chauffage et ventilation*, 1948, p. 7.

Certes, avant lui, quelques collectivités s'étaient risquées à produire des ouvrages de ce type, notamment les frères maristes[24], mais aucune entreprise ne semble avoir cherché à en faire un projet éditorial. Bélisle apparaît dès lors comme le premier éditeur à proposer une véritable démocratisation du savoir technique, pensée sous la forme d'une programmation qui comprendra plusieurs titres répartis en collections, afin de couvrir toutes les facettes de l'industrie (**fil. 4**).

Pour mener à bien un tel projet, Bélisle aura besoin de l'aide de plusieurs collaborateurs. En 1942, il fonde la Société canadienne de technologie, un organisme dont l'objectif est de produire des manuels techniques pour les ouvriers d'ici. Son comité de rédaction regroupe des enseignants, des traducteurs et un illustrateur. Les enseignants travaillent sur les contenus, utilisant en premier lieu le matériel didactique en usage dans les écoles. Bélisle s'associe à des professeurs d'expérience, tel Eugène Lacombe, physicien et professeur retraité de l'Université Laval, J.-C. Dorval, professeur à l'École technique de Trois-Rivières et à l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et Ludger Robitaille, architecte et professeur retraité de l'École des arts et métiers et de l'École des beaux-arts de Québec. Ils utilisent aussi le contenu de manuels étrangers, produits pour la plupart aux États-Unis. Comme le montre le **tableau 1**, la série « Arts, métiers et technique » comptera plus d'une douzaine d'adaptations d'ouvrages américains, parmi lesquelles six sont des traductions intégrales. Il s'agit dans bien des cas d'ouvrages de l'US Navy, dont les droits sont acquis par l'entremise du capitaine R. M. MacKinnon, de Washington, dont le nom figurera dans la liste des membres du comité de patronage de la société[25].

4. Publicité « Voici le livre attendu par tous les maîtres[-]et les[-]apprentis plombiers », *Les Affaires*, vol. 19, nº 33, février 1946. Collection de l'auteure.

Les traducteurs faisant partie du comité de rédaction travaillent sur des extraits tirés de ces manuels, voire sur des ouvrages entiers. Marc Hardy, traducteur et ex-rédacteur en chef du *Recueil*, demeure ainsi à l'embauche de Bélisle. Les archives nous apprennent par ailleurs qu'un Jean Grand Landau, domicilié à Montréal, aurait produit plusieurs traductions entre 1945 et 1952. Si son nom est aujourd'hui oublié, celui d'un autre membre du comité de rédaction connaîtra un meilleur sort. En effet, Paul Morin, célèbre auteur du *Paon d'émail*, prêtera sa plume pour traduire, en 1948, les 300 pages d'un manuel dont nous ignorons malheureusement le titre, au tarif de 1,50 $ la page[26]. Le contrat est négocié par l'entremise de Jean-Charles Harvey, qui produira lui aussi quelques traductions. Voilà une autre preuve que les métiers du livre et des lettres sont toujours étroitement liés !

24. À titre d'exemple et pour demeurer dans l'entourage de Bélisle, citons cette *Initiation à la comptabilité* que les frères maristes font paraître chez Granger Frères en 1923.
25. Le fait que la plus jeune des sœurs de Bélisle, Rita, ait épousé un officier de l'US Navy n'est peut-être pas étranger à cette association entre l'éditeur et le capitaine MacKinnon.
26. L.-A. Bélisle, [Lettre à Jean-Charles Harvey], 4 janvier 1948. Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598).

Tableau 1
Chronologie de la série « Arts, métiers et technique »

	« MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION »
1946	*Charpente et menuiserie*, Ludger Robitaille et Louis-A. Bélisle © 1946, 1958, 1963, 1969
1947	*Hygiène et plomberie*, Ludger Robitaille et Louis-A. Bélisle © 1946, 1949, 1952, 1956, 1958, 1961, 1968
1948	*Chauffage et ventilation*, Ludger Robitaille et Louis-A. Bélisle © 1949, 1952, 1956, 1958, 1961, 1967
1948	*Éclairage et installations électriques*, Ludger Robitaille et Louis-A. Bélisle © 1949, 1952, 1956, 1958, 1961, 1968 [inspiré de « précieux ouvrages » mis à la disposition des auteurs par le capitaine R. M. MacKinnon]
1949	*Peinture, vitrerie, isolation*, Ludger Robitaille et Louis-A. Bélisle © 1949, 1960, 1966 [inspiré de *Training for the Painting and Decorating Trade*, *Painting Repairs and Utilities*, *The Body Finisher, Woodworker, Upholsterer, Painter and Glassworker* et de *Manuel du peintre en bâtiment*]
1949	*Maçonnerie, matériaux, estimation*, Ludger Robitaille et Louis-A. Bélisle © 1949, [1954?], 1957, 1960, 1966
	« LA BIBLIOTHÈQUE DU MACHINISTE »
1949	*Les outils manuels d'ateliers*, Société canadienne de technologie [SCT] © 1949, 1966, 1969 [inspiré de *Use of Tools* et *Hand Tools*, droits acquis auprès de l'US Navy grâce au capitaine R. M. MacKinnon]
1950	*Le manuel du machiniste – Les machines-outils*, SCT © 1950, 1965, 1969
1950	*Ferblanterie, soudure*, SCT © 1950, 1951, 1962, 1968 [inspiré de *Metalsmith, Welding, Aircraft Metal Works, Sheet Metal Works* et *Aircraft Welding*, droits acquis auprès de l'US Navy grâce au capitaine R. M. MacKinnon pour les textes et les croquis]
1950	*Réfrigération*, SCT © 1950, 1969
1951	*Dessin de machines et lecture des plans*, SCT © 1951, 1957, 1969 [inspiré de *Fundamentals of Mechanical Drawing*, *Blueprints Readind and Layout Work*, *Use of Blueprints* et *Dessin géométrique* [Paris, Librairie générale]]
1952	*Chaudières, « engins », machines à vapeur*, SCT © 1952, 1954, 1956, 1963
1952	*Mécanique appliquée*, SCT © 1952, 1969 [traduction de *Basic Machines*,droits acquis auprès de l'US Navy grâce au capitaine R. M. MacKinnon]
	« LES MANUELS DU MÉCANICIEN DE MACHINES FIXES »
1952	*Les moteurs diesel*, volumes I et II, SCT © 1952, 1960, 1969 [inspiré de *Motor Machinist* et *Engineman*, vol. I et II, droits acquis auprès de l'US Navy grâce au capitaine R. M. MacKinnon]
1954	*Chaudières à vapeur – Classes 1 et 2*, vol. I et II [traduction d'Alex Higgins, *Boiler Room Questions & Answers*, droits acquis auprès de la McGraw-Hill Book Company]
1954	*Machines à vapeur – Première et deuxième classes*, vol. I et II [traduction d'Alex Higgins, *Engine Room Questions & Answers*, droits acquis auprès de la McGraw-Hill Book Company]
	*Ferblanterie, soudure**
	*Chaudières, « engins », machines à vapeur**
	*Hygiène et plomberie**
	*Chauffage et ventilation**
	*Éclairage et installations électriques**
	*Réfrigération**
	« AUTO-MÉCANIQUE »
1957	*Débosselage et repeinturage des automobiles*, SCT © 1957, 1968 [inspiré de *Sheet Metal Work – Body, Fender and Radiator Repairs*, de *The Body Finisher, Woodworker, Ulpholsterer, Painter and Glass Worker* [ministère de la Guerre des États-Unis] et de *Manuel d'atelier* [Société Ford]]
1968	*Guide de l'auto – Les moteurs*, Ray E. Kuns [traduction de *Auto Mechanics*]
	Hors collection
1950	*Exercices de menuiserie*, SCT © 1950, traduction de *You Can Make It*
1951	*Le manuel du coiffeur*, Lucie-D. Bélanger © 1951
1952	*Mécanique appliquée*, SCT © 1952, 1969 [traduction de *Basic Machines*, droits acquis auprès de l'US Navy grâce au capitaine R. M. MacKinnon]
1952	*Dictionnaire anglais-français – Électronique et télécommunications*, Gérard E. Proulx, préface bilingue
1971	*Science de l'électricité* © 1971

* Volumes repris d'une autre collection

Le comité de rédaction compte enfin un illustrateur, Eugène Pépin, auteur de la carte provinciale du tourisme que Bélisle intégrera à son *Dictionnaire* en 1958. Notons que lorsque l'occasion se présente, Bélisle utilise des clichés ou des images qu'il emprunte à des entreprises en échange de cette forme de publicité déguisée. On trouvera ainsi des illustrations tirées de feuillets promotionnels de la société Crane Limited dans *Hygiène et plomberie*, de l'Eagle Pencil Company dans *Peinture, vitrerie, isolation*, etc.

Le rôle de certains membres de la société, notamment des membres du comité de patronage, dépasse le cadre de la production. Par exemple, le révérend frère M.-Hilaire, de l'Institut agricole d'Oka, non content de jouer au publiciste par l'entremise du réseau des écoles techniques, interviendra directement auprès du ministre Paul Sauvé pour recommander l'achat des manuels. Homme d'affaires avisé, Bélisle ne néglige pas l'importance de son capital social, ce dont témoigne l'étendue de son réseau de connaissances.

Pilotée par une telle équipe, la série semble d'avance vouée au succès. Mais bientôt, un concurrent, redoutable, apparaît sur le marché : l'Office des cours par correspondance de l'Enseignement spécialisé, rattaché au ministère de l'Aide à la jeunesse, entreprend la production de manuels techniques à partir de 1946. Au lieu d'entrer en concurrence avec l'organisme, Bélisle, en fin stratège, va plutôt chercher à s'en faire un allié, offrant à ses dirigeants de préparer de concert leur calendrier de publication afin d'éviter les recoupements. Contraint de publier en 1947 le manuel *Chauffage et ventilation*, dont le sujet est convoité par l'Office – soulignons que Bélisle procède par souscription et que, par conséquent, il a l'obligation de livrer les titres annoncés –, il propose d'en abaisser le tirage[27]. La correspondance entre Bélisle et les dirigeants de l'Office, quelques années plus tard, nous apprend qu'il abandonne la traduction d'un manuel sur l'imprimerie qu'il devait faire paraître en 1953[28]. Son attitude conciliante est partagée par ses vis-à-vis, comme nous le verrons plus loin. Le marché est jeune et il semble bien qu'il y ait de la place pour plusieurs acteurs.

Mais revenons aux premières heures de la série. Les membres de la Société canadienne de technologie s'attaquent d'abord aux textes qui formeront les six ouvrages de la collection « Les métiers de la construction ». Ces manuels sont conçus à partir des notes de cours de Ludger Robitaille, qui en supervise la production jusqu'au moment de son décès, survenu en 1946. Dans l'introduction du manuel *Hygiène et plomberie*, deuxième titre de la collection, Bélisle adresse un chaleureux hommage à celui qui « avait voulu consacrer à la rédaction d'une véritable encyclopédie des métiers de la construction des années qu'il était loin de considérer comme les dernières de sa vie[29] ».

Malgré cette lourde perte, le travail se poursuit. *Charpente et menuiserie* inaugure la collection en 1946, mais le rythme des parutions, fixé à deux par année, est d'emblée ralenti à cause de la pénurie de papier. En ces années d'après-guerre, des quotas sont imposés aux imprimeurs[30]. *Hygiène et plomberie* ne paraît donc qu'en 1947. À partir de 1948, l'approvisionnement en papier se stabilise ; bon an, mal an, au moins deux manuels sortiront des presses de Bélisle. Devant le succès que remportent ses ouvrages – à titre d'exemple, le tirage de *Charpente et menuiserie* est déjà épuisé en février 1947 –, Bélisle décide de lancer d'autres collections sous l'appellation « Arts, métiers et technique ». S'ajouteront bientôt aux « Métiers de la construction » « La bibliothèque du machiniste », comprenant sept volumes, et « Les manuels du mécanicien de machines fixes », comptant 12 volumes. Une quatrième collection, « Auto-mécanique », amorcée à la fin des années 1950 avec *Débossage et repeinturage des automobiles*, montre que Bélisle reste à l'affût des besoins de la société : aux métiers traditionnels liés à la construction se juxtaposent ceux de l'industrie lourde puis de l'industrie automobile, une évolution qui témoigne de la modernisation et des nouveaux visages de la classe ouvrière.

La série inclut quelques titres hors collection. Parmi ceux-ci, le *Manuel du coiffeur*, qui paraît en 1951, fait figure d'exception. Non seulement l'ouvrage nous entraîne loin des machines et des outils mais il est signé par une femme, Lucie-D. Bélanger, unique représentante de l'autre sexe dans cet univers éminemment masculin. Or, une mention paratextuelle stipule que celle-ci demeure propriétaire des droits alors que l'organisation du contenu s'écarte de la ligne éditoriale à laquelle Bélisle nous a habitués. On peut dès lors s'interroger sur la présence de cet ouvrage au sein de la série. La signature de la préface fournit une explication. C'est en effet le nom de Jean Delorme, directeur de l'Office des cours par correspondance, qui apparaît à la fin du texte, ce qui laisse croire que la publication du manuel chez Bélisle serait le résultat d'une transaction entre les deux éditeurs.

27. L.-A. Bélisle, [Lettre à Jean Delorme], 8 mars 1947. Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598).
28. Œuvre d'un groupe de professeurs de l'École des arts graphiques, *Initiation aux métiers de l'imprimerie* est publié par l'Office avant 1953 (l'édition n'est pas datée).
29. L.-A. Bélisle, « Introduction », *Hygiène et plomberie*, 1947, p. 6.
30. C. Holmes, [Lettre à Paul-Aimé Martin], 8 juillet 1943. Archives du Groupe de recherches et d'études sur le livre au Québec, fonds Luc-M.-Lacroix.

5. *Les manuels de la série « Arts, métiers et technique » ont une couverture souple en carton de 1946 à 1950 et une couverture rigide en cuirette à partir de 1950.*

De gauche à droite :

Le manuel du machiniste. Les machines outils, Québec, Bélisle, éditeur, coll. « Arts, métiers et technique », 1950, BAnQ, collections patrimoniales [621.902 M2947 1950].

Ludger Robitaille et Louis-Alexandre Bélisle, *Éclairage et installations électriques*, Québec, La Société canadienne de technologie / Bélisle, éditeur, coll. « Arts, métiers et technique », 1948, BAnQ, collections patrimoniales [621.31924 R666e 1948].

Louis-Alexandre Bélisle, *Ferblanterie, soudure, etc.*, Québec / Montréal, Bélisle, éditeur, coll. « Arts, métiers et technique », 1950, BAnQ, collections patrimoniales [621.52 F346 1950].

Ludger Robitaille, *Maçonnerie, matériaux et estimation*, Québec, La Société canadienne de technologie / Bélisle, éditeur, coll. « Arts, métiers et technique », 1949, BAnQ, collections patrimoniales [693.1 R6645m 1949].

Alex Higgins, *Cheminées à vapeur. Classes 1 et 2*, traduit de l'anglais par Louis-Alexandre Bélisle, Québec / Montréal, La Société canadienne de technologie, Bélisle, éditeur, coll. « Arts, métiers et technique », 1954, vol. 2, BAnQ, collections patrimoniales [621.183 H638 F 1954 v.2].

Le caractère homogène de la série se mesure tant à la complémentarité des sujets qu'à la facture matérielle des ouvrages. Tous les volumes partagent un format identique (5 × 7½ pouces) et comptent entre 350 et 400 pages. Les premiers manuels paraissent sous couverture cartonnée, mais bientôt, grâce à la diminution des coûts de fabrication, on troquera le carton pour la cuirette. Différentes teintes de rouge permettent de distinguer les collections **(ill. 5)**. L'ensemble offre un aspect fonctionnel et sérieux. Bélisle cherche à séduire la clientèle en lui offrant un produit qui a l'apparence de la culture légitimée tout en demeurant relativement bon marché – il en coûte 3$ pour un volume en 1946, ce qui équivaut, pour un ouvrier, au prix d'une paire de bottes de travail de bonne qualité. La facture des ouvrages nous informe aussi quant au lectorat visé : une classe ouvrière en pleine transformation, dont les représentants, de plus en plus qualifiés, peuvent prétendre à de meilleures conditions de travail et, par conséquent, aspirer à une certaine forme de culture. Recouvert de cuirette, le manuel est plus qu'un simple outil ; acheté en série, il est le symbole du savoir et, partant, de l'avancement social.

La série « Arts, métiers et technique » compte, au total, 26 titres (certains d'entre eux se trouvent dans deux collections à la fois). La plupart des titres paraissent pour la première fois entre 1946 et 1954 ; seulement quatre titres seront publiés par la suite. Certes, la concurrence livrée par l'Office a dû forcer Bélisle à revoir son programme éditorial (à tout le moins, les tractations décrites ci-dessus nous le laissent croire). Mais ce ralentissement, à partir du milieu des années 1950, est peut-être aussi lié à la fabrication du *Dictionnaire* : nous savons par exemple que la composition de ce gigantesque ouvrage s'est échelonnée de 1955 à 1956 et qu'il a fallu ensuite veiller à sa distribution, tâche tout aussi gigantesque[31]. Faute d'information plus précise, nous ne pouvons cependant pas expliquer ce qui a poussé Bélisle à abandonner la série.

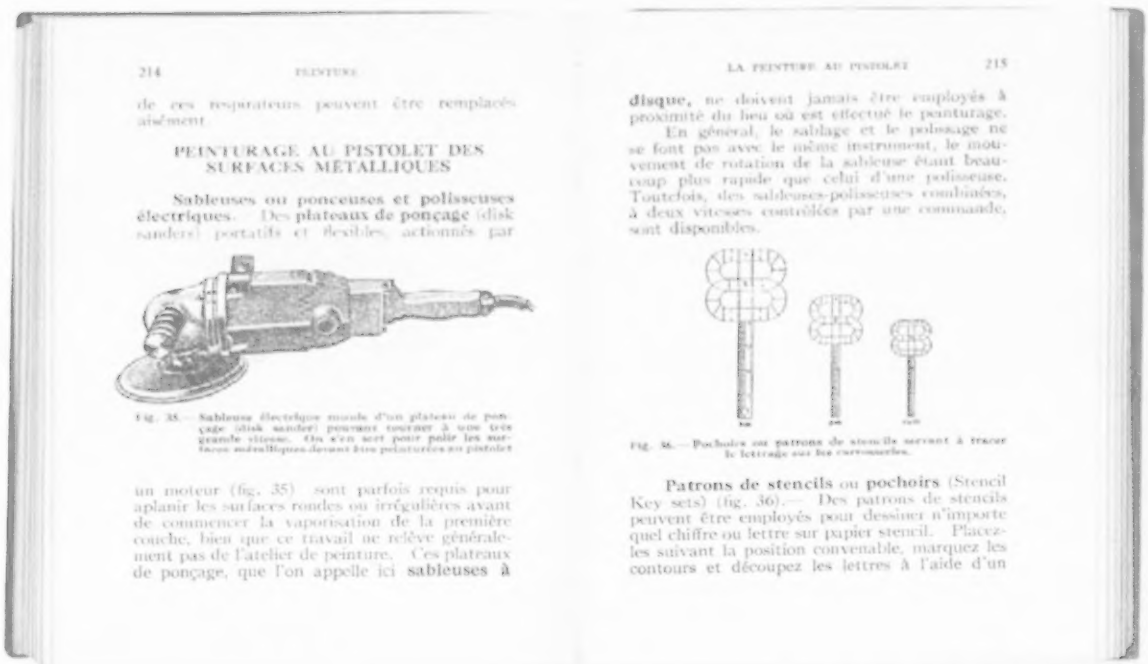
Peut-être écourtée, l'entreprise n'apparaît pas moins couronnée de succès. La plupart des manuels, notamment ceux qui se rattachent aux deux premières collections, ont été plusieurs fois réimprimés. Il faut dire que Bélisle s'investit tout autant dans la commercialisation de ses ouvrages que dans leur production. Assurant d'abord lui-même leur distribution – Bélisle proposera à sa clientèle différentes formes d'abonnement –, l'éditeur signe un contrat avec Grolier en 1951 ; il fera aussi affaire avec une autre entreprise de distribution, la Sondec, dans les années 1960. Par ailleurs, Bélisle ne lésine pas sur la publicité, faisant paraître plusieurs annonces dans les journaux ainsi que dans ses propres périodiques. Son réseau de connaissances, qui inclut plusieurs professeurs des écoles techniques tel le frère M.-Hilaire, lui fait aussi bonne presse. Enfin, Bélisle n'hésite pas à s'adresser lui-même aux directeurs d'écoles et de bibliothèques, aux libraires grossistes, aux députés et aux hauts fonctionnaires, mettant ainsi en pratique les préceptes énoncés dans ses manuels. Un succès certain, donc, mais qu'il est difficile de mesurer faute de données chiffrées concernant les tirages. Notons néanmoins que plusieurs titres étaient encore en circulation dans les années 1970.

31. Vendu en fascicules dès janvier 1955, le *Dictionnaire* a connu une première version reliée en 1957. Une deuxième version augmentée d'un dictionnaire anglais-français / français-anglais, surnommée le « Dictionnaire géant », a été lancée l'année suivante. Toutes ces opérations ont certes passablement occupé l'éditeur.

Des manuels techniques à la défense d'une langue et d'une identité canadiennes-françaises

Presque immanquablement, ces ouvrages s'ouvrent sur une brève introduction, où l'on donne un aperçu du contenu, remercie les collaborateurs et mentionne les sources, notamment dans le cas des traductions. Le contenu est ensuite réparti en différents chapitres, abondamment illustrés. Des exemples et des exercices sont insérés dans le texte. En outre, plusieurs documents (tables de conversion, codes et règlements divers) sont reproduits en annexe. La table analytique fait office d'index et certains manuels comportent un lexique bilingue. Le soin apporté à l'établissement de l'appareil critique traduit bien les intentions de l'éditeur. Les manuels doivent non seulement être des outils fonctionnels mais aussi participer à la promotion du français chez les ouvriers :

> *Étudiez bien la table analytique qui vous permettra de trouver la documentation voulue même si le mot anglais vous vient à l'idée le premier. Nous avons consacré beaucoup de temps à la préparation de cette table afin de faire de tout le manuel un véritable instrument de travail et une source de documentation à la fois pratique, moderne et à la portée de l'artisan soucieux de se perfectionner*[32].



214 PEINTURE

de ces respirateurs peuvent être remplacés aisément.

PEINTURAGE AU PISTOLET DES SURFACES MÉTALLIQUES

Sableuses ou ponceuses et polisseuses électriques. — Des **plateaux de ponçage** (disk sanders) portatifs et flexibles, actionnés par

Fig. 35. — Sableuse électrique munie d'un plateau de ponçage (disk sander) pouvant tourner à une très grande vitesse. On s'en sert pour polir les surfaces métalliques devant être peinturées au pistolet

un moteur (fig. 35) sont parfois requis pour aplanir les surfaces rondes ou irrégulières avant de commencer la vaporisation de la première couche, bien que ce travail ne relève généralement pas de l'atelier de peinture. Ces plateaux de ponçage, que l'on appelle ici **sableuses à**

LA PEINTURE AU PISTOLET 215

disque, ne doivent jamais être employés à proximité du lieu où est effectué le peinturage.

En général, le sablage et le polissage ne se font pas avec le même instrument, le mouvement de rotation de la sableuse étant beaucoup plus rapide que celui d'une polisseuse. Toutefois, des sableuses-polisseuses combinées, à deux vitesses contrôlées par une commande, sont disponibles.

Fig. 36. — Pochoirs ou patrons de stencils servant à tracer le lettrage sur les carrosseries.

Patrons de stencils ou **pochoirs** (Stencil Key sets) (fig. 36). — Des patrons de stencils peuvent être employés pour dessiner n'importe quel chiffre ou lettre sur papier stencil. Placez-les suivant la position convenable, marquez les contours et découpez les lettres à l'aide d'un

6. Ludger Robitaille, *Peinture, vitrerie, isolation, etc.*, Québec, La Société canadienne de technologie / Bélisle, éditeur, coll. « Arts, métiers et technique », 1960, p. 214-215. Collection de l'auteure.

Porter autant d'attention à la langue ne revient pas à occulter le fait que les ouvriers travaillent dans des milieux majoritairement anglophones. Dans le corps du texte, les termes techniques donnés en français et signalés en gras sont la plupart du temps suivis du mot anglais, placé entre parenthèses **(fig. 6)**, « afin de favoriser la transition d'une langue à l'autre chez les lecteurs habitués déjà à se documenter en anglais, à consulter des manuels d'instructions ainsi que des catalogues rédigés en langue anglaise[33] ». L'éditeur est donc bien conscient de l'emploi généralisé de l'anglais dans les usines et sur les chantiers, et s'il lui arrive de le déplorer, encore préfère-t-il garder le vocabulaire anglais pour s'assurer de la compréhension de ses lecteurs. En bon pédagogue mais aussi en homme de son temps, Bélisle se donne

32. *Les moteurs diesel*, vol. I, 1953, p. 8-9.
33. *Machines à vapeur*, vol. I, 1954, p. 6.

pour mission non pas de bannir l'anglicisme, comme le Frère Untel adjurera de le faire une quinzaine d'années plus tard, mais plutôt de convaincre les ouvriers de privilégier la terminologie française.

C'est ici que se pose la question du registre langagier. Pour Bélisle, la qualité de la langue ne se mesure pas nécessairement à l'aune des standards européens. En fait, l'éditeur s'ingénie à intégrer aussi souvent que possible des canadianismes en usage. Ainsi affirme-t-il, dans l'introduction de *Peinture, vitrerie, isolation* :

> *Quant à la terminologie, nous avons tenu compte du milieu où l'ouvrage sera particulièrement consulté. En nous efforçant de conserver aux phrases leur tournure française, nous n'avons pu éviter l'emploi de canadianismes, d'ailleurs d'excellente lignée, et qui se substituent souvent, dans l'argot du métier, à des expressions dont le sens resterait longtemps incompris de nos artisans. Si nous avons utilisé* shellac *au lieu de* gomme laque, sableuse *au lieu de* plateau de ponçage, travée *et* laize *pour désigner les surfaces rectangulaires peintes d'une seule traite, enfin* merisier *pour* bouleau gris *et* finition *au lieu de* finissage, *nous n'avons, en somme, fait que fixer la terminologie couramment employée dans le métier*[34].

Chez Bélisle, l'utilisation de canadianismes « de bon aloi[35] » vise à traduire la réalité du milieu. Mais l'éditeur va plus loin. Les canadianismes ne sont pas que de simples curiosités langagières : ils révèlent la richesse d'une variété du français tout aussi légitime que son pendant parisien. Ainsi décèle-t-on un peu d'ironie dans ces propos de l'éditeur, tirés du manuel *Hygiène et plomberie* :

> *Enfin, nos hommes de métier ont su trouver d'eux-mêmes des mots qui, bien que n'étant pas acceptés par l'Académie, offrent au moins le mérite d'être français et parfaitement appropriés. Ainsi, la traduction d'*offset *par* retrait, *celle de* reducing bushing *et de* reducer *par* réduit, *de même que la distinction que l'on fait entre une* chantepleure (sink faucet), *un* robinet (tap *ou* faucet), *une* valve (radiator valve, globe valve) *et une* vanne (gate valve) *ont au moins le mérite d'identifier péremptoirement les objets qu'ils désignent sans recourir à de longues locutions*[36].

Ce n'est plus l'éditeur, mais bien le défenseur de la langue canadienne-française qui signe ces lignes.

Dans l'allocution qu'il présente devant les membres de la Société royale du Canada au moment de son entrée, Bélisle revient ainsi sur ses motivations :

> *Ce sont ces déficiences qui m'ont incité à publier mes ouvrages de lexicographie afin de mener la lutte sur les deux fronts où notre langue subissait les plus menaçantes attaques : celui de la technologie et celui des affaires. Dictionnaires et traductions techniques sont les outils que j'ai voulu mettre entre les mains de mes compatriotes afin qu'ils puissent assimiler, dans leur propre langue, les méthodes de travail intellectuel et manuel susceptibles de les tenir au niveau de l'évolution technologique nord-américaine sans pour autant perdre leur identité en sombrant dans la voie sans issue d'un dialecte franglais. Le français qui se parle au Québec n'est pas et ne pourra jamais être un décalque du français parisien [...]. Mais il possède tous les atouts pour accéder aux richesses de la prodigieuse langue de civilisation qu'est le français moderne*[37].

34. *Peinture, vitrerie, isolation*, 1960, p. 6.
35. C'est ainsi qu'il les désignera dans son *Dictionnaire*.
36. *Hygiène et plomberie*, 1946, p. 6.
37. *Présentation de M. Louis-Alexandre Bélisle, M. Jan Doat et M. Pierre Savard, M. Gérard Tougas à la Société royale du Canada*, p. 26.

Les propos de Bélisle évoquent un contexte précis, celui du Québec de l'après-guerre, qui connaît un développement industriel accéléré. Contrairement à plusieurs de ses concitoyens, Bélisle n'a pas peur de l'industrialisation – les idées qu'il défend dans les pages de ses magazines financiers l'associent au libéralisme économique – et encore moins des Américains, qui incarnent à ses yeux le bonheur et le progrès. Ses descriptions bucoliques de la Nouvelle-Angleterre traduisent bien son admiration :

> *Ici et là une ferme, des chalets, des plaines marécageuses; partout des routes merveilleuses, des chemins de fer, des résidences d'un enviable confort et d'une beauté qui ne souffre que de très rares exceptions. […] Partout règne l'ordre, la bonne humeur et une aisance modeste, mais visible et généralisée*[38].

Bélisle craint néanmoins l'assimilation culturelle, phénomène qu'il connaît bien puisque les membres de sa famille, expatriée aux États-Unis, en sont les premiers témoins, sinon les premières victimes. Ses manuels deviennent donc des armes pour combattre l'aliénation culturelle, ses introductions les lieux où l'on expose les raisons du combat et les rêves de victoire :

> *Nos mécaniciens de machines fixes se voient dotés d'une série de manuels d'une valeur exceptionnelle. […] Du coup, ils peuvent se hisser aux mêmes paliers du savoir que leurs collègues du Canada anglais et des États-Unis, ce qui leur permet d'aspirer aux emplois de tout premier plan. Nos mécaniciens en sont capables. En joignant à l'expérience les connaissances théoriques et pratiques que leur apportent ces volumes, ils n'ont plus à entretenir en eux le complexe d'infériorité du parent pauvre qui ne sait rien parce qu'il n'a pas les livres*[39].

Dans la série « Arts, métiers et technique », Bélisle ne se contente pas de transposer des données factuelles dans le contexte canadien, il adapte les contenus aux exigences locales et, surtout, il accorde une importance capitale à la terminologie, n'hésitant pas à conserver des anglicismes et à avoir recours à des canadianismes pour mieux rendre compte de l'univers ouvrier. Notons que Bélisle produit ses manuels bien avant la création de l'Office de la langue française, en 1961, qui adoptera une tout autre position quant à l'usage de ces particularismes.

Il n'en reste pas moins que Bélisle ne fait pas que reconnaître l'originalité et l'exactitude du vocabulaire ouvrier dans ses manuels : il en revendique l'utilisation et, plus encore, il en défend la légitimité. Les ouvrages de Bélisle s'adressent à une classe ouvrière économiquement et culturellement dominée. Certes, l'éditeur y transpose sa vision du monde, soit celle d'un enseignant de l'École de commerce et d'un patron d'entreprise, mais il y transmet aussi sa conception de la culture qui lui fait préférer au français standard la vivacité de la langue du peuple. C'est cet intérêt pour la langue qui fait des manuels de Bélisle un cas à part, à la frontière des cultures bourgeoise et ouvrière.

38. L.-A. Bélisle, « L'industrialisation, facteur d'influence politique », p. 10-11.
39. *Machines à vapeur*, vol. I, 1954, p. 3-4.

En somme, on pourrait répéter que les manuels techniques de Bélisle traduisent l'évolution du Québec de l'après-guerre, mais encore cette affirmation mérite-t-elle d'être précisée. D'une part, la série « Arts, métiers et technique » reflète les mutations d'une industrie en pleine croissance et de plus en plus spécialisée. D'une économie fondée sur les métiers traditionnels, on passe à une société misant sur le secteur secondaire, notamment celui de l'industrie automobile, et sur le secteur tertiaire, celui du commerce et des services, que Bélisle décrit dans son autre série, « La bibliothèque de l'homme d'affaires ». D'autre part, les manuels offrent le portrait d'une classe ouvrière que Bélisle souhaite de plus en plus instruite. En effet, pour l'éditeur, « en s'intéressant de plus en plus aux machines, l'ouvrier contribue à la prospérité générale de la nation[40] ». Or, c'est bien cette classe sociale mieux outillée, plus consciente de sa valeur, qui exigera bientôt de meilleures conditions de travail. Au Québec, les années 1950 seront en effet celles des grandes grèves ouvrières, tandis que les décennies 1960 et 1970 marqueront l'apogée du syndicalisme.

Ces manuels présentent donc un discours marqué par l'idéologie dominante mais qui cherche aussi à s'en distancer. Certes, l'insistance de Bélisle quant au rôle social de l'ouvrier et à l'importance de la langue l'inscrit parmi les tenants du nationalisme régnant. Mais son ouverture envers le monde anglo-saxon et sa philosophie du progrès l'éloignent du conservatisme de ses pairs. En ce sens, Bélisle peut être considéré comme l'un des instigateurs de la Révolution tranquille, qui a fait entrer le Québec dans la modernité.

Sources

FONDS D'ARCHIVES DE BAnQ

Centre d'archives de Québec, fonds Louis-Alexandre Bélisle (P598).

AUTRES SOURCES CONSULTÉES

Imprimés

« Bélisle, Louis-Magloire (frère Marie-Alexandre) », dans Louis-Alexandre Bélisle, *Références biographiques – Canada-Québec*, vol. I : *A-Ca*, Montréal, Éditions de la Famille canadienne, 1978, p. 52.

Aubin, Paul (dir.), *300 ans de manuels scolaires au Québec*, Montréal / Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Presses de l'Université Laval, 2006, 180 p.

Bélisle, Alexandre, *Histoire de la presse franco-américaine, comprenant l'historique de l'émigration des Canadiens français aux États-Unis, leur développement, et leur progrès* [...], Worchester (Mass.), ateliers typographiques de *L'Opinion publique*, 1911, 434 p.

Bélisle, Louis-Alexandre, *Références biographiques – Canada-Québec*, Éditions de la Famille canadienne, 1978, 5 vol.

Bélisle, Louis-Alexandre, « Préface », *Dictionnaire général de la langue française au Canada*, Québec, Bélisle éditeur, 1957, p. ii.

Bélisle, Louis-Alexandre, « L'industrialisation, facteur d'influence politique », *Les Affaires*, vol. 16, n° 10, novembre 1944, p. 10-11.

Chailland, Jean-Pierre, *L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 482 p.

Chopin, Alain, « Manuels scolaires », dans Pascal Fouché, Daniel Péchoin et Philippe Schuwer (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du livre*, vol. II : *E-M*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2005, p. 866-867.

Henri-Gabriel, frère, *Initiation à la comptabilité – Formes commerciales, comptabilités individuelle et domestique*, Montréal, Librairie Granger frères limitée, 1923, 143 p.

Howsam, Leslie, *Past into Print – The Publishing of History in Britain, 1850-1950*, Londres / Toronto, The British Library / University of Toronto Press, 2009, 182 p.

Le Brun, Monique et autres (dir.), *Le manuel scolaire d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, viii-131 p. et un CD-ROM.

Lockhart Fleming, Patricia, Gilles Gallichan et Yvan Lamonde (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada – Des débuts à 1840*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, vol. I.

Michon, Jacques (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle – Le temps des éditeurs, 1900-1959*, Saint-Laurent, Fides, 2004, vol. II.

Meller, Jean-Yves, *Louis Hachette, 1800-1864 – Le fondateur d'un empire*, Paris, Fayard, 1999, 554 p.

Présentation de M. Louis-Alexandre Bélisle, M. Jan Doat et M. Pierre Savard, M. Gérard Tougas à la Société royale du Canada – Année académique 1975-76, Ottawa, Société royale du Canada, Section des lettres et sciences humaines, 1976, 105 p.

Vincent, Josée, « Louis-Alexandre Bélisle au service du milieu des affaires au Québec », *Documentation et bibliothèques*, vol. 56, n° 4, octobre-décembre 2010, p. 155-161.

Archives

Holmes, Charles, [Lettre à Paul-Aimé Martin], 5 juillet 1943, Archives du Groupe de recherches et d'études sur le livre au Québec, fonds Luc-M.-Lacroix.

40. *Manuel du machiniste – Les machines-outils*, 1950, p. 7.

Société d'étude et de conférences

ÉTABLIE SOUS LE PATRONAGE DE LA

FACULTÉ DE PHILOSOPHIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

bulletin

1951 - 1952

1. *Bulletin de la Société d'étude et de conférences*, vol. 2, nº 1, septembre-octobre 1951. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Société d'étude et de conférences – Section de Montréal (P680S)

« Il y a des choses qu'une personne cultivée ne peut ignorer » – Le *Bulletin* de la Société d'étude et de conférences (1951-1967) : sa genèse, ses actrices et son contenu

Fanie St-Laurent

On a beaucoup étudié le rapport des femmes à l'imprimé en parcourant l'œuvre des auteures ou en observant celles qui exercent une profession dans le milieu du livre[1]. Les travaux de Jacques Michon sur l'éditrice Berthe Dulude Simpson[2], ceux de Chantal Savoie sur l'histoire littéraire des femmes[3] et ceux d'Isabelle Boisclair sur le sous-champ littéraire féministe au Québec[4] témoignent par exemple de cet intérêt. Or, les femmes empruntent souvent d'autres voies pour accéder à la culture et à l'écrit. Ainsi, aux côtés de ces auteures, relieures, éditrices et libraires figurent un bon nombre de lectrices et d'animatrices de la vie littéraire.

Les clubs du livre et tant d'autres formes de sociabilité culturelle féminine permettent également aux femmes de se cultiver et, parfois, d'utiliser l'écrit pour transmettre des informations et diffuser des idées. Des conceptions modernes sont ainsi transmises dans les périodiques féminins profanes du début du XX^e^ siècle[5]. Dans son article sur les revues féminines québécoises, Micheline Dumont souligne d'ailleurs l'importance de cet accès à la parole par l'imprimé dans la transformation de la société québécoise[6]. Par exemple, des groupes d'affirmation et de revendication des droits des femmes comme la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (fondée en 1907) et la Fédération des femmes du Québec (1966-) ainsi que des groupes culturels ou religieux tels les cercles de fermières (1915-) et les mouvements féminins d'action catholique (dès 1932) se servent d'un organe d'information pour joindre leurs membres, partager des connaissances et susciter une réflexion. C'est aussi le cas des femmes membres de la Société d'étude et de conférences (SÉC), un regroupement féminin francophone, qui publie son *Bulletin* de 1951 à 1967 **(ill. 1)**.

1. La citation du titre est tirée de l'avant-propos du *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 2, nº 2, novembre 1951, p. 1, rédigé par Marie-Ceslas Forest. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance au Groupe de recherches et d'études sur le livre au Québec, au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, sans lesquels cette analyse n'aurait pas pu être réalisée. Nous voulons également remercier les dirigeantes actuelles de la Société d'étude et de conférences, qui nous ont facilement permis de consulter leurs archives.
2. J. Michon, « Mme B. D. Simpson, éditrice, 1945-1948 », dans *Éditeurs transatlantiques*, p. 160-183.
3. C. Savoie (dir.), *Histoire littéraire des femmes*.
4. I. Boisclair, *Ouvrir la voie*.
5. F. Lavoie, « La constitution d'une modernité culturelle populaire dans les médias au Québec (1900-1950) », dans *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, p. 253-298.
6. M. Dumont, « La parole des femmes. Les revues féminines, 1938-1968 », dans *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, vol. II, p. 5-45.

Le *Bulletin* de la SÉC de même que l'ensemble des archives de la Société se trouvent au Centre d'archives de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), fonds P805[7]. On peut consulter avec profit de nombreux documents textuels et des photographies témoignant de l'histoire de ce regroupement culturel de 1933 à 2004. Ce fonds de BAnQ, constitué en 2008, donne un accès privilégié au quotidien des femmes de l'élite sociale montréalaise et à leur participation à la vie culturelle, particulièrement dans les années 1940 et 1950. Dans cet article, nous voulons d'abord présenter la SÉC, puis proposer une analyse de son *Bulletin*. Il sera notamment question de la mise en forme du premier numéro, du profil des principales responsables de sa publication et du contenu proposé aux lectrices. Ce travail repose sur l'étude de sources diverses. Nous avons consulté 24 des 30 numéros du *Bulletin* de la SÉC conservés au Centre d'archives de Montréal de BAnQ[8] et nous avons complété la recherche en parcourant les autres publications[9] ainsi que les archives de cette organisation (rapports annuels, procès-verbaux, correspondance, etc.). Comme tant d'autres bulletins d'information, celui de la SÉC est aujourd'hui tombé dans l'oubli[10] à cause de son lectorat réduit et de son caractère daté, qui correspond à un état révolu de société. Mais il nous paraît intéressant de faire ressortir certains aspects de ce périodique et de percevoir les choix éditoriaux du comité de rédaction.

2. Dans l'ordre habituel :

Chanoine Lionel Groulx, vers 1950. BAnQ, Centre d'archives de Québec, collection Centre d'archives de Québec (P1000, S4, D83, P058). Photographe non identifié. Num.

Radio – Journalistes [René Lévesque], juin 1949 (détail). BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Conrad Poirier (P48, S1, P23495). Photo : Conrad Poirier. Num.

Lise Payette [au centre], entre 1960 et 1970. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Antoine Desilets (P697, S1, SS1, SSS18, D961). Photo : Antoine Desilets.

« Les choses intellectuelles plutôt que la broderie[11] » : présentation de la SÉC

La SÉC est fondée à Montréal en 1933 et attire principalement des femmes de l'élite canadienne française soucieuses de poursuivre leur formation intellectuelle à une époque où les études supérieures leur sont peu accessibles. Le regroupement rappelle les nombreuses formes de sociabilité féminine dans le Canada anglais du XIX^e^ siècle et du début du XX^e^ siècle telles que décrites par Heather Murray, qui allient mondanité et acquisition de connaissances[12]. La fondatrice, Odette Lebrun, a l'intention de réunir

> *toutes les femmes qui ne se croient pas des puits de science à leur sortie du couvent, toutes celles chez qui la vie quotidienne n'a pas tué ou recroquevillé sans espoir les goûts intellectuels, toutes celles qui ont de l'idéal, qui aiment le beau, qui croient que les loisirs peuvent s'occuper, se meubler*[13].

Dès sa création, le mouvement obtient un vif succès. En 1933, il compte sept cercles comprenant chacun une douzaine de membres qui se réunissent aux deux semaines parfois chez l'une, parfois chez l'autre. À la fin des années 1960, la SÉC comprend près d'une centaine de cercles, soit plus de 1300 membres[14]. À l'origine, les deux principaux volets d'activités de la Société sont, d'un côté, l'étude, la recherche et la création dans les cercles et, de l'autre, l'audition de conférences offertes bimensuellement à tous les membres par des spécialistes reconnus du Québec et d'ailleurs, principalement de la France. Comme l'exprime Alain Viala à propos des salons littéraires et mondains du XVII^e^ siècle, ces rencontres profitent à la fois aux conférenciers et à leur auditoire :

7. Des sections de la SÉC ont été créées dans plusieurs régions du Québec (Montréal, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Outaouais, Québec, Mauricie) et ont publié d'autres bulletins d'information. Leurs archives peuvent être consultées au Centre d'archives de Trois-Rivières de BAnQ (fonds P127), à Bibliothèque et Archives Canada et au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, entre autres. Dans cet article, nous nous concentrons sur le bulletin publié par la section de Montréal.
8. Il a été impossible de retracer les six numéros suivants : vol. 2, n° 3, février 1952 ; vol. 3, n° 2, novembre 1952 ; vol. 4, n° 1, octobre 1953 ; vol. 5, n° 2, décembre 1954 ; vol. 6, n° 1, octobre 1955 ; vol. 6, n° 2, février 1956.
9. Notamment des ouvrages de commémoration, comme *Société d'étude et de conférences établie sous le patronage de la Faculté de philosophie de l'Université de Montréal, 1933-1958 ; Cinquante ans déjà… 1933-1983 : 75 ans de dialogue et de culture – Section de Montréal, 1933-2008*, et des études, dans la collection « Les cahiers de la Société d'étude et de conférences » : *Féminautés féminines* (1975), *Ce qu'elles écrivent* (1979), *Toujours dans le vent* (1985) et *Au carrefour de la pensée* (1995).
10. Notons que la volonté de publier un bulletin, pour un regroupement culturel des années 1930, n'est pas exceptionnelle quand on pense notamment au *Bulletin bibliographique de la Société des écrivains canadiens* ou aux conférences du Club musical et littéraire de Montréal publiées dans *Saison artistique*.
11. Titre d'un article consacré à la Société d'étude et de conférences par M. Thibault-Turgeon.
12. H. Murray, *Come, Bright Improvement! – The Literary Societies of Nineteenth-Century Ontario*.
13. E. Plamondon, « La Société d'étude et de conférences », p. 7.
14. La Société d'étude et de conférences existe toujours aujourd'hui, mais ses mandats, ainsi que ses membres, ont fort évolué avec le temps.

> *D'une part, les écrivains s'y trouvent en contact avec une élite sociale de leurs lecteurs et peuvent observer les tendances du goût mondain dominant. Mais, d'autre part, l'élite sociale cherche là des moyens de distinction : converser avec les auteurs permet d'être en prise directe sur l'actualité de la production littéraire ; et, les effets du snobisme aidant, ces mondains amplifient en courants de la mode les tendances esthétiques qui répondent le mieux à leurs attentes*[15].

Il est impossible d'accéder aux connaissances transmises dans les conférences – les paroles s'envolent – mais la seule observation des choix des conférenciers et des thèmes abordés permet de comprendre, comme l'ont montré Alain Clavien et François Vallotton, que la transmission des idées ne se limite pas aux écrits :

> *Dès la moitié du XIX^e^ siècle et jusque tard dans le XX^e^ siècle, la conférence est ainsi l'une des activités régulières de très nombreux clercs, un moyen privilégié de présenter et de défendre leurs idées, une manière de transmettre leur savoir, et aussi une pièce importante dans le dispositif de l'espace public et de la vie sociale de ces années-là*[16].

Ainsi, le nombre imposant de conférenciers (plus de 500 entre 1933 et 1967) et d'auditeurs – à certaines occasions, quelque 700 places sont réservées à l'hôtel Windsor –, ajouté au poids symbolique de certains orateurs, place la SÈC en bonne position sur l'échiquier culturel pour avoir accès à des connaissances dans des domaines aussi variés que les sciences, les arts, la musique et la littérature, entre autres. Parmi les conférenciers qui prennent la parole devant les membres de la Société, les plus connus sont certainement les Québécois Lionel Groulx (1936), Paul-Émile Borduas (1942) et René Lévesque (1955) ainsi que les Français Jacques Maritain (1944), Jean Paul Sartre (1946)[17] et Pierre Emmanuel (1951 et 1959). Avant les années 1970, ce sont en majorité des hommes (environ 80 %) à qui l'on demande de présenter des conférences. Notons tout de même que des femmes aux parcours singuliers sont également invitées par la SÈC, dont Thérèse Casgrain (1943, 1947 et 1971), Marguerite Yourcenar (1957) et Lise Payette (1972) **(ill. 2)**.

15. A. Viala, *Naissance de l'écrivain*, p. 132-133.
16. A. Clavien et F. Vallotton, *« Devant le verre d'eau »… Regards croisés sur la conférence comme auteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, p. 7.
17. Au sujet des conférences très attendues de Maritain et de Sartre à Montréal, on peut consulter les articles d'Yvan Cloutier : « De quelques usages québécois de Maritain : la génération de *La Relève* », dans *Saint-Denys Garneau et La Relève*, p. 59-79, et « Sartre à Montréal en 1946 : une censure en crise », p. 266-280.

En parallèle aux conférences, la formule des rencontres de cercles encourage l'émulation entre les membres et les porte à l'écriture, comme en témoigne Alice Brunelle, présidente de la SÉC de 1953 à 1955 : « Mon appartenance à un cercle m'a beaucoup aidée. La conscience que j'ai apportée à l'élaboration de mes travaux, la délectation que j'y ai trouvée ont fait naître et grandir en moi le désir d'aller toujours plus avant dans l'exercice de l'écriture[18]. » Les travaux d'Alice Brunelle et de ses compagnes des cercles portent sur les voyages, la littérature, la musique et l'histoire ou sont l'ébauche de textes de création qui trouvent un premier public. Dès 1936, un concours littéraire est créé afin d'encourager la création et la rédaction de travaux de recherche. Pour Annette Doré, présidente de 1938 à 1941, le concours s'avère l'une des initiatives les plus heureuses de l'histoire du regroupement, l'une des plus susceptibles d'avoir favorisé l'éclosion de talents littéraires[19]. Toutefois, à la lecture des noms des lauréates, un constat s'impose : sauf exceptions, la majorité des lauréates demeurent inconnues et leurs textes, rarement publiés, sont peu diffusés à l'extérieur des cadres de la SÉC[20]. Le concours littéraire, malgré l'autorité incontestable des jurés, n'a guère de légitimité dans le champ littéraire[21]. En créant ce concours, le regroupement a certainement amené les femmes à l'écriture, à la formation littéraire, mais la reconnaissance auprès des éditeurs et du public naîtra dans d'autres lieux.

3. Société d'étude et de conférences, *Rapport annuel 1941-1942*, Montréal, 1942. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Société d'étude et de conférences — Secrétariat, Montréal (P689).

Le rapport annuel de la SÉC paru en 1942 **(ill. 3)** atteste la primauté accordée au travail réalisé dans les cercles :

> *Les cercles y jouent logiquement le premier rôle, car la Société fut fondée en vue de fournir aux femmes, par eux, des moyens de culture intellectuelle, et tel est encore son unique objet. Les conférences publiques que la Société organise […] ne sont qu'une adjonction à son programme régulier*[22].

En 2008, dans l'ouvrage de commémoration du 75e anniversaire de la SÉC, on souligne encore l'importance des cercles :

> *Le cercle d'étude est un lieu privé de partage, d'amitié, de recherche. Plus interactif que la conférence, il permet aux participantes d'échanger des idées, d'exposer leurs opinions à d'autres participantes et d'obtenir ainsi une meilleure compréhension de sujets traitant de la culture, des questions d'actualité et autres thèmes choisis. Le cercle d'étude nous permet d'utiliser des moyens éducatifs variés pour parfaire nos connaissances générales et dépasser la spécialisation à outrance*[23].

Ainsi, les deux volets privilégiés par le regroupement – les conférences et la recherche dans les cercles – permettent aux membres d'élargir leurs horizons culturels en assistant aux conférences et de s'investir plus activement dans leur formation intellectuelle en produisant des travaux.

En outre, la SÉC est à l'origine de plusieurs manifestations littéraires et culturelles du milieu du XXe siècle au Québec. Le regroupement obtient du gouvernement français une bourse annuelle d'études à Paris pour l'un de ses membres de 1949 à 1964[24], soumet des mémoires à quatre commissions royales d'enquête[25], organise les deux premiers salons du livre à Montréal, au début des années 1950, et reçoit des subventions de fonctionnement de divers organismes culturels, des gouverne-

18. E. Morcau, « Entretien avec Madame Alice B. Roche, présidente, 1953-1955 », dans *Cinquante ans déjà… 1933-1983 Société d'étude et de conférences*, p. 27.
19. A. Doré, « Historique de la Société d'étude et de conférences de Montréal, 1933-1958 », *Société d'étude et de conférences établie sous le patronage de la Faculté de philosophie de l'Université de Montréal, 1933-1958*, p. 10-17.
20. Parmi les exceptions, on compte Claire Martin, avec le texte « De ce que la nécessité est mère de l'invention », lauréat au concours de la Société d'étude et de conférences en 1955, repris dans *Avec ou sans amant* au Cercle du livre de France en 1958.
21. Voir à ce sujet : F. St-Laurent, « Le concours littéraire de la Société d'étude et de conférences : vers la reconnaissance d'une plume féminine ? », dans *La fabrication de l'auteur*, p. 275-289.
22. Y. [Charette] Letellier de Saint-Just, « Premier rapport annuel », *Rapport annuel – Société d'étude et de conférences*, 1941-1942, p. 7.
23. M. Plourde, « Les cercles d'étude », dans *75 ans de dialogue et de culture – Section de Montréal, 1933-2008*, p. 18.
24. Les lauréates des bourses d'études à Paris sont Cécile Chabot (1949), Alma de Chantal (1950), Estelle Trépanier (1951), Michelle Lasnier (1952), Hélène Bertrand (1953), Louise Parent (1954), Marie-José Cliff (1955), Paule Langlois (1956), Christine Gonthier (1957), Josette Laframbroise (1959), Denyse Brosseau (1960), Marie Sénécal (1961), Marie Gravel (1962) et Jeanne Baillargeon (1964). F. St-Laurent, « Puiser à la "source même" de la culture : les échanges entre la Société d'étude et de conférences et la France (1940-1960) », p. 126-136.
25. En 1949, elle soumet un premier mémoire à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (commission Massey) ; en 1956, elle en rédige un deuxième à la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision (commission Fowler) ; en 1965, elle participe à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada (commission Laurendeau-Dunton) ; enfin, en 1968, elle soumet son dernier mémoire à la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (commission Bird). F. St-Laurent, « S'imposer en participant à des consultations nationales », dans *Les sociétés savantes locales*, p. 59-66.

ments provincial et fédéral ainsi que de l'administration municipale montréalaise. Ces projets demandent aux femmes de maîtriser la langue, de ciseler des arguments et de se positionner dans un espace public essentiellement dominé par les hommes à cette époque. Ces activités et les prises de position qui en découlent témoignent de l'assurance, de la rigueur et de l'acuité intellectuelles que les membres de la SÉC développent au fil des ans, déployant gratuitement leur temps et leur savoir-faire au service du groupe.

Réfléchir et diffuser des connaissances

Le *Bulletin* est avant tout un lien tangible entre les membres, une autre façon, après les recherches personnelles, les conférences et le concours littéraire, de réfléchir et de diffuser des connaissances. Publié de 1951 à 1967, ce bulletin d'information présente les travaux et les réalisations des membres et reprend les textes lauréats du concours littéraire et des conférences marquantes. Il offre aussi à ses lectrices des critiques de livres, de pièces de théâtre et de musique ainsi que diverses informations culturelles.

Selon les archives de la SÉC, c'est l'aumônier du regroupement, Marie-Ceslas Forest, un dominicain, qui soumet un projet de revue au conseil d'administration en avril 1937. Très présents dans les institutions universitaires, les dominicains utilisent abondamment le livre et l'imprimé pour diffuser leurs idées[26]. Le père Forest transmet donc cette façon de faire à la SÉC, dont il est le directeur spirituel de 1934 à 1966 :

> *Ce projet, bien qu'encore assez vague, semble soulever un vif intérêt. Sans qu'il soit question d'une mise en œuvre immédiate, on peut dès maintenant considérer ce [qu]i suit : les frais matériels de la revue pourrai[en]t être couverts par la publicité. Quant à la matière littéraire, on trouverait facilement, parmi les travaux des cercles, les textes de nos conférenciers de quoi y suffire*[27].

L'idée, qui reste au stade de projet, reparaît périodiquement dans les procès-verbaux du regroupement. En juin 1945, le père Forest revient à la charge « afin d'établir solidement ce nouvel essor de notre société qui affirmera nettement sa véritable position dans la formation culturelle[28] ». À la fin de l'année 1945, au terme d'une longue réflexion, on choisit un cartonnage gris pour la couverture et on adopte le titre « Étude et conférences ». On s'entend aussi quant au format, identique à celui des « Cahiers des concerts symphoniques[29] », au nombre de pages et au choix des caractères, semblables à ceux de la *Revue dominicaine*. Les tâches qui entourent la publication, la recherche d'imprimeurs, la comptabilité, les publicités et la rédaction sont réparties entre différents comités[30]. Il en coûtera 0,25 $ par exemplaire et 2 $ pour un abonnement d'un an[31]. Les coûts de production élevés entravent de nouveau le projet ; le conseil d'administration convient alors d'augmenter ses revenus avant de lancer la publication. « Après étude du projet cette année, nous en sommes venu[e]s à la conclusion que nous ne sommes pas encore assez préparé[e]s, [car] des conditions difficiles enrayeraient l'expansion d'une telle entreprise[32]. » Même si le premier numéro du *Bulletin* ne paraît que cinq ans plus tard, ces premières tentatives donnent une idée de l'ampleur du projet, de l'enthousiasme des membres et des modèles retenus. Les « Cahiers des concerts symphoniques » et la *Revue dominicaine* apparaissent ainsi comme des figures d'autorité qui imposent leur standard. On perçoit également l'influence du père Forest et son intérêt pour la diffusion des idées par l'imprimé.

26. J. Hamelin et N. Gagnon, « 1898-1940 », dans *Histoire du catholicisme québécois – Le XXe siècle*, p. 414-419.
27. A. Doré, Procès-verbal de l'assemblée du conseil de la Société d'étude et de conférences, 8 octobre 1937. Archives de la Société d'étude et de conférences – Section de Montréal (désormais ASÉCM).
28. A. G. Paradis, Procès-verbal de la troisième réunion du comité exécutif de la Société d'étude et de conférences, juin 1945. ASÉCM.
29. Il pourrait s'agir de la brochure *Les concerts symphoniques de Montréal* publiée des années 1930 aux années 1950 par la Société des concerts symphoniques de Montréal, organisme à l'origine de la fondation de l'Orchestre symphonique de Montréal en 1934. Cette brochure mesure 25 cm de long.
30. L. Dumas, Procès-verbal de la sixième réunion du comité exécutif de la Société d'étude et de conférences, 23 octobre 1945. ASÉCM.
31. Selon la feuille de calcul de l'inflation de la Banque du Canada, l'abonnement de 1947 à 2 $ par année coûterait 26,78 $ en 2012. Banque du Canada, http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/inflation_calc-f.html (consulté le 20 avril 2012).
32. A. G. Paradis, Procès-verbal de la deuxième réunion du Conseil de la Société d'étude et de conférences, 2 avril 1946. ASÉCM.

4. *Bulletin de la Société d'étude et de conférences*, vol. 2, nº 1, septembre-octobre 1951, p. 1. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Société d'étude et de conférences – Section de Montréal (P808).

Paru en 1951, le premier numéro du *Bulletin* de la SÉC revêt un caractère artisanal **(ill. 4)** : dactylographié et agrafé simplement, il se présente néanmoins dans un format (environ 14,5 × 21,5 cm) que les rédactrices conserveront d'année en année[33]. Chaque numéro comprend les textes ou les résumés des conférences prononcées aux réunions de la Société, les textes des lauréates des concours littéraires, des nouvelles des cercles et une chronique littéraire et culturelle. On y décrit les revues et les livres acquis pour la bibliothèque du regroupement, des expositions, des films, des pièces de théâtre et des concerts présentés à Montréal. En 1951, Marie Raymond, présidente de la SÉC **(ill. 5)**, explique le but de la publication :

> *Son rôle n'est pas de vous donner une directive rigide qui limiterait vos formes d'expression. Tout au plus s'agit-il de porter à votre connaissance et de soumettre à votre réflexion le résultat de certaines recherches susceptibles d'élargir le champ de votre travail individuel*[34].

5. Marie Raymond, 1952. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Gabriel Desmarais (P795, S1, D1360). Photo : Gaby (Gabriel Desmarais). Nom

Dans le numéro suivant, Marie-Ceslas Forest renchérit :

> *Je pense que le* Bulletin *devrait être avant tout un organe d'information. Il devrait tenir les membres au courant non seulement de la vie de leur Société, mais aussi de la vie littéraire, artistique, etc., tant au Canada qu'à l'étranger. Il y a des choses qu'une personne cultivée ne peut ignorer. Ce sont ces choses que le* Bulletin *pourrait signaler à ses lecteurs*[35].

Donc, avec son bulletin, la SÉC souhaite rehausser le degré de culture générale de ses membres sans dicter de ligne de conduite, mais en gardant à l'esprit qu'une femme de l'élite sociale devrait s'intéresser à des sujets précis : la littérature, les arts et la culture.

Les 24 numéros du *Bulletin* que nous avons consultés comptent entre 17 et 87 pages (avec une moyenne de 37 pages par numéro) et présentent entre 4 et 20 articles (environ 7 articles par numéro) écrits par 109 auteurs différents (66 femmes et 43 hommes). Les femmes sont responsables de l'ensemble de la production du bulletin, écrivent les articles critiques et signent les textes lauréats du concours littéraire. Les textes écrits par des hommes proviennent principalement des conférences. Les membres de la SÉC – plus d'un millier en 1960 – reçoivent gratuitement le *Bulletin* en payant leur cotisation annuelle, ce qui donne à la fois des indications sur le tirage et sur le mode de financement du bulletin. Des publicités permettent aussi de couvrir une partie des frais. Si plusieurs annonces proviennent d'éditeurs et de libraires, d'autres ciblent directement les femmes dans leurs campagnes ou font la promotion d'entreprises connues des membres. La maquette du *Bulletin* change à plusieurs reprises, au gré de la créativité du comité de rédaction et des innovations techniques des années 1960 **(ill. 6)**.

33. Il semble que le vol. 1, nº 1, que nous n'avons pas pu consulter, ait été une ébauche qui n'a pas été diffusée à grande échelle. Le véritable premier numéro du *Bulletin* porte la mention vol. 2, nº 1, à la dernière page.
34. M. Raymond, « Introduction », *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 2, nº 1, septembre-octobre 1951, p. 1.
35. M.-C. Forest, o. p., « Avant-propos », *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 2, nº 2, novembre 1951, p. 1.

6. *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 2, nº 2, novembre 1951 ; vol. 13, nº 2, mai 1963 ; vol. 14, nºs 1 et 2, mai 1964 ; vol. 17, nºs 1 et 2, mai 1967. Fonds Centre d'archives de Montréal, fonds Société d'étude et de conférences – Section de Montréal (P680).

Le comité de rédaction est constitué d'une secrétaire de rédaction, responsable de la publication, qui s'adjoint des collaboratrices en plus de chroniqueuses régionales qui fournissent des nouvelles des cercles éloignés de Montréal. Quelques secrétaires de rédaction, telles Andrée Paradis, Marie Raymond, Andrée Blain et Thérèse Perrault, dirigeront plus d'un numéro mais, en général, le personnel bénévole des comités de rédaction change régulièrement. Les responsables de la publication, souvent très actives au sein de la SÉC, ne limitent pas leur participation au *Bulletin*, elles font aussi partie du conseil d'administration et de différents comités. Par exemple, Andrée Paradis (1919-1986), présidente du regroupement de 1948 à 1950, est rédactrice du mémoire remis à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada en 1949 en plus d'être la première directrice du *Bulletin*. Marie Raymond (1921-2011) est quant à elle fondatrice du Salon du livre de Montréal en 1951, présidente de la SÉC de 1951 à 1953, secrétaire de rédaction du *Bulletin* en 1953 et en 1954 et présidente du comité de rédaction du mémoire sur le bilinguisme et sur le biculturalisme au Canada en 1965. En outre, Andrée Paradis[36] et Marie Raymond participent au comité de fondation d'un autre périodique culturel, *Vie des arts*, en 1956.

En plus des textes de conférences et des textes gagnants des concours littéraires, le comité de rédaction propose des chroniques récurrentes (critiques littéraires, calendrier artistique, nouvelles des cercles éloignés) dont la publication demande du temps, de la recherche et du jugement. Par exemple, Thérèse Perrault, chargée de présenter les ouvrages déposés à la bibliothèque de la SÉC, énumère les articles de revues qui lui paraissent utiles à lire. Dans le numéro de décembre 1959, elle donne une liste de huit revues canadiennes et de sept revues françaises accessibles aux membres de la SÉC, puis, sous la rubrique « Articles à souligner », elle suggère des lectures spécifiques dans ces revues, notamment dans *La Nouvelle Revue française*, *La Table ronde*, *Les Annales*, *Les Cahiers du Sud* et *Mercure de France*[37]. Cela signifie qu'elle a effectivement lu ces revues et qu'après avoir fait une sélection elle partage son opinion avec ses lectrices. Par ailleurs, le propos n'est pas nécessairement complaisant. En décembre 1958, à la fin de sa critique du roman *Et le septième jour* de Claire France, la chroniqueuse littéraire Michelle Lasnier dénonce le côté dramatique et la mièvrerie du récit, allant même jusqu'à affirmer qu'« on est tenté d'en escamoter des pages[38]… ».

Le fait de produire un bulletin soulève des incertitudes liées à l'inexpérience et à la formation réduite des membres. Quand les femmes se lancent dans des chroniques approfondies, elles éprouvent parfois le besoin de diminuer la valeur de leur travail. C'est ce que fait Marie Raymond, en mai 1965, dans une critique portant sur trois nouvelles pièces de théâtre québécoises : *Les beaux dimanches* de Marcel Dubé, « à voir pour tuer l'ennui », *Klondyke* de Jacques Languirand, « à voir pour se divertir »,

36. Andrée Paradis a assumé les tâches de directrice et de rédactrice en chef de *Vie des arts* de 1964 à 1986. Elle a également fait partie des membres fondateurs du Conseil des arts du Canada en 1957.
37. T. Perrault, « Revues », *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 10, nº 1, décembre 1959, p. 46-47.
38. M. Lasnier, « *Et le septième jour…* », *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 9, nº 1, décembre 1958, p. 35.

et *Une maison… un jour* de Françoise Loranger, « à voir sans faute ». Elle ajoute, à la fin de son texte, que son « propos n'a pas la prétention d'être un article de fond, tout au plus s'agit-il d'une réflexion presque improvisée, suscitée par trois spectacles qui ont tenu l'affiche au même moment l'hiver dernier[39] ». Cette façon de réduire la portée de son texte montre bien la difficulté de certaines femmes à reconnaître la valeur de leur propre travail. C'est également une manière d'être, de se dire et de se représenter caractéristique de la rhétorique féminine au Québec avant 1960[40].

Les sujets traités

Le *Bulletin* de la SÉC accorde beaucoup d'importance à la vie littéraire et culturelle. Un survol de son contenu offre la possibilité d'entrer au cœur des décisions du comité de rédaction, de montrer ses intérêts et de tracer les limites de son univers culturel. Notre étude du *Bulletin* fait ressortir quelques tendances, notamment chez les écrivains présentés, soit dans des études approfondies, soit dans des textes plus courts ou des critiques de livres **(tableau 1)**. D'abord, le *Bulletin* fait une large place aux auteurs d'origine française du XX^e^ siècle : 15 hommes et sept femmes. Toutes sortes d'esthétiques sont présentées, de l'existentialisme chrétien de Gabriel Marcel à la philosophie de l'absurde d'Albert Camus. Chez les femmes, il est autant question d'émancipation (notons la présence de Colette et celle de Marguerite Duras) que de psychologie populaire et de romans d'amour. Dans une moindre mesure, le comité de rédaction fait place aux auteurs québécois et canadiens-français (neuf femmes et huit hommes) du XX^e^ siècle. Encore ici, plusieurs mouvements se confrontent, de Germaine Guèvremont à Hector de Saint Denys Garneau. À quelques occasions seulement, il est question d'auteurs d'autres lieux et d'autres époques, notamment de Baudelaire, de Katherine Mansfield et d'Oscar Wilde. Le comité de rédaction du *Bulletin* se préoccupe ainsi de la diversité des approches, même s'il privilégie les écrivains contemporains et les sujets d'actualité. Cette ouverture et cet éclectisme reflètent en réalité le meilleur des activités de la SÉC.

Certains articles, tirés des conférences et des concours littéraires, ne font pas référence à un auteur en particulier, mais à une question littéraire précise : « Comment on devient romancier », par Hervé Bazin (décembre 1958), « Les conditions d'une maturité littéraire canadienne », de Maurice Gagnon (novembre 1962), « Le nouveau roman : du sensible au cérébral », par Madeleine Marmin (mai 1964), « L'homme dans la littérature canadienne d'expression française », une réflexion collective de Claire Martin, Paule Saint-Onge et Nicole Deschamps (mai 1965), « Les grands thèmes du roman américain contemporain », par Normand Deslongchamps (juin 1966), et « La participation des écrivains canadiens à la confédération » de Lyse Saint-Hilaire (mai 1967). Là encore se perçoit la volonté d'offrir aux membres des synthèses qui facilitent leur apprentissage.

Les rédactrices du *Bulletin* de la SÉC accordent une bonne place aux textes d'analyse sur les femmes (huit articles). Dès le premier numéro, Marielle Dorval, dans un texte inédit, donne l'« opinion d'une Française sur la femme canadienne » qui vante les vertus des regroupements féminins telle la SÉC, « car la femme française est une individualiste qui n'a aucun moyen de se retrouver ainsi en groupe pour affirmer ses opinions et approfondir sa culture[41] ». D'autres articles traitent de la Japonaise[42], de l'Égyptienne[43] ainsi que des femmes dans le monde des lettres[44]. S'il n'est pas précisément question de féminisme, on peut toutefois percevoir une évolution dans les textes proposés sur les thématiques féminines. En 1953, c'est un homme, Jean Le Moyne, qui traite de « la femme et la civilisation canadienne-française ». Il tente de retracer le mythe de la mère chez les nombreuses femmes qui ont eu une influence sur la société québécoise depuis Marie de l'Incarnation,

39. M. Raymond, « À propos de trois pièces canadiennes », *Bulletin — Société d'étude et de conférences*, vol. 15, n^os^ 1 et 2, mai 1965, p. 6.
40. A. Haywan (dir.), *La rhétorique au féminin*.
41. M. Dorval-Brunelle, « Opinion d'une Française sur la femme canadienne », *Bulletin — Société d'étude et de conférences*, vol. 2, n° 1, septembre-octobre 1951, p. 2-3.
42. T. Hagiwara, « Situation actuelle de la Japonaise », *Bulletin — Société d'étude et de conférences*, vol. 8, n° 3, mai 1958, p. 74-77.
43. E. H. El Khadi, « Évolution de la femme égyptienne », *Bulletin — Société d'étude et de conférences*, vol. 8, n° 3, mai 1958, p. 84-88.
44. M. Coindeau, « Femmes de lettres », *Bulletin — Société d'étude et de conférences*, vol. 12, n^os^ 1 et 2, février 1962, p. 55-61.

		HOMMES	FEMMES
Canada français et Québec	xxe siècle	Gilbert Choquette Robert Choquette Marcel Dubé André Giroux Jacques Languirand Jean-Guy Pilon Hector de Saint-Denys Garneau Jean Vaillancourt	Anne-Marie Solange Chaput-Rolland Jacqueline Dupuy Germaine Guèvremont Anne Hébert Françoise Loranger Claire Martin Marie Raymond Gabrielle Roy
	Avant		
France	xxe siècle	Louis Aragon Albert Camus Georges Cattaui Georges Conchon Pierre Dournes Jean Guitton Paul Léautaud Pierre Mac Orlan Gabriel Marcel Henry de Montherlant Henri Queffélec Jacques Rivière Yves-Marie Rudel Antoine de Saint-Exupéry Maurice Tresca	Marcelle Auclair Simone de Beauvoir Colette Marguerite Duras Claire France Madeleine Fabiola Kent Françoise Sagan
	Avant	Baudelaire Alfred de Musset Gérard de Nerval Jean Racine	
Autres lieux	xxe siècle	Morris L. West (Australie)	Katherine Mansfield (Nouvelle-Zélande) Pamela Moore (États-Unis)
	Avant	Virgile (Italie) Oscar Wilde (Irlande et Angleterre)	

Tableau 1
Écrivains présentés dans le *Bulletin de la Société d'étude et de conférences*

en Nouvelle-France, jusqu'à la poète et romancière Jovette Bernier, dans les années 1920 et 1930[45]. Tourné vers le passé, son regard s'oppose à celui de Jeanne Sauvé, future gouverneure générale du Canada (1984-1990) **(ill. 7)**, qui présente, en 1966, un article intitulé « Les dimensions nouvelles du rôle de la femme » et qui questionne la division stéréotypée des sexes : « Tout l'esprit créateur, le jugement en affaires, le talent politique est-il contenu dans le mot "homme" et tout le sens maternel, l'aptitude à éduquer, à consoler, à donner dans le mot "femme"[46] ? », s'interroge-t-elle. Sans blâmer les femmes qui travaillent à la maison, elle croit que la formation des femmes ainsi que le travail à l'extérieur du foyer peuvent être bénéfiques à la fois pour les femmes elles-mêmes, pour leur couple et pour leur famille lorsque des conditions socioéconomiques favorables à cette situation existent. Selon elle, « la famille, qui dans son ensemble cosmique est menacée, trouvera son compte dans un rapprochement des sexes et un meilleur partage des responsabilités de l'éducation[47] ». Ces idées progressistes, partagées aux conférences de l'organisation, sont reprises dans le *Bulletin*, ce qui leur donne une diffusion élargie et permet aux lectrices d'accéder à de nouveaux courants d'idées et d'y réfléchir.

7. Jeanne Sauvé, née Benoit, journaliste et gouverneure générale du Canada de 1984 à 1990, vers 1962 (BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Gabriel Desmarais (P795, S1, D11400, 1). Photo : Gaby (Gabriel Desmarais). Num.

45. J. Le Moyne, « La femme et la civilisation canadienne-française », *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 4, n° 2, décembre 1953, p. 35-51.
46. J. Sauvé, « Les dimensions nouvelles du rôle de la femme », *Bulletin – Société d'étude et de conférences*, vol. 16, nos 1 et 2, juin 1966, p. 40.
47. *Ibid.*, p. 49.

En 1967, à la suite de la parution du volume 17, le *Bulletin* de la SEC cesse d'être publié. L'espacement entre les numéros qui, à partir de 1964, deviennent doubles et ne paraissent qu'une fois l'an, annonce peut-être la fin. D'autres projets, comme la rédaction du mémoire pour la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada en 1968, ont peut-être aussi détourné les administratrices de la SEC du *Bulletin*. Dans les années 1970 et 1980, d'autres bulletins d'information voient le jour, tel *La SEConde*, qui paraît encore aujourd'hui. La collection « Les cahiers de la Société d'étude et de conférences » offre aussi aux lauréates du concours littéraire un nouvel espace de discours entre 1975 et 1995. Les nouvelles possibilités de formation des femmes, notamment à l'université, et leur entrée massive sur le marché du travail somment les administratrices de la SEC de renouveler leurs façons de faire et de trouver des moyens différents pour atteindre ses membres, dont le nombre chute d'année en année. La SEC se joint par exemple à la Fédération des femmes du Québec en 1967 et fonde des cercles d'accueil pour les immigrantes. Ces initiatives seront-elles suffisantes pour que la Société traverse les tumultes de cette période faste en revendications et en mouvements féminins ?

De sa fondation en 1933 jusqu'à la fin des années 1960, la SEC a joué un rôle important dans la vie culturelle et intellectuelle des femmes de Montréal et des régions du Québec. La qualité et la diversité de ses activités ont donné l'occasion au regroupement de s'imposer et de promouvoir la culture de plusieurs façons. L'un des moyens utilisés par les administratrices, la mise sur pied d'un bulletin d'information de 1951 à 1967, a donné plus de visibilité à des textes et à des conférences qui, sans cet organe de diffusion, seraient rapidement tombés dans l'oubli. D'autres études plus poussées restent à faire sur le contenu de ce bulletin, notamment en le comparant aux autres organes d'information publiés par les regroupements culturels des années 1950. L'analyse du bulletin *Reflets* de la section de la Mauricie publié depuis 2004 et le dépouillement des archives de cette section (fonds P127), que l'on peut consulter au Centre d'archives de Trois-Rivières de BAnQ, pourrait également offrir un autre point de comparaison intéressant.

Les femmes qui ont participé à la publication du *Bulletin* de la SEC ont dû apprendre et gérer toutes les étapes de la production d'un périodique, sans nécessairement pouvoir compter sur une formation préalable. La présentation de la genèse et de l'évolution de ce périodique ainsi que l'analyse de son contenu montrent comment des femmes peu connues publiquement ont trouvé des outils pour partager des connaissances avec leurs consœurs. En bref, le *Bulletin* a ceci de particulier : il a permis à la SEC d'élargir l'étendue de ses activités, notamment de ses conférences et de son concours littéraire, en assurant une plus grande diffusion des idées, parfois nouvelles et ambitieuses, auprès du lectorat féminin.

Sources

FONDS D'ARCHIVES ET COLLECTIONS PATRIMONIALES DE BAnQ

Centre d'archives de Montréal, fonds Société d'étude et de conférences – Section Montréal (P805)

Bulletin – Société d'étude et de conférences, Montréal, vol. 2, nº 1, septembre-octobre 1951, 20 p.; vol. 2, nº 2, novembre 1951, 17 p.; vol. 4, nº 2, décembre 1953, 28 p.; vol. 4, nº 3, mars 1954, 31 p.; vol. 5, nº 1, octobre 1954, 32 p.; vol. 5, nº 3, mars 1955, 25 p.; vol. 6, nº 3, mars 1956, 23 p.; vol. 7, nº 1, janvier 1957, 20 p.; vol. 7, nº 2, mai 1957, 49 p.; vol. 8, nº 1, novembre 1957, 34 p.; vol. 8, nº 2, février 1958, 34 p.; vol. 8, nº 3, mai 1958, 35 p.; vol. 9, nº 1, décembre 1958, 36 p.; vol. 9, nº 2, avril 1959, 24 p.; vol. 10, nº 1, décembre 1959, 47 p.; vol. 11, nº 1, novembre 1960, 32 p.; vol. 11, nº 2, mai 1960, 30 p.; vol. 12, nº 1 et 2, février 1962, 65 p.; vol. 13, nº 1, novembre 1962, 25 p.; vol. 13, nº 2, mai 1963, 29 p.; vol. 14, nº 1 et 2, mai 1964, 48 p.; vol. 15, nº 1 et 2, mai 1965, 68 p.; vol. 16, nº 1 et 2, juin 1966, 64 p.; vol. 17, nº 1 et 2, mai 1967, 87 p.

LIETTELIER DE SAINT-JUST, Yvonne [Charette], « Premier rapport annuel », *Rapport annuel – Société d'étude et de conférences*, Montréal, Société d'étude et de conférences, 1942, p. 7-8.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONFÉRENCES, *Société d'étude et de conférences établie sous le patronage de la Faculté de philosophie de l'Université de Montréal, 1933-1958*, Montréal, s. é., 1958, 116 p.

AUTRES SOURCES CONSULTÉES

Imprimés

75 ans de dialogue et de culture, Section de Montréal, 1933-2008 – Bulletin-anniversaire, Montréal, Société d'étude et de conférences, 2008, 48 p.

BOISCLAIR, Isabelle, *Ouvrir la voie/s – Le processus constitutif d'un sous-champ littéraire féministe au Québec (1960-1990)*, Québec, Nota bene, coll. « Littérature(s) », 2004, 391 p.

Cinquante ans déjà… 1933-1983, Montréal, La Société, 1983, 160 p.

CLAVIEN, Alain et François VALLOTTON (dir.), *« Devant le verre d'eau » – Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, Lausanne, Antipodes, 2007, 139 p.

CLOUTIER, Yvan, « Sartre à Montréal en 1946 : une censure en crise », *Voix et images*, vol. 23, nº 2, hiver 1998, p. 266-280.

CLOUTIER, Yvan, « De quelques usages québécois de Maritain : la génération de *La Relève* », dans Benoît MELANÇON et Pierre POIRIER (dir.), *Saint Denys Garneau et* La Relève, Saint-Laurent / Montréal, Fides / CETUQ, coll. « Nouvelles études québécoises », 1995, p. 59-79.

DUMONT, Micheline, « La parole des femmes. Les revues féminines, 1938-1968 », dans Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, vol. II, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire et sociologie de la culture », 1981, p. 5-45.

FORTIER-LANGLOIS, Suzanne et autres, *Personnalités féminines*, Chicoutimi, Éditions Science moderne, coll. « Les cahiers de la Société d'étude et de conférences », 1975, 176 p.

GIRARD, Jocelyne-Ann et autres, *Ce qu'elles écrivent*, Chicoutimi, Éditions Science moderne, coll. « Les cahiers de la Société d'étude et de conférences », 1979, 185 p.

HAMELIN, Jean et Nicole GAGNON, « 1898-1940 », dans Nive VOISINE (dir.), *Histoire du catholicisme québécois – Le XXe siècle*, Montréal, Boréal Express, 1984, 504 p.

HAYWARD, Annette (dir.), *La rhétorique au féminin*, Québec, Nota bene, 2006, 496 p.

LABARRE, Nadia et autres, *Toujours dans le vent*, Montréal, Société d'étude et de conférences, coll. « Les cahiers de la Société d'étude et de conférences », 1985, 154 p.

LAVOIE, Elzéar, « La constitution d'une modernité culturelle populaire dans les médias au Québec (1900-1950) », dans Yvan LAMONDE et Esther TRÉPANIER (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 253-298.

MICHON, Jacques, « Mme B. D. Simpson, éditrice, 1945-1948 », dans Jacques MICHON (dir.), *Éditeurs transatlantiques – Études sur les Éditions de l'Arbre, Lucien Parizeau, Fernand Pilon, Serge Brousseau, Mangin, B. D. Simpson*, Sherbrooke / Montréal, Ex Libris / Triptyque, 1991, p. 160-183.

MURRAY, Heather, *Come, Bright Improvement! – The Literary Societies of Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 335 p.

PLAMONDON, Édith, « La Société d'étude et de conférences », *La Revue moderne*, décembre 1934, p. 7.

SAVOIE, Chantal (dir.), *Histoire littéraire des femmes – Cas et enjeux*, Québec, Nota bene, coll. « Séminaires », 2010, 338 p.

ST-LAURENT, Fanie, « Puiser à la "source même" de la culture : les échanges entre la Société d'étude et de conférences et la France (1940-1960) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, nº 11, automne 2011, p. 126-136.

ST-LAURENT, Fanie, « S'imposer en participant à des consultations nationales : l'exemple de la Société d'étude et de conférences », dans Bruno DELMAS et Martine FRANÇOIS (dir.), *Les sociétés savantes locales – Des hommes au service de la connaissance et de la culture*, Éditions du CTHS, coll. « Actes des congrès des sociétés historiques et scientifiques » (édition électronique), 2011, p. 59-66.

ST-LAURENT, Fanie, « Le concours littéraire de la Société d'étude et de conférences : vers la reconnaissance d'une plume féminine? », dans Marie-Pier LUNEAU et Josée VINCENT (dir.), *La fabrication de l'auteur*, Québec, Nota bene, 2010, p. 275-289.

THIBAULT-TURGEON, Michèle, « La Société d'étude et de conférences : les choses intellectuelles plutôt que la broderie », *Perspectives*, 25 mars 1978, p. 8-9.

VIALA, Alain, *Naissance de l'écrivain – Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1985, 317 p.

WYCZYNSKI, Régine, *Au carrefour de la pensée*, Montréal, Société d'étude et de conférences, coll. « Les cahiers de la Société d'étude et de conférences », 1995, 400 p.

Archives

DORÉ, Annette, Procès-verbal de l'assemblée du conseil de la Société d'étude et de conférences, 8 octobre 1937; DUMAS, Lucile, Procès-verbal de la sixième réunion du comité exécutif de la Société d'étude et de conférences, 23 octobre 1945; PARADIS, Andrée G. [Gibeault], Procès-verbal de la troisième réunion du comité exécutif de la Société d'étude et de conférences, juin 1945; PARADIS, Andrée G. [Gibeault], Procès-verbal de la deuxième réunion du Conseil de la Société d'étude et de conférences, 2 avril 1946. Archives de la Société d'étude et de conférences – Section de Montréal.

EN VOILA ENCORE DE BONNES

Trois cercles opus

Caricature du juge Pierre-Amable De Bonne (1758-1816).
EN VOILA ENCORE DE BONNEs ! – *Finis coronat opus*, dessin à l'encre sépia sur papier vergé, 17 x 13,5 cm, s. d. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147).

Les collections d'imprimés et les fonds d'archives de BAnQ : des ressources importantes pour l'histoire de la caricature et de la satire graphique québécoises avant 1960

Dominic Hardy

De quoi parlons-nous au juste lorsque nous nous intéressons à la caricature et à la satire graphique ? En quoi ces deux termes se distinguent-ils ? En fait, la tradition francophone a donné au mot « caricature » la panoplie de sens que dénote l'expression « satire graphique ». Cette dernière expression renvoie à son tour au domaine de la *graphic satire* dans les études anglo-américaines. Toutefois, à l'origine, la caricature correspondait à une réalité très précise, qui mérite notre attention afin de comprendre ce que l'on peut trouver dans les collections de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ).

Héritière d'une forme de représentation figurative et comique qui remonte à la plus lointaine Antiquité, la caricature fait son apparition en Italie au tournant du XVII^e^ siècle. Elle se définit comme une pratique du portrait-charge par des virtuoses. Sa raison d'être est liée à l'artiste, qui cherche à produire un portrait semblable au modèle tout en l'étirant jusqu'à la déformation. Cette déformation peut signaler une intention malicieuse, moqueuse, voire satirique, mais la virtuosité du dessin dénote avant tout la maîtrise de la technique de représentation par un auteur donné. La caricature sert d'indice du nouveau statut de l'artiste visuel à la Renaissance et c'est autant pour l'artiste que pour son sujet que l'on a cherché à collectionner la caricature, comme œuvre unique. Il s'agissait d'une trace sur papier du « génie artistique » tel que ce concept s'est développé dans les théories et les pratiques professionnelles de l'art aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles[1].

La satire graphique peut aussi être caricaturale et elle doit être comique. Mais elle implique la diffusion par l'imprimé d'un dessin figuratif articulé à une structure textuelle satirique, riche de procédés ironiques, parodiques, burlesques

1. La codification des concepts reliant le dessin à l'imaginaire d'inspiration divine remonte à Giorgio Vasari (1511-1574) dans ses *Vies des plus excellents peintres, sculpteurs et architectes* (1550, 1568). De nombreux théoriciens intégreront les notions de physiognomonie et d'expression au XVII^e^ siècle (par exemple, dans la conférence prononcée en 1668 par Charles Le Brun [1619-1690] et publiée en 1698 sous le titre de *Méthode pour apprendre à dessiner les passions proposée dans une conférence sur l'expression générale et particulière*). Pour des présentations succinctes du passage de la caricature à la satire graphique, de la Renaissance au XX^e^ siècle, on consultera E. Gombrich, « L'arsenal des humoristes », *Méditations sur un cheval de bois*, ainsi que A. Gopnik et K. Varnedoe, « Caricature », dans *High & Low – Modern Art, Popular Culture*. L'intégration de la caricature et de la satire graphique à l'histoire des techniques de l'estampe est bien établie par L. Hults, *The Print in the Western World*.

et carnavalesques[2]. Elle se sert ainsi d'une rhétorique complexe, qui nous vient encore une fois de l'Antiquité. Elle devient, surtout à partir de la Réforme, un moyen privilégié pour l'expression et la contestation de l'opinion dans la sphère publique. C'est un moyen qui traverse les classes sociales ; les imprimés sont diffusés dans tous les lieux de discours et de pouvoir, et puisent autant dans les savoirs populaires que dans la nouvelle culture humaniste[3].

La satire graphique utilise en premier lieu le bois gravé avant de passer aux techniques de gravure sur métal. Elle poursuivra au XIXe siècle avec la lithographie et ensuite avec la photolithographie, s'immisçant ainsi dans le milieu de l'image infiniment reproductible. La satire graphique sera longtemps associée aux manufactures d'images et à la circulation de celles-ci dans un marché défini par les intérêts politiques, religieux et sociaux des royaumes et des nations de l'Europe. Alors que cette dernière exportera ses institutions vers les nouvelles collectivités des Amériques, la satire graphique suivra avec toute la structure de la presse d'information. Lorsqu'une société coloniale permet la contestation du discours politique et qu'elle dispose des ressources artistiques nécessaires à la production et à la circulation d'images, la satire graphique a tendance à s'implanter. Avec ces mêmes ressources, et selon des conditions sociales et politiques précises, la caricature (le portrait-charge) s'implante aussi. Au Québec, comme ailleurs en Occident, la caricature et la satire graphique ont été diffusées dans d'autres médias jusqu'à l'avènement des journaux à grand tirage. Plus récemment, elles ont investi les médias télévisuels et informatiques.

Nous présenterons ici les collections de BAnQ qui permettent de dresser un portrait historique de la caricature et de la satire graphique du milieu du XIXe siècle jusqu'aux années 1950, avant que les effets sociaux et politiques de la Révolution tranquille ne repositionnent sur la scène culturelle la verve critique et humoristique nourrie par la satire visuelle. Deux grands volets seront abordés dans ce survol : d'abord celui des imprimés, qui donnent la possibilité de retracer le recours au satirique dans l'histoire de la collectivité, et, ensuite, celui des archives où se trouvent, selon le hasard des acquisitions, des traces de l'activité originale de dessinateurs-polémistes.

1. *Le Fantasque*, août 1837, p. 1
BAnQ, collections patrimoniales
[PER F-37 CONI]

LE FANTASQUE,

JOURNAL RÉDIGÉ PAR UN FLÂNEUR, IMPRIMÉ EN AMATEUR POUR CEUX QUI VOUDRONT L'ACHETER.

VOL. 1. N°. 9. QUEBEC, 1 AOUT 1837. Prix : Trois Sous !!!

CONDITIONS.

POÉSIE.

DÉMOCRITE

LITTÉRATURE.

UNE BONNE PETITE FEMME

56479

2. Le terme *graphic satire* provient des 12 volumes du *Catalogue of Political and Personal Satires* publiés par le British Museum aux XIXe et XXe siècles (1870-1883 et 1935-1954), lesquels recensent les imprimés parus avant 1832. À l'ère contemporaine, l'étude maintenant classique de D. Donald, *The Age of Caricature*, est un modèle pour l'étude systématique des productions caricaturales d'une époque dominée par une figure politique. Le concept du carnavalesque a été rapidement intégré au domaine depuis la traduction des ouvrages de Mikhail Bakhtine, notamment de *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance* et de *La poétique de Dostoïevski*.
3. Pour une illustration du phénomène de l'interrelation texte-image dans toutes les strates sociales au XVIe siècle, voir M. Sullivan, « Bruegel's Proverbs : Art and Audience in the Northern Renaissance ».

Les journaux satiriques en ligne et sur microfilms

On fait généralement correspondre l'arrivée de la revue satirique hebdomadaire au Québec avec le lancement, en 1837, du journal *Le Fantasque* (1837-1848) de Napoléon Aubin (1819-1890)[4] (ill. 1). Comme l'a souligné Nicole Allard, ce sont des indices textuels laissés par l'éditeur dans le journal qui laissent croire à l'existence de caricatures, dont malheureusement aucune ne nous est parvenue. Toutefois, certains pourraient reconnaître à Napoléon Aubin la paternité de satires graphiques parues dans *Le Carillon* (1848-1849). Comme ces deux journaux étaient publiés à Québec, on peut réfléchir sur l'importance de la Vieille Capitale dans l'implantation de la caricature, surtout dans la période mouvementée qui suit les rébellions de 1837-1838.

La réorganisation politique du Canada dans les années 1840-1850, accompagnée de renouveaux religieux et de la transformation économique du pays, crée des conditions propices à l'émergence de la caricature, qui permet de réagir à ces facteurs d'évolution sociale. À Québec, ville qui perd son statut de capitale en 1844, la verve satirique semble s'atténuer jusqu'en 1859, année de publication du journal *Le Bourru*. À la veille de la Confédération, c'est à Québec que verront le jour les journaux (anti-confédérationnistes, par ailleurs) où brillera le caricaturiste et sculpteur Jean-Baptiste Côté (1832-1907), tout d'abord *La Scie* (1863-1865) et *La Scie illustrée* (1865-1866). Dans ce milieu, on trouve aussi Hector Berthelot (1842-1895), avocat-journaliste dont la brève carrière, à Montréal, mènera à la création d'une série de journaux qui formeront le noyau de l'entreprise satirique québécoise de la fin du XIX[e] siècle. En cela, il perpétue l'exemple de Côté qui achève sa carrière de caricaturiste à *L'Électeur* (1866) et au *Charivari canadien* (1868). Ces journaux ne réussiront pas plus que leurs prédécesseurs à survivre dans le marché trop restreint des villes canadiennes, déjà au diapason de la modernité[5].

Même à Montréal, où les conditions semblent des plus avantageuses, les balbutiements de la version originale du *Charivari canadien* sont marqués par les mêmes problèmes. Ce journal, qui fait écho aux publications de Charles Philipon à Paris, est publié l'année où Montréal devient la capitale du Canada-Uni (il le sera de 1844 à 1849). En cette deuxième moitié de décennie, la ville est le lieu de nombreuses contestations politiques et c'est dans ce climat que le milieu anglophone se dote à son tour d'un journal satirique : *Punch in Canada* (1849-1850), qui sera publié à Montréal et à Toronto.

Ce *Punch* tire son nom de son homonyme anglais, *Punch, or the London Charivari*, établi à Londres en 1841, lui aussi en hommage au *Charivari* de Philipon. L'élite anglophone – militaire, gouvernementale, sociale et économique – s'est dotée d'un objet qui fait écho à des habitudes déjà bien établies dans la métropole britannique. La version montréalaise est rédigée par Charles Dawson Shanly (1811-1875)[6] et Thomas Blades de Walden (1811-1873), les images étant dessinées par Frederick W. Lock, un artiste actif entre 1841 et 1871[7], et gravées par John Henry Walker (1831-1899)[8]. Au fil des numéros qui paraissent dès janvier 1849, la position anti-gouvernementale est claire. On s'oppose avec violence et sarcasme au gouverneur général Lord Elgin et à son appui à la loi qui octroie une somme d'argent à toute personne – anglophone ou francophone – dont la propriété a été endommagée lors des rébellions de 1837-1838. À la suite de l'assentiment royal à cette loi, le 25 avril 1849, une foule d'anglophones provoque une émeute et un incendie éclate au Parlement. *Punch in Canada* ne cache pas son admiration pour les chefs de l'émeute. Or, comme nous le rappelle le *Dictionnaire biographique du Canada*, Charles Shanly

4. Une des meilleures synthèses de la période 1759-1870 demeure « Un graveur et caricaturiste à l'aube de la Confédération », article rédigé par Nicole Allard pour le catalogue *Jean-Baptiste Côté, caricaturiste et sculpteur*. Pour un survol de la question jusqu'aux années 2000, on consultera l'ouvrage de R. Aird et M. Falardeau, *Histoire de la caricature au Québec*, auquel il faut ajouter plusieurs mémoires de maîtrise et thèses de doctorat parus depuis 1997 (N. Allard, « Hector Berthelot (1842-1895) et la caricature dans la petite presse satirique au Québec entre 1860 et 1895 » ; D. Hardy, « A Metropolitan Line. Robert La Palme (1908-1997), Caricature and Power in the Age of Duplessis (1936-1959) » et « Drawn to Order : Henri Julien's Political Cartoons of 1899 and his Career with Hugh Graham's *Montreal Daily Star*, 1888-1908 » ; S. Gosselin, « L'humour, instrument journalistique dans l'œuvre d'Hector Berthelot (1877-1895) »).
5. N. Allard, « Un graveur et caricaturiste à l'aube de la Confédération », p. 45-64.
6. F. N. Walker, « Charles Dawson Shanly », DBC en ligne.
7. Des œuvres de cet artiste se trouvent dans les collections du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée McCord.
8. Pour le détail de la carrière de cet artiste montréalais prolifique, voir Y. Chèvrefils, « John Henry Walker (1831-1899), artisan-graveur ».

2. [en haut] « H. Beaugrand, proprietor – The new *La Patrie* building », *Canadian Illustrated News*, 22 septembre 1883, p. 189. BAnQ, collections patrimoniales [RD R 121]. Num.

3. [en bas] Harry Mayerovitch, *Recorder's Court*, lithographie, 46 x 31 cm, s. l. : s. é., 1949. BAnQ, collections patrimoniales [EST RD 000300 CON].

est alors un fonctionnaire haut placé dans le gouvernement d'Elgin. Shanly et De Walden s'enfuiront à New York et gagneront les milieux de Broadway, de la comédie musicale et des grandes revues illustrées américaines.

Le Montréal anglophone se révèle comme un lieu d'exploits passagers où la satire tente souvent de s'implanter, ce qu'elle ne réussit pas avant la Confédération. Dans le milieu francophone, c'est aussi à la veille de la Confédération que l'on voit se multiplier les tentatives. Ainsi, Charles-Henri Moreau, qui est actif entre 1862 et 1867, fait paraître *Le Perroquet* en 1865, un journal auquel contribue Hector Berthelot (en même temps qu'il publie à *La Scie illustrée*). C'est à Montréal que s'installe définitivement Berthelot, journaliste pour divers quotidiens. Il lance ensuite une série classique de journaux satiriques : *Le Canard* (1877-1903), cédé en 1879 à Honoré Beaugrand, *Le Vrai Canard* (1879-1881), *Le Grognard* (1881-1884) et *Le Violon* (1886-1888). Honoré Beaugrand, pour sa part, reprend *Le Canard* après la vie éphémère de son propre journal, *Le Farceur* (1878). Cet éditeur assure un des premiers grands succès commerciaux du journalisme québécois indépendants du financement d'un parti politique : *La Patrie*, qu'il fonde en 1879 **(ill. 2)**. C'est donc du côté des imprimés montréalais à grand tirage – la presse illustrée à vocation générale et les grands quotidiens – que viendront les moyens pour assurer la parution régulière de caricatures.

Cela se confirme à la lecture de publications issues du milieu anglophone. John Henry Walker, vétéran de l'aventure de *Punch in Canada*, grave et dessine des illustrations pour *Diogenes* (1868) et *Grinchuckle* (1869-1879), deux journaux artisanaux créés autour d'un ou deux acteurs, une formule épuisante s'il en est une. Avec les revues illustrées hebdomadaires fondées par Georges Desbarats et William Leggo (le *Canadian Illustrated News*, 1869-1883, et *L'Opinion publique*, 1870-1883) apparaît une technologie simulant la gravure par la reproduction de dessins à l'encre, qui en imite les codes. Pour la première fois, un procédé technique permet de passer outre aux conditions du marché de l'image au Canada. Ces conditions sont déterminées par une faible population et par un manque de main-d'œuvre pour la réalisation d'images gravées complexes. Pendant 14 ans, le *Canadian Illustrated News* et *L'Opinion publique* sont ainsi des lieux de publication stables pour les caricatures et les satires graphiques. Un espace important, normalement en couverture, leur est systématiquement consacré. C'est d'ailleurs pour ces journaux que le dessinateur Henri Julien (1852-1908) développe, au fil des années, le style en noir et blanc qui deviendra sa signature. Pendant cette période, il signe aussi de nombreux dessins pour les hebdomadaires de Berthelot et de Beaugrand.

Ce n'est qu'à partir de 1899 que l'on voit la satire graphique incorporée aux quotidiens montréalais. Il y a tout d'abord le *Montreal Daily Star*, où les premiers dessins satiriques créés par Henri Julien paraissent de janvier à novembre. Julien cède ensuite sa place à Arthur George Racey (1870-1941), qui devient le premier caricaturiste de quotidien au Québec, poste qu'il occupera de 1899 à 1941. Le *Star* est suivi rapidement de *La Patrie* (1903) et de *La Presse* (1904) où s'établit, à partir de 1905, le caricaturiste Albéric Bourgeois (1876-1962), homologue de Racey, mais dont la carrière sera plus longue (de 1905 à 1957).

Après 1900, c'est la génération de Godfroy Langlois (1866-1928), d'Olivar Asselin (1874-1937) et de Jules Fournier (1884-1918), rompus à la presse satirique française bien plus caustique, qui ramène la caricature et la satire graphique vers une presse d'opinion nationaliste militante. Le journal *Les Débats* (1899-1903) est suivi du *Nationaliste* (1904-1922) où Olivar Asselin assure la présence de caricatures, les plaçant régulièrement en première page après la parution du deuxième numéro[9]. Il démontre plus tard toute l'importance qu'il accorde à cette forme d'art au quotidien *Le Canada* (1930-1933) ainsi qu'à *L'Ordre* (1934-1935), où Robert La Palme (1908-1997) sera son caricaturiste de choix. La formule polémique adopte dès lors un caractère visuel distinct qui demeure dans *Le Pays* (1910-1921) de Langlois, où la caricature orne de nouveau régulièrement la première page du journal. À l'instar de son ami Asselin, Jules Fournier donne une place constante à la caricature dans *L'Action* (1911-1916). Par contraste, les deux grands quotidiens de « bonne presse », *L'Action catholique* de Québec (1907-1971) et *Le Devoir* de Montréal (1910-), n'accueilleront la caricature qu'en 1940 et 1951 respectivement. Dans les deux cas, c'est Robert La Palme qui brise la glace, lançant (en particulier au *Devoir*) une tradition encore très vivante. La Palme est aussi caricaturiste au *Canada* entre 1943 et 1951. Il figure parmi les artistes qui contribuent au *Jour* (1937-1946) de Jean-Charles Harvey, aux côtés de Harry Mayerovitch (1910-2004) **[ill. 3]** et de John Collins (1917-2007). Ce dernier entre à la *Gazette* en 1941. Durant les années 1930, les revues et les périodiques à caractère polémique connaissent une renaissance avec la parution d'une nouvelle série d'hebdomadaires plus ou moins éphémères. Ils vont de l'extrême gauche (*La Clarté*, 1935-1939, et *L'Autorité*, 1931-1955, pour lesquels dessine Mayerovitch) à l'extrême droite (*Le Goglu*, 1929-1934, et *La Nation*, 1936-1939).

9. Voir l'édition du *Nationaliste* du 13 avril 1904. L'image se trouve en haut de la quatrième colonne.

Si l'ensemble du patrimoine dont nous avons énuméré les principaux titres peut être consulté à la Grande Bibliothèque sous forme de microfilms, BAnQ a aussi déjà rendu disponibles plusieurs titres sur Internet, dans la Collection numérique, accessible sur le site banq.qc.ca. En étudiant les ressources disponibles en ligne et celles qu'on consulte à la salle des microfilms de la Collection nationale, il est possible de reconstituer les carrières complètes des artistes qui ont contribué à la réalisation de caricatures et de satires graphiques dans les quotidiens. C'est ce qui a déjà été amorcé pour Henri Julien, illustrateur au *Montreal Daily Star* (1888-1908) mais caricaturiste uniquement en 1899, ainsi que pour Robert La Palme, dont on peut démontrer que l'odyssée anti-duplessiste a traversé *Le Canada* (1943-1951) et *Le Devoir* (1951-1959)[10].

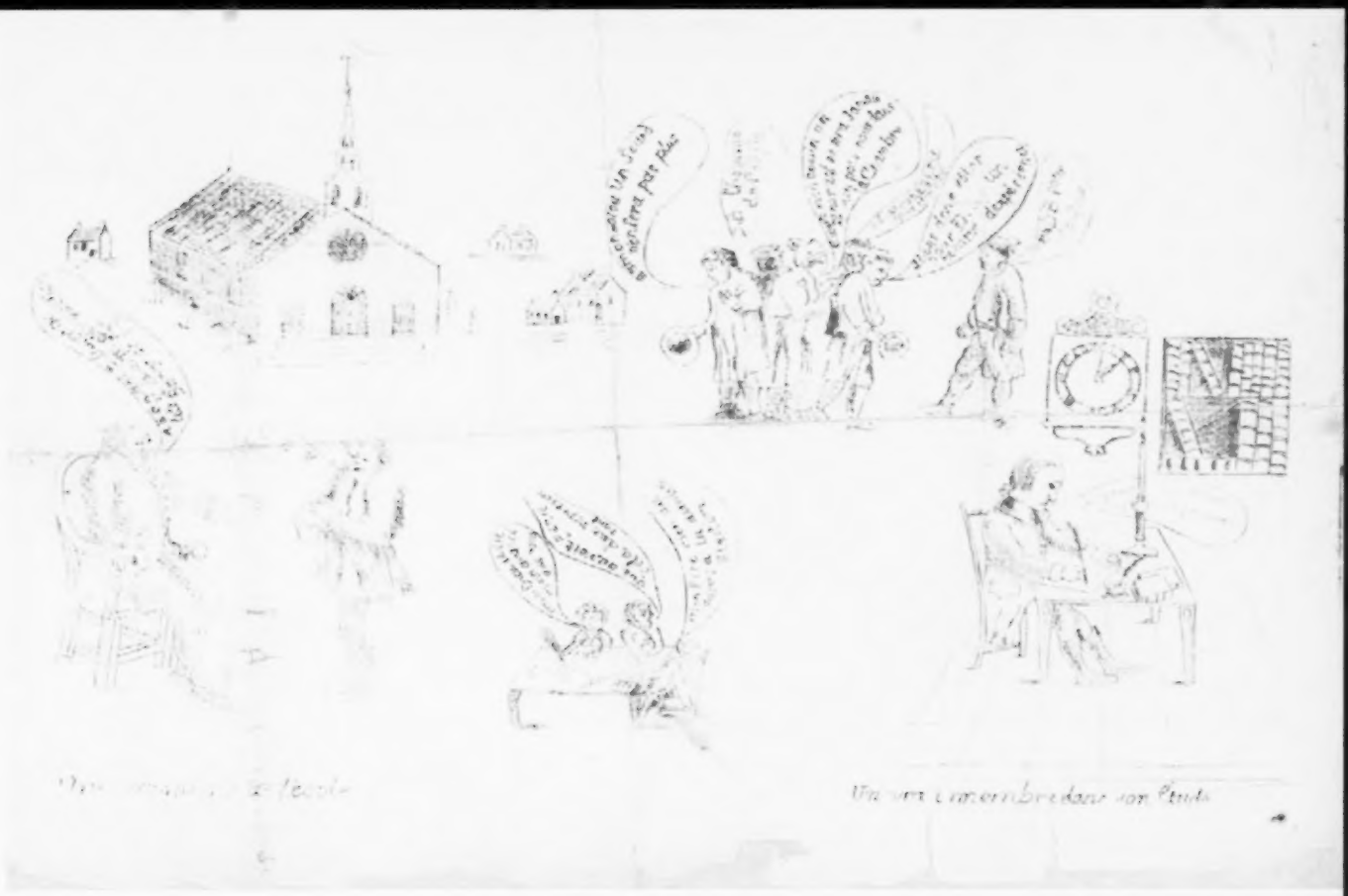
Les fonds d'archives et les collections d'estampes

Le dépouillement des imprimés nous a permis de reconstituer la chronologie, tout en considérant les étapes géopolitiques et technologiques de la caricature et de la satire graphique au Québec. Il reste encore à dépouiller les fonds d'archives et les collections d'estampes, d'affiches et de dessins afin de reconstituer les pratiques humoristiques des artistes actifs au Québec dans l'ensemble de leurs démarches artistiques. Par exemple, BAnQ possède une importante sélection de productions d'artistes du XX^e^ siècle engagés au service d'une cause, tels que Harry Mayerovitch, vétéran des journaux de gauche des années 1930. Ce dernier signe des affiches mémorables pour l'Office national du film durant la Deuxième Guerre mondiale. Pareillement, les artistes Frederick Bourchier Taylor (1906-1987) et Ghitta Caiserman-Roth (1923-2005) ont laissé de nombreuses gravures dont plusieurs témoignent d'une verve satirique associée à leur position politique, encore une fois durant la guerre. L'examen attentif des collections iconographiques de BAnQ (qu'on pense aux estampes de Pierre Ayot et d'Albert Dumouchel, par exemple) nous permettrait de dresser un portrait des stratégies humoristiques et satiriques qui investissent le domaine des beaux-arts en même temps que des artistes qui visent le marché plus populaire de la caricature. Pour le moment, deux exemples d'études fort contrastées à partir de fonds d'archives nous permettront d'évoquer la richesse des documents que découvre le chercheur qui les interroge sur l'aspect public qui leur a donné un sens.

Le fonds Louis Dulongpré

L'étude attentive de deux caricatures et de trois lettres qui se trouvent dans le fonds Louis Dulongpré (MSS147), conservé au Centre d'archives de Montréal de BAnQ, permet de tirer des conclusions intéressantes sur l'histoire de la caricature et de la satire graphique en général. Ce sont des caricatures que l'historiographie, celle de la caricature au Québec comme celle de la peinture canadienne, a montrées du doigt à plusieurs reprises, sans jamais les analyser. Au début des années 1960, on connaissait l'existence d'une centaine de caricatures grâce aux ouvrages de synthèse rédigés par les historiens de l'art Gérard Morisset et John Russell Harper[11]. Les deux auteurs ont attribué ces caricatures au peintre Louis Dulongpré (1759-1843). En 1996, Nicole Allard a publié l'image qui nous intéresse au premier plan, « EN VOILÀ ENCORE DE BONNEs ! Finis Coronat Opus » **(voir l'illustration p. 96)**, dans la synthèse rigoureuse de l'histoire de la caricature québécoise qu'elle a rédigée pour l'exposition consacrée au sculpteur Jean-Baptiste Côté (1832-1907) par le Musée du Québec[12]. Elle désignait alors Dulongpré comme l'auteur de l'image[13]. Celle-ci, reproduite de façon plutôt schématique avec un rehaussement des traits pour permettre d'en faire ressortir l'expression graphique, entrait néanmoins dans l'arène publique. Mais la confrontation de l'illustration (en tant que document) avec

10. Les lecteurs trouveront plus d'information à ce sujet dans nos études sur Henri Julien et sur Robert La Palme. Voir aussi les textes d'Alexandre Turgeon, « Les femmes et la politique dans les caricatures de Robert La Palme, 1943-1951 » publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* ainsi que « Savoir se passer du présent – savoir ce passé du futur. Les caricatures de Robert La Palme du 29 mai 1956 » paru dans *Recherches sociographiques* en 2011.
11. G. Morisset, *La peinture traditionnelle au Canada français*, et J. R. Harper, *La peinture au Canada des origines à nos jours*.
12. Aujourd'hui le Musée national des beaux-arts du Québec.
13. N. Allard, « Un graveur et caricaturiste à l'aube de la Confédération », p. 38 ; voir aussi R. Derome, P. Bourassa et J. Chagnon (dir.), *Dulongpré, de plus près / Dulongpré, A Closer Look*.



4. *Un plano* électoral, eau-forte, 31,5 x 23,5 cm, s. t., s. d., vers 1811 (BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis-Dulongpré [MSS147])

le contenu complet du fonds Dulongpré nous amène à réfléchir plus longuement sur l'image et sur le rôle de Dulongpré dans l'histoire de la caricature du début du XIX[e] siècle au Québec.

« EN VOILÀ ENCORE DE BONNEs ! Finis Coronat Opus » est un dessin à l'encre sépia sur papier vergé, conçu pour la lecture personnelle. Son sujet, Pierre-Amable De Bonne, est une figure controversée de l'époque[14]. Cette œuvre nous intéresse d'abord parce que son intimité la rattache à la tradition du portrait-charge, forme de plaisanterie de la sphère privée conçue à l'intention de quelques proches, des artistes, des collègues ou des élèves d'atelier. Cette tradition remonte au XVII[e] siècle à Rome, à l'époque des frères Carracci et de Bernini. Elle est une démonstration autoréflexive de la virtuosité de l'artiste[15].

Le fonds Dulongpré contient une deuxième caricature qui contraste avec la première. Il s'agit d'une satire graphique proprement dite, à la facture moins savante, qui n'a pas encore été publiée **(ill. 4)**. Cette feuille diagramme emblématique, à première vue d'une main différente, présente quatre tableaux ordonnés les uns par rapport aux autres, qui, par la mise en scène de commentaires, vantent les qualités d'un ou de deux candidats au moment d'une élection à l'Assemblée législative du Bas-Canada. Un des candidats est Pierre-Amable De Bonne, mentionné plus haut, qu'on identifie à la lecture des phylactères et des initiales D. B. Il s'agit ici d'une eau-forte. Le papier porte des traces de lignes qui en sont caractéristiques et l'impression du contour de la plaque métallique est évidente. La virtuosité cède le pas à une disposition didactique, qui présente des stratégies d'identification dans des tableaux théâtraux où les personnages sont disposés pour représenter des candidats, des citoyens et des enfants à l'école. Ceux-ci sont accompagnés de phylactères chargés de plusieurs messages souvent ironiques, et cela en fonction d'un deuxième système : des titres sous les images. Cette feuille est destinée à une distribution publique dans le contexte d'une campagne électorale. Elle a fort probablement été lue à haute voix et a peut être même donné lieu à des performances dans des cercles plus ou moins grands.

14. Voir P. Tousignant et J.-P. Wallot, « Pierre-Amable De Bonne », DBC en ligne.
15. E. Gombrich, « L'arsenal des humoristes », notamment p. 240-241.

Dans le fonds, ces deux images sont regroupées avec trois lettres qu'adresse Louis Dulongpré à l'imprimeur de Québec John Neilson (1776-1848) au mois de décembre 1811. La première lettre est datée du 5 décembre, jour d'une élection partielle remportée par James Stuart. Cette ancienne figure importante de l'administration coloniale britannique, démise de ses fonctions en 1809 par le redoutable gouverneur Sir James Henry Craig, s'est ensuite rangée aux côtés du parti canadien de Pierre Bédard et de Denis-Benjamin Viger. À la suite de l'élection, Stuart devient le leader de la Chambre à Québec. Le moment est chaud en politique et Louis Dulongpré profite de cette situation pour envoyer des copies d'une ou de plusieurs caricatures sur cette élection à John Neilson :

> *Monsieur*
>
> *La circonstance me procure l'ocasion de vous presenter mes humbles respect, l'élection de notre contez a donné sujets a caricature. Je vous envoi 28 aujourd'huit, le tems étant trop cour, pour en imprimer davantage je vous envoirez 150 par la prochaine poste. Comme je pense quel feront plaisir a beaucoup de vos sitoiens, la chanse etant si extraordinaire, je ne doute pas que vous en auré le détaille par un autre voi n'ayant que le tems de me souscrire. Votre humble serviteur, L[oui]s Dulongpré*
>
> *Le prix est de deux cheling san être enluminés. Faite moi le plaisir de les annoncer. S'il vous en faut une plus grand cantité, faite moi le sçavoir. Pardonnez, je suis tres pressé pour la poste. Tourné*[16] **(ill. 5)**

Au verso, Dulongpré énumère les personnages dont il est question dans les caricatures qu'il envoie : des habitants, un « capitaine monarque », un porte-lance, Denis Viger (il s'agirait bien de Denis-Benjamin), un Valois, « le » ou « un » roi (on ignore s'il s'agit ici de George III, alors roi d'Angleterre), Papineau (probablement Joseph, 1752-1841), dont Dulongpré fera le portrait en 1825[17].

Quatre jours plus tard, Dulongpré revient à la charge :

> *Monsieur*
>
> *Esperent que vous avez reçue ma dernière lettre et 28 caricatures de l'élection royal, m'imaginant bien que vous n'en avez pas assé, je vous en envoi 76 à rajouter au 28. Fixé en le pris vous-même comme vous le jugerés a propos. Si vous pensé qu'il en faille davantages, faite moi le sçavoir par cette poste. J'en feré imprimé la cantité qu'il vous plaira. Je ne vous parle pas de l'élection, votre Gazet vous en fait le détaille assé juste. Recevez, m[onsieur], les salus respectueux de celui qui a l'honneur d'etre votre humble serviteur, L[oui]s Dulongpré. J'atant quelques mots de vous aujourd'huit, du presan*[18].

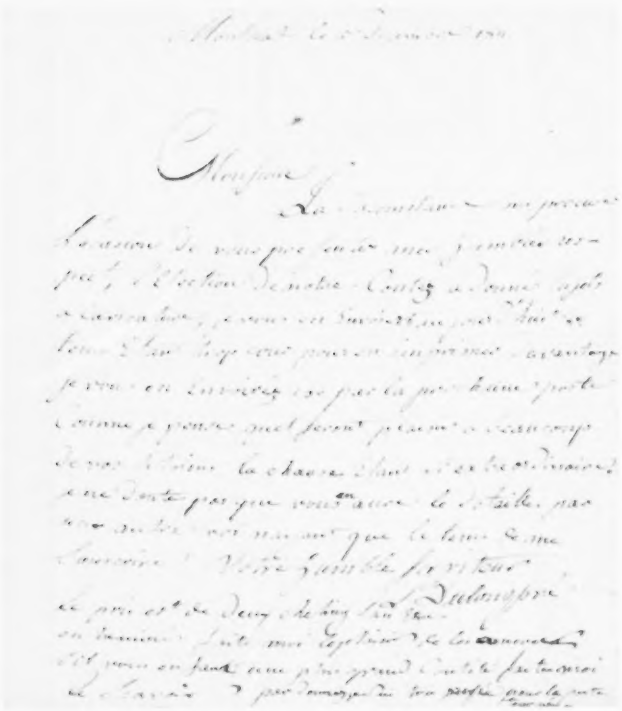
Le 16 décembre, Dulongpré s'impatiente et reprend la plume :

> *Je voi, mon chr m[onsieu]r Nelson, que vous m'avez oublié. Je ne sçais si vous avez reçus mes deux lettres et les cents caricatures que je vous ais adressé par les courriers. Ne doutant point que vous ne les ayé recus. Si vous en avez disposé, retenez votre commission et envoiez le reste de l'arjean par un des courriers, elles ne sont point a moi, je suis obligé d'en rendre comte. J'espere de vous, et n'en doute point, que vous aurez la politesse de m'honnorer d'une reponse a cette troisiemes lettres, connoissant que vous obligeré. Votre humble serviteur, L. Dulongpré*[19]

C'est le 18 février 1812 qu'est rédigé un reçu : « *Recd of J. Neilson one hundred caricatures belonging to Mr Dulongpré of Montreal*[20] ».

16. L. Dulongpré, [Lettre à John Neilson], 5 décembre 1811, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147). La graphie utilisée par l'auteur dans ses lettres a été scrupuleusement respectée dans les transcriptions. La ponctuation et les majuscules ont toutefois été ajustées selon l'usage moderne.
17. L. Dulongpré, *Joseph Papineau, 1825*, huile sur toile, 76,4 × 60,9 cm, Musée des beaux-arts du Canada (n° 18022).
18. L. Dulongpré, [Lettre à John Neilson], 9 décembre 1811, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147).
19. L. Dulongpré, [Lettre à John Neilson], 16 décembre 1811, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147).
20. Mr Andy's recept for Mr Dulongpre's caricatures, 18 février 1812, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147).

Ces documents nous permettent de déduire plusieurs faits : tout d'abord, les deux caricatures qui se trouvent dans le fonds Dulongpré ne sont ni l'une ni l'autre le sujet des lettres de l'artiste. On ne peut pas affirmer non plus qu'elles font partie de la centaine de caricatures qu'il évoque. Mais il y a un fait nouveau : il y aurait bel et bien eu un marché de la caricature au Bas-Canada, du moins pendant des élections quadriennales ou partielles. En effet, à la caricature électorale (la feuille diagramme mentionnée précédemment) s'ajoute une image assez bien connue, datant des élections de juin 1792, conservée dans la collection Lawrence Lande de l'Université McGill. L'image est semblable par sa construction à celle qui se trouve dans le fonds Dulongpré : organisation tabulaire, opposition par des mises en scène de personnages qui articulent les choix à faire entre un bon candidat (le marchand) et un mauvais (l'avocat). En 1792, cet avocat était d'ailleurs soutenu par le juge Pierre-Amable De Bonne[21].



5. Louis Dulongpré, [Lettre à John Neilson], 5 décembre 1811, BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147).

Les détails que nous donne Dulongpré sur la centaine de caricatures – même si nous n'en avons pas d'exemple sous la main – confirment ce que nous savons des marchés britannique et américain pendant la même période : on accorde de la valeur aux imprimés coloriés à la main (ceux de Dulongpré ne sont pas « enluminés »). De plus, les données sur les prix des images permettent des comparaisons. Enfin, à l'instar des marchés de métropoles, où la circulation des portraits, des paysages et des illustrations à caractère historique dépend de plus en plus des relations avec la presse et de la disponibilité de ces images sous forme imprimée, Montréal et Québec apparaissent ici comme des marchés réciproques et apparentés. Un autre fait intéressant : la description que Dulongpré donne des caricatures laisse croire à des portraits, c'est-à-dire une marchandise fournie au public avec un deuxième niveau de ressemblances. Cette marchandise évoque la virtuosité artistique qui opère dans l'ironie physiognomonique, une métareprésentation dont nous avons déjà parlé[22].

21. P. Tousignant et J.-P. Wallot, « Pierre-Amable De Bonne », DBC en ligne.
22. Pour l'importance du portrait au Bas-Canada, voir P. Bourassa, « Regards sur la ressemblance : le portrait au Bas-Canada », dans *La peinture au Canada, 1820-1850*, p. 36-49. On consultera aussi à profit les textes d'Yvan Lamonde, de Laurier Lacroix et de Lucie Desjardins dans le collectif dirigé par B. Andrès et M. A. Bernier, *Portrait des arts, des lettres et de l'éloquence au Québec (1760-1840)*.

Dernier fait intéressant : Dulongpré dit clairement qu'il n'est pas l'auteur de la centaine de caricatures (« Elles ne sont point a moi »). Il est redevable à d'autres pour le paiement. Il est plutôt un agent, tout comme Neilson. S'agit-il d'une circulation plus privée, voire clandestine ? Nous savons qu'il y a au moins une deuxième personne responsable de ces images. Cette personne se trouve probablement à Montréal. Il est possible qu'il n'y ait pas de caricaturiste à Québec à ce moment ou encore qu'occuper une telle fonction soit socialement ou politiquement inadmissible dans la capitale. Nous sommes après tout en période de censure et c'est la guerre contre la France. On s'inquiète d'ailleurs de la présence d'agents français dans la colonie et de tout ce qui peut s'apparenter à la révolution. Le journal du parti canadien a été interdit en mars 1810, ses équipements saisis et ses rédacteurs jetés en prison sur l'ordre du gouverneur Craig, qui décide de dissoudre l'assemblée.

Un peu avant, en février 1810, l'assemblée avait expulsé son favori, le juge Pierre-Amable De Bonne. Dans ce contexte, les caricatures de Dulongpré prennent alors tout leur sens. Par ailleurs, De Bonne, marié en secondes noces à une jeune femme de 25 ans sa cadette, a peut-être été dessiné avec deux cornes pour d'autres raisons. Enfin, l'encadrement en ovale de ce portrait-charge n'est pas sans rappeler, avec une ironie certaine, les deux miniatures et les deux portraits du second couple De Bonne, signés par William Berczy (1744-1813)[23].

L'observation d'un tout petit ensemble de documents, deux images (dont un dessin et une eau-forte) assorties de trois lettres manuscrites, a suffi pour bonifier les connaissances disponibles sur la société du Bas-Canada. Et nous n'avons vu que l'ombre, pour ainsi dire, d'une centaine de caricatures qui confirment la circulation de l'image satirique dans la colonie britannique francophone. En effet, les imprimés en feuille volante offrent un indice de cette réalité longtemps connue. Mais comme ils étaient fragiles et éphémères, toute reconstitution de la culture de la représentation visuelle dans l'imprimé demeure difficile.

6. [à gauche] Albéric Bourgeois, « On a gagné le gros lot, Catherine, et j'amène des amis pour dîner ! », encre de chine, lavis et crayon à mine (avec repentirs égratignés) sur papier cartonné, 42,7 x 48,5 cm, 21 avril 1934. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Albéric Bourgeois (MSS346, contenant 2006-10-001 / 6211).

7. [à droite] Albéric Bourgeois, [Deux vagabonds ramassant des mégots], encre de chine et crayon à mine (avec repentirs égratignés) sur papier cartonné, 37,5 x 38,2 cm, 12 mai 1934. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Albéric Bourgeois (MSS346, contenant 2006-10-001 / 6211).

Le fonds Albéric Bourgeois

Par contraste, le fonds Albéric Bourgeois (MSS346), conservé au Centre d'archives de Montréal de BAnQ, est riche de 3316 dessins originaux, sources des caricatures publiées sous le nom d'Albéric Bourgeois dans *La Presse* entre 1905 et 1957. C'est sans aucun doute le plus vaste ensemble de dessins ayant servi à des caricatures créé au début du XX^e^ siècle qui subsiste dans une collection publique au Québec. Le dépouillement et l'analyse de cette collection n'étant qu'à leurs débuts[24], le champ d'étude de la caricature au Québec y trouve donc une ressource exceptionnelle, car elle se prête aux stratégies de recherche précises qu'exige ce domaine.

Premier artiste à occuper le poste de caricaturiste attitré à *La Presse*, Albéric Bourgeois semble articuler, à ses débuts, la première figure satirique permanente présentée par le quotidien fondé en 1880, le père Ladébauche. Ce célèbre personnage est une reprise de celui inventé en 1876 par Hector Berthelot[25] et présenté dans *Le Canard* et *Le Vrai Canard*. Après la mort de Berthelot, Ladébauche revient dans les pages du *Canard* sous la plume d'Arthur George Racey pour ensuite passer à *La Presse* en 1903, sous celle de Joseph Charlebois, qui est, dès la même année, assez actif à la barre de sa publication *Le Tison*. Mais c'est surtout à la main d'Albéric Bourgeois qu'on associe le personnage de Ladébauche, auteur présumé de la rubrique hebdomadaire du samedi rédigée par Bourgeois : « En roulant ma boule. Causerie hebdomadaire du père Ladébauche ».

23. Ces portraits et ces miniatures se trouvent aujourd'hui dans la collection du Musée national des beaux-arts du Québec (91.113, 96.97, 91.103.01 et 91.104.01).
24. Le travail se fait sous les auspices du groupe de recherche Caricature et satire graphique à Montréal, 1880-1950 (CASGRAM), fondé à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2009 et associé au Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ-UQAM). Nous tenons à remercier ici les membres du groupe, Julie-Anne Godin-Laverdière, Josée Desforges et Valérie Guerriat, qui ont œuvré en 2009 et en 2011 au dépouillement et à l'inventaire du fonds.
25. À propos d'Hector Berthelot, voir N. Allard, « Hector Berthelot (1842?-1895) et la caricature dans la petite presse satirique au Québec entre 1860 et 1895 », et S. Gosselin, « L'humour, instrument journalistique dans l'œuvre d'Hector Berthelot (1877-1895) ».

Cette série traverse la première moitié du siècle et s'achève avec la retraite de Bourgeois en 1957. Bourgeois donne rapidement au père Ladébauche une compagne, Catherine, si semblable à son conjoint qu'on ne saurait dire si elle est épouse ou sœur. Personnages apparemment natifs d'une campagne qu'ils ont quittée, Baptiste et Catherine habitent la métropole, au rez-de-chaussée d'une maisonnette ou d'un duplex, peut-être à Saint-Henri ou à l'est de la *Main*. Leur domicile, où habitent aussi un ou deux chats, donne sur une cour qui est le théâtre de calembours, de commentaires et de travestissements fantaisistes dont les personnages sont les voisins. Présentés comme porte-parole d'une vie campagnarde dans un univers urbain, ils ironisent doucement sur un passé de l'ordre du mythique pour se livrer à l'interprétation de la contemporanéité dans toutes ses manifestations.

On constate que la charge « graphique » des dessins de Bourgeois connaît des variantes importantes, ce qui incite à réfléchir sur l'importance des sujets traités en fonction de leur charge « affective ». Par exemple, certains dessins des années 1930 témoignent d'une intensification des qualités graphiques, dont l'historien de l'art Laurier Lacroix a souligné le caractère presque expressionniste[26]. C'est notamment le cas de deux œuvres publiées au cours de l'année 1934 : « On a gagné le gros lot, Catherine, et j'amène des amis pour dîner ! » **(ill. 6)** et « Deux vagabonds ramassant des mégots »[27] **(ill. 7)**. La première œuvre fait contraster le traitement surtout linéaire réservé aux figures de Catherine (premier personnage à gauche) et de Baptiste (troisième personnage) avec le traitement échevelé que Bourgeois applique aux sans-abri et aux chômeurs qui viennent souper. Cette accentuation des traits est encore plus vive dans l'illustration 7. La confrontation entre l'original et sa reproduction plutôt miniature dans les pages de *La Presse* permet de saisir tous les détails de la conception de l'œuvre complète. Cette comparaison nous éclaire sur l'avantage de pouvoir examiner les dessins de Bourgeois en tant qu'œuvres graphiques et non seulement comme des objets à la base d'une reproduction, tout aussi essentiels qu'aient pu être ceux-ci. En tant qu'images, ces dessins nous renseignent sur les mœurs et sur l'imaginaire de l'époque et, en tant qu'œuvres matérielles, ils nous permettent d'aborder la subjectivité artistique de Bourgeois, comparable à celle des autres grands imagiers de la modernité urbaine montréalaise de l'époque, dont Marc-Aurèle Fortin, Adrien Hébert, Jack Beder, Ernst Neumann et Louis Muhlstock[28].

26. L. Lacroix, « Les stratégies graphiques d'Albéric Bourgeois », communication présentée le 9 avril 2012 à l'UQAM dans le cadre de la première journée d'étude du groupe de recherche CASGRAM, *Caricature et satire graphique à Montréal, 1890-1940 – Acteurs, institutions et discours*.
27. Nous donnons ici les titres soit d'après les contenus des phylactères, soit en décrivant l'action présentée dans l'image.
28. Pour bien comprendre les enjeux des représentations de cette modernité dans les arts visuels et dans la critique de l'époque, on se référera aux publications d'Esther Trépanier *Peinture et modernité au Québec, 1919-1939* et *Peintres juifs de Montréal – Témoins de leur époque, 1930-1948*.

Cette modernité urbaine peut aussi être saisie dans des échanges entre Baptiste et Catherine. Une des images les plus évocatrices à cet égard est le dessin publié le 31 octobre 1936, « Tu vas passer pour Joséphine Baker » (ill. 8). C'est l'Halloween et nos deux héros s'apprêtent à sortir dans les rues de Montréal pour la récolte de bonbons. Catherine (à gauche) est équipée d'un panier, déguisée en homme d'affaires en tenue de soirée, vêtue d'un grand manteau et d'un chapeau haut-de-forme. Elle s'incline devant son bien-aimé, Baptiste, qui, habillé en femme (blouse à pois, jupe carrelée et bas à rayures), lui donne des coups de crayon noir sur le visage, traits qui font écho à ceux qui apparaissent sur son propre visage et sur ses mains. Travesti ainsi, notre couple se donne une apparence afro-américaine, codée selon le vocabulaire graphique de Bourgeois par des éléments de représentation de la noirceur et de l'ombre. Cette préoccupation de l'apparence est doublée ici de l'allusion à la grande vedette afro-américaine Joséphine Baker, qui a fait fortune en France pendant les années 1920-1930.

Avec les coups de crayon de Baptiste, on dirait que le dessin est en train de se continuer lui-même. À la faveur de cet acte autoréflexif, on comprend encore mieux l'espace hors cadre qu'occupent nos personnages : ils ont un pied dans l'espace qui définit la marge du dessin et l'autre en dehors de ce cadre, dans un espace fictif. Encore une fois, c'est l'examen du dessin original qui permet d'apprécier le caractère inventif du caricaturiste. La qualité et le rythme de son coup de pinceau se révèlent par rapport au support, un carton peu noble, fabriqué hors des normes de conservation que nous connaissons aujourd'hui. Les traits énergiques d'encre convergent vers le phylactère délicat où Bourgeois place la clé du gag. Catherine, déjà très semblable à Baptiste sauf pour des signes qui lui donnent son genre, est ici masculinisée et très rapidement « re-féminisée » malgré sa tenue vestimentaire par l'allusion à Joséphine Baker évoquée plus haut. Cette allusion à la star replace ce dessin dans la sphère des questions de l'identité canadienne-française alors qu'elle évolue dans une décennie très mouvementée. Nos ruraux, qui n'en sont pas vraiment ici, suivent ce qui se passe au cinéma, à la radio et dans les journaux. Leurs mœurs et leurs coutumes sont satirisées, mais ils satirisent à leur tour une panoplie de modèles nationaux, qui font fi malheureusement des questions identitaires. L'affection et le geste intime du toucher illustrés dans le dessin dévoilent, pourrait-on dire, la place occupée par Bourgeois et par ses créations dans l'imaginaire de son époque. C'est un espace où les références visuelles et orales aux questions sociales témoignent d'un partage avec les médias émergents (radio, phonographie et cinéma) par lesquels la satire va passer de manière continue après 1960.

8. Albéric Bourgeois, « Tu vas passer pour Joséphine Baker », encre de chine, bleu et crayon à mine (avec repentirs égratignés) sur papier cartonné, 38,5 x 41,6 cm, 31 octobre 1936. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Albéric Bourgeois (MSS346, contenant 2006-10-001/ 6209).

La satire permise par une société nous en dit long sur sa culture polémique. Avant que Dieu (ou, du moins, Serge Chapleau) ne crée Gérard D. Laflaque et avant que la Révolution tranquille ne nous donne Les Cyniques et Yvon Deschamps, la satire graphique et la caricature ont illustré des relations que le Québec a partagées avec l'ensemble des « collectivités neuves », un terme employé par l'historien, sociologue et écrivain Gérard Bouchard. Hybride, la satire graphique montre comment une culture peut façonner ses représentations et ses discours à partir d'éléments visuels et textuels qui jouent sur la mémoire et sur l'actualité, sur le désir de transformation sociale et politique ainsi que sur la capacité destructive de l'attaque caricaturale. Le tout doit par ailleurs être enrobé d'humour. Il en va ainsi de notre imaginaire et de nos figures mythiques. Les nombreux documents liés à la caricature et à la satire graphique créés avant 1960 et conservés par BAnQ, les plus riches du genre au pays, sont aussi parmi les plus accessibles au public. Les conditions semblent donc être réunies pour la réalisation de projets de synthèse qui aideront à bien ancrer la recherche sur la caricature et sur la satire graphique dans la société québécoise.

Sources

FONDS D'ARCHIVES ET COLLECTIONS PATRIMONIALES DE BAnQ

Archives

Centre d'archives de Montréal, fonds Louis Dulongpré (MSS147).

Centre d'archives de Montréal, fonds Albéric Bourgeois (MSS346)

Imprimés

Estampes

Collection d'estampes de Ghitta Caiserman-Roth:

Mayerovitch, Harry, *Recorder's Court*, lithographie, 46 × 31 cm, s. l., s. é., 1949.

Journaux publiés à Québec (en ordre chronologique)

Le Fantasque (1837-1848) ; *Le Carillon* (1848-1849) ; *Le Bourru* (1859) ; *La Mascarade* (1863) ; *La Scie* (1863-1865) ; *La Scie illustrée* (1865-1866) ; *The Sprite* (1865) ; *The Stadacona Punch* (1865) ; *L'Électeur* (1866) ; *La Sangsue* (1867) ; *Le Charivari canadien* (1868) ; *Le Castor* (1879) ; *L'Action catholique* (1907-1971 ; 1941-1943) ; *Vivre* (1934) ; *La Nation* (1936-1939).

Journaux publiés à Montréal (en ordre chronologique)

The Montreal Gazette (1778- ; 1941-) ; *Le Charivari canadien* (1844) ; *Punch in Canada* (1849-1850) ; *Le Scorpion* (1854) ; *La Guêpe* (1859) ; *Le Perroquet* (1865) ; *Le Charivari canadien* (1868) ; *The Montreal Daily Star* (1869-1979 ; 1899-1941) ; *Canadian Illustrated News* (1869-1883) ; *L'Opinion publique* (1870-1883) ; *Le Canard* (1877-1903) ; *Le Vrai Canard* (1879-1881) ; *Le Grognard* (1881-1884) ; *Le Violon* (1886-1888) ; *Le Farceur* (1878) ; *La Patrie* (1879-1978 ; 1903-) ; *La Presse* (1880- ; 1904-) ; *Les Débats* (1899-1903) ; *Le Canada* (1903-1952) ; *Le Nationaliste* (1904-1919) ; *Le Devoir* (1910-) ; *L'Ordre* (1934-1935) ; *Le Pays* (1910-1921) ; *L'Action* (1911-1916) ; *Le Goglu* (1929-1934) ; *L'Autorité* (1931-1955) ; *La Clarté* (1935-1939) ; *Le Jour* (1937-1946) ; *Vrai* (1954-1959).

Journal publié à Saint-Sauveur

Le Cancan (1878)

AUTRES SOURCES CONSULTÉES

Imprimés

Aird, Robert et Mira Falardeau, *Histoire de la caricature au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2009, 248 p.

Allard, Nicole, « Hector Berthelot (1842-1895) et la caricature dans le petite presse satirique au Québec entre 1860 et 1895 », mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, Département d'histoire de l'art, 1998, 239 p.

Allard, Nicole, « Un graveur et caricaturiste à l'aube de la Confédération », dans Mario Béland (dir.), *Jean-Baptiste Côté, caricaturiste et sculpteur*, Québec, Musée du Québec, 1996, p. 33-65.

Andrès, Bernard et Marc-André Bernier (dir.), *Portrait des arts, des lettres et de l'éloquence au Québec (1760-1840)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002, 509 p.

Bakhtine, Mikhail, *La poétique de Dostoïevski*, traduction du russe par Isabelle Kolitcheff, présentation de Julia Kristeva, Paris, Seuil, 1970, 346 p.

Bakhtine, Mikhail, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, traduction du russe par Andrée Robel, Paris, Gallimard, 1970, 471 p.

Bourassa, Paul, « Regards sur la ressemblance : le portrait au Bas-Canada », dans Mario Béland (dir.), *La peinture au Québec, 1820-1850 – Nouveaux regards, nouvelles perspectives*, Québec, Musée du Québec, 1991, p. 36-49.

Chevrefils, Yves, « John Henry Walker (1831-1899), artisan-graveur », *The Journal of Canadian Art History / Annales d'histoire de l'art canadien*, vol. 8, n° 2, 1985, p. 178-223.

Dericme, Robert, Paul Bourassa et Joanne Chagnon (dir.), *Dulongpré, de plus près – Exposition organisée par le Musée McCord d'histoire canadienne en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal / Dulongpré, A Closer Look – An Exhibition Organised by the McCord Museum of Canadian History in Collaboration with the Université du Québec à Montréal*, Montréal, Musée McCord d'histoire canadienne, 1988, 99 p.

Desbarats, Peter et Terry Mosher, *The Hecklers – A History of Canadian Political Cartooning and a Cartoonists' History of Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1979, 255 p.

Desforges, Josée et Dominic Hardy, « Photographie et caricature dans le journal fasciste québécois *Le Goglu* (1929-1933) », *Ridiculosa*, n° 17, 2010, p. 181-204.

Donald, Diana, *The Age of Caricature – Satirical Prints in the Reign of George III*, New Haven, Yale University Press, 1996, 248 p.

Gombrich, Ernst, « L'arsenal des humoristes », *Méditations sur un cheval de bois et autres essais sur la théorie de l'art*, traduction de l'anglais par Guy Durand, Mâcon (Bourgogne), Éditions W, coll. « Art et esthétique », 1986, p. 229-253.

Gopnik, Adam et Kirk Varnedoe, « Caricature », dans *High and Low – Modern Art, Popular Culture*, New York, Museum of Modern Art, 1990, p. 101-151.

Gosselin, Sophie, « L'humour, instrument journalistique dans l'œuvre d'Hector Berthelot (1877-1895) », mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département d'histoire, 2007.

Hardy, Dominic, « Une grande noirceur : splendeurs et mystères de la caricature au Québec, 1899-1960 », dans Ségolène Le Men, (dir.), *L'art de la caricature*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2011, p. 151-172.

Hardy, Dominic, « Un modernisme de bon aloi : réception critique et politique de la caricature en 1937 », dans Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques, *1937 – Un tournant culturel*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Cultures québécoises », 2009, p. 299-312.

Hardy, Dominic, « A Metropolitan Line. Robert La Palme (1908-1997), Caricature and Power in the Age of Duplessis (1936-1959) », thèse de doctorat, Montréal, Université Concordia, Département d'histoire de l'art, 2006, 516 p.

Hardy, Dominic, « Drawn to Order : Henri Julien's Political Cartoons of 1899 and his Career with Hugh Graham's *Montreal Daily Star*, 1888-1908 », mémoire de maîtrise, Peterborough, Trent University, Frost Centre for Canadian Studies, 1997, 274 p.

Harper, J. Russell, *La peinture au Canada des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, 442 p.

Hults, Linda, *The Print in the Western World – An Introductory History*, Madison, University of Wisconsin Press, 1996, 948 p.

Julien, Henri, *Album*, Montréal, Librairie Beauchemin limitée, 1916, 205 p.

Lacroix, Laurier, « Les stratégies graphiques d'Albéric Bourgeois », communication présentée le 9 avril 2012 à l'UQAM dans le cadre de la première journée d'étude du groupe de recherche CASGRAM, *Caricature et satire graphique à Montréal, 1890-1940 – Acteurs, institutions et discours*.

Moressey, Gérard, *La peinture traditionnelle au Canada français*, Montréal, Le Cercle du livre de France, 1960, 216 p.

Sullivan, Margaret, « Bruegel's Proverbs : Art and Audience in the Northern Renaissance », *The Art Bulletin*, vol. 73, n° 3, septembre 1991, p. 431-466.

Tousignant, Pierre et Jean-Pierre Wallot, « Pierre-Amable De Bonne », *Dictionnaire biographique du Canada*, http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=2369 (consulté le 29 mars 2012).

Trépanier, Esther, *Peintres juifs de Montréal – Témoins de leur époque, 1930-1948*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2008, 287 p.

Trépanier, Esther, *Peinture et modernité au Québec, 1919-1939*, Québec, Nota bene, 1998, 395 p.

Turgeon, Alexandre, « Savoir se passer du présent – savoir ce passé du futur. Les caricatures de Robert La Palme du 29 mai 1956 », *Recherches sociographiques*, vol. 52, n° 2, 2011, p. 353-378.

Turgeon, Alexandre, « Les femmes et la politique dans les caricatures de Robert La Palme, 1943-1951 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, automne-hiver 2009-2010, p. 361-387.

Walker, Frank Norman, « Charles Dawson Shanly », *Dictionnaire biographique du Canada*, http://www.biographi.ca/EN/009004-119.01-f.php?id_nbr=5258&PHPSESSID=tge0q79qecjg1b6dtggqhbesa7 (consulté le 29 mars 2012).

ARCHIVES ET INÉDITS

De haut en bas :

Alfred DesRochers à Claire-Vallée, 1951. BAnQ, Centre d'archives de l'Estrie (P6). Photo : Gérard Brady.

Clémence DesRochers, actrice, scénariste, écrivaine, chanteuse et humoriste, 1960-1970. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Antoine Desilets (P697, S1, SS1, SSS4, D60-011). Photo : Antoine Desilets. Num.

Le pouvoir créateur d'Alfred et de Clémence

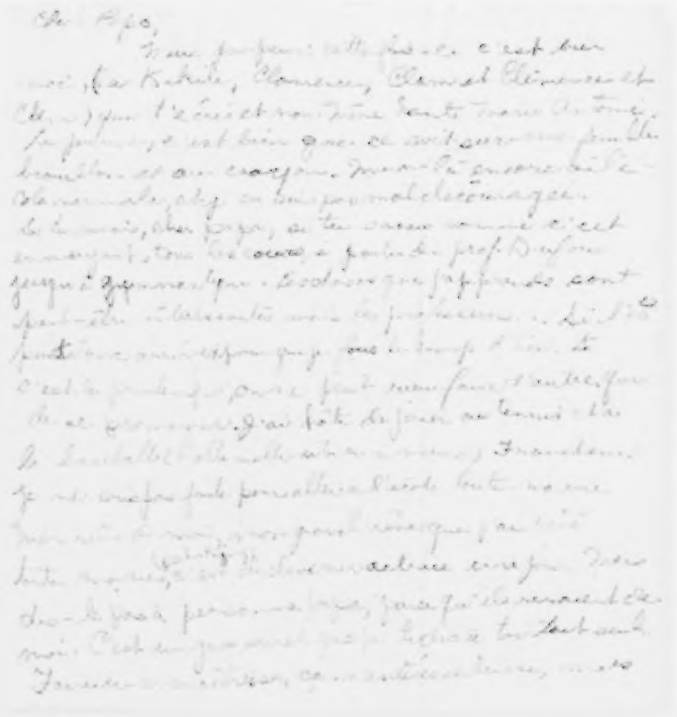
Julie Roy et Hélène Fortier
Direction générale des archives
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

L'œuvre poétique d'Alfred DesRochers (1901-1978) a été analysée sous toutes ses coutures grâce à ses archives conservées au Centre d'archives de l'Estrie de BAnQ. Plus de quatre mètres linéaires et demi de documents permettent d'exposer la genèse de son parcours poétique. Citons son extraordinaire et vaste correspondance avec des personnalités littéraires de l'époque (notamment avec Claude-Henri Grignon et Germaine Guèvremont), ses tapuscrits, ses œuvres publiées et sa multitude de carnets.

Mais le fonds Alfred DesRochers n'a pas encore livré tous ses secrets. À ce jour, la correspondance personnelle de l'auteur reste inexploitée. Parmi celle-ci, notons les lettres de Clémence DesRochers (1933-) à son père, Alfred, écrites entre 1950 et 1976. Les premières missives témoignent de ses ambitions de carrière, de ses études et de ses débuts dans le milieu artistique montréalais. Tantôt enjouée par ses nouvelles collaborations, tantôt déprimée par un téléphone qui ne sonne pas, Clémence donne à sa correspondance un ton toujours spontané, à l'image même du personnage. La ligne conductrice de toutes ces lettres demeure la profonde tendresse qu'elle voue à son père.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC possède près de 59 kilomètres linéaires d'archives d'origine privée, gouvernementale, judiciaire et civile. Cette rubrique met en évidence des pièces qui ont une valeur documentaire significative ou qui présentent un intérêt pour les recherches sur le Québec.

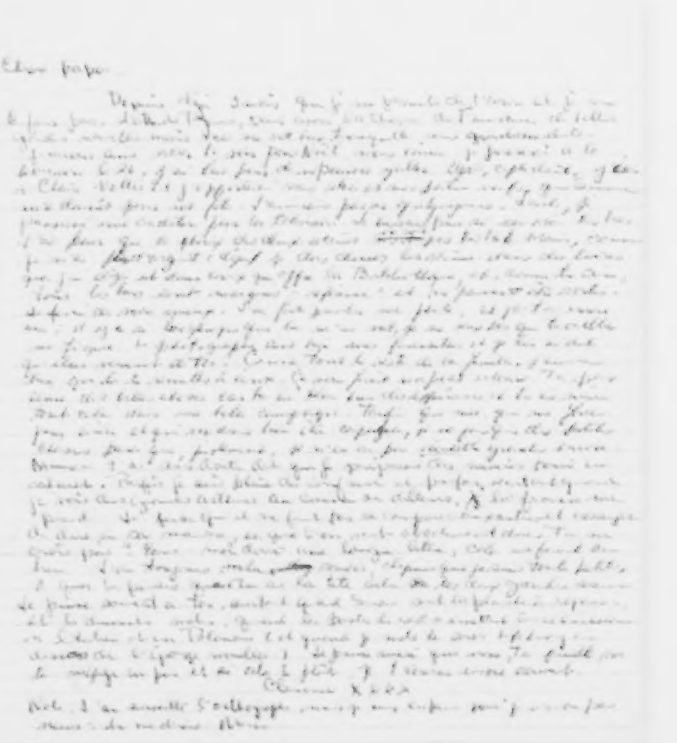
Heureux de cette richesse épistolaire, les chercheurs seront enchantés d'apprendre cette grande nouvelle : le Centre d'archives de Montréal de BAnQ s'est récemment porté acquéreur du fonds d'archives de Clémence DesRochers. Humoriste, poète et artiste, celle-ci a en effet confié à BAnQ ses précieux carnets d'écriture dans lesquels s'entremêlent confidences, réflexions, notes de création, itinéraires de voyage et notes de tournées. Ces 72 cahiers permettent ainsi d'accéder à son processus de création au cours des années 1975 à 2006. On y trouve des textes pour différents projets de spectacles (*De retour après la ménopause*, *J'ai show !*, *Le derrière d'une étoile*, etc.), de chansons (*Chanson pour quelqu'un*, *Fleurs gelées*, *Vie à part*, etc.) et de poèmes (*Des rides mon amour*, etc.). Dans ces pages, on découvre de nombreux textes inédits enrichis à l'occasion de croquis de l'artiste. De quoi faire plaisir aux amoureux de cette grande dame de l'humour.



Clémence DesRochers, [Lettre à son père, Alfred DesRochers], 1950, recto. BAnQ, Centre d'archives de l'Estrie, fonds Alfred DesRochers (P6).

1 Au début des années 1950, Clémence DesRochers étudie à l'école normale Marguerite-Bourgeoys pour devenir « maîtresse » d'école, profession des plus conventionnelles qui ne l'enchante guère. Fort éclairée en ce qui concerne ses aptitudes, elle écrit à son père : « Il y a deux choses que je sais faire : des compositions et jouer de la baseball[1]. » Au recto de la même lettre, elle écrit cette confidence : « Mon rêve à moi, mon grand rêve que j'ai rêvé toute ma vie (je lis Péguy), c'est de devenir actrice un jour. Mais dis-le pas à personne papa, parce qu'ils riraient de moi. » Pourtant, c'est ce qui fera sa renommée : faire rire une nation entière, grâce notamment à ses monologues.

1. Clémence DesRochers, [Lettre à son père, Alfred DesRochers], 1950, verso. BAnQ, Centre d'archives de l'Estrie, fonds Alfred DesRochers (P6).



Clémence DesRochers, [Lettre à son père, Alfred DesRochers], 1956. BAnQ, Centre d'archives de l'Estrie, fonds Alfred DesRochers (P6).

2 Après l'obtention de son diplôme au Conservatoire d'art dramatique de Montréal, Clémence DesRochers tente sa chance dans le milieu artistique montréalais. Elle construit son réseau de contacts, court les auditions, obtient quelques rôles et quelques passages à la télévision. Mais l'argent se fait rare. En décembre 1956, impatiente de devoir attendre l'appel qui lancera enfin sa carrière, elle prend sa destinée en main et écrit à son père : « Maman t'a sans doute dit que je préparais des numéros pour un cabaret. Parfois je suis pleine de confiance et parfois, surtout quand je vois des grands acteurs au cinéma ou ailleurs, la frousse me prend. Je pense qu'il ne faut pas se comparer aux autres et essayer de dire à sa manière ce que l'on veut absolument dire. »

Clémence DesRochers, Carnet de spectacle de 1987 [texte et chanson pour le spectacle *J'ai show!*], p. 8. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Clémence DesRochers [P851, S1, P44_08]. Num.

3 Depuis près de 50 ans, Clémence DesRochers séduit son public avec des textes à la fois provocateurs et touchants. Après des débuts avec la troupe La Roulotte de Paul Buissonneau, elle obtient quelques rôles à Radio-Canada. Vient ensuite la longue aventure des boîtes à chansons, où elle présente ses monologues. Le fonds d'archives de l'artiste se compose de cahiers dans lesquels les chercheurs peuvent accéder au processus de création de quelques-uns des spectacles, par exemple *J'ai show!* (1987). Ces carnets documentent le contenu, l'organisation et la mise en forme des spectacles. On y trouve différentes versions de monologues, des chansons, des textes d'enchaînement, des notes de mise en scène ainsi que des précisions relatives aux décors et aux costumes.

Clémence DesRochers, Carnet de création de 2006 ? [version manuscrite du poème *J'ai fait comme si*], p. 25. BAnQ, Centre d'archives de Montréal, fonds Clémence DesRochers [P851, S1, P72_25]. Num.

4 Clémence DesRochers a publié quelques recueils de poèmes, partageant l'amour de la poésie de son père et utilisant, tout comme lui, le carnet pour laisser libre cours à sa passion. Ces carnets dévoilent ainsi un très grand nombre de poèmes, dont plusieurs inédits. Un thème que semble affectionner l'auteure est la nature et la vie autour du lac, tel qu'abordé dans son poème *J'ai fait comme si*. Quelques rares poèmes sont accompagnés de croquis de l'artiste. Le fonds est également riche d'autres précieux carnets dans lesquels s'entremêlent notes de création, réflexions personnelles, journal de voyage et notes sur ses activités quotidiennes, qui permettent de comprendre ses sources d'inspiration et ses préoccupations.

Résumés français des articles

Cartographier la terre des païens : la géographie des missionnaires jésuites en Nouvelle-France au XVII^e siècle

Jean-François Palomino

La conversion des « sauvages » fut l'une des plus importantes motivations à la base des voyages de découverte en Amérique du Nord. Très souvent formés dans les meilleurs collèges d'Europe, où ils ont apprivoisé les sciences théoriques et expérimentales de leur époque, les missionnaires jésuites ne sont pas seulement prêcheurs mais également explorateurs, ethnographes, astronomes et botanistes, sachant interroger l'autochtone, observer les astres et prendre les mesures nécessaires pour cartographier la terre des païens. Par divers exemples puisés à même les multiples lettres écrites en Amérique, l'article démontre que les Jésuites firent un usage relativement important de la cartographie et des savoirs connexes, non seulement pour véhiculer et consigner des connaissances mais aussi pour obtenir le soutien du pouvoir royal et pour propager le catholicisme parmi les autochtones. Utilisés comme outils pédagogiques, les cartes et les globes appuyaient la rhétorique des missionnaires, leur conférant à la fois prestige et crédibilité.

De l'armée au séminaire : l'itinéraire et l'œuvre de Pierre Collas, migrant éphémère en Nouvelle-France (1698-1703)

Eva Guillorel

Pierre Collas fait partie des nombreux migrants éphémères qui ont contribué au développement de la Nouvelle-France, mais dont la mobilité et l'absence d'ancrage dans la société coloniale expliquent la rareté des traces laissées dans les archives. Une enquête minutieuse menée dans les sources manuscrites conservées dans les dépôts français et québécois permet toutefois de retracer assez précisément le parcours mouvementé de cet homme méconnu. Entre 1698 et 1703, Pierre Collas est tour à tour soldat, séminariste et chirurgien de navire en Nouvelle-France. Il est ainsi le témoin des transformations de la vie civile, militaire et religieuse à une période-clé de l'évolution de la colonie. Son itinéraire, à première vue atypique, rejoint partiellement celui de nombreux migrants non permanents. Reconstituer son parcours permet ainsi, plus largement, de documenter toute une catégorie de population qui apparaît rarement dans les sources archivistiques. En outre, Pierre Collas a composé un manuscrit de cantiques à l'intention des élèves du Petit Séminaire de Québec, témoignage tout à fait original sur la perception de cette institution éducative par l'un de ses pensionnaires, et dont la réalisation même est remarquable dans le contexte d'une industrie du livre dépourvue d'imprimerie sous le Régime français.

Qui donc est l'architecte de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup ?

Josette Michaud

La paroisse Saint-Patrice de Rivière-du-Loup conserve dans ses archives plusieurs dessins de son église néogothique, tracés sur carton par ses architectes successifs. Certains dessins sont anonymes, certains sont signés Charles Baillairgé, d'autres Napoléon Bourassa, d'autres encore David Ouellet, et pourtant, une bonne partie des honoraires ont été payés à François-Xavier Berlinguet. Plusieurs questions surgissent : le décor conçu par Baillairgé a-t-il jamais été réalisé ? Pourquoi les dessins de Bourassa pour le décor sont-ils datés d'avant l'incendie de 1883 ? Dans quel état Ouellet a-t-il trouvé l'église en 1883 ? En quoi le projet de reconstruction de Ouellet diffère-t-il du projet de Baillairgé ? Les réponses à ces questions se trouvent dans différents fonds d'archives au Québec. L'article montre que la construction de l'église Saint-Patrice s'est faite par interventions successives et que l'étude comparative des dessins, des photographies, des devis et des contrats permet de distinguer les interventions respectives de chacun des architectes. Il montre aussi qu'il est nécessaire d'établir des ponts entre les différents fonds d'archives pour documenter l'ensemble d'une œuvre architecturale. Enfin, il donne un aperçu de l'ampleur des richesses iconographiques des paroisses du Québec tout en sonnant l'alarme quant à leur état de conservation et au risque de perdre la trace de nombreux documents au cours des prochaines décennies.

L'église Sainte-Marguerite-Marie de Magog et la dynamique architecturale entre deux institutions fondatrices du Québec au XX^e siècle : l'Église catholique et la manufacture industrielle

Caroline Beaudoin

Cette étude de cas propose une analyse spatiale et visuelle de l'église Sainte-Marguerite-Marie de Magog, dans les Cantons-de-l'Est, au Québec, en se fondant sur les plans dessinés par l'architecte sherbrookois Joseph Aimé Poulin entre 1946 et 1949. L'histoire sociale de la communauté ouvrière est étudiée sous l'angle de la volonté collective des ouvriers de bâtir une église unique et exceptionnelle, à l'ombre de l'impressionnante usine de la Dominion Textile Company. Le but recherché est d'illustrer comment la monumentalité et le plan simplifié de l'église dialoguent avec l'usine sur un ton à la fois direct et indirect. Cet édifice n'est pas uniquement le fruit de la vision créative, du talent et de la maîtrise technique de l'architecte : les attentes et les motivations de ses clients, les ouvriers de l'usine, méritent également d'être prises en considération. La conjoncture sociale et académique de l'architecture religieuse au cours de cette période mérite aussi qu'on s'y attarde, de même que le milieu auquel l'édifice a été intégré et la manière dont on a tenu compte du paysage urbain existant. Enfin, cet article présente l'architecture de l'église comme un exemple extraordinaire de l'influence d'une construction moderne dans un quartier marginalisé à tous autres égards, bien ancré dans les valeurs, les pratiques et les croyances traditionnelles, à la croisée des chemins entre l'industrie textile et l'Église catholique.

Faire confiance au Canadien moyen – Les manuels techniques de Louis-Alexandre Bélisle

Josée Vincent

C'est à la veille de la Deuxième Guerre mondiale que Louis-Alexandre Bélisle, journaliste et enseignant devenu imprimeur, conçoit plusieurs collections de manuels à l'usage des ouvriers et des élèves des écoles techniques. Inspirée en partie d'ouvrages produits aux États-Unis, la série « Arts, métiers et technique » n'en est pas moins collée à la réalité québécoise. En effet, Bélisle ne se contente pas de transposer des données factuelles dans le contexte canadien, il adapte les contenus et, surtout, il accorde une importance capitale à la terminologie, n'hésitant pas à conserver des anglicismes et à avoir recours à des canadianismes pour mieux rendre compte de l'univers ouvrier. Ainsi, avec ses manuels, non seulement Bélisle reconnaît l'originalité et l'exactitude du vocabulaire ouvrier, mais il en revendique l'utilisation et en défend la légitimité. Les manuels de Bélisle s'adressent à une classe ouvrière économiquement et culturellement dominée. Certes, l'éditeur y transpose sa vision du monde, soit celle d'un enseignant de l'École de commerce et d'un patron d'entreprise, mais il y transmet aussi sa conception de la culture, qui lui fait préférer au français standard la vivacité de la langue du peuple. C'est cet intérêt pour la langue qui fait des manuels de Bélisle un cas à part, à la frontière des cultures bourgeoise et ouvrière.

« Il y a des choses qu'une personne cultivée ne peut ignorer » – Le *Bulletin* de la Société d'étude et de conférences (1951-1967) : sa genèse, ses actrices et son contenu

Fanie St-Laurent

La Société d'étude et de conférences, fondée à Montréal en 1933, est un regroupement féminin à l'origine de plusieurs manifestations littéraires et culturelles du milieu du XX^e^ siècle au Québec. Privilégiant l'étude et la recherche en cercles d'une douzaine de femmes, elle invite aussi, entre 1933 et 1967, au-delà de 500 conférenciers reconnus, dont les Français Pierre Emmanuel et Jean-Paul Sartre ainsi que les Québécois Paul-Émile Borduas et René Lévesque. De 1951 à 1967, le regroupement fait paraître son *Bulletin*, qui propose des textes des membres et des conférenciers invités. Au sommaire, il est question de littérature, d'histoire, de critique et d'actualités littéraires et culturelles. Il s'agit d'un organe d'information, certes, mais surtout d'un lien tangible entre les membres. Pour la Société d'étude et de conférences, le *Bulletin* est une nouvelle façon, après les recherches personnelles, les conférences et le concours littéraire, de réfléchir et de partager des connaissances. Oublié des chercheurs, le *Bulletin* de la Société d'étude et de conférences mérite d'être analysé pour comprendre chacune des étapes qui ont mené les femmes à occuper l'espace public. Cette analyse a été rendue possible grâce au fonds Société d'étude et de conférences (section Montréal), conservé au Centre d'archives de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ).

Les collections d'imprimés et les fonds d'archives de BAnQ : des ressources importantes pour l'histoire de la caricature et de la satire graphique québécoises avant 1960

Dominic Hardy

Pour toute étude sur l'histoire de la caricature et de la satire graphique au Québec avant 1960, les fonds et les collections de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) sont d'une richesse exceptionnelle. Ce texte présente les collections d'imprimés et les fonds d'archives utiles à la recherche en deux temps. Nous examinons d'abord les lieux de publication des documents pour faire ressortir les grandes étapes de l'évolution de la pratique caricaturale sur le territoire québécois. Ensuite, nous décrivons deux fonds d'archives pour indiquer comment des corpus très différents, composés de caricatures et d'autres documents, peuvent être utiles aux chercheurs. Premièrement, un fonds de 3600 caricatures originales signées par Albéric Bourgeois (1876-1962), véritable témoignage de l'avènement de la modernité culturelle au XX^e^ siècle. Ensuite, un ensemble de documents associés au peintre Louis Dulongpré (1759-1843) qui montre comment la circulation de caricatures est étroitement liée aux débuts de la vie démocratique de la collectivité. Ainsi, BAnQ est riche de documents divers – originaux et reproductions – qui permettent de voir comment artistes et éditeurs ont été les artisans d'une forme d'expression qui a longtemps été au cœur de polémiques dans la société québécoise.

Résumés anglais des articles

Mapping the Land of the Pagans: The Geography of the Jesuit Missionaries in New France in the 17th Century

Jean-François Palomino

The conversion of the "savages" was one of the most important driving forces behind the expeditions to discover North America. Very often trained in the best schools in Europe, where they mastered the theoretical and experimental sciences of their time, the Jesuit missionaries were not merely preachers, but also explorers, ethnographers, astronomers and botanists, who were able to communicate with the Amerindians, observe the stars and take the necessary measurements to map the land of the pagans. Using various examples obtained from the many letters written in North America, the article demonstrates that Jesuits use cartography and the related fields of knowledge to a rather significant degree not only to transmit and record knowledge, but also to obtain the support of the Royal authority and spread Roman Catholicism among the Native Peoples. Used as pedagogical tools, maps and globes supported the rhetoric of the missionaries, investing them with both prestige and credibility.

From the Army to the Seminary: The Travels and Work of Pierre Collas, Ephemeral Migrant in New France (1698-1703)

Eva Guillorel

Pierre Collas was one of the many ephemeral migrants who contributed to the development of New France, although there are few traces of him in the archives as a result of both his mobility and his lack of roots in colonial society. A painstaking investigation conducted in the handwritten sources preserved in the French and Québec archive collections has provided an opportunity to trace, with a certain degree of accuracy, the eventful life journey of this little-known man. Between 1698 and 1703, Pierre Collas served as a soldier, seminarian, and ship's surgeon in New France. He therefore witnessed the transformation of civil, military and religious life during a key period in the evolution of the colony. His career path, which appears atypical at a first glance, resembles that of numerous non-permanent migrants, in certain respects. Thus, reconstituting his life serves, in a broader extent, to document an entire category of people that appears only rarely in archive sources. Moreover, Pierre Collas wrote a book of songs intended for the students of the Petit Séminaire de Québec, a truly original testimonial about one student's view of that educational institution and a remarkable accomplishment considering the lack of printing facilities under the French Régime.

Who Was the Architect of the Church of Saint-Patrice de Rivière-du-Loup?

Josette Michaud

In its archives, the parish of Saint-Patrice de Rivière-du-Loup has several drawings of its neo-gothic church, drawn on cardboard by successive architects. Some of the drawings are anonymous, whereas others are signed by Charles Baillairgé, Napoléon Bourassa, or David Ouellet. Yet, a good portion of the fees were paid to François-Xavier Berlinguet. This raises several questions. Was the décor designed by Baillairgé ever completed? Why are the drawings prepared by Bourassa for the décor dated prior to the fire of 1883? In what condition did Ouellet find the church in 1883? How did Ouellet's reconstruction project differ from Baillairgé's? The answers to these questions can be found in various archive collections in Québec. The article demonstrates that the construction of the church of Saint-Patrice was completed in successive stages and that a comparative study of the drawings, photographs, specifications and contracts reveals the differences between the respective interventions of each of the architects. It also indicates that it is necessary to establish links between the various archive collections in order to document an entire architectural work. Finally, it provides an overview of the scope of the iconographic wealth of Québec's parishes while sounding the alarm with respect to the state of their preservation and the risk of losing track of numerous documents over the coming decades.

Magog's Church of Sainte-Marguerite-Marie and the Architectural Dynamics Between Two of Québec's Founding Institutions During the Twentieth Century: The Roman Catholic Church and the Corporate Industrial Manufactory

Caroline Beaudoin

This case study conducts a spatial and visual analysis of Magog's church of Sainte-Marguerite-Marie, located in the Eastern Townships of Québec, based on the plans designed by Sherbrooke architect Joseph Aimé Poulin between 1946 and 1949. The working class community's social history will be considered in terms of the factory workers' collective commitment to build a rare and exceptional church in the shadow of the Dominion Textile Company's imposing factory. The intent is to illustrate how the relative monumentality of the church and its streamlined design respond to the factory both directly and indirectly. The building is not only a product of the architect's creative vision and technical logic and skill; his clients', the factory workers', expectations and motivations merit significant consideration as well. The professional climate of religious architecture during the period also deserves attention, as does the environment within which the building was inserted, and how that building responded to its existing surrounding urban landscape. Finally, this essay presents the church's architecture as a rather extra-ordinary example of the modern design influence inserted into an otherwise marginalized neighbourhood historically rooted in traditional values, practices and beliefs, positioned at the crossroads between the textile industry and the Roman Catholic Church.

Trusting in the Average Canadian – The Technical Manuals of Louis-Alexandre Bélisle

Josée Vincent

On the eve of World War II, Louis-Alexandre Bélisle, a journalist and teacher turned printer, designed several collections of manuals for workers and students of technical schools. Inspired in part by works produced in the United States, the series "Arts, métiers et technique" was nevertheless closely tied to the Québec reality. In fact, Bélisle did not settle for merely transposing factual data for the Canadian context, he adapted the content and, above all, he gave a major role to terminology, preserving Anglicisms and using Canadianisms so as to better render the working-class universe. Thus, with his manuals, not only did Bélisle recognize the originality and the accuracy of the working-class vocabulary, he also demanded that it be used and defended its legitimacy. Bélisle's manuals were intended for a working class that was economically and culturally dominated. Of course, the publisher transposed his vision of the world onto these works, namely that of a teacher at the École de commerce and a corporate manager, but he also transmitted his concept of culture, preferring the liveliness of the language spoken by the people over standard French. It was this interest in language that set Bélisle's manuals apart, at the boundary between the middle-class and working-class cultures.

"Il y a des choses qu'une personne cultivée ne peut ignorer" – The *Bulletin* of the Société d'étude et de conférences (1951-1967): Origins, Stakeholders and Content

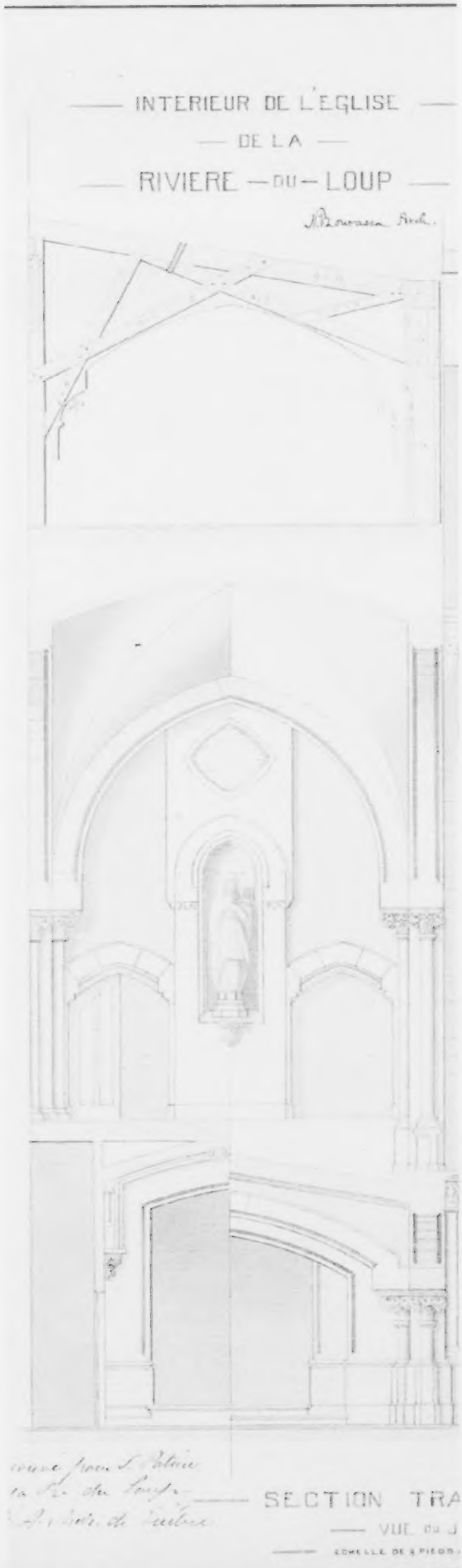
Fanie St-Laurent

The Société d'étude et de conférences, founded in Montréal in 1933, was a women's group that gave rise to several literary and cultural manifestations in the mid-20th century in Québec. Promoting study and research in groups of a dozen or so women, it also invited more than 500 renowned speakers, between 1933 and 1967, including Frenchmen Pierre Emmanuel and Jean-Paul Sartre, as well as Québecers Paul-Émile Borduas and René Lévesque. From 1951 to 1967, the group published its *Bulletin*, which contained the texts of members and guest speakers. The topics covered included: literature, history, critiques, and literary and cultural current events. It was an information vehicle, of course, but above all a tangible link among the members. For the Société d'étude et de conférences, the *Bulletin* was a new means, following personal research, lectures and literary competitions, to reflect and share knowledge. Forgotten by researchers, the *Bulletin* of the Société d'étude et de conférences deserves to be studied so as to clarify each of the steps that led women to occupy the public space. This examination was made possible as a result of the Société d'étude et de conférences (Montréal section) fonds preserved at BAnQ's Montréal archives centre.

BAnQ's Printed Materials and Archival Collections: Important Resources for the History of Québec Caricatures and Graphic Satire Prior to 1960

Dominic Hardy

For any study of the history of caricatures and graphic satire in Québec prior to 1960, the Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) fonds and collections are exceptionally valuable. This text presents the printed materials and archival collections that can be of use for research from two angles. First, we will examine the places where the documents were published so as to highlight the major steps in the development of caricature across Québec. Following this, we will describe two archival collections so as to indicate how very different corpora, including caricatures and other documents, can be of use to researchers. The first corpus is a collection of 3600 original caricatures signed by Albéric Bourgeois (1876-1962), a veritable testimonial to the advent of 20th century modernity. The second is a series of documents pertaining to painter Louis Dulongpré (1759-1843), which demonstrates how the circulation of caricatures was closely tied to the early days of the democratic life of the people. Thus, BAnQ holds a wealth of diverse documents—both originals and reproductions—that can be used to see how artists and publishers were the creators of a form of expression that remained at the heart of the controversies of Québec society for a long time.



Notices biographiques des auteurs

Caroline Beaudoin
Caroline Beaudoin est actuellement candidate au doctorat en histoire de l'art à l'Université Concordia. Ses thèmes de recherche abordent les enjeux patrimoniaux portant sur l'architecture et sur le paysage des points de vue de la culture matérielle et visuelle ainsi que de leur rapport à l'industrialisation, à la modernité, au régionalisme, à l'identité culturelle, au tourisme et à l'histoire sociale. Le projet de recherche de son mémoire de maîtrise ès arts lui a valu une bourse d'études supérieures du Canada Joseph-Armand-Bombardier attribuée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Le thème de son mémoire est l'église Sainte-Marguerite-Marie de Magog, un rare exemple d'architecture religieuse de l'après-guerre au Québec. Caroline Beaudoin est l'auteure de pages Web hébergées par le Musée virtuel du Canada (*Le Canada a d'incroyables trésors!*, projet).

Hélène Fortier
Hélène Fortier est titulaire d'une maîtrise de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. Elle travaille dans le domaine de l'archivistique québécoise depuis près de 10 ans. À l'emploi de Bibliothèque et Archives nationales du Québec depuis 2008, elle occupe un poste d'archiviste-coordonnatrice au sein de la Direction générale des archives. Hélène Fortier a publié deux articles sur des fonds d'archives d'écrivains, le premier dans la revue *Littoral* (n° 5, 2010) et le second dans *À rayons ouverts* (n° 86, printemps-été 2011).

Éva Guillorel
Éva Guillorel est maître de conférences en histoire moderne à l'Université de Caen Basse-Normandie. Après avoir complété un doctorat à l'Université Rennes 2, elle a réalisé deux post-doctorats en Amérique du Nord, à l'Université Harvard (Boston) puis à l'Université Laval (Québec). Elle a également bénéficié d'une bourse de Bibliothèque et Archives nationales du Québec en 2010. Ses travaux portent sur l'histoire culturelle et religieuse en France et au Canada entre les XVI^e^ et XIX^e^ siècles. Sa thèse de doctorat est parue aux Presses universitaires de Rennes sous le titre *La complainte et la plainte – Chanson, justice, cultures en Bretagne (XVI^e^-XVIII^e^ siècles)*.

Dominic Hardy
Dominic Hardy, spécialiste en histoire et en historiographie de l'art au Québec et au Canada avant 1900, est professeur au Département d'histoire de l'art de l'Université du Québec à Montréal. Il y dirige le groupe de recherche Caricature et satire graphique à Montréal, 1880-1950 (CASGRAM). Les activités de recherche de ce diplômé en histoire de l'art (Ph. D., Université Concordia), en études canadiennes interdisciplinaires (M. A., Trent University) et en arts plastiques (B. F. A., Concordia) visent à documenter les premiers outils d'analyse et de synthèse qui permettront de constituer le corpus d'étude de la caricature et de la satire graphique québécoises (1759-1960).

Josette Michaud
Diplômée de l'Université de Montréal en 1970, Josette Michaud s'est inscrite à l'Ordre des architectes du Québec en 1974 et en a assuré la présidence de 1992 à 1994. Associée et fondatrice de la firme d'architectes Beaupré, Michaud et associés, madame Michaud se consacre à la restauration et à la mise en valeur du patrimoine architectural du Québec. Elle a rédigé et illustré des ouvrages et des articles sur le patrimoine architectural, notamment *Le Vieux Montréal – Les œuvres du temps* (1991) et « La conversion de l'ancienne chapelle du Collège Jean-de-Brébeuf » dans L. K. Morisset et autres (dir.), *Quel avenir pour quelles églises?* (2006).

Jean-François Palomino
Titulaire d'une maîtrise de l'Université Denis-Diderot (Paris VII) et d'un diplôme d'études approfondies de l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV), Jean-François Palomino poursuit ses recherches sur l'histoire de la cartographie en Amérique du Nord. Depuis 2000, il occupe le poste de cartothécaire à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, où il participe à l'acquisition, à la conservation et à la mise en valeur des collections patrimoniales. Coauteur, avec Denis Vaugeois et Raymonde Litalien, du livre *La mesure d'un continent* (prix Marcel-Couture et prix Hercule-Catenacci), il a également été commissaire de l'exposition *Ils ont cartographié l'Amérique*, présentée à la Grande Bibliothèque en 2008.

Julie Roy
Julie Roy est titulaire d'un baccalauréat en études françaises et d'un certificat en archivistique. Elle travaille dans le domaine de l'archivistique québécoise depuis 1997. Employée de Bibliothèque et Archives nationales du Québec depuis 2006, elle occupe le poste d'archiviste-coordonnatrice au Centre d'archives de l'Estrie. Madame Roy a publié un article dans la *Revue d'histoire de la Côte-Nord* (2000) et quatre autres articles, portant sur les archives, dans la revue *À rayons ouverts* (n° 74, hiver 2008; n° 77, automne 2008; n° 78, hiver 2009; n° 87, automne 2011).

Fanie St-Laurent
Fanie St-Laurent a complété un doctorat en études françaises (cheminement en littérature et en histoire du livre et de l'édition) à l'Université de Sherbrooke sous la direction de Josée Vincent. Boursière du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, de la Chaire de recherche du Canada en histoire du livre et de l'édition ainsi que de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, elle est également coordonnatrice du Groupe de recherches et d'études sur le livre au Québec (GRÉLQ). Elle participe présentement au projet de recherche « Les métiers du livre au Québec » dirigé par Marie-Pier Luneau et Josée Vincent.

Josée Vincent
Professeure à l'Université de Sherbrooke et codirectrice du Groupe de recherches et d'études sur le livre au Québec (GRÉLQ), Josée Vincent dirige avec Marie-Pier Luneau le projet du *Dictionnaire historique des gens du livre au Québec* (à paraître aux Presses de l'Université de Montréal). Ce projet est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le Fonds de recherche du Québec – Société et culture ainsi que l'Université de Sherbrooke. Auteure de l'ouvrage *Les tribulations du livre québécois en France, 1959-1985*, paru en 1997, Josée Vincent a aussi dirigé plusieurs collectifs, dont deux en 2010 : *La fabrication de l'auteur* et *Passeurs d'histoire(s) – Figures des relations France-Québec en histoire du livre*, en collaboration avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

REMERCIEMENTS

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) remercie les auteurs des articles de ce numéro pour leur aimable collaboration. Nous tenons également à remercier Luc Desilets, Ronald Desmarais, Clémence DesRochers et Julie Dorsey, qui ont autorisé la reproduction d'œuvres dont ils sont titulaires des droits d'auteur.

BAnQ souhaite en outre exprimer sa gratitude à Bibliothèque et Archives Canada, au Centre de référence de l'Amérique française et au Musée du Bas-Saint-Laurent, qui ont permis la publication de reproductions de documents leur appartenant.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

À moins d'une indication contraire, les documents reproduits dans ce numéro proviennent des fonds d'archives et des collections de BAnQ. L'abréviation *Num.* (en anglais *Digit.*) à la fin d'une référence bibliographique indique qu'un fichier numérisé est disponible sur le site Internet de l'institution mentionnée dans la référence.

Pages 2 (illustrations au centre et à droite), 7, 25, 50, 79, 84, 88, 90 (illustration de gauche).
Photos : Marie-Andrée Boivin © Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012

Pages 2 (illustration de gauche), 6, 11, 98, 100 (illustration du bas).
Photos : François Bastien © Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012

Page 38 (illustration de gauche).
Toute personne souhaitant reproduire cette photo doit obtenir au préalable l'autorisation du Musée du Bas-Saint-Laurent.

Tous les efforts ont été faits par BAnQ pour retrouver les détenteurs de droits des œuvres reproduites dans la revue. Les personnes possédant d'autres renseignements à ce propos sont priées de communiquer avec les Services juridiques de BAnQ.

Illustrations de la couverture, de la page 1 et de la page 118
Les illustrations de la couverture sont des détails des documents reproduits, selon l'ordre habituel, aux pages 79, 1, 110 (illustration du bas), 22 et 84.

L'illustration de la quatrième de couverture est un détail du document reproduit à la page 15.

Les documents reproduits à la page 1 sont des détails des documents reproduits aux pages 51, 46 et 41 (illustration de droite).

L'illustration de la page 122 est un détail du document reproduit à la page 39 (illustration de droite).

Bibliothèque et Archives nationales du Québec et sa vocation scientifique

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) est la plus grande institution culturelle du Québec, tant par sa taille que par la diversité de ses missions et par sa présence régionale. En complément de ses activités bibliothéconomiques et archivistiques, BAnQ s'est dotée d'une Politique de la recherche et de la diffusion scientifique qui vise notamment à stimuler et à faire connaître les recherches sur le patrimoine documentaire québécois et sur des sujets liés aux mandats de l'institution.

Pour encourager de tels travaux d'érudition, BAnQ a créé le Programme de soutien à la recherche, un programme annuel de bourses destinées aux étudiants du Québec et aux chercheurs de l'extérieur du Québec. Elle travaille aussi en étroite collaboration avec la communauté universitaire québécoise et internationale pour concevoir et réaliser des projets scientifiques – publications, colloques, journées d'étude, expositions, conférences, ateliers et autres – et contribue à des activités menées par des groupes et des centres de recherche.

Les travaux scientifiques réalisés par BAnQ, de même que ceux qu'elle soutient par l'entremise de ses bourses, de sa revue savante et des projets de coopération auxquels elle participe, portent sur les fonds d'archives de l'institution – archives privées, civiles, judiciaires et gouvernementales –, sur ses collections patrimoniales de monographies, de journaux et de périodiques, d'enregistrements sonores, de partitions musicales, de livres anciens, d'affiches, de programmes de spectacles, d'estampes, de livres d'artistes, de cartes postales, de documents cartographiques, de plans d'architecture, de publications gouvernementales et de photographies ainsi que sur la collection du Centre québécois de ressources en littérature pour la jeunesse.

BAnQ encourage aussi des recherches traitant de la bibliothéconomie ainsi que de l'histoire et du développement des bibliothèques au Québec; de l'archivistique ainsi que de l'histoire et du développement des archives au Québec; des publics de BAnQ ainsi que de l'usage des ressources et services mis à leur disposition; de l'histoire du livre, de l'imprimé et de l'édition au Québec; de l'histoire et de la sociologie de la lecture au Québec; du patrimoine documentaire autochtone du Québec; des sujets relatifs au Québec; de l'impact des technologies sur la lecture et l'écriture. BAnQ invite également la communauté scientifique à exploiter les métadonnées sur les documents qu'elle possède dans le cadre de recherches fondamentales ou appliquées.

Au sujet de Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Plus grande institution culturelle du Québec et pilier essentiel de la société du savoir, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a pour mission d'offrir un accès démocratique à la culture et à la connaissance. Elle rassemble, conserve et diffuse le patrimoine documentaire québécois ou relatif au Québec. Elle offre aussi les services d'une bibliothèque publique d'envergure. BAnQ regroupe la Grande Bibliothèque, le Centre de conservation et neuf centres d'archives à Montréal, Québec, Gatineau, Rimouski, Rouyn-Noranda, Saguenay, Sept-Îles, Sherbrooke et Trois-Rivières, de même qu'un point de service à Gaspé.

2012
Nº 4

GÉOGRAPHIE

Cartographier la terre des païens : la géographie des missionnaires jésuites en Nouvelle-France au XVII^e siècle
Jean-François Palomino

HISTOIRE

De l'armée au séminaire : l'itinéraire et l'œuvre de Pierre Collas, migrant éphémère en Nouvelle-France (1698-1703)
Eva Guillorel

ARCHITECTURE

Qui donc est l'architecte de l'église Saint-Patrice de Rivière-du-Loup?
Josette Michaud

Magog's Church of Sainte-Marguerite-Marie and the Architectural Dynamics Between Two of Québec's Founding Institutions During the Twentieth Century: The Roman Catholic Church and the Corporate Industrial Manufactory
Caroline Beaudoin

HISTOIRE DU LIVRE, DE L'IMPRIMÉ ET DE L'ÉDITION

Faire confiance au Canadien moyen — Les manuels techniques de Louis-Alexandre Bélisle
Josée Vincent

À LA DÉCOUVERTE DES FONDS ET DES COLLECTIONS

« Il y a des choses qu'une personne cultivée ne peut ignorer » — Le *Bulletin* de la Société d'étude et de conférences (1951-1967) : sa genèse, ses actrices et son contenu
Fanie St-Laurent

Les collections d'imprimés et les fonds d'archives de BAnQ : des ressources importantes pour l'histoire de la caricature et de la satire graphique québécoises avant 1960
Dominic Hardy

ARCHIVES ET INÉDITS

Le pouvoir créateur d'Alfred et de Clémence
Julie Roy et Hélène Fortier

Bibliothèque et Archives nationales Québec